

CONSEIL COMMUNAL DU 9 SEPTEMBRE 2021
GEMEENTERAAD VAN 9 SEPTEMBER 2021

REGISTRE
REGISTER

Présents	Aleksandra Kokaj, <i>Présidente/De Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoeye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Laurence Anne Vandeputte, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, Jean-Pierre Collin, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
Verontschuldigd	Jean-Luc Vanraes, Vanessa Issi, Chiraz El Fassi, Yaël Ariane Nour Haumont, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)</i> .

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

09.09.2021/A/0001 **Interpellation citoyenne : politique de mobilité.**

M. Pierlot précise que la STIB a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à l'aménagement et la prolongation de la rue du Wagon. Cette demande a fait l'objet d'une enquête publique et d'une séance de la commission de concertation au début de cette année. L'avis est soumis à la décision du Fonctionnaire délégué pour l'octroi du permis. Le collectif représenté par M. Pierlot est favorable à une amélioration de la mobilité dans la commune, particulièrement à une offre de transports publics qui diminue la pression automobile et facilite l'accès au centre-ville.

Mais pour le collectif, la STIB fait un mauvais choix en envisageant de percer le talus de chemin de fer le long des immeubles du parc Schlumberger en intérieur d'îlot. Percer une route de 14 mètres de large et 400 mètres de long dans un espace vert perturbera durablement le biotope de ce site et ouvrira une nouvelle voie aux automobilistes depuis la rue de Stalle, les caméras de dissuasion de type ANPR ayant montré leur inefficacité dans d'autres quartiers de Bruxelles. De plus, la création de cette nouvelle voirie aura des conséquences dramatiques pour les riverains, compte tenu des effets du dérèglement climatique (fortes précipitations et risques d'inondation dus à l'imperméabilisation des sols, création d'îlots de chaleur dus à l'asphaltisation).

Les citoyens les plus lucides relaient les signaux d'alerte du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), qui recommandent la revégétalisation des villes afin de limiter la perte dramatique de la biodiversité.

La place Flagey, désormais totalement bétonnée et dépourvue d'arbres, constitue à cet égard un exemple typique de ce qu'il ne faut pas faire.

Le rapport d'incidence remis par la STIB lors de l'enquête publique se base sur des éléments contestables, voire mensongers (bruit et nuisances sonores, sous-dimensionnement de la voie, vitesse « commerciale » inférieure à 10 km/h dans le tronçon de la chaussée d'Alseberg reliant la gare de Calevoet à la rue de Stalle, etc.).

Quoiqu'ils aient été démontrés lors de l'enquête publique, ces éléments ont été délibérément ignorés en commission de concertation par la STIB, dont l'attitude arrogante et emprunte d'autosatisfaction s'est avérée méprisante pour les citoyens de cette commune.

M. Pierlot insiste sur le fait que des circuits alternatifs n'ont pas été étudiés sérieusement, alors que de nombreux projets de construction voient le jour dans les quartiers Van Ophem et Bourdon (ancienne imprimerie Illochroma rue du Château d'Or) et sont desservis uniquement par les bus De Lijn, destinés principalement aux navetteurs.

Le bus 74, dont le terminus se situe actuellement à la gare de Stalle, pourrait se diriger vers la rue Egide Van Ophem en empruntant la rue de Stalle et la rue de l'Etoile : il relierait ainsi des quartiers des deux côtés de la gare de Calevoet et éviterait le percement d'une nouvelle voirie en utilisant des voiries existantes.

Le bus 43 est actuellement complété par les bus 37 et 70 pour desservir le sud d'Uccle (notamment le quartier du Homborch).

L'économie ainsi réalisée sur les deniers publics, dont le montant peut être estimé à 10 millions d'euros, permettrait des réorientations budgétaires plus utiles aux citoyens de la commune et de la Région, dont les finances (et surtout celles des ménages les plus pauvres) ont été fort sollicitées par la pandémie du covid.

Dès lors, le collectif représenté par M. Pierlot demande aux autorités communales de défendre une politique de mobilité davantage axée sur les citoyens de la commune en aménageant le sentier en dolomie pour les piétons et cyclistes, afin de relier la gare de Calevoet à la rue de Stalle, dans le respect de l'intimité des riverains ; en incitant la STIB à revoir son plan de mobilité pour les bus, de manière à desservir les nombreux habitants des quartiers rue Egide Van Ophem, gare de Calevoet, rue du Château d'Or ; en refusant la création d'une nouvelle voirie régionale en prolongation de la rue du Wagon, qui risque de renforcer la circulation automobile des navetteurs en provenance du sud de Bruxelles et par conséquent, les embouteillages dans les quartiers de la rue de Stalle, du Dieweg et des autres axes conduisant au centre-ville.

M. Pierlot compte sur le Collège pour encourager la mobilité de demain et non cautionner des projets dépassés, car les problèmes de mobilité se posent dans des termes différents en raison du défi climatique.

M. Cools confirme qu'il s'agit d'un projet ancien car l'idée de prolonger la rue du Wagon a été émise il y a plus de 15 ans.

Quoique ce projet ait été soutenu par les différents groupes politiques, il y a lieu de se demander si, compte tenu de l'évolution du bâti, il ne conviendrait pas de reconsidérer ce projet, voire de l'abandonner.

Mais il ne semble pas que ce soit la voie choisie par le Collège, du moins d'après sa réponse à une interpellation de M. Cools sur ce sujet en mai dernier.

Dans le cas où ce projet serait maintenu, il devrait être revu sur un certain nombre de points.

C'est déjà le cas pour le tracé du chemin piétonnier, qui sera rectiligne et non en zigzag comme le prévoyait la version initiale du projet.

Mais il faut aussi s'assurer que la circulation soit limitée à la liaison des transports en commun, en empêchant l'accès des véhicules plus petits par l'aménagement de fosses au début et à la fin de la prolongation.

L'installation de caméras n'est pas suffisante car elle n'entrave pas physiquement le passage des véhicules même si elle permet la poursuite des éventuels contrevenants.

Il faut aussi veiller à ce que le nombre de bus empruntant cette voirie soit limité. Le passage par la rue du Wagon ne devrait pas être autorisé aux bus de la société De Lijn.

Il faudrait aussi réduire les nuisances visuelles et sonores en installant un écran acoustique verdurisé, surtout si les bus 43 et 74 doivent emprunter ce trajet.

M. Cools invite le Collège à reconsidérer ce projet.

M. De Bock rappelle que la rue du Wagon semblait prédestinée à être percée.

Mais des projets analogues, prévus il y a 40 ans par les prédécesseurs des mandataires actuels pour des artères telles que la rue du Moensberg ou la rue Roberts-Jones, n'ont finalement pas abouti.

Les demandes exprimées dans le cadre de l'interpellation citoyenne sont légitimes, eu égard aux nouveaux événements des dernières années, notamment le réaménagement de la chaussée d'Alseberg.

Vu les rénovations effectuées, M. De Bock émet un certain doute à l'égard de l'argument de la STIB selon lequel elle perdrait une vitesse commerciale dans ce tronçon entre le Globe et le quartier Calevoet.

Dans le dossier de la boucle sud du Bois de la Cambre, la STIB prétendait que la fermeture lui faisait gagner 8 minutes entre l'entrée et la sortie du bois mais elle ne tenait aucun compte des embouteillages en amont.

M. De Bock est favorable à l'organisation d'une vaste consultation citoyenne sur ce projet, qui ne se limiterait pas aux habitants de ce quartier mais s'étendrait à l'ensemble de la population ucloise, et ce d'autant plus qu'il s'agit en l'occurrence d'un investissement d'une dizaine de millions d'euros.

M. Desmet remercie M. Pierlot pour sa consultation citoyenne, qui permet d'éclairer le débat en dressant un éventail large et précis des préoccupations des habitants de la rue du Wagon.

Le groupe Ecolo demeure néanmoins convaincu de la nécessité de créer la rue du Wagon. Le passage de l'opposition à la majorité ne l'a pas fait changer d'avis.

Mais il est normal que l'on s'interroge sur la forme que prendra cette rue du Wagon.

Les habitants ont pu exprimer leurs doléances de manière démocratique dans le cadre de la commission de concertation.

Certaines modifications du plan initial proposées pour les aménagements peuvent être retenues, notamment pour ce qui concerne le cheminement piéton.

De manière générale, la mobilité douce est davantage prise en considération.

M. Desmet aurait plutôt tendance à faire confiance à la STIB dans ce dossier, en invitant toutefois les députés régionaux, plus influents que les conseillers communaux, à exercer toute la pression nécessaire pour promouvoir la lutte contre la pollution et la protection de la biodiversité.

M. Norré constate que tous sont d'accord pour affirmer la nécessité d'améliorer la liaison entre la gare de Calevoet et le centre d'Uccle.

Dans cette perspective, une percée dans le fond de la rue du Wagon peut s'avérer pertinente.

Néanmoins, il faut veiller à maintenir le projet dans un cadre proportionné, compte tenu de la proximité de la structure bétonnée de 14 mètres avec les jardins et terrasses de certains riverains.

L'opportunité de la circulation des autobus doit aussi pouvoir être discutée.

M. Norré serait également partisan d'une consultation populaire, à condition que celle-ci ne se limite pas à des questions univoques (oui/non).

La commune jouerait pleinement son rôle si elle s'efforçait d'être un interlocuteur favorisant le dialogue entre les riverains et la STIB.

M. De Bock demande si le projet de la STIB n'hypothèque pas l'aménagement d'une passerelle à bicyclettes pour le RER Vélos, à hauteur du pont qui enjambe Uccle-Stalle, vu que le plan de la STIB prévoit l'arasement de la terre à hauteur ou en contrebas des voies.

M. l'Echevin Wyngaard comprend que des riverains appréhendent les conséquences du développement d'un projet de voirie, à propos duquel tous ne disposaient pas de l'ensemble des informations.

L'enquête publique et la réunion de la commission de concertation ont été menées dans le respect des procédures en vigueur.

Les riverains du clos proche de la voirie ont pu se mobiliser précisément parce qu'un espace a été libéré pour permettre à chacun d'exprimer ses griefs et ses objections.

Le 2 juillet dernier, à l'initiative de l'administration régionale de l'urbanisme (urban.brussels), une réunion a associé les différents acteurs de ce dossier : urban.brussels, Bruxelles-Mobilité, la STIB et la commune.

Cette réunion faisait suite à l'avis de la commission de concertation invitant la STIB à revoir sa copie sur un certain nombre de points.

Les échanges relatifs au remaniement du projet ont abordé le cheminement piéton du côté gauche dans le sens de la montée, dont le trajet en zigzag ponctué de plateformes pour les personnes à mobilité réduite (PMR) était loin de convaincre les principaux intéressés.

Désormais, le projet prévoit un cheminement rectiligne à proximité des noues, mais l'administration régionale de l'urbanisme ne s'est pas encore officiellement prononcée, le permis n'ayant pas encore été délivré.

Si le cheminement devient rectiligne du côté gauche, la largeur de la piste cyclable pourrait être réduite du côté droit.

L'aménagement d'une piste cyclable se justifie seulement dans le sens de la montée du côté droit, les cyclistes pouvant sans encombre emprunter la voirie dans le sens de la descente.

Un tel dispositif permettrait soit de réduire l'emprise globale de la voirie soit d'accroître la zone des noues ou la zone-tampon entre les habitations et la voirie.

L'établissement de la piste cyclable entre le cheminement piéton et la voirie a également fait l'objet de discussions, le but visé consistant à garantir un certain éloignement entre les bâtiments et l'artère destinée à la circulation des bus.

M. l'Echevin Wyngaard constate que la position de certains groupes politiques dans ce dossier a été pour le moins fluctuante, eu égard à l'adoption antérieure, par un vote unanime du Conseil communal, d'une motion relative à la défense du transport public, qui réclamait la réalisation de la rue du Wagon.

Lors de la réunion du 2 juillet dernier, le Collège a réitéré son refus catégorique d'un accès de cette voirie aux voitures et taxis, et la Région partage ce point de vue.

L'observation du trafic sur la chaussée d'Ixelles a amené M. Pierlot à la conclure que l'installation de caméras est un dispositif inefficace ou à tout le moins défaillant.

Mais la situation de la chaussée d'Ixelles n'est pas comparable à celle de la rue du Wagon.

La voirie ixelloise ayant en effet été accessible aux automobilistes durant des décennies,

ceux-ci ont été perturbés par le changement de signalisation en raison des habitudes qu'ils ont contractées.

La rue du Wagon constitue un cas de figure tout à fait différent. Il s'agit d'une voirie qui ne sera jamais accessible aux automobilistes. Ces derniers ne devront donc pas se débarrasser de réflexes antérieurs.

Selon M. l'Echevin Wyngaard, l'établissement d'un marquage au sol clair, l'installation de panneaux signalétiques explicites et le dispositif des caméras couplé à un système de redevances dissuasives sont de nature à éviter les risques de débordement.

À l'heure actuelle, l'aménagement de fosses n'est pas prévu, en raison des réserves émises par les services de secours. Mais on peut toujours réfléchir à d'éventuelles adaptations avec les instances régionales.

Le percement qui doit être effectué ne sera pas opéré sur une distance de 400 mètres car une partie importante du travail a déjà été accomplie entre la rue de Stalle et le clos où habitent les membres du collectif représenté par M. Pierlot.

En réalité, le percement qui doit encore être opéré s'étend sur une centaine de mètres.

Lors de la réunion du 2 juillet, le choix du type de matériau a été évoqué, dans la perspective d'une protection de la biodiversité.

Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité de privilégier les matériaux les plus perméables et de réduire autant que possible l'emprise, de manière à assurer une distance suffisante entre la voirie et les habitations.

La lutte contre le dérèglement climatique requiert la promotion de la mobilité alternative, ce qui implique la réduction du nombre d'automobiles en circulation et l'établissement de transports en commun attractifs.

Et pour que les transports en commun soient attractifs, il faut effectuer des aménagements qui garantissent leur vitesse commerciale.

Vu les changements qui vont affecter ce quartier, notamment les projets de construction rue Egide Van Ophem sur le site Astra Zeneca et dans la zone Bourdon sur le site Illochroma, il incombe au Collège d'anticiper les besoins en termes de mobilité, de manière à décongestionner le trafic.

Compte tenu de tous ces éléments, ce projet mérite d'être retenu, nonobstant un certain nombre de réserves évoquées lors de la réunion du 2 juillet, qu'il convient de prendre en considération.

M. Pierlot remercie les divers intervenants pour les éclaircissements prodigués.

Il estime néanmoins que certaines questions demeurent sans réponse, notamment quant à la politique de mobilité globale et en particulier pour ce qui concerne les transports en commun.

Il rappelle à cet égard que les habitants de la rue Egide Van Ophem sont confrontés uniquement aux bus De Lijn, qui ne circulent pas dans Bruxelles puisqu'ils relient les communes périphériques du Brabant flamand.

Si, au lieu de construire une nouvelle voirie, on privilégiait un passage sur le site propre de la rue de Stalle jusqu'à la rue de l'Etoile suivi d'un retour vers la rue Egide Van Ophem, il serait possible de réaliser des économies substantielles, quoique la STIB ait prétendu que ce serait plus coûteux en termes d'exploitation. Mais le coût d'une telle option ne serait en aucune manière comparable aux 10 millions d'investissements requis pour la construction d'une nouvelle voirie.

De plus, ce choix permettrait de préserver la biodiversité.

M. Pierlot précise que la distance de 400 mètres à laquelle il faisait allusion concerne l'espace bétonné ou asphalté qui fera office d'îlot de chaleur.

M. Pierlot demeure sceptique quant à l'efficacité d'un système de caméras de sécurité, et ce d'autant plus que, selon les propos tenus par des agents du service communal de

l'Urbanisme, des automobilistes distraits sont amenés à faire demi-tour à la fin de la partie existante de la rue du Wagon et risquent alors d'entrer en collision avec les bus, les piétons et les cyclistes.

Il serait peut-être opportun d'examiner des plans de circulation alternatifs s'orientant vers la rue Egide Van Ophem, dont les habitants sont partisans d'une politique de mobilité plus adaptée à leurs demandes.

M. Pierlot estime que le choix opéré ne sera pas satisfaisant car il est pour le moins excessif de créer une route de 14 mètres de large pour faire passer deux bus.

M. De Bock se demande pourquoi l'avenue Guillaume Herinckx n'a pas été considérée comme une alternative crédible, étant donné qu'il est possible de recourir sur cette artère au site propre du tram situé du côté gauche de l'espace Schlumberger.

M. l'Echevin Wyngaard précise que la réalisation du RER Vélos n'est pas entravée par ce projet.

Le RER ne devant pas nécessairement demeurer collé à la voie, il n'est pas exclu que les cyclistes soient amenés à descendre et remonter un peu au cours de leur itinéraire.

En outre, il ne faut pas oublier que l'érection de ponts ou de passerelles suspendues requiert chaque fois l'engagement de millions d'euros. Il s'agit en l'occurrence de choix politiques qui devront être opérés à d'autres niveaux de pouvoir.

Pour ce qui concerne les nuisances sonores, la STIB est en train de modifier la composition de sa flotte, en optant pour des bus électriques ou à hydrogène, beaucoup moins bruyants que les véhicules actuellement en circulation.

Par ailleurs, M. l'Echevin Wyngaard ne pense pas que la suggestion de M. Pierlot quant à la rue Egide Van Ophem recueillerait l'assentiment de l'ensemble des habitants de cette voirie, car beaucoup d'entre eux se plaignent de l'intensité du trafic des autobus De Lijn.

M. De Bock estime que cette interpellation citoyenne a donné lieu à un débat intéressant et remercie Mme la Présidente du Conseil de l'avoir mené de main de maître.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : mobiliteitsbeleid.

De h. Pierlot legt uit dat de MIVB een bouwaanvraag heeft ingediend voor de inrichting en uitbreiding van de Wagenstraat. Begin dit jaar was er een openbaar onderzoek en het advies van de overlegcommissie werd onderworpen aan het besluit van de gedelegeerde ambtenaar voor de toekenning van de vergunning. Het door de h. Pierlot vertegenwoordigde collectief is voorstander van een betere mobiliteit in de gemeente, met name het openbaar vervoer, dat de autodruk vermindert en de toegang tot het stadscentrum vergemakkelijkt.

Volgens het collectief maakt de MIVB een slechte keuze door de spoordijk door te snijden langs de gebouwen van het Schlumbergerpark aan de binnenkant van het blok. De aanleg van een weg van 14 meter breed en 400 meter lang door een groene ruimte zal de biotoop van dit gebied blijvend verstoren en een nieuwe route openen voor automobilisten vanaf de Stallestraat, aangezien afschrikingscamera's hun ondoeltreffendheid hebben bewezen in andere Brusselse wijken. Bovendien zal de aanleg van deze nieuwe weg dramatische gevolgen hebben voor de bewoners, rekening houdend met de effecten van de klimaatverandering (hevige regenval en risico op overstromingen door ondoordringbare bodembedekking, ontstaan van warmte-eilanden door asfaltering).

De meest lucide burgers geven de waarschuwingssignalen door van het IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) en het IPBES (Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services), die herbegroeiing van steden aanbevelen om het dramatische verlies aan biodiversiteit te beperken. Het Flageyplein, nu volledig betegeld en zonder bomen, is een typisch voorbeeld van wat je niet moet doen.

Het effectrapport dat de MIVB tijdens het openbaar onderzoek heeft ingediend, is gebaseerd op twijfelachtige, zelfs misleidende elementen (geluidsoverlast en lawaaihinder, te geringe afmetingen van de gracht, reïssnelheid van minder dan 10 km/u op het gedeelte van de Alsebergsesteenweg dat het station Kalevoet met de Stallestraat verbindt, enz.). Hoewel deze elementen tijdens het openbaar onderzoek werden aangetoond, werden zij in het overlegcomité opzettelijk genegeerd door de MIVB, wier arrogante en zelfgenoegzame houding minachtend bleek te zijn voor de burgers van deze gemeente.

De h. Pierlot benadrukt dat alternatieve routes niet serieus zijn overwogen, terwijl in de wijken Van Ophem en Horzel (voormalige drukkerij Illochroma in de Gulden Kasteelstraat) veel bouwprojecten worden uitgevoerd die alleen worden bediend door bussen van De Lijn, die vooral bedoeld zijn voor pendelaars. Bus 74, met eindhalte momenteel aan het station Stalle, zou via de Stallestraat en de Sterstraat naar Egide Van Ophem kunnen worden geleid: zo zouden de wijken aan weerszijden van het station Kalevoet met elkaar worden verbonden en zou de aanleg van een nieuwe weg worden vermeden door gebruik te maken van bestaande wegen. Bus 43 wordt momenteel aangevuld door bus 37 en 70 om het zuiden van Ukkel te bedienen (met name de Homborchwijk).

De aldus gerealiseerde besparing op de overheidsmiddelen (geraamd op 10 miljoen euro) zou een nuttiger budgettaire heroriëntatie mogelijk maken ten behoeve van de inwoners van de gemeente en het Gewest, wier financiën (en met name die van de armste gezinnen) zwaar onder druk zijn komen te staan door de covidpandemie.

Het collectief vraagt daarom het gemeentebestuur een mobiliteitsbeleid te verdedigen dat meer gericht is op de burgers van de gemeente, door het dolomietpad voor voetgangers en fietsers te ontwikkelen, om het station Kalevoet te verbinden met de Stallestraat, met respect voor de privacy van de bewoners; door de MIVB aan te moedigen haar mobiliteitsplan voor bussen te herzien, om zo de vele bewoners van de wijken Egide Van Ophemstraat, station Kalevoet, Gulden Kasteelstraat te kunnen bedienen; door de aanleg van een nieuwe gewestweg in het verlengde van de Wagenstraat te verwerpen, waardoor het aantal pendelaars uit het zuiden van Brussel dreigt toe te nemen en bijgevolg de files in de Stallestraat, de Dieweg en de andere wegen die naar het stadscentrum leiden.

De h. Pierlot verwacht van het college dat het de mobiliteit van de toekomst aanmoedigt en geen verouderde projecten steunt, aangezien de mobiliteitsproblemen door de klimaatuitdaging in andere bewoordingen worden gesteld.

De h. Cools bevestigt dat dit een oud project is. Het idee om de Wagenstraat uit te breiden bestaat al meer dan 15 jaar. Hoewel dit project door de verschillende fracties werd gesteund, moet men zich afvragen of het, gezien de evolutie van het gebouw, niet aangewezen zou zijn dit project te heroverwegen of zelfs op te geven. Maar het lijkt er niet op dat dit de weg is die het college heeft gekozen, althans volgens zijn antwoord op zijn interpellatie hierover in mei jl.

Als dit project zou worden gehandhaafd, zou het op een aantal punten moeten worden herzien. Dit is reeds het geval voor de aanleg van het voetgangerspad, dat rechtdoor zal lopen en niet zigzag zoals gepland in de oorspronkelijke versie van het project. Maar er moet ook voor worden gezorgd dat het verkeer beperkt blijft tot de openbaarvervoersverbinding, door de toegang voor kleinere voertuigen te verhinderen door aan het begin en het einde van de uitbreiding putten aan te brengen. Het plaatsen van camera's is niet voldoende, omdat het de doorgang van voertuigen niet fysiek belemmert, maar wel de vervolging van mogelijke overtreeders mogelijk maakt. Ook moet ervoor worden gezorgd dat het aantal bussen dat van deze weg gebruik maakt, beperkt blijft. De bussen van De Lijn zouden de Wagenstraat niet mogen gebruiken. Visuele vervuiling en geluidsoverlast moeten ook worden verminderd door de plaatsing van een groene geluidsmuur, vooral als bussen 43 en 74 deze route gaan gebruiken. De h. Cools verzoekt het college dit project opnieuw te overwegen.

De h. De Bock herinnert zich dat de Wagenstraat voorbestemd leek te zijn om doorboord te worden. Soortgelijke projecten, die 40 jaar geleden door de voorgangers van de huidige vertegenwoordigers werden gepland voor verkeersaders zoals de Moensbergstraat of de Roberts-Jonesstraat, zijn echter niet tot uitvoering gekomen.

De eisen in deze burgerinterpellatie zijn legitiem gezien de nieuwe ontwikkelingen van de laatste jaren, met name de herinrichting van de Alsebergsesteenweg. Gezien de uitgevoerde renovaties heeft de h. De Bock enige twijfels over het argument van de MIVB dat zij op dit traject tussen Globe en Kalevoet reïssnelheid zou verliezen.

In het dossier over de zuidelijke lus van het Ter Kamerenbos beweert de MIVB dat de sluiting 8 minuten tijdwinst zou opleveren tussen de in- en uitgang van het Terkamerenbos, maar zij houdt geen rekening met de verkeersopstoppingen stroomopwaarts.

De h. De Bock is voorstander van een brede burgerinspraak over dit project, die niet beperkt zou blijven tot de bewoners van deze wijk, maar zich zou uitstrekken tot de hele Ukkelse bevolking, temeer daar het om een investering van ongeveer tien miljoen euro gaat.

De h. Desmet dankt de h. Pierlot voor zijn tussenkomst die heeft bijgedragen tot de verduidelijking van het debat door een breed en nauwkeurig beeld te geven van de bezorgdheid van de bewoners van de Wagenstraat. Ecolo blijft echter overtuigd van de noodzaak om de Wagenstraat te creëren. De overgang van oppositie naar meerderheid heeft niet geleid tot een andere mening. Maar het is normaal dat men zich afvraagt welke vorm deze Wagenstraat zal aannemen.

De bewoners konden hun grieven op democratische wijze kenbaar maken in het kader van de overlegcommissie. Sommige van de voorgestelde wijzigingen van het oorspronkelijke plan kunnen worden aanvaard, met name wat het voetgangerspad betreft. In het algemeen wordt meer aandacht besteed aan zachte mobiliteit. De h. Desmet was geneigd de MIVB in dezen te vertrouwen, maar verzocht de gewestelijke afgevaardigden, die meer invloed hebben dan de gemeenteraadsleden, de nodige druk uit te oefenen om vervuiling te bestrijden en biodiversiteit te beschermen.

De h. Norré merkt op dat iedereen het erover eens was dat de verbinding tussen het station Kalevoet en het centrum van Ukkel moet worden verbeterd. Een doorbraak aan het einde van de Wagenstraat zou aldus relevant kunnen zijn. Er moet echter op worden toegezien

dat het project binnen een evenredig kader blijft, gezien de nabijheid van de 14 meter hoge betonnen structuur tot de tuinen en terrassen van sommige bewoners. Ook de gepastheid van busverkeer moet worden besproken. Hij is voorstander van een volksraadpleging, op voorwaarde dat deze niet beperkt blijft tot eenzijdige vragen (ja/nee). De gemeente zou haar rol ten volle spelen als zij zou trachten een gesprekspartner te zijn voor de dialoog tussen de bewoners en de MIVB.

De h. De Bock vraagt of het MIVB-project de bouw van een fietsbrug voor het fiets-GEN ter hoogte van de brug over Ukkel-Stalle niet in gevaar brengt, aangezien de MIVB voorziet in de egalisering van de grond ter hoogte van of onder de sporen.

Schepen Wyngaard begrijpt dat de inwoners ongerust zijn over de gevolgen van de ontwikkeling van een wegenproject waarover niet iedereen alle informatie had. Het openbaar onderzoek en de vergadering van het overlegcomité zijn verlopen volgens de geldende procedures. De inwoners van het buurt van de weg konden zich mobiliseren juist omdat er ruimte werd gemaakt voor iedereen om zijn grieven en bezwaren te uiten.

Op 2 juli vond op initiatief van Urban.brussels een vergadering plaats met de verschillende actoren die bij dit dossier betrokken zijn: urban.brussels, Mobiel Brussel, de MIVB en de gemeente. Deze vergadering volgde op het advies van de overlegcommissie waarin de MIVB werd verzocht haar exemplaar op een aantal punten te herzien. De discussies over de herwerking van het project spitsten zich toe op het voetpad aan de linkerkant in opwaartse richting, waarvan het zigzagpad, onderbroken door perrons voor personen met beperkte mobiliteit (PBM), de voornaamste belanghebbenden allerminst kon overtuigen. Het project voorziet nu in een recht tracé in de buurt van de grachten, maar de gewestelijke planningsinstantie heeft nog geen officieel besluit genomen, aangezien de vergunning nog niet is afgegeven. Als het pad aan de linkerkant recht wordt, zou de breedte van het fietspad aan de rechterkant kunnen worden verminderd. Een fietspad is alleen gerechtvaardigd in de opwaartse richting aan de rechterkant, aangezien fietsers de rijbaan in de neerwaartse richting zonder problemen kunnen gebruiken. Hierdoor zou ofwel de totale inneming van de weg verminderen, ofwel de oppervlakte van de grachten of de bufferzone tussen de huizen en de weg toenemen. Ook de aanleg van het fietspad tussen het voetpad en de weg werd besproken, met als doel een zekere afstand tussen de gebouwen en de busroute te waarborgen.

Schepen Wyngaard merkt op dat het standpunt van sommige fracties over deze kwestie op zijn zachtst gezegd inconsequent is, gezien de eerdere unanieme stemming van de gemeenteraad over een motie ter verdediging van het openbaar vervoer, waarin werd opgeroepen tot de voltooiing van de Wagenstraat.

Tijdens de vergadering van 2 juli heeft het college zijn categorische weigering van toegang tot deze weg voor auto's en taxi's herhaald, en het gewest deelt dit standpunt.

Uit de waarneming van het verkeer op de rijbaan van Elsene heeft de h. Pierlot geconcludeerd dat de installatie van camera's ondoeltreffend is of op zijn minst een mislukking. De situatie op de Elsensesteenweg is echter niet vergelijkbaar met die op de Wagenstraat. De rijweg in Elsene is al tientallen jaren toegankelijk voor automobilisten en zij storen zich aan de verandering van de bewegwijzering vanwege de gewoonten die zij hebben aangenomen. De Wagenstraat is een heel ander geval. Het is een weg die nooit toegankelijk zal zijn voor automobilisten. Zij zullen zich dus niet hoeven te ontdoen van eerdere gewoonten. Volgens de schepen zullen duidelijke wegmarkeringen, bewegwijzering en camera's in combinatie met een systeem van afschrikwekkende

heffingen het risico voorkomen.

Op dit moment is de aanleg van putten niet gepland, vanwege de bezwaren van de hulpdiensten. Eventuele aanpassingen kunnen evenwel met het gewest worden besproken. De uit te voeren opgraving zal niet over een afstand van 400 meter worden uitgevoerd, omdat een groot deel van de werkzaamheden reeds is voltooid tussen de Stallestraat en de omheining waar de leden wonen van het collectief dat door de h. Pierlot wordt vertegenwoordigd. In werkelijkheid strekt de doorbraak die nog moet worden gemaakt zich uit over meer dan honderd meter.

Tijdens de vergadering van 2 juli is de keuze van het materiaal besproken, met het oog op de bescherming van de biodiversiteit. Verscheidene sprekers drongen aan op de noodzaak de voorkeur te geven aan de meest waterdoorlatende materialen en de doorgang zo kort mogelijk te houden, zodat er voldoende afstand is tussen de weg en de huizen.

De strijd tegen de klimaatverandering vereist de bevordering van alternatieve mobiliteit, hetgeen inhoudt dat het aantal auto's op de weg moet worden teruggedrongen en dat er aantrekkelijk openbaar vervoer moet komen met een gewaarborgde reissnelheid.

Gezien de veranderingen die dit gebied zal ondergaan, met name de bouwprojecten in de Egide Van Ophemstraat op de Astra Zeneca-site en in de Horzelwijk op de Illochromasite, moet het college anticiperen op de mobiliteitsbehoeften om de verkeerscongestie te verminderen.

Rekening houdend met al deze elementen verdient dit project het om te worden gehandhaafd, niettegenstaande een aantal bezwaren die tijdens de vergadering van 2 juli naar voren zijn gebracht en waarmee rekening moet worden gehouden.

De h. Pierlot bedankt de verschillende sprekers voor hun toelichtingen. Hij meende echter dat sommige vragen onbeantwoord blijven, met name wat betreft het algemene mobiliteitsbeleid, en in het bijzonder het openbaar vervoer. In dit verband herinnerde hij eraan dat de bewoners van de Egide Van Ophemstraat alleen worden geconfronteerd met bussen van De Lijn, die niet in Brussel rondrijden omdat zij de randgemeenten van Vlaams-Brabant verbinden. Indien in plaats van een nieuwe weg aan te leggen, de voorkeur zou worden gegeven aan het gebruik van het exclusieve recht van overpad van de Stallestraat naar de Sterstraat en terug naar de Egide Van Ophemstraat, zouden aanzienlijke besparingen kunnen worden gerealiseerd, hoewel de MIVB heeft gesteld dat dit duurder zou zijn in termen van exploitatie. Maar de kosten van een dergelijke optie zouden in geen enkel opzicht te vergelijken zijn met de investering van 10 miljoen die nodig is voor de aanleg van een nieuwe weg. Bovendien zou bij deze optie de biodiversiteit behouden blijven. De h. Pierlot verduidelijkt dat de 400 meter waarnaar hij verwees, het beton- of asfaltgebied was dat als hitte-eiland zou fungeren.

De h. Pierlot blijft sceptisch tegenover de doeltreffendheid van een bewakingscamera, temeer daar volgens de gemeentelijke dienst Stedenbouw bestuurders die door onachtzaamheid werden afgeleid, aan het einde van het bestaande deel van de Wagenstraat rechtsomkeert maakten en het risico liepen bussen, voetgangers en fietsers aan te rijden. Het zou nuttig kunnen zijn alternatieve verkeersplannen te bestuderen voor de Egide Van Ophemstraat, waarvan de bewoners voorstander zijn van een mobiliteitsbeleid dat meer op hun eisen is afgestemd.

De h. Pierlot is van mening dat de gemaakte keuze niet bevredigend is, omdat het op zijn zachtst gezegd overdreven is een weg van 14 meter breed aan te leggen om plaats te bieden aan twee bussen.

De h. De Bock vraagt zich af waarom de Guillaume Herinckxlaan niet als een geloofwaardig alternatief in overweging is genomen, aangezien het mogelijk is om gebruik te maken van het exclusieve recht van overpad van de tram aan de linkerkant van het Schlumbergerterrein.

Schepen Wyngaard legt uit dat de verwezenlijking van het fiets-GEN door dit project niet wordt belemmerd. Aangezien het GEN niet noodzakelijk op het spoor hoeft te blijven, is het niet onmogelijk dat fietsers tijdens hun reis moeten afstappen en weer opstappen. Bovendien mag niet worden vergeten dat de bouw van bruggen of hangbruggen telkens miljoenen euro's kost. Dit zijn politieke keuzes die op andere bestuursniveaus moeten worden gemaakt.

Wat de geluidshinder betreft, is de MIVB bezig de samenstelling van haar vloot te wijzigen en te kiezen voor elektrische bussen of bussen op waterstof, die veel stiller zijn dan de huidige voertuigen. Bovendien dacht schepen Wyngaard niet dat de suggestie van de h. Pierlot met betrekking tot de Egide Van Ophemstraat de goedkeuring van alle bewoners van deze straat zou krijgen omdat velen van hen klagen over de intensiteit van het busverkeer van De Lijn.

De h. De Bock vindt dat deze vragen van de burgers tot een interessant debat hadden geleid en bedankte de voorzitter van de raad voor het goede verloop ervan.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
Interpellation citoyenne - Mobilité.pdf*

09.09.2021/A/0002 **Communication : absence de Mme la Secrétaire communale.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 50 de la nouvelle loi communale stipule que :

"(...) le Conseil communal désigne un Secrétaire faisant fonction en cas d'empêchement du Secrétaire ou de vacance de l'emploi. S'il y a urgence, la désignation est faite par le Collège des Bourgmestre et échevins et confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance.";

Que Mme la Secrétaire communale a été absente du 25 août au 8 septembre 2021 inclus et était empêchée le 29 juin 2021 p.m.,

Confirme la désignation de M. Christian Van der Hasselt, directeur, comme Secrétaire communal faisant fonction, pour la période du 25 août au 8 septembre 2021 inclus, ainsi que le 29 juin 2021 p.m..

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Mededeling : afwezigheid van Mevr. de Gemeentesecretaris.- Vervanging.

De Raad,

Overwegende dat artikel 50 van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat :

"(...) stelt de gemeenteraad, bij verhindering van de secretaris of bij vacature van het ambt, een waarnemende secretaris aan. In spoedeisende gevallen wordt de aanstelling door het college van burgemeester en schepenen gedaan en door de raad in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd.";

Dat Mevr. de Gemeentesecretaris afwezig was van 25 augustus tot en met 8 september 2021 en was verhinderd op 29 juni 2021 p.m.,

Bekrachtigt de aanduiding van de h. Christian Van der Hasselt, directeur, als waarnemend Gemeentesecretaris voor de periode van 25 augustus tot en met 8 september 2021, alsook op 29 juni 2021 p.m..

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

09.09.2021/A/0003 **Approbation des registres des séances du Conseil communal des 29 avril, 27 mai et 24 juin 2021.**

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Goedkeuring van de registers van de zittingen van de Gemeenteraad van 29 april, 27 mei en 24 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

09.09.2021/A/0004 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 27 avril 2021 - Matériel de musique 2021 - 10.000 € (T.V.A. comprise) - Article 734/744-98/40 - Fonds de réserve;

- 22 juin 2021 - Plaine de jeux communales - Achat de matériel d'équipement - 1.900 € (T.V.A. comprise) - Article 76102/744-98/40 - Fonds de réserve;

- 22 juin 2021 - Achat d'une camionnette pour le transport des repas à domicile - Modification des conditions du marché (Acquisition d'un véhicule diesel et non essence);

- 22 juin 2021 - Fourniture et pose de matériel et équipement pour les cuisines industrielles des écoles et crèches communales - Matériel résiduel - 11.700 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-98/40, 75102/744-98/40 et 84401/744-98/58 - Fonds de réserve;

- 22 juin 2021 - Achat, livraison et installation d'une borne de paiement - 36.298,79 € (T.V.A. comprise) - Articles 137/744-51/35 et 137/124-06/35 - Fonds de réserve;

- 29 juin 2021 - Bâtiment administratif sis 25 Danse à 1180 Uccle - Remplacement de la chambre de visite à rue, étanchéité et isolation des murs contre terre le long des façades

latérale et arrière - 161.118,22 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;

- 29 juin 2021 - Ecole de Verrewinkel - Remplacement de la toiture - Approbation du dépassement de la dépense de 8.273,23 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 29 juin 2021 - Fourniture et pose de portails et de clôtures au Centre Culturel d'Uccle et à l'école de Saint-Job - 13.873,03 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 29 juin 2021 - Achat de mobilier urbain - 88.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 421/741-51/58, 421/744-98/95 et 875/741-52/58 - Fonds de réserve et subsides;
- 29 juin 2021 - Achat, livraison et installation de tentures - 6.000 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-98/58 - Fonds de réserve;
- 29 juin 2021 - Transport de fonds du 1er octobre au 30 septembre 2022 - 60.499 € (T.V.A. comprise) - Article 121/128-01/35;
- 29 juin 2021 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 2 (Espaces à aménager sur base d'un concept) - Approbation de l'avenant 1 et du marché subséquent relatif à la commande 1 - 167.985,32 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58;
- 29 juin 2021 - Informatisation des services - Achats de pointeuses à badges pour le projet U - 51.769,25 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve;
- 6 juillet 2021 - Mission d'étude et d'encadrement pour l'aménagement spécifique du carrefour formé par la chaussée de Saint-Job, la rue du Repos et l'avenue de la Chênaie, ainsi que les terrains publics attenants - Exercices 2013 et 2014 - Approbation du dépassement de la dépense de 8.258,25 € (T.V.A. comprise) - Article 879/747-60/93;
- 6 juillet 2021 - Fourniture et livraison d'anneaux porte sacs pour PMC pour le parc de Wolvendael - 3.977,27 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 6 juillet 2021 - Collecte et gestion des déchets de l'administration communale - Dépense annuelle de 26.000 € (T.V.A. comprise) - Article 879/124-06/93;
- 6 juillet 2021 - ICPP - Achat et livraison de deux tables à repasser semi-professionnelles - 1.500 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 6 juillet 2021 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 2 (Espaces à aménager sur base d'un concept) - Approbation de l'avenant 2 et du marché subséquent relatif à la commande 2 - Modifications au marché (ajouts et suppressions de postes, déclinaisons de certains postes) en raison de l'évolution du projet depuis la rédaction du cahier des charges - 168.124,16 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58;
- 13 juillet 2021 - Ecole de Messidor - Remplacement des plaques de polycarbonate de l'auvent (remise en état) Section maternelle - 5.630,61 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 13 juillet 2021 - Marché de fourniture de matériel de serrurerie du 1er août 2021 au 31 juillet 2022 (et reconductible trois fois une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 juillet 2025 au plus tard) - 121.000 € (T.V.A. comprise) - Articles au code économique 125-02/85 du service ordinaire des exercices 2021 à 2025;
- 13 juillet 2021 - Mise en conformité lourde des installations électriques sur le site de l'école du Homborch - Approbation de la dépense supplémentaire de 7.298,12 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 13 juillet 2021 - Vidange et nettoyage de dégraisseurs et de fosses septiques dans divers bâtiments communaux pour la période du 1er août 2021 au 31 juillet 2023 - 115.000 € (T.V.A. comprise) - Articles des budgets ordinaires de 2021, 2022 et 2023 : 722/125-06/85 (23.000 €), 75101/125-06/85 (3.100 €), 75102/125-06/85 (7.800 €), 766/125-06/85 (73.500 €), 84401/125-06/85 (7.600 €);
- 13 juillet 2021 - Ecole de Calevoet - Installation d'un module de jeu, d'un préau et d'une tente solaire - Approbation de la modification de l'article 18 du cahier spécial des charges relatif à la modalité de paiement (par acomptes au lieu du paiement unique);

- 13 juillet 2021 - Réalisation d'un bilan des émissions des gaz à effet de serre et d'un programme d'actions climat (PAC) - Approbation du dépassement de l'estimation de 29.614,08 € (T.V.A. comprise) - Article 879/747-60/93;
- 13 juillet 2021 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 2 (Espaces à aménager sur base d'un concept) - Commande 3 - 80.288,27 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58;
- 13 juillet 2021 - Livraison de matériel pour le service Prêt du matériel (tentes et tables) - 7.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76301/744-98/58;
- 13 juillet 2021 - Location de machines à café et la fourniture de leurs consommables - 122.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 137/123-12/58 et 137/123-02/58;
- 20 juillet 2021 - Centre administratif d'Uccle - Fourniture et pose de miroirs sanitaires - 22.831,41 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 20 juillet 2021 - Ecole de Calevoet - Rénovation du tunnel technique - Approbation de la dépense supplémentaire de 8.854,65 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 20 juillet 2021 - Achat d'un gerbeur électrique - 10.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 27 juillet 2021 - Fourniture et pose de nouveaux câbles pour les illuminations de fin d'année 2021 - 18.150 € (T.V.A. comprise) - Article 520/732-60/82;
- 27 juillet 2021 - Location, pose et la dépose des illuminations de fin d'année 2021 - 94.531,25 € (T.V.A. comprise) - Article 520/124-12/82;
- 27 juillet 2021 - Centre culturel - Traitement de l'humidité de la loge collective - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.350,41 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/85;
- 27 juillet 2021 - Crèche de Saint-Job - Fourniture, pose et mise en service de protections solaires mobiles externes - Approbation de la dépense supplémentaire de 554,78 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/724-60/85;
- 27 juillet 2021 - Mission d'étude - Gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines sous les voiries et les terrains communaux/essais d'infiltration des eaux dans les sols - 82.500 € (T.V.A. comprise) - Articles 421/747-60/82 et 137/747-60/93;
- 27 juillet 2021 - Achat et placement d'une taque électrique pour le pré-gardiennat du Val-Fleuri - 700 € (T.V.A. comprise) - Article 84402/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 27 juillet 2021 - Achat et placement de 13 frigos pour les cuisines du projet U - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Emprunt;
- 27 juillet 2021 - Informatisation des services - Extension de marché "Solution globale pour la conception, la fourniture, la mise en place, le démarrage, la migration des données, le testing, la maintenance d'une nouvelle structure informatique de la commune et la mise en place d'une solution DRP, ainsi que la fourniture, l'installation et la mise en service de matériel de téléphonie IP" - 47.916 € (T.V.A. comprise) - Article 139/122-02/53;
- 17 août 2021 - Entretien, pose, dépose et stockage des illuminations de fin d'année 2021 - 42.005,15 € (T.V.A. comprise) - Article 520/124-06/82;
- 17 août 2021 - Rue du Doyenné - Travaux d'urgence de remplacement d'un câble porteur pour les illuminations de fin d'année - 665,50 € (T.V.A. comprise) - Article 520/732-60/82 - Fonds de réserve;
- 17 août 2021 - Ecole Longchamp - Rénovation toitures et châssis de la salle de gymnastique et contrôle d'accès bâtiment direction - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.611,95 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 17 août 2021 - Eglise de Saint-Job - Remplacement de la passerelle extérieure - Approbation de la dépense supplémentaire de 596,12 € (T.V.A. comprise) - Article 790/724-60/85;
- 17 août 2021 - Halte-accueil de Saint-Job - Travaux urgents et impérieux de remplacement des revêtements muraux, des revêtements de sol et des meubles de cuisine

- abimés suite inondation - Approbation de la dépense supplémentaire de 2.782,52 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/724-60/85;
- 17 août 2021 - Achat d'une citerne à eau - 20.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 17 août 2021 - Fournitures d'outillage et machines 2021 (Ateliers-Chantiers-Plantations-Nettoyage) - Ajout d'un montant de 6.500 € dont le Service Voirie a besoin pour du matériel financé par l'article 421/744-98/58 en fonds propres - Pour le service Vert, engagement de l'intégralité des 40.000 € disponibles à l'article 766/744-98/58 - Remplacement de l'article 722/744-98/58 par l'article 75102/744-98/40 - Nouvelle estimation du montant du marché de 126.500 € (T.V.A. comprise);
- 17 août 2021 - Livraison de matériel pour le service "Prêt du matériel" (transpalette et caisses) - 2.294,52 € (T.V.A. comprise) - Article 76301/744-98/58 - Fonds de réserve;
- 17 août 2021 - Matériel et équipement divers 2021 pour les écoles communales, les préguardiennats et les crèches - 21.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-98/40, 734/744-98/40, 735/744-98/40, 75102/744-98/40, 84401/744-98/58 et 84402/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 17 août 2021 - Achat de vélos-cargo - 12.200,01 € (T.V.A. comprise) - Article 421/743-51/95 - Subsidés;
- 24 août 2021 - Ecole du Longchamp - Construction de mezzanines - 68.000 € (T.V.A. comprise) - Article 721/723-60/96;
- 24 août 2021 - Cimetière de Verrewinkel - Construction d'un hangar - 50.000 € (T.V.A. comprise) - Article 878/722-60/96;
- 24 août 2021 - Ecole des Eglantiers - Traitement de l'humidité contre terre sous la salle de gymnastique - Approbation de la dépense supplémentaire de 1.165,42 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 24 août 2021 - Salle Jacques Van Offelen - Rénovation des douches et des vestiaires - Approbation de la dépense supplémentaire de 9.931,80 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/85;
- 24 août 2021 - Collecte et gestion des déchets de l'administration communale - 112.500 € (T.V.A. comprise) - Article 137/124-06/58;
- 24 août 2021 - Matériel et équipement pour les crèches et préguardiennats 2021 - 18.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 84401/744-98/58 et 84402/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 24 août 2021 - Informatisation des Services - Achat et installation de système de présentation pour les salles de réunions via la convention de mandat avec le CIRB - 49.302,37 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve;
- 24 août 2021 - Informatisation des services - Acquisition d'un logiciel de gestion interactive du parc mobile de service et de bâtiments communaux - Renonce d'attribution du marché;
- 31 août 2021 - Ecole du Homborch - Réfection de façades (phase 1) - 147.340 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 31 août 2021 - Ecole Longchamp - Réparation et mise en conformité d'une conduite de gaz - 24.318,26 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 31 août 2021 - Mission d'étude et de conseil - Accompagnement énergétique et technique des services communaux en 2021 - 78.650 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/85;
- 31 août 2021 - Mission d'étude - Gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines sous les voiries et les terrains communaux/essais d'infiltration des eaux dans les sols - Erratum dépense envisagée - Augmentation de la dépense envisagée de 55.000 € à 82.000 € afin de pouvoir réaliser les études mentionnées dans les délais imposés - Articles 137/747-60/93 et 421/747-60/82;
- 31 août 2021 - Ecole de Messidor - Achat de 2 aspirateurs à eau et poussière - 450 €

- (T.V.A. comprise) - Article 722/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 31 août 2021 - Achat de camionnettes - 121.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 421/743-52/58, 875/743-52/58 et 766/743-52/58;
 - 31 août 2021 - Achat d'une tondeuse mulching - 2.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58 - Fonds de réserve;
 - 31 août 2021 - Achat d'un Motoculteur - 16.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58 - Fonds de réserve;
 - 31 août 2021 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation de l'avenant 3 et du marché subséquent relatif à la commande 5 - 28.922,63 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58;
 - 31 août 2021 - Informatisation des Services - Achat de matériels et Logiciels via la convention de mandat avec le CIRB - 164.549,64 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 27 april 2021 - Muziekmaterieel 2021 - 10.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/744-98/40 - Reservefonds;
- 22 juni 2021 - Gemeentelijke speelpleinen - Aankoop van uitrusting - 1.900 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76102/744-98/40 - Reservefonds;
- 22 juni 2021 - Aankoop van een bestelwagen voor de maaltijden aan huis - Wijziging van de voorwaarden van de opdracht (aankoop van een dieselwagen i.p.v. een benzinewagen);
- 22 juni 2021 - Levering en plaatsing van materieel en uitrusting voor de industriële keukens van de gemeentescholen en de gemeentelijke kinderdagverblijven - Overgebleven materieel - 11.700 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/744-98/40, 75102/744-98/40 en 84401/744-98/58 - Reservefonds;
- 22 juni 2021 - Aankoop en installatie van een betaalterminal - 36.298,79 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 137/744-51/35 et 137/124-06/35 - Reservefonds;
- 29 juni 2021 - Administratief gebouw Auguste Dansestraat, 25 - Vervanging van de inspectieruimte langs de straatkant, afdichting en isolatie van de muren onder de aarde langs de zij- en achtergevel - 161.118,22 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 29 juni 2021 - School Verrewinkel - Vervanging van het dak - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave met 8.273,23 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 29 juni 2021 - Levering en plaatsing van poorten en afsluitingen aan het Cultureel centrum en de school van Sint-Job - 13.873,03 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 29 juni 2021 - Aankoop van stadsmeubilair - 88.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 421/741-51/58, 421/744-98/95 en 875/741-52/58 - Reservefonds en subsidies;
- 29 juni 2021 - Aankoop, levering en installatie van gordijnen - 6.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-98/58 - Reservefonds;

- 29 juni 2021 - Geldtransport van 1 oktober tot 30 september 2022 - 60.499 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 121/128-01/35;
- 29 juni 2021 - Ontwerp van en project inzake meubilair en inrichting van het nieuw gemeentelijk administratief centrum - Lot 2 (In te richten ruimtes op basis van een concept) - Goedkeuring van het bijvoegsel 1 en de opdracht volgend op de bestelling 1 - 167.985,32 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58;
- 29 juni 2021 - Informatisering van de diensten - Aankoop van prikklokken met badges voor het project U - 51.769,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds;
- 6 juli 2021 - Studie- en omkaderingsopdracht voor de specifieke aanleg van het kruispunt van de Sint-Jobsesteenweg, de Ruststraat en de Eikenboslaan en de aangrenzende openbare terreinen - Dienstjaren 2013 en 2014 - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave met 8.258,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93;
- 6 juli 2021 - Levering van PMD-zakhouderringen voor het Wolvendaelpark - 3.977,27 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 6 juli 2021 - Ophalen en beheren van het afval van het Gemeentebestuur - Jaarlijkse uitgave van 26.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/124-06/93;
- 6 juli 2021- ICPP - Aankoop en levering van twee semi-professionele strijkplanken - 1.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/744-98/40 - Reservefonds;
- 6 juli 2021- Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - Lot 2 (ruimtes in te richten op basis van een concept) - Goedkeuring van het bijvoegsel 2 en de opdracht volgend op de bestelling 2 - Wijzigingen aan de opdracht (toevoegen en schrappen van onderdelen, varianten van sommige onderdelen) ingevolge de evolutie van het project sinds het opstellen van het bestek - 168.124,16 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58;
- 13 juli 2021- School Messidor - Vervanging van de bedekkingen in polycarbonaat van de luifel (herstelling) aan de kleuterafdeling - 5.630,61 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;
- 13 juli 2021- Opdracht voor levering van materieel voor de slotenmakers van 1 augustus 2021 tot 31 juli 2022 (en verlengbaar 3 maal 1 bijkomend jaar, hetzij tot ten laatste 31 juli 2025) - 121.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels met economische code 125-02/85 van de gewone dienst 2021 tot 2025;
- 13 juli 2021 - Grondig conform maken van de elektrische installaties op de site van de school Homborch - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 7.298,12 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 13 juli 2021 - Leegmaken en reinigen van ontvetters en septische putten in verschillende gemeentegebouwen voor de periode van 1 augustus 2021 tot en met 31 juli 2023 - 115.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels van de gewone begrotingen 2021, 2022 en 2023 : 722/125-06/85 (23.000 €), 75101/125-06/85 (3.100 €), 75102/125-06/85 (7.800 €), 766/125-06/85 (73.500 €), 84401/125-06/85 (7.600 €);
- 13 juli 2021- School Calevoet - Plaatsen van een speelmodule, een afdak en een zonnetent - Goedkeuring van de wijziging van artikel 18 van het bijzondere bestek met betrekking tot de wijze van de betaling (voorschotten i.p.v. een enkele betaling);
- 13 juli 2021 - Opmaak van een balans van de uitstoot van broeikasgassen en van een klimaatactieprogramma (KAP) - Goedkeuring van de overschrijding van de raming met 29.614,08 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93;
- 13 juli 2021 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - Lot 2 (ruimtes in te richten op basis van een concept) - Bestelling 3 - 80.288,27 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58;
- 13 juli 2021- Levering van materieel voor de dienst uitleningen (tenten en tafels) - 7.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76301/744-98/58;

- 13 juli 2021 - Huur van koffieautomaten en levering van de bijhorende verbruiksartikelen - 122.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 137/123-12/58 et 137/123-02/58;
- 20 juli 2021 - Administratief Centrum van Ukkel - Levering en plaatsing van spiegels in het sanitair - 22.831,41 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 20 juli 2021 - School Kalevoet - Herstelling van de technische tunnel - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 8.854,65 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 20 juli 2021 - Aankoop van een elektrische heftruck - 10.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-51/58 - Reservefonds;
- 27 juli 2021 - Levering en plaatsing van nieuwe kabels voor de eindejaarsverlichting 2021 - 18.150 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/732-60/82;
- 27 juli 2021 - Huur, plaatsing en verwijdering van de eindejaarsverlichting 2021 - 94.531,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/124-12/82;
- 27 juli 2021 - Cultureel centrum - Vochtbestrijding van de collectieve loge - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.350,41 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76201/724-60/85;
- 27 juli 2021 - Kinderdagverblijf van Sint-Job - Levering, plaatsing en inwerkingstelling van mobiele externe zonnepanelen - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 554,78 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/85;
- 27 juli 2021 - Studieopdracht - Beheer van de bodem- en grondwaterverontreiniging onder de wegen en gemeenteterreinen/infiltratieproeven van het water in de bodem - 82.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 421/747-60/82 et 137/747-60/93;
- 27 juli 2021 - Aankoop en plaatsing van een elektrische kookplaat voor de peutertuin Val Fleuri - 700 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84402/744-98/40 - Reservefonds;
- 27 juli 2021 - Aankoop en plaatsing van 13 koelkasten voor de keukens van het project U - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Lening;
- 27 juli 2021 - Informatisering van de diensten - Uitbreiding van de opdracht "Solution globale pour la conception, la fourniture, la mise en place, le démarrage, la migration des données, le testing, la maintenance d'une nouvelle structure informatique de la commune et la mise en place d'une solution DRP, ainsi que la fourniture, l'installation et la mise en service de matériel de téléphonie IP" - 47.916 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/122-02/53;
- 17 augustus 2021 - Onderhoud, plaatsing, verwijdering en opslag van de eindejaarsverlichting 2021 - 42.005,15 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/124-06/82;
- 17 augustus 2021 - Dekenijstraat - Dringende vervanging van een draagkabel van de eindejaarsverlichting - 665,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/732-60/82 - Reservefonds;
- 17 augustus 2021 - School Longchamp - Renovatie van de daken en ramen van de turnzaal en toegangscontrole voor het directiegebouw - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.611,95 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 17 augustus 2021 - Kerk van Sint-Job - Vervanging van de buitenste brug - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 596,12 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 790/724-60/85;
- 17 augustus 2021 - Kinderopvang van Sint-Job - Dringende werken ter vervanging van beschadigde wandbekleding, vloerbekleding en keukenmeubilair na overstromingen - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 2.782,52 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/85;
- 17 augustus 2021 - Aankoop van een watertank - 20.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58 - Reservefonds;
- 17 augustus 2021 - Levering van werktuigen en machines 2021 (Ateliers-Werven-Bepantingen-Onderhoud) - Toevoegen van een bedrag van 6.500 € nodig voor de Wegendienst ter financiering van het materieel voorzien op artikel 421/744-98/58 met eigen middelen - Voor de Groendienst, vastlegging van het volledig bedrag van 40.000 € beschikbaar op artikel 766/744-98/58 - Vervanging van artikel 722/744-98/58 door artikel

75102/744-98/40 - Nieuwe raming van de opdracht van 126.500 € (B.T.W. inbegrepen);

- 17 augustus 2021 - Levering van materieel voor de uitleendienst (handpallettruck en kisten) - 2.294,52 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76301/744-98/58 - Reservefonds;
- 17 augustus 2021 - Materieel en diverse uitrusting 2021 voor de gemeentescholen, peuterscholen en kinderdagverblijven - 21.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/744-98/40, 734/744-98/40, 735/744-98/40, 75102/744-98/40, 84401/744-98/58 en 84402/744-98/40 - Reservefonds;
- 17 augustus 2021 - Aankoop van bakfietsen - 12.200,01 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/743-51/95 - Subsidies;
- 24 augustus 2021 - School Longchamp - Bouw van mezzanines - 68.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/723-60/96;
- 24 augustus 2021 - Begraafplaats van Verrewinkel - Bouwen van een loods - 50.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/722-60/96;
- 24 augustus 2021 - School Eglantiers - Behandeling van de vochtigheid tegen de grond onder de gymnastiekzaal - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 1.165,42 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 24 augustus 2021 - Zaal Jacques Van Offelen - Renovatie van de douches en de kleedkamers - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 9.931,80 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/85;
- 24 augustus 2021 - Ophalen en beheren van het afval van het Gemeentebestuur - 112.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/124-06/58;
- 24 augustus 2021 - Materieel en uitrusting voor de kinderdagverblijven en de peuterscholen 2021 - 18.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 84401/744-98/58 en 84402/744-98/40 - Reservefonds;
- 24 augustus 2021 - Informatisering van de diensten - Aankoop en installatie van een presentatiesysteem voor de vergaderzalen via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 49.302,37 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds;
- 24 augustus 2021 - Informatisering van de diensten - Aankoop van software voor het beheer van de mobiele servicepark en de gemeentelijke gebouwen - Afzien van het toekennen van de opdracht;
- 31 augustus 2021 - School Homborch - Herstelling van de gevels (fase 1) - 147.340 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 31 augustus 2021 - School Longchamp - Herstelling en conform maken van een gasleiding - 24.318,26 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 31 augustus 2021 - Studie- en adviesopdracht - Energiebegeleiding voor de gemeentelijke diensten in 2021 - 78.650 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/85;
- 31 augustus 2021 - Studieopdracht - Beheer van de bodem- en grondwaterverontreiniging onder de wegen en gemeenteterreinen/infiltratieproeven van het water in de bodem - Erratum voorziene uitgave - Verhoging van de voorziene uitgave met 55.000 € tot 82.000 € teneinde de voorziene studies te kunnen afwerken in de opgelegde termijn - Artikels 137/747-60/93 et 421/747-60/82;
- 31 augustus 2021 - School Messidor - Aankoop van 2 water- en stofzuigers - 450 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/744-98/40 - Reservefonds;
- 31 augustus 2021 - Aankoop van bestelwagens - 121.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 421/743-52/58, 875/743-52/58 en 766/743-52/58;
- 31 augustus 2021 - Aankoop van een mulchingmaaier - 2.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58 - Reservefonds;
- 31 augustus 2021 - Aankoop van een grondfrees - 16.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58 - Reservefonds;
- 31 augustus 2021 - Ontwerp van en project inzake meubilair en inrichting van het nieuw gemeentelijk administratief centrum - Lot 1 (Ruimtes met een exhaustieve inventaris) -

Goedkeuring van het bijvoegsel 3 en de opdracht volgend op de bestelling 5 - 28.922,63 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58;
- 31 augustus 2021 - Informatisering van de diensten - Aankoop van materieel en software via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 164.549,64 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

09.09.2021/A/0005 **A.S.B.L. Le Val d'Uccle.- Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,
Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "*au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal*";
Attendu que le groupe Uccle en Avant propose de remplacer Mme Karine Vilain, administrateur au sein de l'A.S.B.L. Le Val d'Uccle, par Mme Cathy Mavinga Wumba,
Décide de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Le Val d'Uccle la désignation de Mme Cathy Mavinga Wumba en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Le Val d'Uccle.- Vervanging van een bestuurder.

De Raad,
Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "*Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen*";
Aangezien de groep Uccle en Avant voorstelt om Mevr. Karine Vilain, bestuurder bij de V.Z.W. Le Val d'Uccle, te vervangen door Mevr. Cathy Mavinga Wumba,
Beslist aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Le Val d'Uccle voor te stellen Mevr. Cathy Mavinga Wumba aan te duiden als bestuurder.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
remplacement d'un administrateur au Val d'Uccle - Uccle en avant.msg*

09.09.2021/A/0006 **A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.- Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "*au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal*";

Attendu que le groupe Uccle en Avant propose de remplacer M. Olivier Hamende, administrateur au sein de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse, par Mme Ahlam Lakhroufi,

Décide de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse la désignation de Mme Ahlam Lakhroufi en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Ukkelse dienst voor de Jeugd.- Vervanging van een bestuurder.

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "*Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen*";

Aangezien de groep Uccle en Avant voorstelt om de h. Olivier Hamende, bestuurder bij de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd, te vervangen door Mevr. Ahlam Lakhroufi,

Beslist aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd voor te stellen Mevr. Ahlam Lakhroufi aan te duiden als bestuurder.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

remplacement d'un administrateur au SUJ - Uccle en avant.msg

09.09.2021/A/0007 **Transparence administrative.- Publication des notes explicatives du Conseil communal (séance publique) sur le site internet de la Commune.- Modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et des commissions.**

Le Conseil,

Considérant que sur la base du décret et de l'ordonnance conjoints de la Région de

Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, différents citoyens ont souhaité, via des demandes introduites sur le site www.transparencia.be, obtenir une copie des notes explicatives des points publics du Conseil communal ainsi que de leurs annexes;

Considérant en l'espèce, indépendamment du traitement de ces demandes au cas par cas, qu'il semble opportun qu'une décision de principe soit adoptée en la matière,

Considérant que l'article 87 § 1^{er} al.2 de la NLC dispose que « *les points de l'ordre du jour du Conseil communal doivent être indiqués avec suffisamment de clarté et, pour les points qui le nécessitent, être accompagnés d'une note de synthèse explicative* » ; que cet ordre du jour doit être transmis aux conseillers communaux 7 jours francs avant la séance du Conseil communal;

Que par ailleurs, la NLC précise que seul l'ordre du jour doit être publié sur le site internet de la Commune;

Considérant que selon l'analyse juridique, les notes explicatives sont les projets de délibération du Conseil communal; qu'il s'agit donc de documents incomplets vu que le Conseil communal peut en modifier le texte de la motivation, la proposition de décision, ... ; que dès lors, leur divulgation pourrait être source de méprise;

Considérant par ailleurs que le débat n'est pas clairement tranché au niveau des Commissions d'accès aux documents administratifs;

Qu'en effet, il ressort des avis n° 120 du 6 mars 2017 et n°186 du 19 mars 2018 de la CADA Wallonne (jurisprudence initiale) qu'il y avait lieu de communiquer les projets de délibérations car ce type de document ne pouvait pas être considéré comme un document incomplet ou inachevé;

Que l'avis de la CADA bruxelloise n° 293.18 du 20 août 2018 a une interprétation similaire;

Qu'ensuite, un revirement de jurisprudence a été opéré dans les avis n° 299 et n° 302 du 17 juin 2019 de la CADA Wallonne ; qu'en effet, cette dernière a estimé que les projets de délibérations du Conseil communal pouvaient être considérés comme des documents inachevés ou incomplets et partant être source de méprise; qu'elle précise également que ce sont des documents destinés à circuler uniquement parmi les conseillers communaux ; qu'il s'agit de documents qui sont par nature évolutifs ;

Que suite à ces avis, le demandeur a introduit une demande en reconsidération qui a fait l'objet d'une décision implicite de refus ; que cette dernière décision a fait l'objet d'un recours en annulation au Conseil d'Etat;

Que selon l'UVCW, cette décision du Conseil d'Etat n'est pas une décision de principe qui consacre la publicité des notes explicatives des séances du Conseil communal;

Que, le revirement de jurisprudence opéré au niveau de la CADA Wallonne n'a toutefois pas été opéré au niveau bruxellois;

Considérant qu'au-delà de la question juridique, il s'agit d'une question de choix à opérer en matière de transparence administrative;

Qu'en l'espèce, une attitude proactive peut être adoptée en se plaçant sur le terrain de publicité active en publiant sur le site internet les notes explicatives des séances publiques du Conseil communal en même temps que chaque ordre du jour ;

Que toutefois dans un souci de sécurité juridique, en pareille hypothèse, il serait opportun de placer le filtre « projet » sur chaque projet de délibération;

Qu'en ce qui concerne la publication des annexes, il est actuellement délicat de procéder automatiquement à leur publication car celles-ci devraient être analysées individuellement afin de déterminer si elles peuvent être publiées eu égard au respect du RGPD notamment; que cela n'enlève toutefois pas la possibilité d'en publier à titre exceptionnel dans un dossier particulier lorsqu'elles s'avèrent indispensables à la compréhension du point et que

leur contenu respecte le RGPD;

Qu'en outre, l'article 87 § 2 de la NLC ne prévoit la mise à disposition automatique des annexes que pour les conseillers communaux vu que cette disposition précise que « *pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour* »;

Que par ailleurs, si un citoyen souhaite obtenir un document relatif à un projet de délibération, il pourra toujours introduire une demande d'accès aux documents administratifs sur base de l'ordonnance de 2019 susmentionnée ; que ces demandes seront examinées au cas par cas;

Considérant qu'eu égard au vide juridique en la matière vu que la Nouvelle Loi Communale ne fait pas de référence à la publication des notes explicatives du Conseil communal, il revient au Conseil communal de modifier son règlement d'ordre intérieur afin de consacrer la publication des notes explicatives sur le site internet de la Commune;

Qu'à cet égard, il est proposé de modifier en ce sens l'article 16 de la section 7 relative à l'information des médias et des citoyens de la version actuelle du ROI du Conseil communal et des commissions en y rajoutant le paragraphe suivant : « *les projets de délibération des points mis à l'ordre du jour de la séance publique du Conseil communal (appelés notes explicatives) ainsi que le cas échéant, à titre exceptionnel, les annexes indispensables à la compréhension des dossiers sont également publiés sur le site de la Commune et ce, dans les délais précités*»,

Décide d'adopter la nouvelle version ci-annexée du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et des commissions afin de permettre la publication sur le site internet de la Commune des projets de délibération des points mis à l'ordre du jour de la séance publique du Conseil communal (appelés notes explicatives) et d'abroger à sa date d'entrée en vigueur la version du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et des commissions adoptée par l'Assemblée lors de sa séance du 28 janvier 2021.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Administratieve transparantie.- Publicatie van verklarende nota's van de Gemeenteraad (openbare zitting) op de website van de Gemeente.- Wijziging van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad en de commissies.

De Raad,

Overwegende, op basis van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van het bestuur in de Brusselse instellingen, dat verschillende burgers, via aanvragen ingediend op de website www.transparencia.be, een kopie hebben willen verkrijgen van de verklarende nota's van de openbare punten van de gemeenteraad, alsook van hun bijlagen;

Overwegende dat het in dit geval, los van de verwerking van deze verzoeken per geval, passend lijkt in deze zaak een principebesluit te nemen;

Gelet op artikel 87, § 1, lid 2 van de NGW: " *De agendapunten dienen voldoende duidelijk omschreven te zijn en worden, voor de punten die dat vereisen, vergezeld van een verklarende synthesenota.*"; dat deze agenda 7 volle dagen vóór de zitting van de gemeenteraad naar de gemeenteraadsleden moet worden gestuurd;

Overwegende dat de NGW bovendien bepaalt dat alleen de agenda op de website van de gemeente moet worden gepubliceerd;

Overwegende dat, volgens de juridische analyse, de verklarende nota's ontwerpen van

beraadslaging van de gemeenteraad zijn; dat zij bijgevolg onvolledige documenten zijn aangezien de gemeenteraad de tekst van de motivering, het voorstel van besluit, ... kan wijzigen; dat de openbaarmaking ervan bijgevolg een bron van misverstand kan zijn;

Overwegende dat het debat over de toegang tot administratieve documenten op het niveau van de commissies niet duidelijk is beslecht;

Overwegende dat in feite uit de adviezen nr. 120 van 6 maart 2017 en nr. 186 van 19 maart 2018 van CADA Wallonne (oorspronkelijke rechtspraak) blijkt dat er reden was om de ontwerpen van beraadslaging mee te delen omdat dit type document niet als een onvolledig of onvoltooid document kon worden beschouwd;

Overwegende dat het advies van de Brusselse CADA nr. 293.18 van 20 augustus 2018 een gelijkaardige interpretatie heeft;

Overwegende dat een omkering van de rechtspraak is gemaakt in de adviezen nrs. 299 en 302 van 17 juni 2019 van de Waalse CADA; dat deze inderdaad heeft geoordeeld dat de ontwerpen van beraadslaging van de gemeenteraad kunnen worden beschouwd als onvoltooid of onvolledige documenten en dus een bron van misverstanden kunnen zijn; dat daarin ook wordt gepreciseerd dat het gaat om documenten die uitsluitend bestemd zijn om te worden verspreid onder de gemeenteraadsleden; dat het gaat om documenten die naar hun aard evoluerend zijn;

Overwegende dat de verzoeker ingevolge deze adviezen een verzoek om heroverweging heeft ingediend, dat impliciet is afgewezen; dat tegen dit laatste besluit bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring werd ingesteld;

Overwegende dat, volgens de UVCW deze beslissing van de Raad van State geen principiële beslissing is die de openbaarheid van de verklarende nota's van de zittingen van de gemeenteraad vastlegt;

Overwegende dat de omkering van de rechtspraak op het niveau van de Waalse CADA echter niet doorgevoerd is op het Brusselse niveau;

Overwegende dat, afgezien van de juridische kwestie, het een kwestie van keuze is die moet worden gemaakt in termen van administratieve transparantie;

Overwegende dat in dit geval een proactieve houding kan worden aangenomen door zich op het terrein van de actieve publiciteit te plaatsen door op de website de verklarende nota's van de openbare zittingen van de gemeenteraad tegelijk met elke agenda te publiceren;

Overwegende dat, met het oog op de rechtszekerheid, het in een dergelijk geval evenwel dienstig zou zijn de filter "ontwerp" op elk ontwerp van beraadslaging aan te brengen;

Overwegende dat wat de bekendmaking van de bijlagen betreft het momenteel delicaat is automatisch tot publicatie over te gaan omdat zij afzonderlijk moeten worden geanalyseerd om na te gaan of zij, met name gelet op de eerbiediging van de AVG, kunnen worden bekendgemaakt; dat dit echter de mogelijkheid niet uitsluit deze bijlagen bij wijze van uitzondering in een bepaald dossier bekend te maken wanneer zij van essentieel belang blijken te zijn voor het begrip van het punt en de inhoud ervan de AVG eerbiedigt;

Overwegende dat artikel 87 § 2 van de NGW niet voorziet in de automatische terbeschikkingstelling van de bijlagen enkel voor de gemeenteraadsleden, aangezien deze bepaling het volgende aangeeft: "*Voor elk agendapunt, worden alle stukken die erop betrekking hebben ter plaatse ter inzage gelegd van de leden van de gemeenteraad vanaf het verzenden van de agenda.*" ;

Overwegende dat, indien een burger een document betreffende een ontwerp van beraadslaging wenst te verkrijgen, hij bovendien altijd een verzoek om toegang tot administratieve documenten kan indienen op basis van de voornoemde verordening van 2019; dat deze verzoeken geval per geval zullen worden onderzocht;

Overwegende, gelet op het rechtvacuüm ter zake, dat de nieuwe gemeentewet geen enkele verwijzing bevat naar de publicatie van de verklarende nota's van de gemeenteraad, dat het

aan de gemeenteraad is om zijn huishoudelijk reglement te wijzigen teneinde de publicatie van verklarende nota's op de website van de gemeente te publiceren;

Overwegende dat in dit verband wordt voorgesteld om artikel 16 van sectie 7 betreffende de informatie van de media en de burgers van de huidige versie van het HR van de gemeenteraad en de commissies in die zin te wijzigen door er de volgende alinea aan toe te voegen: "*De ontwerpen van beraadslaging van punten op de agenda van de openbare zitting van de gemeenteraad (genaamd verklarende nota's) en desgevallend, bij wijze van uitzondering, de bijlages die noodzakelijk zijn voor het begrip van de dossiers worden eveneens gepubliceerd op de website van de gemeente en dit binnen de vermelde termijnen.*",

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe versie van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad en de commissies zodat de ontwerpen van beraadslaging van de agendapunten van de openbare zitting van de gemeenteraad (genaamd verklarende nota's) op de website van de gemeente kunnen worden gepubliceerd en op de dag van de inwerkingtreding ervan de versie van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad en de commissies, goedgekeurd door de vergadering in zitting van 28 januari 2021, in te trekken.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Projet+de+nouveau+ROI-+Conseil+du+09+09+2021.pdf, Projet+de+nouveau+ROI-+Conseil+du+09+09+2021+(Nederlands).pdf

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

09.09.2021/A/0008 **Règlement sur les inhumations, incinérations et exhumations, les transports funèbres, la police des cimetières, les concessions de sépultures et le dépôt mortuaire.-
Modification du texte.**

Le Conseil,

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 52 du règlement général des décès/inhumations pour qu'il corresponde aux pratiques actuelles;

Vu qu'il stipule aujourd'hui que : «Les caveaux sont construits d'après le plan-type dressé par les soins de l'administration communale et à l'aide des matériaux prescrits par ce plan» et qu'il conviendrait qu'il soit remplacé par le texte suivant : « Les caveaux sont construits d'après le plan dressé par les soins des marbriers et à l'aide des matériaux prescrits par ce plan, sous réserve d'approbation par l'Inspecteur du cimetière et par un responsable administratif du service de l'Etat civil. »,

Décide de marquer son accord sur le nouveau texte de l'article 52 du règlement général des décès/inhumations.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Reglement betreffende de begrafenissen, crematies en opgravingen, lijkenvervoer, orde van de begraafplaatsen, grafconcessies en lijkenhuis.- Wijziging van de tekst.

De Raad,

Overwegende dat artikel 52 van het Algemeen Reglement overlijden/begravenis aangepast aan de huidige praktijk moet worden;

Dat dit bepaalt nu dat : «De grafkelders worden gebouwd volgens het modelplan, opgesteld door het gemeentebestuur, en met de door dit plan voorgeschreven materialen» en dat dit moet vervangen worden door de volgende tekst : «De grafkelders worden gebouwd volgens het plan opgesteld door de zorg van de marmerbewerkers en met gebruikmaking van de in dit plan voorgeschreven materialen, onder voorbehoud van goedkeuring door de Inspecteur van de begraafplaats en door een administratief verantwoordelijke van de dienst Burgerlijke stand. »,

Beslist zich akkoord te verklaren met de tekst van het nieuw artikel 52 van het algemeen reglement betreffende de overlijdens/begravenissen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement général CC 09092021-FR.pdf, Règlement général Raad 09092021-NDLS.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

09.09.2021/A/0009 Remplacement de deux membres démissionnaires au sein du Conseil Consultatif Communal des Modes Actifs (CCCMA)

Le Conseil,

Vu les articles 2, 3 et 5 du Règlement du Conseil Consultatif Communal des Modes Actifs approuvé par le Conseil communal le 23 mai 2019;

Considérant la volonté du Collège d'introduire une forme de participation citoyenne dans le processus décisionnel communal;

Considérant l'appel public aux candidatures lancé par la commune du 9 septembre au 6 octobre 2019 via les canaux de communications habituels (site web de la commune, Wolvendael);

Considérant que le nombre total de candidatures réceptionnées était de 16;

Considérant que le nombre de citoyens constituant le Conseil Consultatif est limité à dix;

Considérant les critères de sélection suivants, en fonction des candidatures reçues : la représentation générationnelle, la répartition géographique, la présence de néerlandophones et la volonté de tendre vers la parité homme-femme;

Considérant la nomination des 10 membres composant ce Conseil Consultatif par le Conseil communal le 28 novembre 2019;

Considérant la démission de deux membres, M. Mathias Junqué et M. Bruno Roques;

Considérant la réserve des 6 candidatures non-retenues en 2019 vers laquelle un nouvel appel a été lancé pour remplacer les membres démissionnaires;

Considérant les réponses positives de M. Marc Van Roy et M. Michel Derville reçues par mail respectivement les 1er août et 12 août 2021,

Décide :

- s'acter la démission de M. Junqué et de M. Roques du CCCMA;
- s'approuver la nomination de M. Marc Van Roy et M. Michel Derville au CCCMA en remplacement des deux membres démissionnaires.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Vervanging van twee ontslagnemende leden in de Gemeentelijke Adviesraad voor Actieve Verplaatsingswijzen (GAAV)

De Raad,

Gelet op artikel 2, 3 en 5 van het reglement van de Gemeentelijke Adviesraad voor Actieve Verplaatsingswijzen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 23 mei 2019;

Overwegende de wens van het college om een vorm van burgerinspraak in te voeren in het gemeentelijk beslissingsproces;

Overwegende de openbare oproep tot kandidaatstelling gelanceerd door de gemeente van 9 september tot 6 oktober 2019 via de gebruikelijke communicatiekanalen (website van de gemeente, Wolvendael);

Overwegende dat er in totaal 16 kandidaturen ingediend werden;

Overwegende dat het aantal burgers in de adviesraad beperkt is tot 10;

Overwegende de volgende selectiecriteria, op basis van de ontvangen kandidaturen: de vertegenwoordiging van verschillende generaties, de geografische spreiding, de aanwezigheid van Nederlandstaligen en de wens om te streven naar gelijkheid man-vrouw;

Overwegende de benoeming van de 10 leden die deze adviesraad vormen door de gemeenteraad op 28 november 2019;

Overwegende het ontslag van twee leden, dhr. Mathias Junqué en dhr. Bruno Roques;

Overwegende de reserve van 6 kandidaturen die in 2019 niet in aanmerking genomen werden, waarnaar een nieuwe oproep gelanceerd werd om de ontslagnemende leden te vervangen;

Overwegende de positieve antwoorden van dhr. Marc Van Roy en dhr. Michel Derville, respectievelijk per mail ontvangen op 1 augustus en 12 augustus 2021,

Beslist :

- akte te nemen van het ontslag van dhr. Junqué en dhr. Roques uit de GAAV;
- de benoeming van dhr. Marc Van Roy en dhr. Michel Derville in de GAAV ter vervanging van de twee ontslagnemende leden goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Voirie - Wegen

09.09.2021/A/0010 **Approbation de la convention entre Vivaqua et la Commune d'Uccle relative à la gestion des hydrants sur la Commune.**

Le Conseil,

Vu que Vivaqua assure actuellement, à ses frais, en Région bruxelloise, les prestations d'entretien, de placement et de remplacement des hydrants servant comme outil essentiel dans la lutte contre l'incendie;

Vu que Vivaqua assure également un cadastre digitalisé des hydrants à disposition des services du SIAMU;

Vu que le Conseil d'Administration de Vivaqua a, en séance du 24 juin 2020, à l'unanimité, marqué son accord sur le principe de faire supporter le coût des activités sur les hydrants aux communes, et ce, à dater du 1er janvier 2022, car à ce jour ces prestations de gestion des hydrants (l'entretien, la réparation et l'encodage) ne sont pas facturées aux communes;

Vu que ces prestations jusqu'à présent étaient récupérées dans le prix de l'eau facturé aux abonnés;

Vu que les communes peuvent continuer à déléguer leur compétence en matière de gestion d'hydrants à Vivaqua;

Vu que Vivaqua propose comme en Wallonie et en Flandre d'encadrer cette activité pour le compte et aux frais de la commune;

Vu que cette dépense est estimée à 170.000 € par an et sera prévue au prochain budget 2022;

Vu qu'une convention sera établie entre les 2 parties,

Décide de signer la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Goedkeuring overeenkomst tussen Vivaqua en de Gemeente Ukkel betreffende het beheer van de hydranten op de gemeente.

De Raad,

Aangezien Vivaqua momenteel in het Brussels gewest op zijn kosten het onderhoud, de plaatsing en de vervanging van de brandkranen verzekert, die een fundamenteel hulpmiddel zijn in de brandbestrijding;

Aangezien Vivaqua eveneens een digitale lijst van de brandkranen ter beschikking van de diensten van de DBDMH verzorgt;

Aangezien de raad van bestuur van Vivaqua in zitting van 24 juni 2020 unaniem zijn akkoord verleend heeft aan het principe om de kostprijs van de activiteiten aan de brandkranen te laten dragen door de gemeentes, en dit vanaf 1 januari 2022, aangezien deze prestaties voor het beheer van de brandkranen (het onderhoud, de herstelling en de registratie) vandaag de dag niet aan de gemeentes gefactureerd worden;

Aangezien deze prestaties tot op vandaag teruggevorderd werden in de waterprijs die aan de afnemers gefactureerd werd;

Aangezien de gemeentes hun bevoegdheid inzake beheer van de brandkranen mogen blijven delegeren aan Vivaqua;

Aangezien Vivaqua voorstelt om deze activiteit te omkaderen voor rekening en op kosten van de gemeente, zoals in Vlaanderen en Wallonië;

Aangezien deze uitgave geraamd wordt op € 170.000 per jaar en voorzien zal worden op de volgende begroting voor 2022;

Aangezien er een overeenkomst opgesteld zal worden tussen beide partijen,

Beslist de overeenkomst in de bijlage te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

09.09.2021/A/0011 **Réaménagement de l'avenue du Bourgmestre Jean Hérinckx.- Exercice 2021.-
Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation
du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 2.500.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget 2021 pour le réaménagement de l'avenue du Bourgmestre Jean Hérinckx;

Attendu que le projet consiste en la réfection complète de l'avenue, en la création d'une piste cyclable bi-directionnelle ainsi que la sécurisation des carrefours;

Attendu que le service technique a établi un cahier spécial des charges pour la réalisation de ces travaux;

Attendu qu'un permis d'urbanisme a été délivrée par Urban dans le cadre de la réalisation des itinéraires cyclables régionaux;

Attendu que le dossier est divisé en 2 lots:

Lot 1: réaménagement de la voirie;

Lot 2: finitions, mobilier urbain, plantations, marquages routiers;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.619.682,66€, hors TVA pour le lot 1, 2.253.788,42 € révision et TVA incluse et à 174.624,50€, hors TVA pour le lot 2, 242.989,99€ révision et TVA incluse pour le lot 2 et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2021;

Attendu que ces travaux sont subsidiés à concurrence de 1.000.000,00 € par la région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des subventions pour investissement relatif à l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales » 2021;

Attendu que le mode de passation du marché sera par procédure ouverte;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver :

- l'estimation d'un montant de 2.253.788,42 € TVA comprise pour le lot 1 et de 242.989,99 € TVA comprise pour le lot 2;

- le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;

- le mode de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 5 pour l'ensemble des lots ou classe 5 pour le lot 1 ou classe 2 pour le lot 2 uniquement. Pour le lot 1, la présentation de la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations sont émises et signées par l'autorité compétente. Lorsque le maître d'ouvrage est une personne privée, elles le sont par celui-ci. A défaut, une simple déclaration de l'entrepreneur est admise. Elles indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Le cas échéant, ces attestations sont transmises directement au pouvoir adjudicateur par l'autorité compétente. Seuil minimum : chantier de réaménagement de voirie d'un montant minimum 1.000.000 € hors TVA et de classe 5 minimum;

- l'avis de marché;

et de marquer son accord sur un emprunt.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Heraanleg van de burgemeester Jean Hérinckxlaan.- Dienstjaar 2021.- Goedkeuring van de uitgave, de opdrachtdocumenten, de gunningswijze, de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2021 een bedrag van 2.500.000,00 € voorziet op artikel 421/731-60/82 voor het heraanleg van de Burgemeester Jean Hérinckxlaan;

Aangezien dat het project bestaat uit het volledige heraanleg van de wegenis, het creëren van een tweerichtingsfietspad en de beveiliging van de kruispunten;

Aangezien dat de technische wegdienst een lastenkohier heeft opgesteld;

Aangezien dat, in het kader van het uitvoering van de gewestelijke fietspaden, een stedenbouwvergunning door Urban werd geleverd;

Aangezien het dossier opgedeeld is in 2 percelen:

Perceel 1: heraanleg van de wegenis;

Perceel 2: Afwerkingen, straatmeubilair, beplantingen wegmarkeringen;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken € 1.619.682,66 excl. btw, € 2.253.788,42 inclusief herziening en btw belooft voor perceel 1 en € 174.624,50 excl. btw, € 242.989,99 inclusief herziening en btw voor perceel 2 en dat deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting van 2021;

Aangezien deze opdracht gegund zal worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- de raming voor een bedrag van € 2.253.788,42 inclusief btw voor het perceel 1 en van € 242.989,99 inclusief btw voor het perceel 2 goed te keuren;
 - het bestek dat de werken van het onderhavige dossier moet regelen goed te keuren;
 - de gunningswijze door openbare procedure goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken categorie C, klasse 5 voor alle percelen of klasse 5 enkel voor perceel 1 of klasse 2 enkel voor perceel 2 en voor het perceel 1, het voorleggen van een lijst van gelijkaardige werken uitgevoerd tijdens de voorbije vijf jaar. Bij deze lijst moeten voor de belangrijkste werken attesten worden gevoegd die de goede uitvoering aantonen. Deze attesten zijn opgemaakt en ondertekend door de bevoegde overheid. Als de bouwheer een particulier is, zijn ze door hem opgemaakt en ondertekend. Bij gebrek hieraan volstaat een eenvoudige verklaring van de aannemer. Deze attesten vermelden het bedrag, de periode en de plaats waar de werken zijn uitgevoerd en verduidelijken of ze uitgevoerd zijn volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde zijn gebracht. In voorkomend geval worden deze attesten onmiddellijk door de bevoegde overheid overgemaakt aan de aanbestedende overheid. Minimumdrempel: een werf voor de heraanleg van wegenis voor een minimumbedrag van € 1.000.000 excl. btw en minstens klasse 5;
 - de aankondiging van de opdracht goed te keuren;
- en zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen

421026_fr.pdf, Hérinckx 1.pdf, Conformverklaring.pdf, Herinckx Estimation LOT 2.pdf, Hérinckx 2021 CSC NL.pdf, Herinckx Estimation LOT 1.pdf, GVP - Hérinckx 2021.pdf, Hérinckx 2.pdf, PSS - Hérinckx 2021.pdf, Technisch verslag Gemeente Ukkel - Burgemeester Jean Herinckxlaan.pdf, Hérinckx formulaire d'offre.pdf, Hérinckx Offerte formulier.pdf, Hérinckx 2021 CSC fr.pdf, 421026_nl.pdf

09.09.2021/A/0012 **Réfection des trottoirs de la rue Klipveld, de la rue Rouge et de l'avenue Hougoumont.- Exercice 2021.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 650.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget 2021 pour la réfection de trottoirs;

Attendu que le projet consiste en la réfection des trottoirs de la rue Klipveld, de la rue Rouge et de l'avenue Hougoumont devant le centre sportif;

Attendu que le service technique a établi un cahier spécial des charges;

Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :

Lot 1 : rue Klipveld;

Lot 2 : rue Rouge et avenue Hougoumont;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 191.680,00 €, hors TVA pour le lot 1, 255.126,08 € révision et TVA incluse et à 197.735,50 €, hors TVA pour le lot 2, 263.185,95 € révision et TVA incluse pour le lot 2 et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2021;

Attendu que le mode de passation du marché sera par procédure négociée directe avec publication préalable,

Décide d'approuver :

- l'estimation d'un montant de 255.126,08 € TVA comprise pour le lot 1 et de 263.185,95 € TVA comprise pour le lot 2;

- le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;

- le mode de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3 pour l'ensemble des lots ou classe 2 pour le lot 1 ou le lot 2 uniquement;

- l'avis de marché;

- la conclusion d'un emprunt.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Herstelling van de trottoirs van de Klipveldstraat, de Rodestraat en van de Hougoumontlaan.- Dienstjaar 2021.- Goedkeuring van de uitgave, de

aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze en van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2021 een bedrag van 650.000,00 € voorziet op artikel 421/731-60/82 voor het herstellen van voetpaden;

Aangezien dat het College het herstellen van de trottoirs van de Klipveldstraat, de Rodestraten en de Hougoumontlaan voor het sportcentrum voorstelt;

Aangezien het dossier opgedeeld is in 2 percelen :

Perceel 1 : Klipveldstraat;

Perceel 2 : Rodestraat en Hougoumontlaan;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken € 191.680,00 excl. btw, € 255.126,08 inclusief herziening en btw belooft voor perceel 1 en € 197.735,50 excl. btw, € 263.185,95 inclusief herziening en btw voor perceel 2 en dat deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting van 2021;

Aangezien deze opdracht gegund zal worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking,

Beslist :

- de raming voor een bedrag van € 255.126,08 inclusief btw voor het perceel 1 en van € 263.185,95 inclusief btw voor het perceel 2 goed te keuren;
- het bestek dat de werken van het onderhavige dossier moet regelen goed te keuren;
- de gunningswijze door vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken categorie C, klasse 3 voor alle percelen of klasse 2 enkel voor perceel 1 of perceel 2;
- de aankondiging van de opdracht goed te keuren;
- zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

20 annexes / 20 bijlagen

GVP - UKKEL - Trottoirs 2021.pdf, trottoirs 2021 Offerte formulier.pdf, trottoirs 2021 CSC NL.pdf, conformverklaring rodestraat.pdf, trottoirs 2021 métré récapitulatif LOT 2 FR + NL.pdf, trottoirs 2021 métré estimatif LOT 1 FR + NL.pdf, trottoirs 2021 Descriptif LOT 1.pdf, conformverklaring Rue Klipveld.pdf, 419480_fr.pdf, 419480_nl.pdf, trottoirs 2021 métré estimatif LOT 2 FR + NL.pdf, Finaal rapport technisch verslag Rodestraat.pdf, plan_9 - Rouge.pdf, PSS - UCCLÉ -Trottoirs 2021.pdf, trottoirs 2021 Descriptif LOT 2.pdf, trottoirs 2021 métré récapitulatif LOT 1 FR + NL.pdf, trottoirs 2021 formulaire d'offre.pdf, trottoirs 2021 CSC fr.pdf, Sloopopvolgingsplan Gemeente Ukkel, Hougoumontlaan te Ukkel.pdf, Finaal rapport technisch verslag Rue Klipveld.pdf

Hans Marcel Joos Van de Caeter entre en séance / treedt in zitting.

09.09.2021/A/0013 **Sécurisation des carrefours de la rue Vanderkindere.- Exercice 2021.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 750.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget 2021

pour l'aménagement de carrefours et zone 30;

Attendu que le service technique a établi un cahier spécial des charges pour le réaménagement des carrefours de la rue Vanderkindere entre la chaussée de Waterloo et la rue Marianne;

Attendu que le projet consiste en la sécurisation des différents carrefours dans le cadre de la réalisation des itinéraires cyclables régionaux;

Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :

Lot 1 : carrefours rue Vanderkindere : rue Marianne et rue Gabrielle;

Lot 2 : carrefours rue Vanderkindere : chaussée de Waterloo, rue Joseph Hazard, rue Stanley, rue Lincoln, rue Dodonée, rue de la Primevère, rue Général Lotz, rue Edith Cavell, rue Général Mac Arthur, rue Joseph Cuyllits;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 260.021,00 €, hors TVA pour le lot 1, 346.087,95 € révision et TVA incluse et à 336.085,00 €, hors TVA, 447.329,14 € révision et TVA incluse pour le lot 2 et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2021;

Attendu que le mode de passation du marché sera par procédure négociée directe avec publication préalable;

Attendu que ces travaux sont subsidiés à concurrence de 761.000,00 € par la région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des subventions pour investissement relatif à l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales » 2021,

Décide d'approuver :

- l'estimation d'un montant de 346.087,95 € TVA comprise pour le lot 1 et de 447.329,14 € TVA comprise pour le lot 2;

- le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;

- le mode de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 4 pour l'ensemble des lots ou classe 2 pour le lot 1 uniquement et classe 3 pour le lot 2 uniquement;

- l'avis de marché;

- la conclusion d'un emprunt.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

**Beveiliging van de kruispunten van de Vanderkinderestraat.- Dienstjaar 2021.-
Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze en van
de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien een krediet van € 750.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2021 voor de aanleg van kruispunten en zones 30;

Aangezien de Technische Wegendienst een bestek opgesteld heeft voor de heraanleg van de kruispunten in de Vanderkinderestraat tussen de Waterloosesteenweg en de Mariannestraat;

Aangezien het project de beveiliging van de verschillende kruispunten omvat in het kader van de realisatie van de gewestelijke fietsroutes;

Aangezien het dossier opgedeeld is in 2 percelen :

Perceel 1 : kruispunten Vanderkinderestraat : Mariannestraat en Gabriellestraat;

Perceel 2 : kruispunten Vanderkinderestraat : Waterloosesteenweg, Joseph

Hazardstraat, Stanleystraat, Lincolnstraat, Dodonéstraat, Sleutelbloemstraat, Generaal Lotzstraat, Edith Cavellstraat, Generaal Mac Arthurstraat, Joseph Cuyllitsstraat;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken € 261.021,00 excl. btw, € 346.087,95 inclusief herziening en btw belooft voor perceel 1 en € 336.085,00 excl. btw, € 447.329,14 inclusief herziening en btw voor perceel 2 en dat deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting van 2021;

Aangezien deze opdracht gegund zal worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Aangezien deze werken ten belope van € 761.000,00 gesubsidieerd zullen worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de investeringssubsidies met betrekking tot de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen 2021,

Beslist :

- de raming voor een bedrag van € 346.087,95 inclusief btw voor het perceel 1 en van € 447.329,14 inclusief btw voor het perceel 2 goed te keuren;
- het bestek dat de werken van het onderhavige dossier moet regelen goed te keuren;
- de gunningswijze door vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken categorie C, klasse 4 voor alle percelen of klasse 2 enkel voor perceel 1 en klasse 3 enkel voor perceel 2;
- de aankondiging van de opdracht goed te keuren;
- zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

16 annexes / 16 bijlagen

AVIS BDU 418514_fr.pdf, VDK Estimation LOT 1.pdf, VDK métré récapitulatif FR - NL - LOT 1.pdf, Sécurisation VDK 2021 CSC fr.pdf, VDK Descriptif LOT 1- beschrijvende Perceel 1.pdf, VDK métré récapitulatif FR - NL - LOT 2.pdf, Sécurisation VDK 2021 CSC NL.pdf, plan_4_5.pdf, VDK formulaire d'offre.pdf, VDK Descriptif LOT 2- beschrijvende Perceel 2.pdf, AVIS BDU 418514_nl.pdf, VDK Offerte formulier.pdf, Sloopopvolgingsplan Gemeente Ukkel, Vanderkindere te Ukkel.pdf, PSS-UCCLE-Rue Vanderkindere.pdf, GVP - UKKEL - Vanderkinderestraat.pdf, VDK Estimation LOT 2.pdf

09.09.2021/A/0014 **Travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru.- Travaux de fourniture et de raccordements des avaloirs.- Exercice 2021.- Approbation et engagement de la dépense.- Mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'un budget de 200.000 € est prévu à l'article 877/732-60/82 des dépenses extraordinaires de 2021 pour des travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru et des travaux de raccordements des avaloirs à charge de la commune;

Vu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la commune par l'IBra. Entre temps l'IBra a changé de nom et est devenue Hydrobru et Hydrobru et Vivaqua ont fusionné;

Vu qu'une dépense de 200.000 € devrait être prévue afin de pouvoir honorer les factures d'Hydrobru (devenue Vivaqua) en charge de la pose de collecteurs dans le quartier de

Verrewinkelbeek et en charge de rénovation de collecteurs dans les rues de la commune pourvues d'égout et où il est éventuellement nécessaire d'ajouter des avaloirs;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- d'approuver la dépense estimée à 200.000 € TVA comprise;
- de confier la réalisation des travaux à Vivaqua, gestionnaire du réseau d'égouts de la commune;
- d'engager la dépense de 200.000 € à l'article 877/732-60/82 du budget extraordinaire pour l'exercice 2021.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Rioleringswerken uitgevoerd door Hydrobru.- Levering en aansluiting van straatkolken.- Dienstjaar 2021.- Goedkeuring van de uitgave en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2021 een bedrag voorziet van 200.000 € op artikel 877/732-60/82 voor de werkzaamheden om straatkolken aan te sluiten, ten laste van de gemeente;

Aangezien de gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht heeft goedgekeurd van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS, Hydrobru en Vivaqua zijn gefusioneerd; Aangezien een uitgave van € 200.000 voorzien moet worden om de facturen te kunnen betalen van Hydrobru, belast met de plaatsing van collectoren in de wijk van de Verrewinkelbeek en belast met de renovatie van de collectoren in de straten van de gemeente die voorzien zijn van riolering en waar het eventueel nodig is slikkers toe te voegen;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Besluit :

- de uitgave van 200.000,00 €, incl. BTW, goed te keuren;
- het uitvoeren van de werken toe te vertrouwen aan Vivaqua, beheerder van het openbaar rioolnet van de gemeente;
- de uitgave van 200.000,00 € te boeken op artikel 877/732-60/82 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2021.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

Sports - Sport

09.09.2021/A/0015 **A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Comptes et bilan de l'exercice 2020.**

Le Conseil,
Considérant qu'en séance ordinaire du 30 juin 2021 et conformément à ses statuts, l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp a approuvé à l'unanimité les comptes et bilan de l'exercice 2020 (voir annexes),
Décide de prendre connaissance des comptes et bilan de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp pour l'exercice 2020.

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. Zwembad Longchamp.- Rekeningen en balans van het dienstjaar 2020.

De Raad,
Overwegende dat in gewone zitting van 30 juni 2021 en overeenkomstig haar statuten, de Algemene Vergadering van de V.Z.W. Zwembad Longchamp éénparig haar rekeningen en balans voor het dienstjaar 2020 heeft goedgekeurd (zie bijgevoegde documenten),
Beslist kennis te nemen van de rekeningen en balans van de V.Z.W. Zwembad Longchamp voor het dienstjaar 2020.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
Comptes et bilan 2020.pdf, Rapport activités 2020.pdf

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

**DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE -
DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

09.09.2021/A/0016 **Rénovation Urbaine.- Convention relative à la délégation de maîtrise d’ouvrage de l’étude de faisabilité concernant la construction d’un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d’un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025.**

Le Conseil,
Vu l’Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, spécialement l’article 60;
Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l’ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 », du 10 novembre 2016;
Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017, spécialement l’article 23;
Vu la délibération du Collège 38038 du 24 novembre 2020;
Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d’Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers », du 25

février 2021;

Vu la convention entre la Commune d'Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 octroyant une subvention à la Commune d'Uccle pour son programme dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 : bibliothèque du Merlo et atelier vélo;

Vu la délibération du Collège du 24.11.2020 (dossier 38038/0047);

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude CLN architects, portant sur l'étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l'étude de faisabilité de l'implantation et de l'étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo;

Considérant qu'en conséquence, à ce stade du projet, et contrairement à ce qui avait été envisagé au préalable (voir Collège du 24.11.2020), le département du Facility Management/Bâtiments communaux est déchargé de l'étude et du suivi de cette infrastructure communale, et plus précisément de l'étude de faisabilité;

Considérant que l'aboutissement de l'étude de faisabilité doit permettre de décider la construction de l'infrastructure communale sur le site du Merlo, de convenir avec BinHôme d'une convention d'usage du sol et de déléguer à BinHôme la maîtrise d'ouvrage de cette construction,

Décide de marquer son accord sur la convention.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Stadsvernieuwing.- Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de haalbaarheidsstudie voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025.

De Raad,

Gelet op de organieke ordonnantie betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de organieke ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot aanneming van het "stedelijk herwaarderingsgebied", afgekort tot "SHG 2016", van 10 november 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake het Stadsbeleid van 19 januari 2017, in het bijzonder artikel 23;

Gelet op de beraadslaging van het college 38038 van 24 november 2020;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling" van 25 februari 2021;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2021 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Ukkel voor haar programma in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025: bibliotheek Merlo en fietswerkplaats;

Gelet op de beraadslaging van het college van 24/11/2020 (dossier 38038/0047);

Gelet op de dienstopdracht van BinHôme s.c. tot aanstelling van het studie bureau CLN

architects, met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van de site Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de inplanting en van de functionele en financiële studie van het project van Bibliotheek Merlo en de Fietswerkplaats;

Overwegende dat bijgevolg, in dit stadium van het project en in tegenstelling tot wat vooraf overwogen werd (zie college van 24/11/2020), het departement Facility Management/Gemeentebouwen ontlast is van de studie en opvolging van deze gemeentelijke infrastructuur, en meer bepaald van de haalbaarheidsstudie;

Overwegende dat het resultaat van de haalbaarheidsstudie het mogelijk moet maken te beslissen over de bouw van de gemeentelijke infrastructuur op de site Merlo, het met BinHôme eens te worden over een gebruiksovereenkomst van de bodem en het bouwheerschap van dit bouwwerk over te dragen aan BinHôme,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

[RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO_VersionFinale_ANNEXE_20210826.pdf](#),

[RU104_PDV2020_MERLO_OvereenkomstBOB_DefinitieveVersieCorrectie_20210901.pdf](#),

[RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO_VersionFinaleCorrigée_20210901.pdf](#)

Pierre Desmet quitte la séance / verlaat de zitting.

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

09.09.2021/A/0017 **Propriétés communales.- Centre administratif de la Commune d'Uccle, rue de Stalle, 77.- Espace « Coffee Corner ».- Appel d'offres en vue de l'exploitation d'une concession de services.- Recommencement de la procédure.- Principe et conditions.- Approbation du cahier spécial des charges adapté et annexes.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232;

Vu la délibération n° 016/10.11.2020/B/0006 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a donné son accord sur le principe et les modalités d'exploitation du « Coffee Corner » du futur Centre administratif;

Vu la délibération n° 016/25.03.2021/A/0015 par laquelle le Conseil communal a décidé d'affecter l'ensemble du complexe immobilier au domaine public;

Vu la délibération n° 016/29.04.2021/A/0012 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe et fixé les conditions de l'appel d'offres en vue d'organiser et d'attribuer une concession de services portant sur l'exploitation de l'espace « Coffee Corner » situé au rez de chaussée de la tour B du nouveau Centre administratif communal, rue de Stalle, 77;

Considérant que l'appel d'offres a été publié sur le site internet de la Commune et sur les réseaux sociaux;

Que huit candidats ont visité l'espace « Coffee Corner », les 25 et 26 mai 2021;

Considérant que les offres devaient être rendues pour le 28 juin 2021, au plus tard;

Qu'aucune offre n'a été introduite;

Qu'après avoir interrogé les candidats-visiteurs ou non, il ressort que les principales

raisons évoquées pour comprendre défaut de réception d'offres sont :

- impossibilité de cuisiner sur place, par absence de hotte et de taques de cuisson;
- une durée de trois ans, renouvelable au maximum pour deux périodes d'un an, trop courte pour espérer rentabiliser l'investissement commercial;
- garantie locative de 15.000 € à constituer, montant fort important pour de petits indépendants;
- offre de produits trop contraignante dans le cahier spécial des charges;

- objectif zéro déchet très difficile à atteindre pour une offre de sandwiches et de salades;

Considérant, néanmoins, que certaines clauses et conditions ont dû être revues en mentionnant des exigences plus acceptables par d'éventuels candidats et correspondant davantage aux équipements mis à disposition;

Que le précédent cahier des charges a dès lors été adapté, comme suit :

- le futur exploitant devra posséder un atelier en externe pour préparer et cuisiner ses plats, et pourra uniquement réchauffer ceux-ci sur place;
- le futur Coffee Corner sera donc « un point de vente » pour l'exploitant;
- la concession aura une durée de neuf ans, similaire à un bail commercial;
- le montant de la garantie est abaissé à 3.000 €;
- l'offre de produits n'est plus autant détaillée que dans la précédente version du texte;
- les horaires d'accessibilité du futur exploitant au bâtiment ont été également élargis;
- l'obligation du « zéro déchet » a été remplacée par l'utilisation de matériaux recyclables;
- une option pouvant être levée, permettant la livraison de sandwiches aux agents communaux dans la période suivant le déménagement et précédant l'exploitation effective du Coffee Corner;
- ces derniers ne bénéficieront pas d'un tarif préférentiel, mais d'une carte de fidélité;

Considérant, par conséquent, qu'il convient de recommencer l'appel d'offres, selon la même procédure;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de prendre acte de l'absence d'offre reçue, dans le cadre du premier appel à candidatures;
- de recommencer la procédure;
- d'organiser un nouvel appel d'offres, avec mise en concurrence des candidats, en vue d'attribuer une concession de services pour l'exploitation de l'espace « Coffee Corner » situé au rez de chaussée de la tour B du nouveau Centre administratif communal, rue de Stalle, 77;
- d'approuver les conditions de la concession de services, contenues dans le cahier spécial des charges et ses annexes;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de réaliser la publicité de l'appel d'offres.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Administratief centrum van de gemeente Ukkel, Stallestraat 77.- Ruimte "Coffee Corner".- Offerteaanvraag met het oog op de uitbating van een concessie voor diensten.- Herlancering van de procedure.- Principe en voorwaarden.- Goedkeuring van het aangepaste bestek en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikelen 117 en 232;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/10.11.2020/B/0006, waardoor het college van burgemeester en schepenen zijn goedkeuring verleend heeft aan het principe en de

uitbatingsmodaliteiten van de "Coffee Corner" van het toekomstig administratief centrum;
Gelet op de beraadslaging nr. 016/25.03.2021/A/0015, waardoor de gemeenteraad beslist heeft het volledige vastgoedcomplex te bestemmen tot het openbaar domein;
Gelet op de beraadslaging nr. 016/29.04.2021/A/0012, waardoor de gemeenteraad het principe goedgekeurd heeft en de voorwaarden van de offerteaanvraag vastgelegd heeft om een concessie voor diensten te organiseren en te gunnen met betrekking tot de uitbating van de ruimte "Coffee Corner", gelegen op de gelijkvloerse verdieping van toren B van het nieuw gemeentelijk administratief centrum, Stallestraat 77;
Overwegende dat de offerteaanvraag gepubliceerd werd op de website van de gemeente en op de sociale netwerken;
Dat acht kandidaten de ruimte "Coffee Corner" bezocht hebben op 25 en 26 mei 2021;
Overwegende dat de offertes ingediend moesten worden voor 28 juni 2021;
Dat er geen enkele offerte ingediend werd;
Dat uit de bevraging van de kandidaat-bezoekers blijkt dat de voornaamste redenen voor het gebrek aan ontvangst van offertes de volgende zijn :

- onmogelijkheid om ter plaatse te koken wegens gebrek aan afzuigkap en kookplaten;
- een duur van drie jaar, vernieuwbaar voor maximum twee periodes van een jaar, is te kort om de commerciële investering rendabel te maken;
- samenstelling van een huurwaarborg van € 15.000, een veel te hoog bedrag voor kleine zelfstandigen;
- productaanbod veel te bindend in het bestek;
- de doelstelling van zero waste is zeer moeilijk te bereiken voor een aanbod van broodjes en slaatjes;

Overwegende echter dat sommige bepalingen en voorwaarden herzien moesten worden met vermelding van vereisten die gemakkelijker aanvaard kunnen worden door eventuele kandidaten en meer in overeenstemming zijn met de beschikbare voorzieningen;
Dat het vorige bestek bijgevolg als volgt aangepast werd :

- de toekomstige uitbater moet beschikken over een externe werkplaats om zijn gerechten te bereiden en te koken en mag ze enkel ter plaatse opwarmen;
- de toekomstige Coffee Corner wordt dus een "verkooppunt" voor de uitbater;
- de concessie heeft een duur van negen jaar, vergelijkbaar met een handelshuur;
- het bedrag van de waarborg wordt verlaagd naar € 3.000;
- het productaanbod is niet meer zo gedetailleerd als in de vorige versie van de tekst;
- de openingsuren van de toekomstige uitbater van het gebouw werden ook uitgebreid;
- de verplichting van zero waste werd vervangen door het gebruik van recyclebaar afval;
- er kan een optie genomen worden die de levering van broodjes aan de gemeenteambtenaars mogelijk maakt in de periode na de verhuizing en voor de werkelijke uitbating van de Coffee Corner;
- deze laatsten genieten niet van een voordeeltarief, maar van een klantenkaart;

Overwegende bijgevolg dat de offerteaanvraag opnieuw gelanceerd moet worden volgens dezelfde procedure;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist :

- akte te nemen van het gebrek aan ontvangen offertes in het kader van de eerste oproep tot kandidaatstelling;
- de procedure opnieuw te lanceren;
- een nieuwe offerteaanvraag met inmededingingstelling van de kandidaten te organiseren om een concessie voor diensten te gunnen voor de uitbating van de ruimte "Coffee Corner", gelegen op de gelijkvloerse verdieping van toren B van het nieuw gemeentelijk administratief centrum in de Stallestraat 77;
- de voorwaarden van de concessie voor diensten, vervat in het bestek en de bijlagen ervan,

goed te keuren;

- het College van burgemeester en schepenen te belasten met de openbaarmaking van de offerteaanvraag.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

CSCH Coffee Corner-concession sv.-NL-NVLE PROCED-VERS.ADOPT.COLL.24-08-21.docx, CSCH Coffee Corner-concesion sv.-FR-NVLE PROCED.-VERS. ADOPT. COLL. 24-08-21.docx, 2021 04 29 Délib CC-concession sv.-princ.&cond.-CSCh-FR.pdf

09.09.2021/A/0018 **Propriétés communales.- Immeuble sis rue Beeckman, 89.- Mise à disposition gratuite du bâtiment, au profit d'une école voisine.- Désaffectation préalable du bien.**

Le Conseil,

Vu la délibération du Conseil communal n°06.09.2001/A/048 du 6 septembre 2001;

Considérant qu'en date du 13 décembre 2017, un compromis de vente a été signé avec le pouvoir organisateur de l'école fondamentale Sint-Vincentius, située rue Beeckman, portant sur les bâtiments Beeckman 87 et 81/83 mais aussi l'arrière du bâtiment sis 89, rue Beeckman et la menuiserie du bâtiment sis 25, rue Auguste Danse;

Considérant que la date du déménagement prévue dans le compromis était le 31 décembre 2019;

Considérant que le déménagement vers le nouveau Centre administratif d'Uccle n'aura finalement pas lieu avant le mois de novembre 2021;

Que l'acte authentique devra néanmoins être signé avant la fin de 2021;

Considérant que le 15 juin 2021, le Collège a marqué son accord pour laisser l'école Sint Vincentius occuper gracieusement l'immeuble situé rue Beeckman 89, le temps que les travaux qu'ils entameront à partir de janvier 2022, dans le bâtiment rue Beeckman, 87, et dans le bâtiment des garages, rue Beeckman, 81-83, soient achevés;

Considérant que le bien situé rue Beeckman 89, cadastré 6e division, section A, parcelles n° 183/D/65 et n°183/E/65, est affecté expressément au domaine public, comme bâtiment administratif, aux termes de la délibération du Conseil communal visée plus haut;

Considérant que la vente de l'immeuble en question, ou sa rénovation et transformation en logements, sont les options les plus judicieuses et que le Collège échevinal entend retenir pour un projet futur, à la fin de l'occupation par l'école, soit dans un délai d'environ deux ans;

Considérant qu'à la fin de cette année-ci, le bâtiment 89, rue Beeckman, sera vide, et qu'ensuite, le nouvel occupant à titre précaire fera usage des locaux pour les besoins d'un établissement d'enseignement privé;

Que, du fait du changement d'affectation prochain, la protection spéciale du domaine public, qui s'attache jusqu'à présent à ce patrimoine, ne correspondra plus à la réalité;

Qu'il convient, par conséquent, de faire sortir le bien visé du domaine public;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide de désaffecter du domaine public l'immeuble sis rue Beeckman, 89, cadastré 6e division section A n°183/D/65 et 183/E/65, en vue de son aliénation à moyen terme ou de sa rénovation avec transformation en logements.

Le Conseil approuve le point.

Gemeente-eigendommen.- Gebouw gelegen Beeckmanstraat 89.- Gratis terbeschikkingstelling van het gebouw aan een naburige school.- Voorafgaande bestemmingsonttrekking van het goed.

De Raad,

Gelet op beraadslaging van de gemeenteraad nr. 06.09.2001/A/048 van 6 september 2001; Overwegende dat er op 13 december 2017 een verkoopovereenkomst ondertekend werd met de inrichtende macht van de Sint Vincentius basisschool, gelegen Beeckmanstraat, voor de gebouwen Beeckman 87 en 81/83 maar ook voor de achterkant van het gebouw gelegen Beeckmanstraat 89 en de schrijnwerkerij van het gebouw gelegen Auguste Dansestraat 25;

Overwegende dat de verhuisdatum in de overeenkomst voorzien werd op 31 december 2019;

Overwegende dat de verhuizing naar het nieuw administratief centrum van Ukkel uiteindelijk niet zal plaatsvinden voor november 2021;

Dat de authentieke akte echter ondertekend moet worden voor eind 2021;

Overwegende dat het college op 15 juni 2021 zijn akkoord verleend heeft om de Sint Vincentiuschool het gebouw gelegen Beeckmanstraat 89 kosteloos te laten gebruiken totdat de werken die ze vanaf januari 2022 aanvangen in het gebouw Beeckman 87 en in het gebouw van de garages, Beeckmanstraat 81-83, afgerond zijn;

Overwegende dat het goed gelegen Beeckmanstraat 89, gekadastraerd 6e afdeling, sectie A, perceel nr. 183/D/65 en 183/E/65, uitdrukkelijk bestemd is tot het openbaar domein luidens de voornoemde beraadslaging van de gemeenteraad;

Overwegende dat de verkoop van het gebouw in kwestie of de renovatie en verbouwing ervan tot woningen de verstandigste opties zijn die het schepencollege in aanmerking wil nemen voor een toekomstig project na het gebruik door de school, hetzij binnen een termijn van ongeveer twee jaar;

Overwegende dat het gebouw Beeckmanstraat 89 op het einde van dit jaar leeg zal zijn en dat de nieuwe tijdelijke gebruiker daarna gebruik zal maken van de lokalen voor de behoeften van een privéonderwijsinstelling;

Dat door de toekomstige bestemmingswijziging de speciale bescherming van het openbaar domein, die tot op vandaag gepaard gaat met dit erfgoed, niet meer zal overeenkomen met de werkelijkheid;

Dat het beoogde goed bijgevolg uit het openbaar domein gehaald moet worden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist het gebouw gelegen Beeckmanstraat 89, gekadastraerd 6e afdeling, sectie A, nr. 183/D/5 en 183/E/65, te onttrekken aan het openbaar domein met het oog op de vervreemding ervan op middellange termijn of de renovatie ervan met verbouwing tot woningen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Rconseil 2001.pdf

**Capitale, située chaussée de Saint-Job, à proximité de la halte S.N.C.B. de Saint-Job.-
Espace vert.- Décharge de l'obligation d'entretien.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 232;

Vu la convention réglant l'exécution des travaux d'entretien, de nettoyage, de l'éclairage, et la police des ouvrages au point d'arrêt de Saint-Job, conclue entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Uccle, en tant que parties principaux, en 2001 (date inconnue), dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Etat Fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la convention évoquée ci-avant semble être datée de juin 2001 (référence en bas de page), sans qu'elle ne mentionne toutefois ni la référence à une séance du Conseil communal, ni de durée du contrat, pas de signature des représentants de la Région, de l'Etat ni de la SNCB;

Considérant que ladite convention concerne accessoirement le terrain en talus, cadastré sous le n° 235 R, proche de la gare de Saint-Job et supportant un chemin d'accès aux quais vers Halle et vers l'école néerlandophone;

Que cette parcelle de terre est devenue, par un transfert patrimonial de l'Etat fédéral, la propriété de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'une partie de cette parcelle se compose d'un terrain surélevé, en friche, que la vzw « Vereniging der Parochiale Werken », pouvoir organisateur de la Sint-Jozefschool, implantée sur la parcelle d'en face lui appartenant, a demandé d'occuper, par un courrier du 9 mai 2019, afin d'y aménager une plaine de jeux verte;

Considérant qu'aux termes de la convention ci-avant (articles 4 à 9), la Commune d'Uccle assume « l'entretien de la végétation existante le long des ouvrages », y compris donc de la parcelle régionale traversée par le chemin piéton asphalté;

Considérant que les questions relatives à l'aménagement de la plaine de jeux évoquée plus haut, y compris la clôture de celle-ci et la construction d'un petit escalier permettant d'y accéder, sont réglées dans le cadre des relations contractuelles entre la Région et le pouvoir organisateur de la Sint-Jozefschool, et prises en charge par cette dernière;

Considérant que le délai pour formaliser l'accord tripartite, au cours de ces deux années, résultait principalement de la difficulté, pour le SPR de Bruxelles, à trouver la meilleure formule de convention qui, tout en octroyant un droit de gestion au pouvoir organisateur de l'école Sint-Jozef, éviterait l'obstacle de devoir faire comparaître les autres parties principales à la convention-exécution originaires, à savoir actuellement les deux sociétés publiques résultant de la scission des activités de la SNCB et INFRABEL;

Qu'à l'issue de plusieurs échanges et réunions tenus entre les représentants du pouvoir organisateur et ceux de Bruxelles Synergie (ex-Bruxelles Coordination Régionale), ces derniers ont récemment proposé un nouveau projet de convention d'occupation précaire, plutôt qu'un avenant à la convention d'origine, aux termes de laquelle la Commune d'Uccle sera déchargée de son obligation d'entretien, portant uniquement sur l'espace vert considéré, mais sans contrepartie aucune;

Qu'il importe néanmoins que la Commune d'Uccle soit partie à cette convention, de façon à ce que cet élément lui soit opposable;

Que, moyennant l'ajout d'une précision dans l'exposé préliminaire, la convention déjà signée par le représentant de la Région et par le nouvel occupant, peut être conclue par la Commune d'Uccle;

Considérant, dès lors, qu'il convient également que le Collège échevinal modifie sur ce point sa délibération n° 016/30.07.2019/B/0049;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de prendre acte de la demande formulée par le président du pouvoir organisateur de la vzw "Parochiescholen Ukkel Sint-Jozef (région de Bruxelles)", et relayée par Bruxelles Synergie, de pouvoir occuper la partie d'espace vert de la parcelle de terre cadastrée 2^{ème} division, section D, sous le numéro 235 R, propriété de la Région de Bruxelles-Capitale, avec l'objectif d'y aménager une plaine de jeux verte pour les enfants de la Sint-Jozefschool;
- de modifier la délibération n° 016/30.07.2019/B/0049, en ce qu'il n'est plus question d'un transfert de l'obligation d'entretien au nom de la vzw "Parochiescholen Ukkel Sint-Jozef, à raison de dix mois par an, mais d'une décharge pure et simple de cette obligation;
- d'accepter l'entière décharge de l'obligation d'entretien du terrain décrit ci-dessus, mise à la charge de la Commune d'Uccle, par la convention-exécution originaire de juin 2001, et qui seront dorénavant entièrement assumées par la vzw "Vereniging der Parochiale Werken", en vertu de l'exposé préliminaire de la nouvelle convention, ce jusqu'à l'échéance de celle-ci, soit le 28 février 2023, sauf reconduction tacite pour une période d'un an ;
- de marquer son accord, à cette fin, sur le projet de convention d'occupation précaire établi par Bruxelles Synergie (SPR de Bruxelles).

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Perceel grond dat toebehoort aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gelegen Sint-Jobsesteenweg, in de buurt van de NMBS-stopplaats van Sint-Job.- Groene ruimte.- Ontheffing van de onderhoudsverplichting.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 232;

Gelet op de overeenkomst die de uitvoering van de onderhoudswerken, de reiniging, de verlichting en het beheer van de werkstukken aan de stopplaats Sint-Job regelt, in 2001 (datum onbekend) gesloten tussen de federale staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel als voornaamste partijen, in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de voornoemde overeenkomst lijkt te dateren van juni 2001 (referentie onderaan de pagina), zonder dat ze echter de verwijzing naar een zitting van de gemeenteraad, noch de duur van het contract, noch een handtekening van de vertegenwoordigers van het gewest, de staat of de NMBS vermeldt;

Overwegende dat deze overeenkomst bijkomstig betrekking heeft op het glooiend terrein, gekadastréerd onder nummer 235 R, dicht bij het station Sint-Job en met een toegangsweg naar de perrons richting Halle en naar de Nederlandstalige school;

Dat dit perceel grond door een vermogensverschuiving van de federale staat eigendom geworden is van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat een deel van dit perceel bestaat uit een braakliggend verhoogd terrein dat de vzw "Vereniging der Parochiale Werken", inrichtende macht van de Sint-Jozefschool, gelegen op het perceel ertegenover dat haar toebehoort, in een brief van 9 mei 2019 gevraagd heeft te bezetten om er een groen speelterrein aan te leggen;

Overwegende dat luidens de voornoemde overeenkomst (artikel 4 tot 9) de gemeente Ukkel "het onderhoud van de bestaande vegetatie langs de werkstukken" verzorgt, dus met inbegrip van het gewestelijk perceel dat doorkruist wordt door de geasfalteerde voetgangersweg;

Overwegende dat de kwesties met betrekking tot de aanleg van het voornoemde speelterrein, inclusief de omheining ervan en de bouw van een kleine trap om het te

betreden, geregeld worden in het kader van de contractuele banden tussen het gewest en de inrichtende macht van de Sint-Jozefschool en door deze laatste ten laste genomen worden; Overwegende dat de termijn om het akkoord tussen de drie partijen te formaliseren in de loop van deze twee jaren voornamelijk voortvloeide uit de moeilijkheid voor de GOB Brussel om de beste overeenkomstformule te vinden die de hindernis zou vermijden om de andere voornaamste partijen bij de oorspronkelijke uitvoeringsovereenkomst te doen verschijnen, meer bepaald momenteel de twee overheidsbedrijven die voortvloeien uit de splitsing van de activiteiten van de NMBS en INFRABEL, met toekenning van een beheersrecht aan de inrichtende macht van de Sint-Jozefschool;

Dat na verschillende uitwisselingen en vergaderingen tussen de vertegenwoordigers van de inrichtende macht en die van Brussel Synergie (voormalig Brussel Gewestelijke Coördinatie) deze laatsten onlangs een nieuw ontwerp van preciaire gebruiksovereenkomst voorgesteld hebben in plaats van een bijvoegsel bij de oorspronkelijke overeenkomst, luidens hetwelk de gemeente Ukkel ontheven zal worden van haar onderhoudsverplichting, die enkel betrekking heeft op de beschouwde groene ruimte, maar zonder enige tegenprestatie;

Dat het echter van belang is dat de gemeente Ukkel partij is bij deze overeenkomst, zodat dit element aan haar tegenstelbaar is;

Dat middels de toevoeging van een verduidelijking in de voorafgaande uiteenzetting de overeenkomst die reeds ondertekend werd door de vertegenwoordiger van het gewest en de nieuwe gebruiker gesloten kan worden door de gemeente Ukkel;

Overwegende bijgevolg dat het schepencollege zijn beraadslaging nr. 016/30.07.2019/B/0049 over dit punt ook moet wijzigen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- akte te nemen van de formule die gevraagd werd door de voorzitter van de inrichtende macht van de vzw "Parochiescholen Ukkel Sint-Jozef (Brussels gewest)" en doorgestuurd werd door Brussel Synergie om het deel groene ruimte van het perceel grond gekadastraerd 2e afdeling, sectie D, onder nummer 235 R, eigendom van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te kunnen bezetten om er een groen speelterrein voor de kinderen van de Sint-Jozefschool aan te leggen;

- de beraadslaging nr. 016/30.07.2019/B/0049 te wijzigen, aangezien er geen sprake meer is van een overdracht van de onderhoudsverplichting op naam van de vzw "Parochiescholen Ukkel Sint-Jozef" ten belope van tien maanden per jaar, maar van een eenvoudige ontheffing van deze verplichting;

- de volledige ontheffing van de onderhoudsverplichting van het hierboven beschreven terrein, ten laste van de gemeente Ukkel gelegd door de oorspronkelijke uitvoeringsovereenkomst van juni 2001, die voortaan volledig gedragen zal worden door de vzw "Vereniging der Parochiale Werken" krachtens de voorafgaande uiteenzetting van de nieuwe overeenkomst, en dit tot het verstrijken ervan, hetzij tot 28 februari 2023, behoudens stilzwijgende verlenging voor een periode van een jaar, te aanvaarden;

- hiervoor zijn goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van preciaire gebruiksovereenkomst opgesteld door Brussel Synergie (GOB Brussel).

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

2019 07 30 Delib Coll modification convention.pdf, 2021 Photo aér.parcelle RBC

prox.halte SNCB St.-Job.png, 2021 Annexe-plan conv.occup.précaire SPRB-Sint-Jozef.pdf,

2019 05 09 IN courrier SPRB demande accord.pdf, 2021 03 08 Conv.occup.précaire-

vers.SIGN. RBC-Sint-Jozef.pdf, 2021 06 10 Proj.conv.occup.précaire SPRB-BCR-

09.09.2021/A/0020 **Propriétés communales.- Rue du Wagon.- Cession gratuite à la Commune d'Uccle de l'assiette de la partie de voirie réalisée, depuis le complexe d'habitations jusqu'à la rue de Stalle.- Acte rectificatif.- Approbation du projet d'acte notarié.**

Le Conseil,

Vu le CoBAT, adopté par arrêté du Gouvernement du 9 avril 2004, spécialement l'article 100;

Vu le plan d'alignement général adopté définitivement par une délibération du Conseil communal du 28 février 2013;

Vu le permis d'urbanisme n° 16/PFD/220082 (Fonctionnaire délégué), délivré le 5 août 2009 et prévoyant la création d'un tronçon de voirie d'environ 180 m, rue du Wagon, depuis le futur complexe immobilier dénommé "Parc Schlumberger", jusqu'à son aboutissement, rue de Stalle, assortie de la condition de la céder gratuitement à la Commune d'Uccle;

Vu la délibération n° 016/28.06.2018/A/0017, par laquelle l'Assemblée plénière a approuvé les conditions de la présente opération ainsi que le projet d'acte;

Considérant qu'à l'intervention de leur conseil, deux sociétés de promotion et construction immobilières, ont revendiqué être les véritables propriétaires des lots repris au plan de délimitation, sur lesquelles est établie l'antenne de voirie qui constitue la partie basse de la rue du Wagon, aboutissant rue de Stalle, et non pas l'association des copropriétaires de l'ensemble immobilier résidentiel dénommé "Parc Schlumberger", tel qu'elle apparaît dans l'acte de cession gratuite du 5 septembre 2018;

Que le notaire désigné par les deux promoteurs ci-avant, a relevé que l'association des copropriétaires citée plus haut, a, de fait, a cédé plus de droits qu'elle n'en possédait;

Que ce notaire a, dès lors, rédigé un projet d'acte rectificatif, auquel la Commune d'Uccle, en tant que cessionnaire des terrains destinés comme voie publique, est appelée à comparaître une seconde fois;

Que le projet d'acte n'appelle pas de remarque de la part du Service des Propriétés communales;

Que tous les frais, droits et honoraires afférant à la cession, seront supportés par les cédants;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de prendre acte de l'erreur relevée dans l'acte de cession gratuite du 5 septembre 2018, devant le Notaire David Indekeu, quant à l'identité des propriétaires cédants des parties de parcelles sur lesquelles la voirie réalisée et équipée de la rue du Wagon, a été établie;

- de prendre acte que la propriété des parties de parcelles devant être cédées à la Commune d'Uccle, telle qu'attestée d'après les titres en possession du Notaire Damien Hisette, s'établit comme suit :

la S.A. SOFINSTALLE, ayant son siège à 1000 Bruxelles, avenue des Arts, 58, est propriétaire du lot A1, et la S.A. SOFINSUD, ayant son siège à la même adresse, est propriétaire des lots B1 et F1, décrits au procès-verbal de mesurage et de division dressé le 1er mars 2018 et annexé à l'acte de cession du 5 septembre 2018;

- d'approuver le projet d'acte rectificatif établi par Maître Damien Hisette, Notaire membre de l'Association Van Halteren, de résidence à 1000 Bruxelles, rue de Ligne, 13;

- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer l'acte ci-avant.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Wagenstraat.- Gratis overdracht aan de gemeente Ukkel van de bedding van het aangelegde wegdeel dat uitloopt in de Stallestraat.- Wijzigingsakte.- Goedkeuring van het ontwerp van notariële akte.

De Raad,

Gelet op het BWRO, aangenomen bij besluit van de Regering van 9 april 2004, in het bijzonder artikel 100;

Gelet op het algemeen rooilijnplan, definitief aangenomen bij beraadslaging van de gemeenteraad van 28 februari 2013;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning nr. 16/PFD/220082 (gemachtigde ambtenaar), afgeleverd op 5 augustus 2009 tot aanleg van een weggedeelte van ongeveer 180 meter, Wagenstraat, vanaf het toekomstig vastgoedcomplex genaamd "Parc Schlumberger", tot het eindpunt, Stallestraat, voorzien van de voorwaarde om het gratis over te dragen aan de gemeente Ukkel;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/28.06.2018/A/0017, waardoor de plenaire vergadering de voorwaarden van de onderhavige verrichting en het ontwerp van akte goedgekeurd heeft;

Overwegende dat na de tussenkomst van hun raad twee vastgoedmaatschappijen geëist hebben dat ze de echte eigenaars zijn van de percelen op het afbakeningsplan waarop de zijweg gevestigd is die het laagste deel van de Wagenstraat vormt, dat uitloopt in de Stallestraat, en niet de vereniging van mede-eigenaars van het wooncomplex genaamd "Parc Schlumberger", zoals in de akte van gratis overdracht van 5 september 2018 staat;

Dat de notaris die aangesteld werd door de twee voornoemde projectontwikkelaars aangehaald heeft dat de voornoemde vereniging van mede-eigenaars in feite meer rechten overgedragen heeft dan ze bezat;

Dat deze notaris bijgevolg een ontwerp van wijzigingsakte opgesteld heeft waarbij de gemeente Ukkel, als cessionaris van de terreinen die bestemd zijn als openbare weg, opgeroepen wordt om een tweede keer te verschijnen;

Dat het ontwerp van akte geen opmerkingen van de dienst Gemeente-eigendommen opwerpt;

Dat alle kosten, rechten en erelonen betreffende de overdracht gedragen zullen worden door de cedenten;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- akte te nemen van de fout vastgesteld in de akte van gratis overdracht van 5 september 2018, voor notaris David Indekeu, wat betreft de identiteit van de afstand doende eigenaars van de perceeldelen waarop de aangelegde en ingerichte rijbaan van de Wagenstraat gevestigd is;

- er akte van te nemen dat de eigendom van de perceeldelen die aan de gemeente Ukkel overgedragen moeten worden, zoals aangetoond volgens de titels in het bezit van notaris Damien Hisette, als volgt gevestigd is :

De N.V. SOFINSTALLE, met zetel te 1000 Brussel, Kunstlaan 58, is eigenaar van perceel A1 en de nv SOFINSUD, met zetel op hetzelfde adres, is eigenaar van de percelen B1 en F1, beschreven in het proces-verbaal van opmeting en verdeling opgesteld op 1 maart 2018 en gevoegd bij de akte van overdracht van 5 september 2018;

- het ontwerp van wijzigingsakte opgesteld door meester Damien Hisette, notaris lid van de vereniging Van Halteren, gevestigd te 1000 Brussel, de Lignestraat 13, goed te keuren;

- het college van burgemeester en schepenen toe te staan om de voornoemde akte te

ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

2020 06 08 Courriel Me R.Dupont-notaire chargé rectif.acte cession.pdf, 2018-06-28 Délibé.CC NL-approb.proj.acte notaire+affect.dom.pub.pdf, 2018-06-28 Délibé.CC FR-approb.proj.acte notaire+affect.dom.pub.pdf, 2018 09 05 Acte cession ACP Parc Schlumberger.pdf, 2018-03-01 PV bornage&mesurage signé+précad.pdf, 2021 Proj.acte RECTIF.-Van Halteren Notaires.pdf

Régie foncière - Grondregie

09.09.2021/A/0021 **Régie foncière.- Montagne de Saint-Job 131/133 - Maison des Jeunes.- Demande de renouvellement du bail.- Principe et conditions.- Approbation du projet de nouveau contrat.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu la délibération du Conseil communal n° 016/25.06.2015/A/0006;

Considérant qu'en date du 23 mars 2006, le Conseil communal a consenti à l'A.S.B.L. « Ma Maison A Toi » Maison des jeunes « L'Antirides », un bail à loyer d'une durée de 9 ans, ayant pris cours le 1er juillet 2006 et non susceptible de prolongation par tacite reconduction, moyennant le paiement mensuel d'un loyer de 250,00 € pour l'occupation des immeubles situés au 131-133 Montagne de Saint-Job;

Considérant qu'en date du 25 juin 2015, le Conseil communal a consenti à l'A.S.B.L. « Ma Maison à Toi » Maison des jeunes « L'Antirides », le renouvellement du bail à loyer d'une durée de 6 ans non susceptible de prolongation par tacite reconduction, moyennant le paiement mensuel d'un loyer de 300,00 € pour l'occupation des immeubles situés au 131-133 Montagne de Saint-Job;

Considérant que ce bail expire le 30 juin 2021 et que par mail du 4 juin 2021, l'association sans but lucratif a fait part de son souhait de négocier un nouveau bail;

Que le loyer mensuel indexé actuel s'élève à 325,82 €;

Considérant qu'en raison des récents travaux de sécurisation effectués ou entrepris par la Régie foncière, et du fait qu'il s'agit d'un nouveau bail, le propriétaire-bailleur peut demander un loyer mensuel de départ égale à 350,00 €, peut être proposé;

Considérant que le bien correspond entièrement aux besoins de fonctionnement de la Maison des Jeunes;

Considérant que l'A.S.B.L. devra adapter sa garantie locative au nouveau montant du loyer mensuel, produire les contrats d'assurances et fournir, annuellement, les preuves de paiement des primes d'assurances ainsi que de l'entretien de l'installation de chauffage;

Considérant que cette association remplit un rôle social important et utile au service des jeunes, en collaboration étroite et à l'entière satisfaction tant des autorités communales que des riverains;

Qu'elle s'est beaucoup investie dans l'immeuble et a financé des travaux d'améliorations;

Considérant qu'il paraît opportun que cette structure puisse continuer ses activités dans le

quartier, en renouvelant son contrat de location;

Considérant que le service a établi un nouveau projet de bail, pour une période de 9 années, débutant le 1er juillet 2021, sans tacite reconduction possible;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de poursuivre la location des maisons situées Montagne de Saint-Job n° 131 et 133, affectées au patrimoine géré par la Régie foncière;
- de consentir le renouvellement du bail à loyer échu, à l'A.S.B.L. "Ma Maison à Toi" - Maison des jeunes "L'Antirides", pour une durée de 9 ans prenant cours le 1er juillet 2021, sans tacite reconduction possible;
- de fixer le loyer mensuel de départ à trois cent cinquante euros (350,00 €), soumis à indexation lors de chaque date anniversaire du bail;
- d'inviter le preneur à majorer sa garantie locative, pour un montant total de 2.100,00 € correspondant à six mois de loyers;
- d'approuver le projet de contrat de bail contenant également les autres conditions;
- d'imputer la recette à l'article 703-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière pour 2021.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Grondregie.- Berg van Sint-Job 131/133 - Jeugdhuis.- Aanvraag tot verlenging van de huurovereenkomst.- Principe en voorwaarden.- Goedkeuring van het ontwerp van de nieuwe overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.06.2015/A/0006 van de gemeenteraad;

Overwegende dat de gemeenteraad op 23 maart 2006 aan V.Z.W. "Ma Maison A Toi" Jeugdhuis "L'Antirides" een huurovereenkomst heeft toegekend voor een periode van 9 jaar, ingegaan op 1 juli 2006 en niet stilzwijgend verlengbaar, middels de betaling van een maandelijkse huur van € 250 voor de bezetting van de gebouwen gelegen in de Berg van Sint-Job 131-133;

Overwegende dat de gemeenteraad op 25 juni 2015 aan V.Z.W. "Ma Maison A Toi" Jeugdhuis "L'Antirides" de vernieuwing van de huurovereenkomst heeft toegekend voor een periode van 6 jaar, niet stilzwijgend verlengbaar, middels de betaling van een maandelijkse huur van € 300 voor de bezetting van de gebouwen gelegen in de Berg van Sint-Job 131-133;

Aangezien deze overeenkomst verstrijkt op 30 juni en de V.Z.W. per e-mail van 4 juni 2021 haar wens heeft laten blijken om een nieuwe huurovereenkomst te onderhandelen;

Overwegende dat de huidige geïndexeerde maandelijkse huur € 325,82 bedraagt;

Overwegende dat, ingevolge de recente beveiligingswerkzaamheden uitgevoerd of ondernomen door de Grondregie, en het feit dat dit een nieuwe huurovereenkomst, de eigenaar-verhuurder kan een aanvangshuurprijs gelijk aan € 350 per maand vragen, kan worden voorgesteld;

Overwegende dat het goed volledig beantwoordt aan de exploitatiebehoeften van het Jeugdhuis;

De V.Z.W. zal haar huurwaarborg moeten aanpassen aan het nieuwe bedrag van de maandelijkse huur, de verzekeringscontracten moeten opstellen en jaarlijks de bewijzen van betaling van de verzekeringspremies en van het onderhoud van de

verwarmingsinstallatie moeten overleggen;

Overwegende dat deze vereniging een belangrijke en nuttige sociale rol vervult ten dienste van de jongeren, in nauwe samenwerking en tot volle tevredenheid van zowel het gemeentebestuur als de buurtbewoners;

Overwegende dat de V.Z.W. veel in het gebouw heeft geïnvesteerd en verbeteringswerken heeft gefinancierd;

Overwegende dat het passend lijkt dat deze structuur haar activiteiten in de wijk kan voortzetten, door haar huurovereenkomst te verlengen;

Overwegende dat de dienst een nieuw ontwerp van huurovereenkomst heeft opgesteld, voor een periode van 9 jaar, met ingang op 1 juli 2021, zonder mogelijke stilzwijgende verlenging;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- de huurovereenkomst voort te zetten van de huizen gelegen in de Berg van Sint-Job nrs. 131 en 133, toegewezen aan het door de Grondregie beheerde patrimonium;
- de verlenging van de huurovereenkomst met vervallen huurprijs toe te kennen aan V.Z.W. "Ma Maison à Toi" - Jeugdhuis "L'Antirides", voor een duur van 9 jaar die ingaat op 1 juli 2021, zonder eventuele stilzwijgende verlenging;
- de aanvankelijke maandelijkse huurprijs vast te stellen op driehonderdvijftig euro (€ 350), met indexering op elke verjaardag van de huurovereenkomst;
- de huurder uit te nodigen zijn huurwaarborg te verhogen voor een totaalbedrag van € 2.100, wat overeenkomt met zes maanden huur;
- zijn goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van huurovereenkomst waarin ook de andere voorwaarden zijn opgenomen;
- de ontvangst aan te rekenen op artikel 703-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie voor 2021.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

2015 - Copie contrat signé.pdf, 2015 06 25 Délib.CC-princ.&cond.-approb.bail-FR.pdf, 2021 Proj. nouveau bail 9 ans-ASBL preneur-NL.pdf, 2021 Proj. nouveau bail 9 ans-ASBL preneur.pdf, STATUT ASBL ANTIRIDE 2020 - DEMISSION-ELECTION.pdf, 2021 05 31 Cou IN Demande renouvellement bail.pdf, 2021 06 03 IN Demande de renouvellement de bail.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

09.09.2021/A/0022 **Accord de collaboration entre la V.Z.W. Velt et l'Administration communale pour l'achat groupé de fruitiers 2021.**

Le Conseil,

Vu que dans le cadre de son projet Bruxellois Verger Partagé, Velt vzw mène l'action achat groupé d'arbres et arbustes fruitiers en région bruxelloise et nécessite pour ce faire plusieurs points de collectes;

Vu que cette action s'inscrit dans le cadre de la stratégie Good Food et est soutenue par Bruxelles Environnement ;

Vu que cette action d'achat groupé de fruitiers consiste en un regroupement d'acheteur(euse)s souhaitant acquérir des plantes fruitières écologiques adaptées aux besoins de la ville pour lequel la mise en concurrence des pépiniéristes, la commande, les factures, la livraison et la distribution sont gérées par Velt vzw ;

Vu qu'en plus d'une réduction de 10 %, des astuces pour la plantation et des conseils d'un(e) expert(e) en fruits de Velt vzw peuvent être donnés ;

Vu que l'action s'adresse à tou(te)s Bruxellois(es) - citoyens, écoles, associations et administrations – et a pour but d'augmenter la présence du fruitier à Bruxelles et de fournir des plantes fruitières qualitatives et adaptées au contexte urbain auprès du public Bruxellois ;

Vu que cette initiative s'inscrit dans la philosophie du projet ARBRES « Arboriculture Régionale Bruxelloise pour une Résilience Eco-systémique et Solidaire » d'Innoviris approuvé par l'Assemblée en date du 21 janvier 2020 ;

Vu que dans le cadre de ce projet, Uccle travaille déjà en collaboration avec Velt qui est co-chercheur au même titre que la commune d'Uccle ;

Vu que l'opération n'occasionne pas de dépense pour la commune et que Velt vzw n'effectue pas de marge sur la vente, les frais de rémunération étant par ailleurs entièrement couverts par la stratégie Good Food ;

Vu que dans le cadre de cette action, la commune doit s'engager à promouvoir l'achat groupé via les canaux d'information de la commune (site communal, journal communal et page Facebook) pendant la période de commande (de 15 Aout à 31 Septembre) ;

Vu que Velt recommande de prévoir deux piques de communication, une au début et une vers la fin de la période ;

Vu que Velt envoie préalablement le matériel de communication nécessaire (texte, assortiment, logo etc.) à la commune.

Vu que pour organiser la distribution aux ucclois, Velt demande que la commune mette à disposition un lieu sur le territoire communal pour la distribution des commandes pendant une journée entière (de 9h-17h) dans la période entre 15 Novembre et 15 Décembre 2021 ;

Vu que le lieu doit répondre aux critères suivants: un espace de min. 100 m² couvert, facilement accessible en voiture et en remorque et suffisamment d'espace de stationnement et qu'aucun frais ne sera chargée à Velt pour la location du lieu ;

Vu que le site Stroobant (dépôt du Service Vert) conviendrait ;

Vu que pour raison de complexité logistique, un point de collecte ne peut être organisé que si au moins 100 arbres et arbustes fruitiers peuvent y être livrés ;

Vu que Velt met à disposition une personne pour cette action mais demande que deux membres du personnel communal soient présents en support ;

Vu que cette action est gratuite,

Décide :

- de participer à ce projet en collaboration avec la V.Z.W. Velt;
- de valider le projet d'accord de collaboration;
- de charger les services concernés de communiquer via les canaux de communication : site internet - Wolvendael - Facebook, etc.;
- de mettre à disposition le site Stroobant (dépôt du Service Vert) pendant une journée entière (de 9h-17h) dans la période entre 15 novembre et le 15 décembre 2021;
- d'autoriser les heures supplémentaires pour deux agents du Service Vert pour cette journée.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de V.Z.W. Velt en het Gemeentebestuur voor de groepsaankoop van fruitbomen 2021.

De Raad,

Aangezien Velt vzw in het kader van zijn project Bruxellois Verger Partagé de actie groepsaankoop van fruitbomen en -struiken in het Brussels gewest voert en hiervoor verschillende afhaalpunten nodig heeft;

Aangezien deze actie past in het kader van de Good Foodstrategie en gesteund wordt door Leefmilieu Brussel;

Aangezien deze actie voor de groepsaankoop van fruitbomen bestaat uit een groepering van kopers die ecologische fruitplanten willen aanschaffen die aangepast zijn aan de behoeften van de stad, waarvoor de concurrentie van de boomkwekers, de bestelling, de facturen, de levering en de distributie beheerd worden door Velt vzw;

Aangezien er tips voor het planten en advies van een fruitexpert van Velt vzw gegeven kunnen worden bovenop een korting van 10 %;

Aangezien deze actie zich richt tot alle Brusselaars - burgers, scholen, verenigingen en besturen - en als doel heeft om de aanwezigheid van fruitbomen in Brussel te verhogen en kwalitatieve fruitplanten aangepast aan de stedelijke context te leveren aan het Brusselse doelpubliek;

Aangezien dit initiatief past in de filosofie van het project ARBRES "Arboriculture Régionale Bruxelloise pour une Résilience Eco-systémique et Solidaire" van Innoviris, goedgekeurd door de vergadering op 21 januari 2020;

Aangezien Ukkel in het kader van dit project al samenwerkt met Velt, die net als de gemeente Ukkel mede-onderzoeker is;

Aangezien de verrichting geen uitgaven voor de gemeente vereist, Velt vzw geen winst maakt op de verkoop en de loonkosten volledig gedekt zijn door de Good Foodstrategie;

Aangezien de gemeente zich in het kader van deze actie ertoe moet verbinden om de groepsaankoop te promoten via de informatiekanaalen van de gemeente (gemeentelijke website, gemeenteblad en Facebookpagina) tijdens de bestelperiode (van 15 augustus tot 30 september);

Aangezien Velt aanbeveelt om twee communicatiepieken te voorzien, een aan het begin en een aan het einde van de periode;

Aangezien Velt het nodige communicatiemateriaal (tekst, assortiment, logo, enz.) vooraf naar de gemeente opstuurt;

Aangezien om de verdeling aan de Ukkelaars te organiseren Velt vraagt dat de gemeente een plaats op het gemeentelijk grondgebied ter beschikking stelt voor de verdeling van de bestellingen gedurende een volledige dag (van 9 tot 17 uur) in de periode van 15 november tot 15 december 2021;

Aangezien deze plaats moet beantwoorden aan de volgende criteria: een overdekte ruimte van minstens 100 m², gemakkelijk bereikbaar met de wagen en aanhangwagen en voldoende parkeerruimte en er zullen geen kosten aan Velt aangerekend worden voor de huur van de plaats;

Aangezien terrein Stroobant (opslagplaats van de Groendienst) geschikt zou zijn;

Aangezien een afhaalpunt wegens de logistieke complexiteit slechts georganiseerd kan worden indien er minstens 100 fruitbomen en -struiken geleverd kunnen worden;

Aangezien Velt voor deze actie een persoon ter beschikking stelt, maar vraagt dat twee leden van het gemeentepersoneel ter ondersteuning aanwezig zijn;

Aangezien deze actie gratis is,

Beslist :

- aan dit project deel te nemen in samenwerking met Velt vzw;
- het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst te bekrachtigen;
- de betrokken diensten ermee te belasten om te communiceren via de volgende kanalen: website - Wolvendael - Facebook, enz.;
- terrein Stroobant (opslagplaats van de Groendienst) gedurende een volledige dag (van 9 tot 17 uur) ter beschikking te stellen in de periode van 15 november tot 15 december 2021;
- de overuren van twee ambtenaars van de Groendienst voor deze dag toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

2 annexes / 2 bijlagen

210528_accord_collaboration_achat_groupé_Velt+ corr mdb.docx,

210728_accord_collaboration_achat_groupé_Velt_NLD.docx

09.09.2021/A/0023 **Restaurations des chemins et d'un escalier du Parc de Wolvendael.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication et du mode de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 2°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu qu'au budget extraordinaire de 2021 figure une allocation à l'article 766/725-60/83 pour effectuer des améliorations parc du Wolvendael (restauration des chemins, restauration d'un escalier, ...) suite au permis d'urbanisme obtenu;

Vu que les aménagements suivants sont prévus : restauration de l'ensemble des cheminements, remise en état de l'escalier à l'identique, reliant les chemins Jacques Brel et Jos Albert;

Eu égard à l'importance du programme et au personnel qualifié nécessaire pour mener à bien une telle entreprise, il est proposé de confier le travail à une firme privée;

Vu que les documents en annexe ont été établis en vue d'une procédure négociée directe avec publication préalable en application des dispositions de l'article 41 de la loi du 17/06/2016;

Vu que puisque le marché est à bordereau de prix, c'est-à-dire que les prix unitaires s'appliquent à des quantités présumées, les travaux pourront être réalisés jusqu'à épuisement du montant de l'estimation;

Vu que l'estimation de la dépense pour réaliser les travaux s'élève à 700.000 € (T.V.A. comprise);

Vu que ces travaux seront subsidiés à hauteur de 80 %;

Considérant que le montant estimé hors TVA n'atteint pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée directe avec publication préalable de 750.000 €;

Vu que l'ouverture des soumissions aurait lieu le 15 octobre 2021;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver :

- l'estimation de la dépense de 700.000 € TVAC à l'article 766/725-60/83 du budget extraordinaire de 2021 pour la restauration de l'ensemble des cheminements, remise en état de l'escalier à l'identique, reliant les chemins Jacques Brel et Jos Albert suite au permis d'urbanisme obtenu;
- le choix du mode de passation du marché, soit une procédure négociée directe avec publication préalable;
- les documents d'adjudication;
- l'avis de marché;

Et de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

**Herstelling van de voetpaden en een trap in het Wolvendaelpark in Ukkel.-
Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en van de plaatsingswijze
van de opdracht.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen, diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41, § 1, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Aangezien op de buitengewone begroting van 2021 een toelage staat op artikel 766/725-60/83 om verbeteringen aan te brengen aan het Wolvendaelpark (herstelling van de paden, herstelling van een trap, ...) ingevolge de verkregen stedenbouwkundige vergunning;

Aangezien de volgende werken gepland zijn: herstelling van alle voetpaden, herstelling van de trap tussen de Jacques Brelweg en de Jos Albertweg op identieke wijze;

Gezien de omvang van het programma en het nodige geschoolde personeel om een dergelijke aanneming tot een goed einde te brengen wordt voorgesteld om het werk toe te vertrouwen aan een privéfirma;

Aangezien de documenten in de bijlage opgesteld werden met het oog op een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking in toepassing van de bepalingen van artikel 41 van de wet van 17/06/2016;

Aangezien de opdracht een opdracht tegen prijslijst is, met andere woorden de eenheidsprijzen worden toegepast op veronderstelde hoeveelheden, kunnen de werken uitgevoerd worden tot uitputting van het bedrag van de raming;

Aangezien de raming van de uitgave om de werken uit te voeren € 700.000 (inclusief btw) belooft;

Aangezien deze werken voor 80 % gesubsidieerd zullen worden;

Overwegende dat het geraamde bedrag excl. btw de grens van € 750.000 voor de aanwending van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking niet bereikt;

Aangezien de opening van de inschrijvingen zou plaatsvinden op 15 oktober 2021;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- de raming van de uitgave van € 700.000 incl. btw op artikel 766/725-60/83 van de buitengewone begroting van 2021 voor de herstelling van alle voetpaden en de herstelling van de trap tussen de Jacques Brelweg en de Jos Albertweg op identieke wijze volgens de verkregen stedenbouwkundige vergunning goed te keuren;
- de keuze van de plaatsingswijze van de opdracht, hetzij een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, goed te keuren;
- de aanbestedingsdocumenten goed te keuren;
- de aankondiging van de opdracht goed te keuren;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

CSC 20.01.21.docx, METRE RECAPITULATIF -31.03.20.docx, Avis marché chemin.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

09.09.2021/A/0024 **Ecoles communales.- Confection des repas scolaires.- Convention.**

Le Conseil,

Attendu que le marché intitulé « REPAS DE 2018 À 2021 : PRÉPARATION, GESTION ET LIVRAISON DE REPAS », a été prolongé jusqu'au 31 août 2022 suite à la publication de la modification en date du 4/3/2021 « BE001 04/03/2021 - Numéro BDA: 2021-508380 » et lie la commune et l'entreprise pour la production des repas à destination des écoles communales uccloises;

Que dans ce cadre, l'entreprise TCO sollicite la possibilité de faire usage de l'une des cuisines mises à sa disposition afin d'y confectionner, en sus des repas à destination des écoles communales, des repas en faveur de tiers en contrepartie d'une rétribution financière;

Que le projet de convention en annexe a été établi en collaboration avec le service juridique,

Décide de marquer son accord sur la convention relative à la préparation de repas en faveur de tiers telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeentescholen.- Bereiding van de schoolmaaltijden.- Overeenkomst.

De Raad,

Overwegende dat de opdracht "MAALTIJDEN VAN 2018 TOT 2021: VOORBEREIDING, BEHEER EN LEVERING VAN MAALTIJDEN" werd verlengd t.e.m. 31 augustus 2022 ingevolge de publicatie van de wijziging van 4/3/2021 "BE001 04/03/2021 - BDA-nummer: 2021-508380" en de gemeente en de onderneming verbindt voor de productie van maaltijden voor de Ukkelse gemeentescholen;

Overwegende dat onderneming TCO in dit kader verzoekt om tegen betaling gebruik te mogen maken van een van de keukens die haar ter beschikking worden gesteld om, naast de maaltijden voor de gemeentescholen, maaltijden voor derden te bereiden;

Overwegende dat het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst werd opgesteld in samenwerking met de juridische dienst,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst betreffende de bereiding van maaltijden voor derden, zoals bijgevoegd.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TCO CONVENTION REPAS TIERS.docx

09.09.2021/A/0025 **Enseignement communal.- Inscriptions dans les écoles communales fondamentales et primaires de l'enseignement ordinaire.- Règlement communal régissant les inscriptions.- Modification.**

Le Conseil,

Vu qu'en sa séance du 25 juin 2020, le Conseil communal a approuvé les modifications apportées au règlement relatif à l'inscription des élèves dans les écoles communales du niveau fondamental;

Qu'il convient :

- d'apporter quelques précisions dans la formulation des dates d'ouverture des périodes d'inscription (Article 2);
- de préciser la priorité octroyée aux enfants non uclois ne disposant pas, dans leur commune, d'une école communale francophone plus proche de leur domicile (Article 4, § 2);
- d'assouplir la priorité 2 afin de permettre aux personnes se trouvant dans le cadre d'un projet d'installation à Uccle d'anticiper l'inscription de leur enfant dans une école communale (Article 4, § 2),

Décide d'approuver la modification des articles 2 et 4 relatif aux inscriptions dans les écoles communales fondamentales et primaires de l'enseignement ordinaire uclois.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeenteonderwijs.- Inschrijving in de gemeentescholen.- Gewoon basisonderwijs en middelbaar onderwijs.- Gemeentelijk inschrijvingsreglement.- Wijziging .

De Raad,

Overwegende dat de Gemeenteraad in zitting van 25 juni 2020 zijn goedkeuring heeft verleend aan de wijzigingen van het reglement betreffende de inschrijving van leerlingen in de gemeentelijke basisscholen,

Overwegende dat het gepast is :

- enkele verduidelijkingen aan te brengen in de formulering van de data voor de opening van de inschrijvingsperiodes (artikel 2);
- de voorrang te verduidelijken voor niet-Ukkelse kinderen die in hun gemeente niet beschikken over een Franstalige gemeenteschool die dichterbij hun woonplaats gelegen is (artikel 4, § 2);
- prioriteit 2 te versoepelen om personen die naar Ukkel willen verhuizen in staat te stellen hun kind eerder in een gemeenteschool in te schrijven (artikel 4, § 2),

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de wijziging van artikels 2 en 4 betreffende de inschrijvingen in de gemeentelijke basisscholen van het gewone Ukkelse onderwijs.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Règlement inscriptions écoles communales CC 21-09-09 - DEF..pdf

09.09.2021/A/0026 **Enseignement communal.- Projet éducatif des écoles communales.**

Le Conseil,

Attendu que le PROJET EDUCATIF des écoles communales est un document définissant la politique générale en matière d'enseignement pour nos écoles communales;

Que le PROJET EDUCATIF a été rédigé il y a plus de 20 ans;

Qu'il liste les valeurs que le Pouvoir organisateur veut promouvoir;

Que si une grande partie de ces valeurs est toujours d'actualité, il convenait de redéfinir ce référentiel primordial duquel découlent les actions éducatives et pédagogiques mais également les attitudes qui doivent être incarnées par le personnel des écoles;

Que le PROJET EDUCATIF doit également être éclairé par les éléments sociétaux actuels;

Qu'un travail de réflexion sur ce PROJET EDUCATIF a été engagé au sein des écoles;

Que l'ensemble du personnel éducatif et le Collège ont été sollicités dans le cadre d'une consultation générale participative;

Qu'une série d'amendements ont été proposés;

Que ces propositions ont été analysées et majoritairement intégrées dans le nouveau PROJET EDUCATIF;

Que cette première étape sera suivie du remaniement du PROJET PEDAGOGIQUE des écoles communales,

Décide de valider le PROJET EDUCATIF des écoles communales actualisé tel que présenté en annexe.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeenteonderwijs.- Onderwijsproject van de gemeentescholen.

De Raad,

Overwegende dat het EDUCATIEF PROJECT van de gemeentescholen een document is waarin het algemene onderwijsbeleid voor onze gemeentescholen wordt omschreven;

Overwegende dat het EDUCATIEF PROJECT meer dan 20 jaar geleden werd opgesteld;

Overwegende dat het de waarden opsomt die de inrichtende macht wenst te promoten;

Overwegende dat, hoewel een groot deel van deze waarden nog steeds actueel is, het noodzakelijk was dit document, waaruit de educatieve en pedagogische acties voortvloeien maar ook de door het schoolpersoneel te belichamen attitudes voortvloeien, opnieuw te definiëren;

Overwegende dat het EDUCATIEF PROJECT ook verlicht moet worden door de huidige maatschappelijke elementen;

Overwegende dat er in de scholen is nagedacht over dit EDUCATIEF PROJECT;

Overwegende dat al het onderwijzend personeel en het college werd verzocht deel te nemen aan een algemene raadpleging;

Overwegende dat er een reeks wijzigingen werd voorgesteld;

Overwegende dat deze voorstellen werden geanalyseerd en dat het merendeel werd geïntegreerd in het nieuwe EDUCATIEF PROJECT;

Overwegende dat deze eerste stap zal worden gevolgd door de herwerking van het EDUCATIEF PROJECT van de gemeentescholen,

Beslist het bijgewerkte EDUCATIEF PROJECT van de gemeentescholen zoals weergegeven in de bijlage te valideren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

21-09-09 - PROJET EDUCATIF - CONSEIL - DEF.PDF, 21-09-09 - PROJET EDUCATIF - COMPARE.PDF

09.09.2021/A/0027 **Enseignement de promotion sociale - CPSU - Convention SIEL**

Le Conseil,

Attendu que la délibération RN n°47/2017 du 13 septembre 2017 du Comité sectoriel du registre national autorisant l'accès au registre national et l'utilisation du numéro d'identification du registre national pour la gestion et l'utilisation de la base de données - application SIEL EPS pour la DGESVR, les établissements d'enseignement de promotion sociale et leurs pouvoirs organisateurs - impose qu'une convention (annexe) soit établie entre le pouvoir organisateur et la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Que la plate-forme SIEL permettra à la Fédération Wallonie-Bruxelles d'établir les moyens mis à disposition des écoles en termes de subventions sur base du nombre d'étudiants inscrits;

Que la contractualisation relève des compétences du Conseil communal;

Que l'école concernée est :

CPSU (Cours Promotion Sociale Uccle)

62, Avenue De Fré

1180 Uccle

Que le projet de convention est annexé à la présente délibération,

Approuve le projet de convention de politique de sécurité liée aux échanges de données à caractère personnel lié à SIEL EPS entre la DGESVR, les établissements de promotion

sociale et leurs PO.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Enseignement de promotion sociale - CPSU - Overeenkomst SIEL

De Raad,

Overwegende dat beraadslaging RN nr. 47/2017 van 13 september 2017 van het Sectorcomité van het Rijksregister waarbij toestemming wordt verleend voor de toegang tot het Rijksregister en het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister voor het beheer en het gebruik van de databank - toepassing SIEL EPS voor DGESVR, de onderwijsinstellingen voor sociale promotie en hun inrichtende machten - vereist dat een overeenkomst (bijlage) wordt opgesteld tussen de inrichtende macht en de Federatie Wallonië-Brussel;

Overwegende dat het platform SIEL de Federatie Wallonië-Brussel in staat zal stellen de middelen vast te stellen die aan de scholen ter beschikking worden gesteld in de vorm van subsidies op basis van het aantal ingeschreven leerlingen;

Overwegende dat de overeenkomst onder de verantwoordelijkheid van de gemeenteraad valt;

Gelet op de betrokken school :

CPSU (Cours Promotion Sociale Uccle)

De Frélaan 62

1180 Ukkel

Overwegende dat het ontwerp van overeenkomst aan deze beraadslaging werd toegevoegd, Verleent zijn goedkeuring aan het ontwerp van het beveiligingsbeleid voor de uitwisseling van persoonsgegevens in verband met SIEL EPS tussen DGESVR, de instellingen voor sociale promotie en hun PO's.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

21-06-15 - CPSU - CONVENTION SIEL.pdf, 21-06-15 - CPSU - protection des données.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

09.09.2021/A/0028 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Accord de coopération avec Het Huis van het Nederlands Brussel.- Utilisation d'icônes linguistiques.**

Le Conseil,

Attendu que les icônes linguistiques sont un label de qualité développé par Het Huis van het Nederlands Brussel;

Vu que le but est de motiver les bruxellois à apprendre, pratiquer et utiliser le néerlandais;
Vu qu'au moyen de l'utilisation des icônes linguistiques, les organisations bruxelloises y participant montrent que leur offre est ouverte à tous publics voulant pratiquer le néerlandais;

Considérant que Het Huis van het Nederlands Brussel s'engage à :

- fournir les icônes linguistiques et la légende y relative dans les bons formats adaptés aux différents médias,
- donner une session d'information sur l'utilisation de celles-ci,
- offrir un accompagnement lors de l'introduction des icônes,
- fournir un service d'assistance permanent pour des conseils personnalisés,
- prendre des dispositions claires quant à l'utilisation des icônes;

Et que de leur côté, la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek s'engage à :

- désigner une personne de contact pour les icônes linguistiques,
- suivre une session d'information sur l'utilisation de ces icônes,
- faire connaître les icônes linguistiques dans toute l'organisation,
- utiliser les icônes linguistiques de manière correcte;

Vu l'accord de coopération en annexen;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Décide de signer l'accord de coopération ci-annexé relatif à l'utilisation d'icônes linguistiques entre Het Huis van het Nederlands Brussel et la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Samenwerkingsovereenkomst met Het Huis van het Nederlands Brussel.- Gebruik van taaliconen.

De Raad,

Aangezien dat de taaliconen een kwaliteitslabel zijn ontwikkeld door Het Huis van het Nederlands Brussel;

Gezien het de bedoeling is de Brusselaars te motiveren om Nederlands te leren, te oefenen en te gebruiken;

Gezien dat door de taaliconen te gebruiken, laten de deelnemende Brusselse organisaties zien dat hun aanbod openstaat voor iedereen die Nederlands wil oefenen;

Overwegende dat Het Huis van het Nederlands Brussel zich ertoe verbindt om :

- de taaliconen en de legende aan te bieden in de juiste formaten, aangepast aan de verschillende media,
- een infomoment te geven over het gebruik van de taaliconen,
- ondersteuning te bieden bij de invoering van de taaliconen,
- een permanente helpdesk te voorzien voor advies op maat,
- duidelijke afspraken te maken voor het gebruik van de taaliconen;

En dat de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek zich ertoe verbindt om :

- een contactpersoon voor de taaliconen aan te stellen,
- een infomoment taaliconen te volgen,
- de taaliconen bekend te maken binnen de hele organisatie,
- de taaliconen op een correcte manier te gebruiken;

Gezien de samenwerkingsovereenkomst in de bijlage;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Besluit de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst inzake het gebruik van taaliconen tussen Het Huis van het Nederlands Brussel en de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek

van Ukkel te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Samenwerkingsovereenkomst.pdf

09.09.2021/A/0029 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Prolongation du projet "Boekstart".**

Le Conseil,

Attendu que le Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 8 mai 2018, a marqué son accord sur l'adhésion de la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek au projet "Boekstart" de l'A.S.B.L. Iedereen Leest et la signature par la Commune d'une déclaration d'engagement pour une durée de 4 ans;

Vu que "Boekstart" est un projet à long terme de l'A.S.B.L. Iedereen Leest qui a pour objectif de mettre les parents d'enfants âgés de 6 mois à 2 ans et demi en contact avec des livres et de les convaincre de l'importance de la lecture et de lire des histoires dès le plus jeune âge;

Vu que ce projet engage la Commune à réserver chaque année un budget pour acquérir des paquets de livres qui seront distribués aux enfants de différentes crèches ucloises;

Vu qu'une déclaration d'engagement pour quatre ans a été signée par la Commune, avec le coordinateur de "Boekstart" et de l'A.S.B.L. Iedereen Leest;

Considérant que le projet engage la Commune à réserver chaque année un budget pour acquérir des paquets de livres qui seront distribués aux enfants des crèches;

Attendu que la moitié de ces paquets de livres est financée par la VGC et l'autre moitié par la Commune;

Vu que cette déclaration d'engagement se terminera fin décembre 2021;

Vu le succès de ce projet et considérant que la bibliothèque aimerait l'étendre à d'autres crèches et également l'implanter dans certains quartiers sociaux;

Vu la déclaration d'engagement en annexe,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de marquer son accord sur la prolongation à l'adhésion de la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek au projet "Boekstart" de l'A.S.B.L. Iedereen Leest et sur la signature par la Commune d'une déclaration d'engagement jusqu'au 31 décembre 2025.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Verlenging van het "Boekstart"-project.

De Raad,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, in zijn vergadering van 8 mei 2018, heeft ingestemd met de toetreding van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek tot het project "Boekstart" van de Iedereen Leest V.Z.W. en met de ondertekening door de gemeente van een verklaring van verbondenheid voor een periode van 4 jaar;

Aangezien "Boekstart" een langlopend project is en tot doel heeft ouders van kinderen tussen 6 maanden en 2,5 jaar in contact te brengen met boeken en hen te overtuigen van het

belang van lezen en van het voorlezen van verhalen vanaf jonge leeftijd;
Aangezien dat dit project de gemeente ertoe verbindt elk jaar een budget te voorzien voor de aankoop van boekpakketten die zullen verdeeld worden onder de kinderen van verschillende kinderdagverblijven van Ukkel;
Aangezien de helft van deze boekenpakketten gefinancierd wordt door de VGC en de andere helft door de gemeente;
Aangezien deze verbintenisverklaring eind december 2021 verstrijkt;
Gezien het succes van dit project en de wens van de bibliotheek om het uit te breiden tot andere kinderdagverblijven en het ook in bepaalde sociale wijken op te zetten;
Gezien de verklaring in bijlage,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
Beslist in te stemmen met de verlenging van het lidmaatschap van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek aan het "Boekstart"-project van de V.Z.W. Iedereen Leest en met de ondertekening van een verbintenisverklaring tot 31 december 2025.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
verklaring_Boekstart_2022-2025.pdf*

09.09.2021/A/0030 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Subsidies loyer.- Décision du Collège de la Vlaamse Gemeenschapscommissie pour 2021 et renouvellement de la convention entre la Commune et la Vlaamse Gemeenschapscommissie.**

Le Conseil,
Vu que la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) intervient annuellement sous forme de subside à raison de 30.000 € pour les frais de location du bâtiment qui abrite la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek sise rue De Broyer 27;
Vu que le Collège de la VGC a approuvé l'octroi du subside pour 2021;
Vu que la convention entre la Commune et la VGC arrive à son terme;
Vu la proposition de convention de la VGC de prolonger le subside jusqu'au 31 décembre 2024;
Vu que le Conseil communal à approuver la convention précédente avec la VGC le 22 décembre 2016;
Que dans la nouvelle convention il y a quelques modifications par rapport la convention précédente telles que :
- d'implémenter un service de base gratuite avant la fin de cette convention,
- de présenter chaque année à la VGC les actions entreprises par la commune pour trouver une solution alternative pour le bâtiment;
Vu que ce service de base gratuit mentionné dans la convention existe déjà;
Considérant que dans le cas où le règlement de la Bibliothèque devrait être modifié, une approbation sera présentée à l'Assemblée ultérieurement;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,
Décide d'approuver la nouvelle convention entre la Commune et la VGC.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Huursubsidies.- Besluit van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor 2021 en verlenging van de overeenkomst tussen de Gemeente en de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

De Raad,

Gezien het feit dat de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) een jaarlijkse subsidie van 30.000 € verstrekt voor de huurkosten van het gebouw waar de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek in gevestigd is, De Broyerstraat, 27;

Aangezien het college van VGC de subsidie voor 2021 heeft goedgekeurd;

Gezien dat de overeenkomst tussen de gemeente en de VGC ten einde loopt;

Aangezien de voorgestelde overeenkomst van de VGC om de subsidie te verlengen tot 31 december 2024;

Aangezien dat de Gemeenteraad de vorige overeenkomst met de VGC op 22 december 2016 heeft goedgekeurd;

Dat de nieuwe overeenkomst enkele wijzigingen bevat ten opzichte van de vorige, zoals :

- om een gratis basisdienst in te voeren voor het einde van deze overeenkomst,
- om jaarlijks aan de VGC voor te leggen welke acties de gemeente heeft ondernomen om een alternatieve oplossing voor het gebouw te vinden;

Aangezien dat deze in de overeenkomst genoemde gratis basisdienst reeds bestaat;

Gezien dat, indien het reglement van de bibliotheek moet worden gewijzigd, later een goedkeuring zal worden voorgelegd aan de Vergadering;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Besluit om de nieuwe overeenkomst tussen de Gemeente en de VGC goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention VGC - 2021.pdf, Akkoord VGC verlenging - 2021.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

09.09.2021/A/0031 **Solidarité internationale.- Appel à projets « Solidarité internationale » 2021.- Octroi de subsides aux associations et ONG.**

Le Conseil,

Vu qu'en date du 26 janvier 2021, le Collège a approuvé le lancement d'un appel à projets 2021 dans le cadre de la Solidarité Internationale pour un montant de 16.000 € (150/332-02/64) qui sera réparti entre les demandeurs remplissant les conditions d'éligibilité et de recevabilité de l'appel à projets;

Vu que le Conseil communal a marqué son accord pour le règlement et le formulaire de l'appel à projet « Solidarité internationale » en sa séance du 28 mai 2020;

Vu que dix propositions de projets ont été reçues par le service Solidarité internationale dans temps impartis;

Vu que neuf propositions ont été jugées recevables et éligibles par l'administration;

Vu que le projet déposé par « Association Aujourd'hui pour demain (APD Togo) » a été jugé irrecevable (formulaire non signé, absence des statuts de l'organisme, du budget prévisionnel de l'organisme pour l'année en cours et des comptes du dernier exercice pour les subsides de plus de 1 250 euros) et inéligible (projet de coopération au développement porté par une association non ucquoise);

Vu que le comité d'évaluation s'est réuni le 14 juillet 2021 et a analysé les six propositions recevables et éligibles;

Vu que le projet proposé par l'ASBL Laïcité et Humanisme en Afrique centrale (LHAC) n'a pas été retenu par le comité de sélection du fait du manque de précisions quant au public visé et à la mobilisation des partenaires ucquois;

Vu que les huit autres projets proposés répondent aux critères de la grille d'évaluation et ont été retenus pour un financement;

Vu que le montant maximum pouvant être accordé à chacune des propositions est de 2.000 € tel que spécifié dans le règlement;

Vu qu'il est prévu de lier le versement du subside au renforcement de la visibilité des projets dans la commune et auprès des Ucquois, à la participation des organisations soutenues aux Journées de la solidarité internationale et de s'assurer de la mise en place d'actions à destination des Ucquois par chacune de ces organisations,

Décide d'autoriser la répartition suivante des subsides liés à l'appel à projets Solidarité internationale 2021 :

- 2.000 € pour les organisations suivantes : Association universelle d'œuvres pour l'épanouissement des sourds (ASUNOES, Rue de l'Equateur, 20D – 1180 Uccle), Défi Belgique Afrique (DBA, 380, Avenue Van Volxem – 1190 Forest), Dynamo International (Rue de l'étoile, 22 – 1180 Uccle), Le Distinguo ASBL (Rue Emile Regard, 38 - 1180 Uccle), Solidarité Bukavu (9, Rue du Kriekenput – 1180 Uccle);

- 1.995 € pour Actions pour le Développement Global – Coopération ASBL (Avenue de la Gazelle, 58/12 – 1180 Uccle);

- 1.800 € pour la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAAPD – 51, Chaussée de Haecht – 1210 Saint-Josse-Ten-Noode);

- 1.200 € pour Djaili Mbock (Avenue Le Marinel 24 boîte 2 - 1040 Bruxelles).

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Internationale Solidariteit.- Projectoproep "Internationale Solidariteit" 2021.- Toekenning van subsidies aan verenigingen en ngo's.

De Raad,

Aangezien het college op 26 januari 2021 de lancering van een projectoproep 2021 in het kader van Internationale Solidariteit goedgekeurd heeft voor een bedrag van € 16.000 (150/332-02/64), dat verdeeld zal worden onder de aanvragers die voldoen aan de voorwaarden van de projectoproep om in aanmerking te komen en ontvankelijk te zijn;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 28 mei 2020 zijn goedkeuring verleend heeft aan het reglement en het formulier van de projectoproep "Internationale solidariteit";

Aangezien de dienst Internationale Solidariteit tien projectvoorstellen ontvangen heeft binnen de toegestane tijd;

Aangezien negen voorstellen ontvankelijk verklaard werden door het bestuur en in aanmerking komen;

Aangezien het project ingediend door "Association Aujourd'hui pour demain (APD Togo)" niet-ontvankelijk verklaard werd (formulier niet ondertekend, geen statuten van de

organisatie, geen voorbegroting van de organisatie voor het lopende jaar en geen rekeningen van het laatste dienstjaar voor subsidies van meer dan 1.250 euro) en niet in aanmerking kwam (project voor ontwikkelingssamenwerking gedragen door een niet-Ukkelse vereniging);

Aangezien het evaluatiecomité op 14 juli 2021 samengekomen is en de negen ontvankelijke en in aanmerking komende voorstellen geanalyseerd heeft;

Aangezien het project voorgesteld door de vzw Laïcité et Humanisme en Afrique centrale (LHAC) niet door het selectiecomité in aanmerking genomen werd wegens het gebrek aan verduidelijkingen over het doelpubliek en de mobilisatie van de Ukkelse partners;

Aangezien de acht andere voorgestelde projecten voldoen aan de criteria van het evaluatierooster en in aanmerking genomen werden voor een financiering;

Aangezien het maximumbedrag dat aan elk voorstel toegekend kan worden € 2.000 belooft, zoals verduidelijkt in het reglement;

Aangezien het voorzien is de uitbetaling van de subsidie te koppelen aan de verhoging van de zichtbaarheid van de projecten in de gemeente en bij de Ukkelaars en aan de deelname van de ondersteunde organisaties aan de Dagen van Internationale Solidariteit en zich te verzekeren van de invoering van acties voor de Ukkelaars door elk van deze organisaties;

Beslist de volgende verdeling van de subsidies voor de projectoproep Internationale Solidariteit 2021 toe te staan:

- € 2.000 voor de volgende organisaties: Association universelle d'œuvres pour l'épanouissement des sourds (ASUNOES, Evenaarstraat 20D – 1180 Ukkel), Défi Belgique Afrique (DBA, Van Volxemlaan 380 – 1190 Vorst), Dynamo International (Sterstraat 22 – 1180 Ukkel), Le Distinguo ASBL (Emile Regardstraat 38 - 1180 Ukkel), Solidarité Bukavu (Kriekenputstraat 9 - 1180 Ukkel);
- € 1.995 voor Actions pour le Développement Global – Coopération ASBL (Gazellelaan 58/12 – 1180 Ukkel);
- € 1.800 voor Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD – Haachtsesteenweg 51 – 1210 Sint-Joost-ten-Node);
- € 1.200 voor Djaïli Mbock (Le Marinellaan 24 bus 2 - 1040 Brussel).

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AAPSI 2021 - analyse des projets reçus final.xlsx

09.09.2021/A/0032 **Fonds calamités.- Octroi d'un subside à la Croix-Rouge de Belgique en soutien aux populations sinistrées par les intempéries des 13 au 16 juillet 2021.**

Le Conseil,

Vu que les intempéries qui se sont abattues du 13 au 16 juillet 2021 en Wallonie et en Flandre et les inondations qui se sont suivies ont causés de nombreuses victimes dans les zones sinistrées ainsi que des dégâts matériels importants;

Vu que la Croix-Rouge de Belgique a apporté son aide aux populations sinistrées via la fourniture de nourriture, de logements temporaires, de soins médicaux ainsi qu'en mobilisant ses nombreux bénévoles et en transformant ses centres en lieu d'accueil et qu'elle sert de point de collecte de tous les dons à destination tant des personnes que des communes sinistrées;

Vu l'appel à la solidarité des communes lancé par l'Union des villes et communes de Wallonie;

Vu que par ailleurs la commune d'Uccle ne dispose pas des équipements spécifiques (pompes à eau) demandés par l'UCVW courant juillet 2021 pour venir en appui direct aux communes;

Vu qu'il est proposé d'allouer un montant de 15.000,00 € sous forme de subside à la Croix-Rouge de Belgique;

Vu que la commune d'Uccle dispose d'un « fonds calamités » (15001/332-02/ - /64) doté d'un montant de 2.000,00 € pour venir en aide aux zones sinistrées dans le monde et que par son ampleur la situation visée entre dans ce champ bien qu'elle concerne le territoire national, que sous réserve d'approbation des modifications budgétaires n° 4, il est proposé d'ajouter 12.000,00 € au Fonds;

Vu qu'il est proposé d'y ajouter les 1.000,00 € de subsides non attribués dans le cadre de l'Appel à projets Solidarité internationale 2021,

Décide d'octroyer 15.000,00 € (15001/332-02/ - /64), sous réserve d'approbation des modifications budgétaires 4, à la Croix-Rouge de Belgique afin de venir en aide aux populations sinistrées par les intempéries qui se sont déroulées du 13 au 16 juillet 2021 dans différentes provinces de Wallonie et de Flandre.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Rampenfonds.- Toekenning van een subsidie aan het Rode Kruis België ter ondersteuning van de bevolking die getroffen werd door het slechte weer van 13 tot 16 juli 2021.

De Raad,

Aangezien het slechte weer van 13 tot 16 juli 2021 in Wallonië en Vlaanderen en de overstromingen die erop volgden talrijke slachtoffers en aanzienlijke materiële schade veroorzaakt hebben in de getroffen gebieden;

Aangezien het Rode Kruis België hulp geboden heeft aan de getroffen bevolking via de levering van voedsel, tijdelijke huisvesting, medische zorgen en door zijn talrijke vrijwilligers in te zetten en zijn centra om te vormen tot opvangplaatsen en dat het als inzamelpunt dient voor alle giften voor de getroffen personen en gemeentes;

Gelet op de vraag van de "Union des villes et communes de Wallonie" die oproept tot solidariteit van de gemeentes;

Aangezien de Gemeente Ukkel bovendien niet beschikt over de door de UVCW gevraagde specifieke uitrusting (waterpompen) om rechtstreeks steun te verlenen aan de gemeentes tijdens de maand juli 2021;

Aangezien voorgesteld wordt aan het Rode Kruis België een bedrag van € 15.000,00 toe te kennen in de vorm van een subsidie;

Aangezien de gemeente Ukkel beschikt over een "rampenfonds" (15001/332-02/ - /64) uitgerust met een bedrag van € 2.000,00 om hulp te bieden aan de getroffen gebieden in de wereld, dat de beoogde situatie door de omvang ervan binnen dit veld valt, hoewel ze betrekking heeft op het nationaal grondgebied, dat onder voorbehoud van begrotingswijziging nr 4 voorgesteld wordt € 12.000,00 toe te voegen aan het fonds;

Aangezien voorgesteld wordt de € 1.000,00 niet-toegekende subsidies in het kader van de projectoproep Internationale Solidariteit 2021 eraan toe te voegen,

Beslist € 15.000,00 (15001/332-02/ - /64), onder voorbehoud van de goedkeuring van begrotingswijziging 4, toe te kennen aan het Rode Kruis België om hulp te bieden aan de

bevolking die getroffen werd door het slechte weer van 13 tot 16 juli 2021 in verschillende provincies van Wallonië en Vlaanderen.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.
Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

09.09.2021/A/0033 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouverts par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 5 jours calendrier à compter de la date de délivrance de la redevance de stationnement pour procéder au paiement;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale;

Considérant les listes établies par le service Parking, en charge de la gestion du stationnement règlementé;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III, articles 49 et 50 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 27 septembre 2018,

Décide de prendre pour information les listes des 7.234 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

M. Hayette constate que la relation au climat et le rapport à la mobilité ont évolué : la pression automobile est de plus en plus contestée.

Mais cette remise en cause, dont les motivations environnementales sont légitimes, a fini par créer un malaise au sein de la population car toute une série d'obligations financières a succédé à la suppression des places de parking.

Bien loin de l'objectif affiché d'assurer une rotation dans les quartiers à forte densité automobile, les mesures prises visent surtout à garantir une nouvelle recette communale, qui s'avère la plus importante après les centimes additionnels au précompte immobilier et à l'impôt des personnes physiques (IPP).

Le citoyen ucclois a parfois l'impression que la perception est effectuée sans aucun sens de la nuance : la prise en considération des circonstances, envisageable lorsque le contrôle était effectué par un steward, disparaît avec l'adoption du système automatisé avec scan car.

Le choix des emplacements pour les horodateurs semble être tout à fait arbitraire.

Nul ne conteste la nécessité de réguler le stationnement mais sa gestion doit faire l'objet d'une refonte complète.

M. Cools partage dans une large mesure les considérations de M. Hayette.

Il serait aussi intéressant de connaître la part de personnes ayant payé parmi celles qui ont été verbalisées.

M. De Bock rappelle que l'installation des horodateurs est effectuée selon un plan composé de trois phases, dont la première a été réalisée.

Il serait peut-être opportun de redéfinir le plan initial.

Selon M. De Bock, certains secteurs dotés d'horodateurs devraient être plutôt des zones à disque bleu.

La durée de validité des disques bleus devrait passer de deux à trois heures, comme c'est le cas à Anderlecht.

Combien d'Ucclois sont concernés parmi les 7.234 contraintes ?

La preuve de l'infraction devrait être jointe au billet de paiement envoyé aux contrevenants.

C'est d'autant plus nécessaire que la scan car présente des inconvénients car l'intelligence artificielle ne voit pas tout : certains automobilistes sont détectés par l'appareil alors qu'ils sont non en stationnement mais momentanément à l'arrêt au cours de leur trajet.

Les citoyens auxquels on aurait infligé une infraction indûment doivent disposer d'un document probant pour faire valoir leurs droits.

M. Norré demande si le montant de 21,85 € requis en cas de contrainte a été fixé par la commune ou par un bureau d'huissiers.

Il est probable que parmi les 7.234 dossiers, plusieurs concernent une seule et même personne. Il serait intéressant d'en connaître la proportion.

Mme l'Echevin Delwart répond que pour l'année 2020, environ 12 % des cas font l'objet d'une contrainte.

Parmi ceux-ci, plus de 40 % débouchent sur un paiement direct, 33 % sur un paiement au 1^{er} rappel et 7 % sur un paiement au 2^{ème} rappel.

Les contraintes s'appliquent aussi aux titulaires de plaques françaises, hollandaises ou luxembourgeoises. Les collaborations établies avec des huissiers de ces différents pays permettent de procéder à des recouvrements à l'étranger.

Les montants imposés sont fixés par l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique de stationnement, qui inclut les amendes administratives et les frais de recommandés.

M. l'Echevin Wyngaard vient d'obtenir les informations suivantes en matière de tarification :

- Mise en demeure (en phase amiable) : 20,93€ si le principal confié est inférieur à 125 € ; s'il est supérieur : 24.44€ (non obligatoire sur le plan juridique strict, la commune ayant décidé de procéder de la sorte afin d'éviter au maximum la phase judiciaire) ;
- Signification de contrainte : prix de l'acte selon le montant du principal confié (à titre d'exemple : principal à 46,46€ - tarif de la signification à charge du redevable : 68,97€).

M. Norré s'inquiète du surendettement qui menace certains citoyens, dans la mesure où le ticket initial de 25 € peut aboutir au terme du processus à un montant d'environ 140 €.

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège est très attentif à la problématique du surendettement.

C'est la raison pour laquelle les recouvrements sont opérés de manière progressive.

Mais indépendamment des personnes en situation de précarité, il y a aussi des citoyens qui sont tout à fait en mesure de payer leur redevance mais ont fait preuve d'une certaine nonchalance.

Le Conseil prend connaissance.

Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.- Bezwaren.- Kennisneming.

De Raad,

Gelet op artikel 137bis zoals ingevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen geïssueerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts geïssueerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij

aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden. Tegen het exploitatiedecreet kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de Gemeenteraad";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van de schuldenaars die beschikken over een termijn van 5 kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van afgifte van de parkeerretributie, om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat er per aangetekende brief ingebrekestellingen verstuurd werden naar elke schuldenaar bij gebrek aan betaling van de voornoemde retributies;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzenddatum van de ingebrekestelling beschikken om over te gaan tot de betaling;

Dat de schuldenaars vandaag niet overgegaan zijn tot de betaling van de retributie(s), noch ze betwist hebben, noch een afbetalingsplan van hun schuld ten aanzien van de gemeente gevraagd hebben;

Overwegende bijgevolg dat de schulden opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de lijsten opgesteld door de dienst Parking, die belast is met het beheer van het gereguleerd parkeren;

Dat de gemeenteontvanger bijgevolg een dwangbevel opgesteld heeft met het oog op de invordering van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de ingebrekestelling per aangetekend schrijven zoals voorzien in Hoofdstuk III, artikels 49 en 50 van de retributieverordening, gestemd door de gemeenteraad in zitting van 27 september 2018,

Beslist kennis te nemen van de lijsten van de 7.234 dwangbevelen die door de gemeenteontvanger opgesteld zijn voor de onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

***De h. Hayette** merkt op dat de relatie met het klimaat en de relatie met mobiliteit zijn geëvolueerd: de druk van de auto wordt steeds meer betwist. Maar deze vraag, waarvan de beweegredenen voor het milieu legitiem zijn, heeft uiteindelijk geleid tot onrust onder de bevolking, omdat het schrappen van parkeerplaatsen is gevolgd door een hele reeks financiële verplichtingen.*

Verre van de verklaarde doelstelling om te zorgen voor een parkeerrotatie in gebieden met een hoge autodichtheid, zijn de genomen maatregelen vooral gericht op het garanderen van een nieuwe gemeentelijke opbrengst, die de belangrijkste is na de opcentiemen op de onroerende voorheffing en de personenbelasting. De Ukkelse burger heeft soms de indruk dat de inning zonder enig gevoel voor nuance wordt uitgevoerd: de afweging van omstandigheden, die mogelijk was toen de controle nog door een steward werd uitgevoerd, verdwijnt met de invoering van de scancar. De keuze van de locaties voor de parkeerautomaten lijkt volledig willekeurig te zijn. Niemand betwist de noodzaak om het parkeren te reguleren maar het beheer ervan moet volledig worden herzien.

***De h. Cools** is het grotendeels eens met de overwegingen van de heer Hayette. Het zou ook interessant zijn te weten welk percentage van de beboete personen heeft betaald.*

***De h. De Bock** herinnert eraan dat de installatie van parkeerautomaten is uitgevoerd*

*volgens een plan dat uit drie fasen bestaat, waarvan de eerste is voltooid.
Het kan aangewezen zijn het oorspronkelijke plan te herdefiniëren. Sommige zones met parkeerautomaten zouden blauwe zones moeten worden. De geldigheidsduur van blauwe schijven moet worden verlengd van twee tot drie uur, zoals in Anderlecht.
Hoeveel Ukkelaars zijn er onder de 7.234 overtreeders?*

Het bewijs van de overtreding moet bij het aan de overtreeders toegezonden betalingsbewijs worden gevoegd. Dit is des te noodzakelijker omdat de scancar nadelen heeft: sommige automobilisten worden door het apparaat gedetecteerd wanneer zij niet geparkeerd staan maar even stilstaan. Burgers die ten onrechte zijn beboet, moeten bewijs hebben van hun rechten.

***De h. Norré** vraagt of het bedrag van €21,85 dat in geval van een dwangbevel vereist is, is vastgesteld door de gemeente of door een deurwaarderskantoor. Waarschijnlijk hebben verschillende van de 7.234 dossiers betrekking op een en dezelfde persoon. Het zou interessant zijn om de verhouding te weten.*

***Schepen Delwart** antwoordt dat voor het jaar 2020 ongeveer 12% van de gevallen het onderwerp hebben uitgemaakt van een dwangbevel. Daarvan leidt meer dan 40% tot een rechtstreekse betaling, 33% tot een betaling bij de eerste herinnering en 7% tot een betaling bij de tweede herinnering. De dwangbevelen gelden ook voor houders van Franse, Nederlandse of Luxemburgse kentekenplaten. Samenwerkingsverbanden met gerechtsdeurwaarders in deze landen maken het mogelijk incasso's in het buitenland uit te voeren. De opgelegde bedragen zijn vastgesteld door de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid, waarin administratieve boetes en de kosten van aangetekende zendingen zijn opgenomen.*

***Schepen Wyngaard** heeft zojuist de volgende informatie ontvangen over het onderwerp heffingen :*

- ingebrekestelling (in de minnelijke fase): € 20,93 als de hoofdsom lager is dan € 125; als deze meer bedraagt: € 24,44 (niet verplicht vanuit strikt juridisch oogpunt, aangezien de gemeente besloten heeft op deze manier te werk te gaan om de gerechtelijke fase zo veel mogelijk te vermijden);*
- Betekening van een dwangbevel: prijs van het document naar gelang van het bedrag van de hoofdsom (voorbeeld: hoofdsom tegen € 46,46 - tarief van de betekening ten laste van de schuldenaar: € 68,97).*

***De h. Norré** maakt zich zorgen over de te grote schuldenlast die sommige burgers dreigen te krijgen, aangezien het eerste biljet van 25 euro aan het eind van het proces kan uitlopen op een bedrag van ongeveer 140 euro.*

***Schepen Wyngaard** antwoordt dat het college zeer attent is op het probleem van de te hoge schuldenlast. Daarom gebeuren de invorderingen geleidelijk. Naast mensen die zich in een precaire situatie bevinden, zijn er ook burgers die heel goed in staat zijn hun boetes te betalen maar die een zeker gebrek aan ijver aan de dag hebben gelegd.*

De Raad neemt kennis.

4 annexes / 4 bijlagen

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Service juridique - Juridische dienst

09.09.2021/A/0034 **Expropriation d'un immeuble à Uccle, chaussée d'Alseberg, 875 (cadastre : Uccle, 6e division, section A, parcelle n° 130 R).- Décision d'ester en justice.- Requête en expropriation devant la justice de paix selon la procédure d'extrême urgence.- Jugement rendu le 22 juin 2021.- Ratification de la décision d'acquiescement.**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil Communal du 22 avril 2021 décidant d'introduire une requête en expropriation devant la justice de paix pour l'expropriation pour cause d'utilité publique de l'immeuble situé chaussée d'Alseberg 875 (cadastré Uccle, 6e division, section A, parcelle n° 130 R), selon la procédure d'extrême urgence;

Considérant que l'acquisition projetée de la maison sise 875, chaussée d'Alseberg, ainsi que sa rénovation subséquente, s'inscrivent dans le cadre du programme de Politique de la Ville (Axe 2), avec pour objectifs d'augmenter l'offre de logement public destiné à des personnes en situation d'urgence, ainsi que de lutter contre l'inoccupation foncière et les chancres urbains sur le territoire communal;

Considérant que les négociations amiables n'ont pas abouti ; Considérant que la mise en œuvre du projet implique que la commune entre rapidement en possession du bien afin de rénover et réhabiliter le bien dans le respect des échéances du programme de la politique de la Ville ; Considérant dès lors qu'il est indispensable, pour cause d'utilité publique, de prendre possession de la parcelle qui figure au plan d'expropriation et ce conformément au prescrit de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu l'arrêté du gouvernement du 6 mai 2021 portant approbation de plan d'expropriation selon la procédure d'extrême urgence pour cause d'utilité publique du bien susvisé au bénéfice de la commune d'Uccle;

Considérant qu'en séance du 4 mai 2021, l'Assemblée a désigné Me Gourdin afin qu'il se charge d'introduire la requête en expropriation selon la procédure d'extrême urgence devant la justice de paix;

Considérant que l'audience sur les lieux s'est tenue en date du 18 juin 2021;

Que lors de celle-ci, il est apparu que le bien dont question avait fait l'objet de rénovations importantes;

Considérant que par un jugement rendu le 22 juin 2021, le juge de paix déboute la Commune de sa demande et la condamne au paiement de l'indemnité de procédure de 1.560 € au bénéfice des parties citées ainsi qu'à l'état d'honoraires de l'expert à établir;

Considérant que selon Me Gourdin, il n'est pas opportun de former appel du jugement rendu dans la mesure où il y a très peu de chance que cela aboutisse à la réformation de la décision rendue dès lors que les rénovations apportées paraissent indéniables;

Qu'il paraît aussi difficile de dissocier le motif de l'expropriation de l'insalubrité qui avait été constatée par les autorités communale;

Qu'outre cet obstacle de fond, il existe un autre obstacle qui est lié à la longueur de la procédure en appel puisque dans l'hypothèse d'un jugement favorable, celui-ci ne pourra en tout état de cause pas intervenir avant le 14 juillet 2021; date butoir à laquelle la Commune devrait être propriétaire afin d'obtenir le subside régional ;

Considérant qu'en séance du 29 juin 2021, le Collège a pris connaissance du jugement rendu le 22 juin 2021 suite à l'introduction de la requête en expropriation devant la justice de paix pour l'expropriation pour cause d'utilité publique de l'immeuble situé chaussée d'Alseberg 875 (cadastré Uccle, 6e division, section A, parcelle n° 130 R) et a décidé, compte tenu de l'urgence, d'y acquiescer,

Décide de prendre connaissance du jugement rendu le 22 juin 2021 suite à l'introduction de la requête en expropriation devant la justice de paix pour l'expropriation pour cause d'utilité publique de l'immeuble situé chaussée d'Alseberg 875 (cadastré Uccle, 6e division, section A, parcelle n° 130 R), selon la procédure d'extrême urgence et de ratifier la décision d'acquiescement du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Onteigening van een gebouw te Ukkel, Alsebergsesteenweg, 875 (kadastrer : Ukkel, 6e afdeling, sectie A, perceel nr. 130 R).- Beslissing om een rechtszaak aan te spannen.- Verzoek tot onteigening voor het vredegerrecht volgens de uiterste spoedprocedure.- Vonnis van 22 juni 2021.- Bekrachtiging van de beslissing tot instemming.

De Raad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22 april 2021 om een verzoek tot onteigening voor het vredegerrecht in te dienen voor de onteigening ten algemene nutte van het gebouw gelegen Alsebergsesteenweg 875 (gekadastrerd in Ukkel, 6e afdeling, sectie A, perceel nr. 130 R), volgens de uiterste spoedprocedure;

Overwegende dat de geplande aankoop van het huis gelegen Alsebergsesteenweg 875 en de daaropvolgende renovatie ervan passen in het kader van het programma Stadsbeleid (pijler 2), met als doelstelling om het aanbod van openbare woningen bestemd voor personen in nood te verhogen en te strijden tegen grondleegstand en stadskankers op het gemeentelijk grondgebied;

Overwegende dat de onderhandse onderhandelingen niet tot een resultaat geleid hebben; Overwegende dat de uitvoering van het project inhoudt dat de gemeente snel in bezit van het goed raakt om het te renoveren en te herstellen met naleving van de termijnen van het programma Stadsbeleid; Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om ten algemene nutte het perceel op het onteigeningsplan in bezit te nemen en dit overeenkomstig de voorschriften van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;

Gelet op het besluit van de regering van 6 mei 2021 houdende goedkeuring van het onteigeningsplan volgens de uiterste spoedprocedure ten algemene nutte van het voornoemde goed ten gunste van de gemeente Ukkel;

Overwegende dat de vergadering in zitting van 4 mei 2021 M. Gourdin aangesteld heeft om het verzoek tot onteigening volgens de uiterste spoedprocedure in te dienen voor het vredegerrecht;

Overwegende dat de hoorzitting over de plaatsen gehouden werd op 18 juni 2021;

Dat tijdens deze zitting gebleken is dat het goed in kwestie het voorwerp van aanzienlijke renovaties uitgemaakt heeft;

Overwegende dat de vrederechter in een vonnis van 22 juni 2021 het verzoek van de

gemeente afwijst en haar veroordeelt tot de betaling van de rechtsplegingsvergoeding van € 1.560 ten gunste van de gedagvaarde partijen en van de op te stellen ereloonstaten van de deskundige;

Overwegende dat het volgens M. Gourdin niet geschikt is om beroep aan te tekenen tegen het vonnis omdat er zeer weinig kans is dat dat leidt tot de herziening van de beslissing aangezien de aangebrachte renovaties onbetwistbaar lijken;

Dat het ook moeilijk lijkt om het motief tot onteigening te scheiden van de onbewoonbaarheid die door de gemeentelijke overheid vastgesteld werd;

Dat er naast dit wezenlijke obstakel een ander obstakel bestaat dat samenhangt met de lengte van de beroepsprocedure aangezien in de veronderstelling van een gunstig vonnis dit in ieder geval niet gevelde kan worden voor 14 juli 2021, de uiterste datum waarop de gemeente eigenaar zou moeten zijn om de gewestelijke subsidie te krijgen;

Overwegende dat het college in zitting van 29 juni 2021 kennis genomen heeft van het vonnis van 22 juni 2021 ingevolge de indiening van het verzoek tot onteigening voor het vredegerecht voor de onteigening ten algemene nutte van het gebouw gelegen Alsebergsesteenweg 875 (gekadastrerd in Ukkel, 6e afdeling, sectie A, perceel nr. 130 R) en beslist heeft ermee in te stemmen rekening houdend met de hoogdringendheid,

Beslist kennis te nemen van het vonnis van 22 juni 2021 ingevolge de indiening van het verzoek tot onteigening voor het vredegerecht voor de onteigening ten algemene nutte van het gebouw gelegen Alsebergsesteenweg 875 (gekadastrerd in Ukkel, 6e afdeling, sectie A, perceel nr. 130 R) volgens de uiterste spoedprocedure en de beslissing tot instemming van het college van burgemeester en schepenen van 29 juni 2021 te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Jugement 22 06 21.pdf

09.09.2021/A/0035 **Précompte immobilier relatif à l'immeuble Fabricom sis rue Gatti de Gamond, 254.- Exercice d'imposition 2018.- Rejet de la réclamation administrative.- Autorisation d'ester en justice.**

Le Conseil,

Considérant que le 18 décembre 2014, la Commune d'Uccle a fait l'acquisition des bâtiments Fabricom sis rue Gatti de Gamond, 254;

Que cet immeuble, actuellement en travaux, a été acquis pour cause d'utilité publique afin d'y établir le nouveau siège administratif des services communaux;

Considérant que depuis son acquisition, le service des Propriétés communales demande et obtient chaque année l'exonération du précompte immobilier correspondant à un montant d'environ 363.000 €, pour cause d'inoccupation et d'improductivité des bâtiments;

Considérant que le service des Propriétés communales a reçu en date du 12 janvier 2018, l'avertissement-extrait de rôle relatif à l'exercice d'imposition 2017 et invitant la Commune à verser un montant de 364.775,13 € à titre de précompte immobilier pour l'immeuble susvisé;

Que le service des propriétés communales a dès lors réitéré sa demande d'exonération par le biais d'un courrier daté du 17 janvier 2018;

Considérant Bruxelles Fiscalité avait rejeté cette demande;

Qu'en effet, il résulte de l'article 27 de l'Ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale que l'article 257, 4° du Code des impôts sur les revenus 1992 qui permettait la remise ou modération proportionnelle pour inoccupation et improductivité est abrogé à partir de l'exercice d'imposition 2017;

Que partant, l'exonération ne pourra plus être accordée sur cette base à partir de l'exercice 2017;

Considérant que lors de sa séance du 28 décembre 2018, le Conseil communal a autorisé l'Assemblée à introduire un recours judiciaire devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles;

Que Maître Oprenyeszk, conseil de la Commune dans ce contentieux, avait en effet expliqué que la position de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut être contestée en ce qui concerne l'exonération pour improductivité puisque cette exonération a effectivement été abrogée par l'article 27 de l'Ordonnance du 12 décembre 2016;

Que cependant, la Commune pourrait se prévaloir d'une autre cause d'exonération, à savoir celle prévue pour « *des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes et sont affectés à un service public ou d'intérêt général* » faisant l'objet de l'article 253, 3° du C.I.R. 92;

Qu'en effet, selon lui, les trois conditions requises pour bénéficier de cette exonération sont remplies;

Que l'immeuble étant destiné à l'utilisation par les services communaux, sa destination rentre donc bien dans la mission légale de la Commune et a pour objet l'utilité générale puisque l'immeuble sera utilisé pour des services faits dans l'intérêt de tous les citoyens;

Qu'il souligne en outre que le Commentaire administratif prévoit explicitement qu'une maison communale doit être considérée comme visée par l'article 253, 3° C.I.R. 92;

Considérant qu'il précise enfin que si la Région de Bruxelles-Capitale contestait l'application de cette exonération, puisque l'immeuble n'est en réalité pas utilisé par les services communaux, l'exonération pourrait tout de même être accordée à la Commune sur base de la force majeure;

Que le recours judiciaire relatif à l'exercice d'imposition 2017 est actuellement pendant devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et que l'audience de plaidoiries est fixée au 22 octobre 2021;

Considérant qu'en date du 18 décembre 2018, l'administration communale a réceptionné l'avertissement-extrait de rôle relatif à l'exercice d'imposition 2018 (Article de rôle : 1400292836.-Montant total du précompte immobilier : 423.820,09 €);

Que le montant du précompte immobilier réclamé pour le bâtiment Fabricom sis au n° 254 de la rue Gatti de Gamond s'élève à 411.867 € en ce qui concerne l'exercice d'imposition 2018 ;

Considérant qu'en séance du 15 janvier 2019, le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné Me OPRENYESZK afin d'introduire une réclamation administrative auprès de Bruxelles-Fiscalité afin d'obtenir le dégrèvement partiel, ou à tout le moins l'annulation partielle, de la cotisation enrôlée à charge de la Commune d'Uccle au précompte immobilier pour l'exercice d'imposition 2018 sous l'article de rôle 1400292536 pour un montant de 411.867 €;

Considérant que faisant suite à cette demande, Bruxelles Fiscalité vient d'adresser à la commune un courrier daté du 14 juillet 2021 aux termes duquel, la réclamation précitée est rejetée;

Considérant que la commune dispose d'un délai de 3 mois à partir du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la décision de rejet pour introduire un recours devant le Tribunal de Première Instance;

Que dès lors, l'échéance du terme pour l'introduction de ce recours s'établit au 17 octobre

2021;

Considérant que Me OPRENYESKZ conseille d'introduire un recours judiciaire à l'encontre de cette imposition sur base des mêmes motifs que ceux applicables à l'exercice 2017,

Vu ces éléments,

Décide d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice afin d'introduire un recours contre la décision de rejet de Bruxelles Fiscalité notifiée le 14 juillet 2021.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Onroerende voorheffing met betrekking tot het Fabricomgebouw gelegen Gatti de Gamondstraat 254.- Aanslagjaar 2018.- Verwerping van het administratief bezwaar.- Toestemming om een rechtszaak aan te spannen.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel op 18 december 2014 de Fabricomgebouwen gelegen Gatti de Gamondstraat 254 aangekocht heeft;

Overwegende dat dit gebouw, waarin momenteel gewerkt wordt, aangekocht werd ten algemene nutte om er de nieuwe administratieve zetel van de gemeentediensten te vestigen;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen sinds de aankoop ervan elk jaar de vrijstelling van de onroerende voorheffing, die overeenkomt met een bedrag van ongeveer € 363.000, wegens leegstand en improductiviteit van de gebouwen vraagt en krijgt;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen op 12 januari 2018 het aanslagbiljet kohieruittreksel voor het aanslagjaar 2017 gekregen heeft, dat de gemeente verzoekt om een bedrag van € 364.775,13 als onroerende voorheffing voor het voornoemde gebouw te storten;

Dat de dienst Gemeente-eigendommen bijgevolg zijn vraag tot vrijstelling herhaald heeft in een brief van 17 januari 2018;

Overwegende dat Brussel Fiscaliteit deze aanvraag verworpen heeft;

Dat uit artikel 27 van de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming immers blijkt dat artikel 257 4° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, dat de kwijtschelding of proportionele vermindering voor leegstand en improductiviteit mogelijk maakte, ingetrokken wordt vanaf het aanslagjaar 2017;

Dat de vrijstelling bijgevolg op deze basis niet meer toegekend kan worden vanaf het dienstjaar 2017;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 28 december 2018 de vergadering toegestaan heeft om gerechtelijk beroep aan te tekenen voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel;

Dat meester Oprenyesz, raadsman van de gemeente in dit geschil, inderdaad uitgelegd had dat het standpunt van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet betwist kan worden wat betreft de vrijstelling voor improductiviteit aangezien deze vrijstelling daadwerkelijk ingetrokken is door artikel 27 van de ordonnantie van 12 december 2016;

Dat de gemeente zich echter zou kunnen beroepen op een andere reden tot vrijstelling, meer bepaald diegene die voorzien is voor "*onroerende goederen die de aard van nationale domeingoederen hebben, op zichzelf niets opbrengen en voor een openbare dienst of voor een dienst van algemeen nut worden gebruikt*" en het voorwerp uitmaakt van artikel 253 3° van het WIB 92;

Dat volgens hem de drie vereiste voorwaarden om van deze vrijstelling te genieten immers vervuld zijn;

Dat aangezien het gebouw bestemd is voor gebruik door de gemeentediensten, de bestemming ervan dus binnen de wettelijke opdracht van de gemeente valt en het algemeen nut als voorwerp heeft aangezien het gebouw gebruikt zal worden voor diensten verschaft in het belang van alle burgers;

Dat hij bovendien benadrukt dat het administratief commentaar uitdrukkelijk voorziet dat een gemeentehuis beschouwd moet worden zoals beoogd in artikel 253 3° WIB 92;

Overwegende dat hij tot slot verduidelijkt dat indien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de toepassing van deze vrijstelling betwist aangezien het gebouw in werkelijkheid niet gebruikt wordt door de gemeentediensten, de vrijstelling toch aan de gemeente toegekend zou kunnen worden op basis van overmacht;

Dat het gerechtelijk beroep met betrekking tot het aanslagjaar 2017 momenteel hangend is voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel en dat de hoorzitting van de pleidooien vastgelegd is op 22 oktober 2021;

Overwegende dat het gemeentebestuur op 18 december 2018 het aanslagbiljet kohieruittreksel voor het aanslagjaar 2018 ontvangen heeft (kohierartikel: 1400292836.- Totaalbedrag van de onroerende voorheffing: € 423.820,09);

Dat het bedrag van de geëiste onroerende voorheffing voor het Fabricomgebouw gelegen Gatti de Gamondstraat 254 € 411.867 beloopt wat betreft het aanslagjaar 2018;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 15 januari 2019 meester OPRENYESZK aangesteld heeft om een administratief bezwaar in te dienen bij Brussel Fiscaliteit om de gedeeltelijke belastingverlichting of op zijn minst de gedeeltelijke schrapping van de op de rol geplaatste contributie ten laste van de gemeente Ukkel op de onroerende voorheffing voor het aanslagjaar 2018 onder kohierartikel 1400292536 te krijgen voor een bedrag van € 411.867;

Overwegende dat ingevolge deze vraag Brussel Fiscaliteit op 14 juli 2021 een brief naar de gemeente gestuurd heeft, luidens dewelke het voornoemde bezwaar verworpen wordt;

Overwegende dat de gemeente over een termijn van 3 maanden beschikt vanaf de derde werkdag na de verzending van de beslissing tot verwerping om beroep aan te tekenen voor de rechtbank van eerste aanleg;

Dat de vervalddag van de termijn voor de indiening van dit beroep bijgevolg vastgelegd is op 17 oktober 2021;

Overwegende dat meester OPRENYESKZ adviseert om gerechtelijk beroep aan te tekenen tegen deze belastingheffing op basis van dezelfde motieven als van toepassing voor het dienstjaar 2017;

Gelet op deze elementen,

Beslist het College van Burgemeester en schepenen toe te staan een rechtszaak aan te spannen om beroep aan te tekenen tegen de beslissing tot verwerping van Brussel Fiscaliteit, betekend op 14 juli 2021.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2021 07 14 IN Notif. BXL Fiscalité-rejet réclamation PRI 2018.pdf

09.09.2021/A/0036 **Achat de camionnettes électriques.- Approbation des conditions et du mode de passation.- Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'article 41 § 1er, 1°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N°2021-051 relatif au marché « Achat de camionnettes électriques » établi par la Centrale des Marchés;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Camionnette 3 places, plateau benne basculante), estimé à 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21 % TVA comprise;

* Lot 2 (Deux Camionnettes 2 places, plateau long, tri benne basculante), estimé à 78.000,00 € hors TVA ou 94.380,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 153.000,00 € hors TVA ou 185.130,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant estimé hors TVA n'atteint pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée directe avec publication préalable de 214.000,00 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 766/743-52/58;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2021-051 et le montant estimé du marché « Achat de camionnettes électriques » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant Le montant estimé s'élève à 153.000,00 € hors TVA ou 185.130,00 €, 21 % TVA comprise;

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

***M. De Bock** se demande si cet achat de véhicules électriques n'est pas justifié par la simple volonté de se donner facilement bonne conscience.*

La lecture de la littérature scientifique consacrée aux problématiques environnementales l'amène à émettre quelques doutes sur la pertinence de l'option du « tout électrique ».

Des alternatives telles que des véhicules LPG ou à hydrogène ne constitueraient-elles pas un choix plus opportun ?

Sans remettre en cause la nécessité de renouveler la flotte de véhicules, M. De Bock aurait souhaité que le Collège fournisse une note explicative au Conseil communal, de manière à ce que les membres de l'assemblée puissent se prononcer en toute connaissance de cause.

Pour cette raison, il décide de s'abstenir sur ce point.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Aankoop van elektrische bestelwagens.- Goedkeuring van de voorwaarden en de plaatsingswijze.- Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41 §1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op bestek nr. 2021-051 betreffende de opdracht "Aankoop van elektrische bestelwagens", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat deze opdracht is verdeeld in percelen:

* Perceel 1 (bestelwagen 3 plaatsen, plateau, kiepbak), geraamd op € 75.000,00 excl. btw of € 90.750,00 inclusief 21 % btw;

* Perceel 2 (2 bestelwagens 2 plaatsen, lang plateau, driezijdige kiepbak), geraamd op € 78.000,00 excl. btw of € 94.380,00 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 153.000,00 excl. btw of € 185.130,00 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat het geraamde bedrag excl. btw de grens voor de aanwending van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking van € 214.000,00 niet bereikt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2021, artikel 766/743-52/58;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het bestek nr. 2021-051 en het geraamd bedrag van de opdracht "Aankoop van elektrische bestelwagens", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag belooft € 153.000,00 excl. btw of € 185.130,00 inclusief 21 % btw;

- de opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

- de aankondiging van de opdracht op nationaal niveau te vervolledigen en te versturen.

De h. De Bock vraagt of de aankoop van elektrische voertuigen niet gerechtvaardigd is door de eenvoudige wens om zijn geweten te sussen.

Na lezing van de wetenschappelijke literatuur over milieukwesties had hij enige twijfels over de relevantie van de optie "volledig elektrisch".

Zouden alternatieven zoals LPG of waterstofvoertuigen niet een geschiktere keuze zijn?

Zonder de noodzaak van vernieuwing van het wagenpark in twijfel te trekken had de h. De Bock graag gezien dat het college een toelichting had gegeven aan de gemeenteraad, zodat

*de leden van de vergadering een weloverwogen besluit konden nemen.
Om die reden besluit hij zich voor dit punt te onthouden.*

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

DFR-2021 08 17 - CCH 2021-051 - 3 camionettes électrique.pdf, aankondiging.pdf, DNL-2021 08 11 - CCH 2021-051 - 3 camionettes électrique_nl.pdf, Avis de marché.pdf

09.09.2021/A/0037 **Evacuation et traitement des déchets-2022-2025.- Approbation des conditions et du mode de passation.- Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2021-052 relatif au marché "Evacuation et traitement des déchets-2022-2025" établi par la Centrale de marchés;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 (Déchets provenant des travaux de voirie), estimé à 29.250 € hors T.V.A. ou 35.392,50 €, T.V.A. comprise;

Lot 2 (Déchets provenant du nettoyage des espaces publics), estimé à 200.000 € hors T.V.A. ou 242.000 €, T.V.A. comprise;

Lot 3 (Déchets de classe 2.), estimé à 3.500 € hors T.V.A. ou 4.235 €, T.V.A. comprise;

Lot 4 (Déchets toxiques (peinture, batteries de voitures, eternit, huiles,...)), estimé à 3.500 € hors T.V.A. ou 4.235 €, T.V.A. comprise;

Lot 5 (Déchets verts), estimé à 3.500 € hors T.V.A. ou 4.235 €, T.V.A. comprise;

Lot 6 (Déchets provenant du nettoyage des espaces publics), estimé à 7.500 € hors T.V.A. ou 9.075 €, T.V.A. comprise;

Lot 7 (Boues de curage des avaloirs.), estimé à 28.125 € hors T.V.A. ou 34.031,25 € T.V.A. comprise;

Lot 8 (Déchets de classe 2), estimé à 175.500 € hors T.V.A. ou 212.355 €, T.V.A. comprise;

Lot 9 (Déchets bois), estimé à 4.375 € hors T.V.A. ou 5.293,75 €, T.V.A. comprise;

Lot 10 (Déchets de classe 3), estimé à 3.750 € hors T.V.A. ou 4.537,50 €, T.V.A. comprise;

Lot 11 (Déchets verts), estimé à 5.250 € hors T.V.A. ou 6.352,50 €, T.V.A. comprise;

Lot 12 (Pneus), estimé à 50 € hors T.V.A. ou 60,50 €, T.V.A. comprise;

Lot 13 (Déchets papiers/cartons), estimé à 0 € T.V.A. comprise;

Lot 14 (Déchets troncs et souches), estimé à 7.500 € hors T.V.A. ou 9.075 €, T.V.A. comprise;

Considérant que le montant annuel global estimé de ce marché s'élève à 471.800 € hors T.V.A. ou 570.878 €, 21 % T.V.A. comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires du code économique .../124-06/82 ;

Sous réserve de l'approbation du budget ordinaire 2022 et suivants par les instances compétentes,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2021-052 et le montant estimé du marché "Evacuation et traitement des déchets-2022-2025", établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 471.800 € hors T.V.A. 570.878 €, 21 % T.V.A. comprise soit un total de 2.283.512 € T.V.A. comprise pour 4 ans;
- de passer le marché par la procédure ouverte;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Wegvoering en verwerking van afval 2022-2025.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningswijze.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen, diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2021-052 betreffende de opdracht "Wegvoering en verwerking van afval 2022-2025", opgesteld door de Opdrachtencentrale;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen:

Perceel 1 (Afval van wegenwerken), geraamd op € 29.250 excl. btw of € 35.392,50 inclusief btw;

Perceel 2 (Afval van de reiniging van openbare ruimten), geraamd op € 200.000 excl. btw of € 242.000 inclusief btw;

Perceel 3 (Afval van klasse 2), geraamd op € 3.500 excl. btw of € 4.235 inclusief btw;

Perceel 4 (Giftig afval (verf, autobatterijen, Eternit, olie, ...)), geraamd op € 3.500 excl. btw of € 4.235 inclusief btw;

Perceel 5 (Groenafval), geraamd op € 3.500 excl. btw of € 4.235 inclusief btw;

Perceel 6 (Afval van de reiniging van openbare ruimten), geraamd op € 7.500 excl. btw of € 9.075 inclusief btw;

Perceel 7 (Reinigingslib van de slikkers), geraamd op € 28.125 excl. btw of € 34.031,25 inclusief btw;

Perceel 8 (Afval van klasse 2), geraamd op € 175.500 excl. btw of € 212.355 inclusief btw;

Perceel 9 (Houtafval), geraamd op € 4.375 excl. btw of € 5.293,75 inclusief btw;

Perceel 10 (Afval van klasse 3), geraamd op € 3.750 excl. btw of € 4.537,50 inclusief btw;

Perceel 11 (Groenafval), geraamd op € 5.250 excl. btw of € 6.352,50 inclusief btw;

Perceel 12 (Banden), geraamd op € 50 excl. btw of € 60,50 inclusief btw;

Perceel 13 (Papier/karton), geraamd op € 0 inclusief btw;

Perceel 14 (Afval van boomstammen en -stronken), geraamd op € 7.500 excl. btw of € 9.075 inclusief btw;

Overwegende dat het geraamd jaarlijks totaalbedrag van deze opdracht € 471.800 excl. btw of € 570.878 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn onder de begrotingsartikels van de economische code .../124-06/82;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2022 en volgende door de bevoegde instanties,

Beslist :

- het bestek nr. 2021-052 en het geraamd bedrag van de opdracht "Wegvoering en verwerking van afval 2022-2025", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag belooft € 471.800 excl. btw of € 570.878 inclusief 21 % btw, hetzij een totaal van € 2.283.512 inclusief btw voor 4 jaar;

- de opdracht te gunnen via openbare procedure;

- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen en te versturen;

- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Bestek - Modele 3P-VF.pdf, CSCH - Modele 3P-VF.pdf

09.09.2021/A/0038

Location et entretien de caméras de surveillance.- Approbation des conditions, du mode de passation, du cahier des charges et l'avis de marché.- Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §1er relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 1° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 214.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et

de concessions;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'avis positif et les consignes du conseiller à la protection des données et du service Juridique;

Considérant le cahier des charges n° 2021-019 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 174.000,00 € hors TVA ou 210.540,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que ce marché sera publié au niveau national;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit sur l'article 87601/124-12/62 et l'article 875/465-09/62 car ce marché sera aussi partiellement financé avec les subsides d'un montant de 50.000,00 € par Bruxelles-Propreté;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges n° 2021-019 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;

- d'approuver l'engagement de la dépense estimée à 210.540,00 €, 21 % TVA comprise;

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;

- d'engager la présente dépense à l'article 87601/124-12/62 et l'article 875/469-02/62 car ce marché sera aussi partiellement financé avec les subsides d'un montant de 50.000,00 € par Bruxelles-Propreté.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Huur en onderhoud van bewakingscamera's.- Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze, van het bestek en van de aankondiging van de opdracht.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 41 §1, 1° (het bedrag van de opdracht excl. btw overschrijdt de drempel van € 214.000,00 niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen, diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepallende de algemene

uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het positief advies en de aanwijzingen van de adviseur voor de gegevensbescherming en van de Juridische dienst;

Overwegende het bestek nr. 2021-019 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van bewakingscamera's", opgesteld door de Opdrachtentrale;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 174.000,00 excl. btw of € 210.540,00 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat de onderhavige opdracht voor maximum 1 jaar verlengd kan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht op nationaal vlak bekendgemaakt zal worden;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op artikel 87601/124-12/62 en artikel 875/465-06/62 aangezien deze opdracht ook deels gefinancierd zal worden met de subsidies voor een bedrag van 50.000,00 € door Net Brussel;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het bestek nr. 2021-019 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van bewakingscamera's", opgesteld door de Opdrachtentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging van de geraamde uitgaven van € 210.540,00 inclusief 21 % btw;

- de opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

- de onderhavige uitgave vast te leggen op artikel 87601/124-12/62 en artikel 875/465-09/62 aangezien deze opdracht ook deels gefinancierd zal worden met de subsidies voor een bedrag van 50.000,00 € door Net Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Aankondiging opdracht.pdf, 2021_03_02_CCH - Modele 3P.FR.def.docx,

2021_03_02_CCH - Modele 3P.NL.def.docx, Avis de marché.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

09.09.2021/A/0039 **COVID-19.- Horaires d'ouverture des magasins de nuit.- Prolongation de la**

dérogation aux heures de fermeture

Le Conseil,

Considérant que le règlement communal du 27 mai 2010 relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications ne prévoit pas d'autres heures de fermeture, en ce qui concerne les magasins de nuit, que celles précitées (7h à 18h);

Considérant que l'arrêté du ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 23 juin 2021 dispose que : « les magasins peuvent rester ouverts aux jours et heures habituels, sauf disposition contraire. Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure *d'ouverture habituelle jusqu'à 1heure* »;

Considérant l'arrêté ministériel du **25 août 2021** qui abroge cette mesure ;

Considérant cependant que le CODECO du 20 août ne prévoit pas d'assouplissement des mesures sanitaires à Bruxelles ;

Que dès lors, des mesures complémentaires adoptées par le Gouvernement bruxellois devraient intervenir prochainement ;

Considérant que pour rappel plusieurs exploitants de magasins de nuit ont pris contact avec l'administration communale pour obtenir une dérogation à leur horaire de fermeture vu qu'en l'espèce, ils ne peuvent ouvrir que de 18h à **01h00**;

Considérant que les mesures adoptées ont un impact certain sur le chiffre d'affaires des magasins de nuit puisque les horaires d'ouverture ont été considérablement réduits;

Considérant qu'en vertu de l'article 6 de la loi du 10 novembre 2006 susmentionnée, le Collège peut, à la demande d'un ou plusieurs commerçants, accorder, pour des circonstances particulières et passagères ou à l'occasion des foires et marchés, des dérogations aux horaires de fermeture;

Que toutefois ces dérogations ne peuvent porter sur plus de 15 jours par an;

Qu'étant donné que la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus Covid-19 est une circonstance particulière et passagère qui justifie des dérogations à l'obligation de fermeture, le Collège a décidé, lors de sa séance du 10 novembre 2020, d'octroyer, dans le respect du dispositif de l'article 6 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, une dérogation aux horaires de fermeture des 6 magasins de nuits suivants dans la mesure où ils ont pu ouvrir à partir de 12h en lieu et place de 18h à partir du 11 novembre 2020 et ce, pour une durée de 15 jours :

- AMBALA SPRL Avenue Brugmann, 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Chaussée d'Alsemberg, 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Avenue Brugmann, 619;
- K.A. SONS SPRL Chaussée d'Alsemberg, 539;
- PHAGWARA SPRL Rue de Stalle, 169;
- AGAM GURU SPRL Chaussée de Saint-Job, 701;

Que conformément au règlement communal, ces 6 magasins de nuit disposent d'une autorisation communale d'exploitation;

Qu'au vu de la prolongation des mesures susmentionnées, il a été décidé de déroger provisoirement aux heures de fermeture prévues dans le règlement communal du 27 mai 2010 relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications ;

Qu'en effet, la loi du 10 novembre 2006 prévoit qu'un règlement communal peut imposer d'autres heures de fermeture que celles qu'elle prévoit à savoir de 7h à 18h;

Qu'à cet égard, en séance du **15 juin 2021**, le Conseil communal a décidé de déroger provisoirement aux heures de fermeture reprises dans le règlement communal au vu des circonstances particulières actuelles dues à la crise sanitaire et aux différentes législations adoptées pour enrayer la propagation de la pandémie en permettant aux 6 magasins de nuit précités d'ouvrir à partir de **15h30** et ce, jusqu'au **9 septembre 2021** inclus;

Considérant qu'il ressort des informations reçues à ce jour que le Gouvernement bruxellois maintiendra l'obligation de fermeture des magasins à 1h00 ; mesures régionales maintiendront comme avant une heure d'ouverture de 18h à 1h00 ;

Que partant, il convient de prolonger la dérogation accordée provisoirement aux 6 magasins de nuits précités afin de leur permettre d'ouvrir à partir de 15h30 et ce, jusqu'au **1er octobre 2021** inclus;

Considérant que si dans l'intervalle le Gouvernement bruxellois décidait finalement de supprimer cette mesures restrictives aux heures d'ouverture habituelles des magasins de nuit, la présente dérogation deviendrait automatiquement caduque et ne serait dès lors plus valable;

Qu'en tout état de cause, en ce qui concerne l'heure de fermeture nocturne, les exploitants des magasins de nuit doivent continuer à se conformer aux différentes législations adoptées dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 et ce, tant qu'elles sont d'application.

Décide de confirmer la prolongation de la dérogation aux horaires de fermeture des 6 magasins de nuits suivants dans la mesure où ils peuvent ouvrir à partir de 15h30 en lieu et place de 18h et ce, jusqu'au **1er octobre 2021** inclus :

- AMBALA SPRL Avenue Brugmann, 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Chaussée d'Alseberg, 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Avenue Brugmann, 619;
- K.A. SONS SPRL Chaussée d'Alseberg, 539;
- PHAGWARA SPRL Rue de Stalle, 169;
- AGAM GURU SPRL Chaussée de Saint-Job, 701.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

COVID-19.- Openingsuren van nachtwinkels.- Verlenging van de afwijking op de openingsuren.

De Raad,

Overwegende dat het gemeentelijke belastingreglement van 27 mei 2010 op nachtwinkels en private ondernemingen voor telecommunicatie geen andere sluitingsuren voorziet, voor wat betreft de nachtwinkels, zoals hierboven vermeld (7 tot 18 u.);

Overwegende dat het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 23 juni 2021 het volgende bepaalt: “de winkels mogen open blijven volgens de gebruikelijke dagen en uren, behoudens andersluidende bepalingen. De nachtwinkels mogen open blijven vanaf het *gebruikelijke openingsuur tot 1 uur*.”;

Gezien het ministerieel besluit van 25 augustus 2021 waarbij deze maatregel wordt ingetrokken;

Overwegende evenwel dat het overlegcomité van 20 augustus niet voorziet in een versoepeling van de sanitaire maatregelen in Brussel;

Overwegende dat er dus spoedig aanvullende maatregelen van de Brusselse regering moeten komen;

Overwegende dat verschillende uitbaters van nachtwinkels het gemeentebestuur gecontacteerd hadden om een afwijking op hun sluitingsuren te bekomen omdat zij in dit geval slechts kunnen openen van 18 tot 1 uur;

Overwegende dat de genomen maatregelen een duidelijk effect hebben op de omzet van nachtwinkels, aangezien de openingstijden aanzienlijk zijn verkort;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 6 van voornoemde wet van 10 november 2006, het college, op verzoek van één of meer handelaars, afwijkingen van de sluitingsuren kan toestaan voor bijzondere en tijdelijke omstandigheden of ter gelegenheid van beurzen en

markten;

Overwegende dat deze afwijkingen echter niet meer dan 15 dagen per jaar mogen betreffen;

Aangezien de gezondheidscrisis als gevolg van de verspreiding van het Covid-19 coronavirus een bijzondere en tijdelijke omstandigheid is die afwijkingen van de sluitingstijdverplichting rechtvaardigt, heeft het college in zijn zitting van 10 november 2020 besloten om, met inachtneming van de bepalingen van artikel 6 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in de handel, de ambachtelijke nijverheid en de diensten, een afwijking van de sluitingsuren van de volgende 6 nachtwinkels voor zover zij vanaf 11 november 2020 vanaf 12 uur in plaats van 18 uur open kunnen gaan, en dit voor een periode van 15 dagen :

- AMBALA SPRL Brugmannlaan 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Alsebergsesteenweg 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Brugmannlaan 619;
- K.A. SONS SPRL Alsebergsesteenweg 539;
- PHAGWARA SPRL Stallestraat 169;
- AGAM GURU SPRL Sint-Jobsesteenweg 701;

Overwegende dat deze 6 nachtwinkels beschikken over een gemeentelijke uitbatingstoelating krachtens het gemeentelijke reglement;

Overwegende, gelet op de verlenging van de bovenvermelde maatregelen, dat er werd beslist om tijdelijk af te wijken van de openingsuren, voorzien in het gemeentelijke reglement van 27 mei 2010 op nachtwinkels en private ondernemingen voor telecommunicatie;

Overwegende dat de wet van 10 november 2006 bepaalt dat een gemeentereglement andere sluitingsuren kan opleggen dan de in de wet voorziene uren, namelijk van 7 tot 18 uur;

Overwegende dat de gemeenteraad hiervoor in zitting van 15 juni 2021 heeft beslist tijdelijk af te wijken van deze sluitingsuren voorzien in het gemeentereglement gelet op de huidige bijzondere omstandigheden te wijten aan de gezondheidscrisis en van de verschillende wetten, goedgekeurd om de verspreiding van de pandemie in te perken, waarbij de voormelde 6 nachtwinkels mogen openen vanaf 15.30 u. en dit t.e.m. 9 september 2021;

Overwegende dat uit de tot dusver ontvangen informatie blijkt dat de Brusselse regering de verplichting behoudt om de winkels om 1.00 uur 's nachts te sluiten; de gewestelijke maatregelen zullen een openingstijd van 18 uur tot 1 uur handhaven zoals voorheen;

Overwegende dat derhalve de voorlopig aan de 6 bovenvermelde nachtwinkels toegestane afwijking dient te worden verlengd zodat zij t.e.m. **1 oktober 2021** vanaf 15.30 uur open kunnen zijn;

Overwegende dat indien de Brusselse regering intussen definitief besluit deze beperkende maatregel ten aanzien van de gebruikelijke openingstijden van nachtwinkels af te schaffen, de huidige afwijking automatisch van nul en gener waarde wordt en dus niet langer geldig zal zijn;

Overwegende dat de exploitanten van nachtwinkels in ieder geval, wat de nachtelijke sluitingstijd betreft, de verschillende wetgevingen die in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het Covid-19 coronavirus zijn aangenomen, moeten blijven naleven zolang deze van toepassing zijn,

Beslist de verlenging te bevestigen van de afwijking voor de sluitingstijden van de volgende 6 nachtwinkels in die zin dat zij vanaf 15.30 uur in plaats van 18.00 uur open kunnen gaan, en wel t.e.m. **1 oktober 2021** :

- AMBALA SPRL Brugmannlaan 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Alsebergsesteenweg 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Brugmannlaan 619;
- K.A. SONS SPRL Alsebergsesteenweg 539;
- PHAGWARA SPRL Stallestraat 169;
- AGAM GURU SPRL Sint-Jobsesteenweg 701.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Action sociale - Sociale actie

09.09.2021/A/0040 **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Compte 2020**

Le Conseil,
Attendu que l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le Conseil communal en date du 27 juin 1991;
Vu que l'A.S.B.L. présente son rapport d'activité et son compte 2020 approuvé par l'Assemblée Générale en séance du 8 juin 2021,
Prend connaissance du compte 2020 de l'A.S.B.L. Animation prévention Socio-Culturelle.

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.- Rekening 2020

De Raad,
Aangezien dat de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie opgericht werd door een beslissing van de Gemeenteraad, genomen in zitting van 27 juni 1991;
Gezien dat de V.Z.W. zijn activiteitsverslag en de rekening voor 2020, door de Algemene Vergadering goedgekeurd in zitting van 8 juni 2021, voorstelt,
Neemt kennis van de rekening 2020 van de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
rapport d'activité 2020.pdf, Le Pas ASBL - Bilan 2020.pdf

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

09.09.2021/A/0041 **C.P.A.S.- Budget 2021.- Modification budgétaire n° 3 - Service exploitation et investissement.**

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2021;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 30/06/2021, parvenue à notre administration le 15/07/2021, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 3 du service d'exploitation et investissement;

Attendu que ces modifications augmentent la dotation communale de 847.848,56 €;

Attendu que ces modifications ont été soumises au Comité de concertation le 23/06/2021,

Décide d'approuver ces modifications budgétaires.

M. Cools signale que le groupe Uccle en avant, quoique dans l'opposition, votera cette modification budgétaire.

M. Cools n'en est pas étonné vu que, lors du débat consacré au budget du CPAS, il avait souligné que les crédits prévus pour face aux dépenses sociales étaient insuffisants.

La prise en charge par la commune d'une partie du revenu d'intégration sociale (RIS) justifie cette modification de 715.500 €, qui aurait dû être majorée de 240.000 € si l'intervention de l'échelon fédéral dans le remboursement du RIS n'était pas passée de 60 % à 70 %.

Selon les données disponibles au 1^{er} septembre dernier, le nombre de personnes aidées a augmenté de 20 %.

Cette modification budgétaire prévoit un renforcement du service social et du service Promojob.

Ce dernier s'avère très important car le CPAS ne doit pas être réduit au rôle de « bancontact social » mais contribuer au retour à l'emploi.

Or, selon M. Cools, ce service Promojob n'a pas toujours fonctionné de manière optimale, en raison du caractère temporaire du système « article 60 » : vu que l'exonération de la charge de salaire, dont bénéficient les employeurs, est limitée dans le temps, les travailleurs concernés retombent souvent dans le circuit du chômage lorsque l'intervention arrive à son terme.

Le service Promojob doit donc être redynamisé afin de sortir ses bénéficiaires de l'assistanat.

M. Hayette précise que le groupe socialiste se prononce aussi en faveur de cette modification budgétaire.

Lors de la présentation du budget 2021, M. Hayette avait d'ailleurs insisté sur la nécessité de prendre en compte la détérioration de la situation sociale induite par la crise sanitaire.

Toutefois, la méthode fondée sur une succession de modifications budgétaires ne permet pas d'appréhender la situation budgétaire réelle du CPAS.

Il serait plus pertinent de recourir à l'adaptation de la norme de croissance budgétaire.

M. Hayette reprend à son compte les propos de Philippe Defeyt : « Pour lutter contre la pauvreté, à force de ramener la pauvreté au public des CPAS, on oublie que la fiscalité pourrait aussi contribuer à lutter contre la pauvreté ».

M. De Bock signale que son groupe approuvera également la modification budgétaire.

L'intervention majorée constitue un avantage sur le plan budgétaire mais reflète aussi une aggravation de la situation sociale puisqu'il faut dépasser le seuil de 1.000 demandeurs et le maintenir pendant un certain nombre de mois pour en bénéficier.

Le soutien fourni par la Région est loin d'être négligeable et doit être pris en considération dans les réflexions relatives aux comptes et budgets du CPAS.

Il faut dans un même mouvement répondre aux besoins sociaux et accomplir des efforts en matière de gestion interne en toute transparence, grâce à une évaluation objective des

politiques publiques.

M. Cornelis répond qu'au cours des 20 dernières années, les demandes d'aide sociale ont augmenté en moyenne de 4 % mais qu'en raison de la crise sanitaire, cette croissance a fini par atteindre le seuil de 20 %.

Cependant, les effets de la pandémie n'ont pu être totalement pris en considération lors de l'élaboration du budget de l'année dernière, et ce d'autant plus qu'il faut se conformer aux règles fixées par la Cocom pour l'élaboration de ces budgets.

Il a donc fallu adapter un budget trop bas. Les modifications budgétaires opérées dans ce but ne se sont pas multipliées de manière inconsidérée puisqu'il n'y en a eu que trois dont seule la dernière a donné lieu à une augmentation de la dotation.

Il ne faut pas oublier que le CPAS est loin d'être une structure négligeable : il ne se limite pas à l'octroi de RIS mais gère aussi deux maisons de repos, une crèche, un service de médiation de dettes, etc. On peut estimer qu'environ 6.000 personnes sont aidées d'une manière ou d'une autre par le CPAS.

Afin de tenir compte de la crise sanitaire, l'intervention du pouvoir fédéral à concurrence de 70 % a encore été majorée de 15 %, ce qui s'est traduit en 2020 par l'octroi de 136.000 € (arrêté royal n° 43, pour la période allant du 1^{er} juin au 31 décembre 2020) et en 2021 par l'octroi de 256.000 €.

La mesure relative à ce montant de 256.000 €, reçu en juillet 2021, a été prolongée jusqu'en septembre par la loi du 2 avril 2021. Vu qu'elle n'a pu être intégrée dans cette modification budgétaire-ci, elle figurera dans la prochaine modification budgétaire.

M. De Bock insiste sur l'importance du facteur démographique dans la croissance des dépenses sociales.

Vu qu'en 10 ans, la population ucquoise est passée de 78.000 à 84.000 habitants, il n'y a rien d'étonnant à ce que les dépenses sociales en viennent à augmenter.

Il n'en demeure pas moins qu'on constate un appauvrissement de la population ucquoise, qu'il s'agisse des jeunes ou des seniors, et qu'il faut répondre à ce défi par des solutions structurelles.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch insiste sur l'intérêt de la cellule Promojob, qui est même parvenu à assurer le retour à l'emploi de travailleurs ayant passé le cap de la soixantaine.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

O.C.M.W.- Begroting 2021.- Begrotingswijziging nr 3.- Exploitatie- en investeringsdienst.

De Raad,

Gelet op de begroting voor het jaar 2021 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel;

Gelet op artikels 26 bis en 88, § 2 van de organieke wet;

Aangezien de Raad voor Maatschappelijk Welzijn bij beraadslaging van 30/06/2021, bij het gemeentebestuur aangekomen op 15/07/2021, besloten heeft de wijzigingen nr 3 van de exploitatiedienst en investeringsdienst goed te keuren;

Aangezien dat deze beslissing een verhoging van 847.848,56 € van de gemeentelijke tussenkomst meebrengt;

Aangezien dat deze wijzigingen voorgelegd werden aan het overlegcomité van 23/06/2021, Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

De h. Cools deelt mee dat Uccle en avant vanuit de oppositie voor deze begrotingswijziging zal stemmen. Hij is niet verbaasd, aangezien hij er tijdens het debat over de begroting van het OCMW op had gewezen dat de kredieten voor sociale uitgaven ontoereikend waren. De tenlasteneming door de gemeente van een deel van het leefloon rechtvaardigt deze wijziging van € 715.500, die met € 240.000 had moeten worden verhoogd indien de federale tussenkomst in de terugbetaling van het leefloon niet van 60% tot 70% was verhoogd. Volgens de op 1 september beschikbare gegevens is het aantal geholpen personen met 20% gestegen.

Deze begrotingswijziging voorziet in een versterking van de sociale dienst en de dienst Promojob. Dit laatste is zeer belangrijk omdat het OCMW niet mag worden herleid tot de rol van "sociale bancontact" maar moet bijdragen tot de terugkeer naar tewerkstelling. Volgens de h. Cools heeft deze Promojobdienst echter niet altijd optimaal gefunctioneerd als gevolg van het tijdelijke karakter van het "artikel 60"-stelsel: aangezien de vrijstelling van de loonlast beperkt is in de tijd, vallen de betrokken werknemers na afloop van de tussenkomst vaak terug in de werkloosheid.

De Promojobdienst moet dus nieuw leven worden ingeblazen om de begunstigden uit de bijstand te halen.

De h. Hayette verklaart dat de PS ook voorstander is van deze begrotingswijziging. Tijdens de voorstelling van de begroting 2021 had hij erop aangedrongen dat rekening zou worden gehouden met de verslechtering van de sociale situatie als gevolg van de gezondheids crisis. De methode die gebaseerd is op een opeenvolging van begrotingswijzigingen maakt het echter niet mogelijk inzicht te krijgen in de werkelijke begrotingssituatie van het OCMW. Het zou passender zijn de norm voor de begrotingsgroei aan te passen. Hij sluit zich aan bij de woorden van Philippe Defeyt die aangaf dat, bij de bestrijding van armoede, belastingen hier ook aan kunnen bijdragen.

De h. De Bock deelt mee dat ook zijn fractie de begrotingswijziging zal goedkeuren. De verhoogde tussenkomst is een budgettair voordeel maar weerspiegelt ook een verslechtering van de sociale situatie, aangezien de drempel van 1.000 aanvragers moet worden overschreden en gedurende een bepaald aantal maanden moet worden gehandhaafd om voor steun in aanmerking te komen.

De gewestelijke steun is verre van verwaarloosbaar en moet in aanmerking worden genomen bij de beschouwingen over de rekeningen en begrotingen van het OCMW. Tegelijkertijd moet aan de sociale behoeften worden voldaan en moeten inspanningen worden geleverd op het gebied van intern beheer op een transparante wijze, dankzij een objectieve evaluatie van het overheidsbeleid.

De h. Cornelis antwoordt dat de vraag naar sociale bijstand de afgelopen 20 jaar met gemiddeld 4% is gestegen, maar dat deze groei als gevolg van de gezondheids crisis de grens van 20% heeft bereikt. Bij de opstelling van de begroting van vorig jaar kon echter niet ten volle rekening worden gehouden met de gevolgen van de pandemie, temeer daar de door de GGC vastgestelde regels voor de opstelling van deze begrotingen moeten worden nageleefd. Daarom moest een te lage begroting worden bijgesteld. De daartoe aangebrachte wijzigingen in de begroting hebben zich niet lukraak vermenigvuldigd, aangezien het er slechts drie waren, waarvan alleen de laatste tot een verhoging van de dotatie heeft geleid.

Men mag niet vergeten dat het OCMW allesbehalve een te verwaarlozen structuur is: het verleent niet alleen leeflonen maar beheert ook twee rusthuizen, een crèche, een schuldbemiddelingsdienst, enz. Naar schatting worden ongeveer 6.000 mensen op de een of andere manier door het OCMW bijgestaan. Om rekening te houden met de gezondheids crisis werd de tussenkomst van de federale regering van 70% verhoogd met nog eens 15%, wat resulteert in de toekenning van € 136.000 in 2020 en van € 256.000 in 2021. De maatregel met betrekking tot dit bedrag van € 256.000 euro, dat in juli 2021 werd ontvangen, werd verlengd tot september. Aangezien het niet in deze begrotingswijziging kon worden opgenomen, zal het in de volgende begrotingswijziging worden opgenomen.

De h. De Bock benadrukt het belang van de demografische factor voor de groei van de sociale uitgaven. Aangezien de Ukkelse bevolking in 10 jaar is gegroeid van 78.000 tot 84.000, is het niet verwonderlijk dat de sociale uitgaven zijn toegenomen. Het blijft een feit dat de Ukkelse bevolking steeds armer wordt, zowel jongeren als ouderen, en dat deze uitdaging met structurele oplossingen moet worden aangepakt.

Schepen Lambert-Limbosch dringt aan op het belang van de Promojobcel die er zelfs in is geslaagd werknemers die de leeftijd van 60 jaar zijn gepasseerd weer aan het werk te krijgen.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

20210630-A-0016-AN-001.pdf, 20210630-A-0016-DE-NL.pdf, 20210630-A-0016-AN-003.pdf, 20210630-A-0016-DE-FR.pdf, 20210630-A-0016-AN-002.pdf

Prévention - Preventie

09.09.2021/A/0042 **Service Prévention.- Nouvelle convention de partenariat avec Schola ULB pour le projet de remédiation scolaire 2021.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 22 décembre 2020 approuvant le principe du partenariat avec l'association spécialisée dans le tutorat « Schola ULB » qui permet de dispenser des remédiations à destination des élèves du secondaire;

Vu la convention avec l'A.S.B.L. Schola ULB adoptée en séance du 28 janvier 2021;

Que la convention de partenariat entre le service Prévention et Schola ULB est conclu au 29/03/2021 jusqu'en juin 2022;

Que cette convention définissait les modalités de prestation des tuteurs jusqu'à juin 2021;

Que les Conseillères en Accompagnement Scolaire considèrent que la première session de séances de remédiation scolaire a permis de soutenir une quinzaine de jeunes dans la réussite leur année scolaire et sont satisfaites de la collaboration avec les coordinatrices de Schola ULB et de leurs tuteurs;

Que l'évaluation de cette première session a mis en évidence la satisfaction des parents et des élèves participant au programme de remédiation scolaire;

Que le Service prévention souhaite à nouveau organiser des séances de remédiation scolaire pour les élèves du niveau secondaire lors des vacances scolaires d'automne 2021 pour répondre aux besoins de soutien en début d'année scolaire;

Considérant que ce projet sera financé par les subsides alloués par la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la lutte contre décrochage scolaire et notamment en réponse à la crise sanitaire;

Que le pôle conseil et accompagnement scolaire demande l'autorisation de poursuivre l'organisation du projet de remédiation scolaire en respectant la modification des conditions d'inscription, approuvées lors de la séance du 27/04/21;

Que le projet s'adresse aux élèves domiciliés à Uccle ou scolarisés dans une école ordinaire francophone située sur la Commune avec une priorité à ceux qui ne bénéficient pas d'une autre aide scolaire;

Que pour répondre à l'impact social du COVID, le pôle veillera à procéder en priorité aux inscriptions des enfants dont le ménage ne dépasse pas les conditions d'accès au logement modéré de la SLRB sans pour autant qu'une condition de revenus ne soit obligatoire et excluante;

Que le projet puisse cibler un niveau scolaire plus large allant de la 1ère secondaire jusqu'à la 4ème secondaire;

Qu'un surplus de demandes engagera la priorisation des dossiers sur base des bilans pédagogiques et de l'avis des conseillères en accompagnement scolaire;

Considérant que l'organisation de la formule « Vacances d'automne » nécessite l'autorisation d'un avenant à la collaboration avec Schola ULB spécifiant le niveau scolaire des élèves : 1ère à 4ème secondaire, le lieu : école du Val Fleuri, les besoins pédagogiques : mathématiques/sciences/français et les horaires de 9h à 13h15;

Que la communication du projet est réalisée à l'aide des flyers et communiquée auprès des partenaires en contact avec le public avec une priorité au public aidé par le CPAS et/ou habitant de logement social;

Considérant que les jeunes scolarisés et en difficulté scolaire pourront, s'ils viennent en remédiation, consulter aussi les conseillères en accompagnement scolaire comme personnes ressources pendant l'année,

Décide d'approuver l'avenant à la convention de collaboration avec Schola ULB pour l'organisation de remédiation scolaire durant les 3, 4 et 5 novembre 2021.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Preventiedienst.- Nieuwe samenwerkingsovereenkomst met Schola ULB van het schoolremediëringsproject 2021.

De Raad,

Gelet op het besluit van het college van 22 december 2020 tot principiële goedkeuring van de samenwerking met vereniging "Schola ULB", gespecialiseerd in studiebegeleiding, dat het mogelijk maakt schoolremediëring te voorzien voor leerlingen van het secundair onderwijs;

Gelet op de overeenkomst met vzw Schola ULB, goedgekeurd in zitting van 28 januari 2021;

Overwegende dat de samenwerkingsovereenkomst tussen de dienst Preventie en Schola ULB op 29/03/2021 werd afgesloten tot juni 2022;

Overwegende dat deze overeenkomst de prestatievoorwaarden van de tutoren tot juni 2021 bevat;

Overwegende dat de schoolbegeleiders van oordeel zijn dat de eerste

schoolbegeleidingssessie het mogelijk heeft gemaakt een vijftiental jongeren te begeleiden om hun schooljaar tot een goed einde te brengen en dat zij tevreden zijn over de samenwerking met de coördinatoren van de Schola ULB en hun mentoren;

Overwegende dat uit de evaluatie van deze eerste sessie is gebleken dat de ouders en de leerlingen die aan het schoolremediëringsprogramma deelnemen, tevreden zijn;

Overwegende dat de dienst Preventie tijdens de herfstvakantie opnieuw schoolremediëringsessies voor middelbare scholieren zou willen organiseren om tegemoet te komen aan de behoefte aan ondersteuning aan het begin van het schooljaar;

Overwegende dat dit project zal worden gefinancierd met subsidies die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden toegekend in het kader van de strijd tegen schooluitval en in het bijzonder als antwoord op de gezondheidscrisis;

Overwegende dat de pool advies en schoolbegeleiding de toelating vraagt om het schoolremediëringsproject verder te organiseren met inachtneming van de nieuwe inschrijvingsvoorwaarden, goedgekeurd tijdens de zitting van 27/04/21;

Overwegende dat het project bestemd is voor leerlingen die in Ukkel wonen of naar een gewone Franstalige school in de gemeente gaan, waarbij voorrang wordt gegeven aan leerlingen die geen andere schoolsteun genieten;

Overwegende, om te voldoen aan de sociale impact van COVID, dat de pool voorrang zal geven aan de inschrijving van kinderen waarvan het gezin de voorwaarden voor toegang tot bescheiden huisvesting van de BGHM niet overschrijdt, zonder dat een inkomensvoorwaarde verplicht is en uitsluit;

Overwegende dat het project zich kan richten op een breder schoolniveau, van het 1ste middelbaar tot het 4de middelbaar;

Overwegende dat een overschot aan aanvragen zal leiden tot het prioriteren van dossiers op basis van pedagogische beoordelingen en het advies van de schoolondersteuningsadviseurs;

Overwegende dat voor de organisatie van de formule "herfstvakantie" een avenant van de samenwerking met Schola ULB moet worden goedgekeurd, met vermelding van het schoolniveau van de leerlingen: 1ste tot 4de middelbaar, de plaats: school Val Fleuri, de onderwijsbehoeften: wiskunde/wetenschappen/Frans en het lesrooster van 9 tot 13.15 uur;

Overwegende dat de communicatie van het project wordt uitgevoerd met behulp van flyers en wordt meegedeeld aan de partners die in contact staan met het publiek, met prioriteit voor het publiek dat door het OCMW wordt geholpen en/of in een sociale woning woont;

Overwegende dat schoolgaande jongeren met academische moeilijkheden, als zij voor remediëring komen, ook de schoolbegeleiders als hulpbron kunnen inroepen,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan het avenant van de samenwerkingsovereenkomst met Schola ULB voor de organisatie van schoolremediëring tijdens 3, 4 en 5 november 2021.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Schola ULB novembre 21 (Nederlands).doc, Convention Schola ULB novembre 21 FR.doc

09.09.2021/A/0043 **Service Prévention.- Convention entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Pro Velo.-
Année scolaire 2021-2022.**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil du 13 avril 2021 approuvant la convention entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Pro Velo pour l'année scolaire 2020-2021;
Considérant l'intérêt et la volonté des écoles, des citoyens et de la Région toujours croissants pour l'utilisation du vélo en ville;
Considérant l'intérêt de former et sensibiliser les jeunes à cette pratique en toute sécurité;
Considérant la nécessité de continuer à octroyer le subside accordé l'année dernière à Pro Vélo pour maintenir l'intégration des classes des écoles actuellement participantes au Brevet du Cycliste;
Considérant la possibilité pour la Commune d'Uccle de prendre en charge ces classes moyennant l'octroi d'un subside de 12.740 € à Pro Vélo pour l'année scolaire 2021-2022;
Considérant que ce subside permettrait en plus de répartir 6 jours de formation pour des classes de 4ème, 5ème, 6ème primaire ou de secondaire ne participant pas au Brevet du Cycliste;
Considérant la possibilité pour des Gardiens de la Paix spécialement formés à cette fin de venir en support de Pro Velo lors des entraînements du brevet, d'organiser si nécessaire des entraînements supplémentaires et de collaborer au passage du brevet;
Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,
Décide d'approuver la convention entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. PRO VELO pour l'année scolaire 2021-2022.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

**Preventiedienst.- Overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de V.Z.W. Pro Velo.-
Schooljaar 2021-2022.**

De Raad,
Gelet op de beslissing van de raad van 13 april 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de V.Z.W. Pro Velo voor het schooljaar 2020-2021;
Overwegende de steeds groeiende interesse en wens van de scholen, burgers en het gewest om de fiets in de stad te gebruiken;
Overwegende het belang om jongeren in alle veiligheid rond deze praktijk op te leiden en te sensibiliseren;
Overwegende de noodzaak om de subsidie die vorig jaar verleend werd aan Pro Velo te blijven toekennen om de integratie van de klassen van de scholen die momenteel deelnemen aan het Fietsbrevet te behouden;
Overwegende de mogelijkheid voor de gemeente Ukkel om deze klassen voor haar rekening te nemen middels de toekenning van een subsidie van € 12.740 aan Pro Velo voor het schooljaar 2021-2022;
Overwegende dat deze subsidie het bovendien mogelijk zou maken 6 opleidingsdagen te verschaffen voor klassen uit het 4e, 5e en 6e leerjaar of uit het secundair onderwijs die niet deelnemen aan het Fietsbrevet;
Overwegende de mogelijkheid voor de gemeenschapswachten die speciaal hiervoor opgeleid zijn om Pro Velo te ondersteunen bij de trainingen voor het brevet, indien nodig bijkomende trainingen te organiseren en mee te helpen bij het afleggen van het brevet;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de V.Z.W. PRO VELO voor het schooljaar 2021-2022 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

09.09.2021/A/0044 **A.S.B.L. Generation+.- Comptes 2020.**

Le Conseil,
Considérant qu'en séance du 21 juin 2021, l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. Generation+ a approuvé les comptes de l'A.S.B.L., qui couvrent la période du 1er janvier au 31 décembre 2020,
Prend connaissance des comptes 2020 de l'A.S.B.L. Generation+.

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. Generation+.- Rekeningen 2020.

De Raad,
Overwegende dat de Algemene Vergadering van de V.Z.W. Generation+ in zitting van 21 juni 2021 de rekeningen van de V.Z.W. die de periode dekken van 1 januari tot en met 31 december 2020 heeft goedgekeurd,
Neemt kennis van de rekeningen 2020 van de V.Z.W. Generation+.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
Bilan interne 2020 signé par vérificateurs.pdf*

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Cultes - Erediensten

09.09.2021/A/0045 **Fabrique d'église Notre Dame de l'Annonciation.- Budget 2021.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,
Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles - Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;
Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255 § 9 de la nouvelle loi communale;

Vu le budget 2021 de la fabrique d'église de Notre Dame de l'Annonciation arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique du 10 juillet 2020 :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Tc
138.475,03	184.300,00	322.775,03	16.835,00	54.402,00	251.538,03	32

Attendu que l'autorité de tutelle régionale a approuvé le budget 2021 de la fabrique d'église de Notre Dame de l'Annonciation par arrêté du 1er juin 2021 en y apportant les modifications suivantes :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Tc
64.681,82	190.855,18	255.537,00	16.835,00	54.402,00	184.300,00	25

Attendu que par ces modifications, l'intervention communale ordinaire passe d'un montant de 116.888,03 € à un montant de 45.981,82 € dont 29,28 % sont à charge d'Uccle soit un subside ordinaire de 13.457,62 € et que l'intervention communale extraordinaire passe d'un montant de 184.300 € à un montant de 15.133 € dont 29,28 % sont à charge d'Uccle soit un subside extraordinaire de 4.430,94 €,

Décide de prendre connaissance de la décision de l'autorité de tutelle régionale d'approuver le budget 2021 de la fabrique d'église de Notre Dame de l'Annonciation et des modifications apportées à ce budget.

***M. Hayette** signale que le groupe socialiste, soucieux d'éviter un usage dispendieux des fonds publics, votera contre ces points.*

Le Conseil prend connaissance.

36 votants : 34 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkefabriek Onze-Lieve-Vrouw-Boodschap.- Begroting 2021.- Kennisneming.

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkefabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van het voornoemde decreet;

Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de begroting 2021 van de kerkefabriek van OLV Boedschap, als volgt vastgesteld door de kerkraad van 10 juli 2020 :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	To
138.475,03	184.300,00	322.775,03	16.835,00	54.402,00	251.538,03	32

Aangezien de gewestelijke toezichhoudende overheid de begroting 2021 van de kerkefabriek van OLV Boedschap in een besluit van 1 juni 2021 goedgekeurd heeft en er de volgende wijzigingen aan aangebracht heeft:

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	To
64.681,82	190.855,18	255.537,00	16.835,00	54.402,00	184.300,00	25:

Aangezien door deze wijzigingen de gewone gemeentelijke tussenkomst daalt van € 116.888,03 naar € 45.981,82, waarvan 29,28 % ten laste van Ukkel, hetzij een gewone subsidie van € 13.457,62, en de buitengewone gemeentelijke tussenkomst daalt van € 184.300 naar € 15.133, waarvan 29,28 % ten laste van Ukkel, hetzij een buitengewone subsidie van € 4.430,94,

Beslist kennis te nemen van de beslissing van de gewestelijke toezichthoudende overheid tot goedkeuring van de begroting 2021 van de kerkfabriek van OLV Boodschap en van de wijzigingen aan deze begroting.

***De h. Hayette** verklaart dat de PS, die verkwistend gebruik van overheidsmiddelen wil voorkomen, tegen deze punten zal stemmen.*

De Raad neemt kennis.

36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

2 annexes / 2 bijlagen

Budget 2021 - ND Annonciation.pdf, ND Annonciation.pdf

09.09.2021/A/0046 **Fabriques d'église catholiques Saint-Pie X et Saint-Augustin.- Budgets 2021.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Attendu que les budgets 2021 présentés par les fabriques d'église de Saint-Pie X et de Saint-Augustin se clôturent en équilibre grâce à une intervention communale ordinaire;

Attendu que l'autorité de tutelle régionale a approuvé le budget 2021 de la fabrique d'église de Saint-Pie X par arrêté du 26 mars 2021 en maintenant l'intervention communale d'un montant de 7.651€ dont 2.458,55 € à charge de Uccle;

Attendu que l'autorité de tutelle régionale a approuvé le budget 2021 de la fabrique d'église de Saint-Augustin par arrêté du 9 mars 2021 en maintenant l'intervention communale d'un montant de 14.514,07 € dont 1.895,54 € à charge de Uccle,

Décide de prendre connaissance de la décision de l'autorité de tutelle régionale d'approuver les budgets 2021 des fabriques d'église de Saint-Pie X et de Saint-Augustin en maintenant l'intervention communale initiale.

***M. Hayette** signale que le groupe socialiste, soucieux d'éviter un usage dispendieux des fonds publics, votera contre ces points.*

Le Conseil prend connaissance.
36 votants : 34 votes positifs, 2 votes négatifs.
Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Katholieke kerkfabrieken Sint-Pius X en Sint-Augustinus.- Begrotingen voor 2021.- Kennisneming.

De Raad,
Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken;
Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;
Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;
Gelet op artikel 225, § 9 van de nieuwe gemeentewet;
Aangezien de begroting 2021 voorgesteld door de kerkfabrieken van Sint-Pius X en Sint-Augustinus in evenwicht afgesloten wordt dankzij een gewone gemeentelijke tussenkomst;
Aangezien de gewestelijke toezichthoudende overheid de begroting 2021 van de kerkfabriek van Sint-Pius X in een besluit van 26 maart 2021 goedgekeurd heeft met behoud van de gemeentelijke tussenkomst voor een bedrag van € 7.651, waarvan € 2.458,55 ten laste van Ukkel;
Aangezien de gewestelijke toezichthoudende overheid de begroting 2021 van de kerkfabriek van Sint-Augustinus in een besluit van 9 maart 2021 goedgekeurd heeft met behoud van de gemeentelijke tussenkomst voor een bedrag van € 14.514,07, waarvan € 1.895,54 ten laste van Ukkel,
Beslist kennis te nemen van de beslissing van de gewestelijke toezichthoudende overheid om de begroting 2021 van de kerkfabrieken van Sint-Pius X en Sint-Augustinus goed te keuren met behoud van de oorspronkelijke gemeentelijke tussenkomst.

***De h. Hayette** verklaart dat de PS, die verkwistend gebruik van overheidsmiddelen wil voorkomen, tegen deze punten zal stemmen.*

De Raad neemt kennis.
36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.
Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

4 annexes / 4 bijlagen

Budget 2021 - St Augustin.pdf, Budget 2021 - St Pie X.pdf, St PieX.pdf, St Augustin.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Famille - Familie

09.09.2021/A/0047 **Quinzaine de la petite enfance 2021.- Approbation de la convention de collaboration entre "les Jeunesses musicales" et le service Familles.**

Le Conseil,
Attendu qu'en séance du 13 février 2021, le Collège a marqué son accord sur l'organisation de la quinzaine de la Petite enfance, du 4 au 16 octobre 2021;
Que le service Familles a fait appel aux "Jeunesses musicales" pour animer 10 séances

d'ateliers musicaux au Family Corner, répartis sur 5 dates;
Qu'il y a lieu, par conséquence, de signer la convention avec les Jeunesses musicales pour les 10 séances d'animation, au prix de 590 € (T.V.A. comprise),
Décide d'autoriser la signature de la convention avec "les Jeunesses musicales" et le service Familles-Crèches de la Commune d'Uccle, pour un montant de 590 € (T.V.A. comprise).

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Veertiendaagse van het kleine kind 2021.- Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen "les Jeunesses musicales" en de dienst van het Gezin.

De Raad,
Overwegende dat het College in zitting van 13 februari 2021 zijn goedkeuring heeft verleend aan de organisatie van de Veertiendaagse van het kleine kind van 4 tot en met 16 oktober 2021;
Overwegende dat de dienst van het Gezin een beroep heeft gedaan op "Les Jeunesses musicales" om 10 sessies muzikale workshops te organiseren in de Family Corner, gespreid over 5 data;
Overwegende dat er een overeenkomst met "les Jeunesses musicales" en de dienst van het Gezin-Kinderdagverblijven van de gemeente Ukkel ondertekend moet worden, voor een bedrag van € 590 incl. btw,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de ondertekening van de overeenkomst met "les Jeunesses musicales" en de dienst van het Gezin-Kinderdagverblijven van de gemeente Ukkel, voor een bedrag van € 590 incl. btw.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Convention à signer avec les Jeunesses musicales - quinzaine Uccle 2021.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

09.09.2021/A/0048 **Question écrite de M. Desmet sur l'évaluation du télétravail au sein de notre administration.**

Après plus d'une année de confinement, d'obligations, d'adaptation, d'interrogations constantes, nous avons tou.tes et chacun.e dû intégrer et appliquer les nécessaires et nombreuses mesures de distanciation sociale.

Notre administration communale a proposé et s'est orienté vers le télétravail, d'autant que celui-ci est fortement recommandé voire imposé par l'autorité fédérale.

En cela, je souhaiterais obtenir ces quelques éclaircissements :

*au sein des services pouvant passer en télétravail, tous les fonctionnaires ont-ils pu l'appliquer; la fréquence et modalités de ce travail sont-elles imposées ou adaptables, bref, comment cela s'est-il organisé au sein des différentes équipes ?

Toutes les fonctions télétravaillables ont pu l'appliquer.

Cependant certaines fonctions ne se prêtent pas au télétravail car elles nécessitent une présence sur le lieu de travail (ex : messagers, accueil, personnel aux guichets, stewards, gardiens de la paix,...)

En ce qui concerne le nombre de jours de télétravail, la Commune a strictement suivi les directives du CODECO selon l'évolution de la crise sanitaire : obligation du télétravail à 100% avec un système de permanence 1 jour par semaine pour effectuer le suivi administratif (gestion du courrier notamment)

La communication s'est chaque fois faite à l'ensemble du personnel par SMS et lien avec le site internet, par le comité de direction , par le responsable hiérarchique et l'envoi d'un email par le service de communication interne.

* Sauf erreur de ma part, comme il revient à l'employeur d'outiller ses travailleurs pour leur permettre d'exécuter les tâches en lien avec son profil de fonction, dans quelle mesure la commune a-t-elle été en mesure de répondre à cette obligation en leur fournissant (p.ex.) une aide spécifique pour l'adaptation au télétravail et/ou du matériel spécifique ou leur permettre d'amener chez eux leur support informatique?

Suite au 1er confinement, le service IT a équipé les agents pouvant télétravailler de PC portable et dans certains cas, a installé un logiciel permettant de téléphoner via le PC.

Années	Période	Nombre de télétravailleurs	
2020	19/03/2020	246	
	Avr	264	
	Mai	265	
	Juin	258	
	Juil	236	
	Août	248	
	Sept	250	
	Oct	267	
	Nov	266	
	Déc	261	
	2021	Janv	280
		Févr	275
Mars		285	
Avr		293	

* Comment l'aspect ergonomique (mobilier) a-t-il pu être pris en compte pour les travailleurs en télétravail ? Quelles furent à ce sujet, les éventuelles interventions du SSIP et SEPP?

L'aspect ergonomique lié au télétravail a été pris en compte dans la mesure du possible tenant compte de l'urgence de la situation, de la législation en vigueur et du contexte totalement inédit et imprévisible. En effet, la mise au télétravail ayant été imposée de façon relativement soudaine et sa durée et ses modalités pouvant varier d'un CODECO à l'autre, il était impossible de pouvoir mettre en place des mesures directement adaptées au long terme.

L'administration a donc agi avec les moyens à sa disposition c'est-à-dire via des communications adaptées au personnel et avec le soutien et le conseil du service interne et externe de prévention.

Les agents en télétravail ont donc pu recevoir différents conseils visant à leur permettre d'adapter leur poste de travail chez eux et ainsi rendre leur télétravail le plus confortable possible.

Le Service externe de prévention (incluant les consultations de médecine du travail), également contacté dans le cadre de cette question, n'a d'ailleurs reçu aucune demande d'agent communal liée à l'aspect ergonomique en télétravail et ce depuis le début de la crise sanitaire.

Le service interne de prévention a reçu, en l'espace d'un an et demi, 2 demandes d'informations liées à l'ergonomie du mobilier en télétravail et plus particulièrement à la prise en charge financière d'un tel mobilier. Une réponse a été apportée sur base de la législation (document explicatif en annexe) stipulant que dans le cadre de la crise sanitaire COVID, il s'agit de télétravail occasionnel et non structurel. Ce qui se différencie par l'établissement d'une convention obligatoire (dans le cas du structurel) précisant les éventuels frais dédouanés. Dans les 2 cas, l'employeur peut donc décider d'accorder une indemnité pour les frais de bureau (petit matériel) ou les frais de PC et internet mais il n'est pas question d'obligation.

Dans la situation actuelle, le télétravail est donc considéré comme occasionnel et aucune convention n'a été établie à l'instauration de celui-ci donc aucun frais quel qu'il soit n'est dédouané.

* la proportion de jours de télétravail et présentiel/semaine (ou mois) fut-elle toujours la même ou adaptable ? Et si adaptable il y a eu (et si elle est encore appliquée) selon quels critères a-t-elle lieu (demandes des travailleurs, nombre de postes de travail/m²du local de travail, problématiques privées, etc...) ?

Cfr. 1er question

La proportion de jours de télétravail a suivi l'évolution des décisions prises au niveau fédéral.

Le travail en présentiel a toujours été réalisé dans le respect des conditions sanitaires suivantes :

- distanciation sociale
- port du masque
- pose de plexiglas si distanciation sociale impossible
- passage spécifique de nettoyage (désinfection) et mise à disposition de gel
- mise en place de flux de circulation

Ces mesures ont toujours été validées par nos conseillers en prévention (Conseiller en prévention technique et Médecin du travail)

* est-il (et comment) prévu des réunions en présentiel afin d'affiner la performance et maintenir un minimum de complémentarité et entretenir les liens et dynamique au sein des services ?

Comme expliqué précédemment nous suivons les recommandations du CODECO. Par conséquent, c'est seulement depuis le mois de juin que les réunions en présentiel limitées à 10 personnes sont autorisées (sauf réunions maintenues pendant la crise sanitaire en raison d'une obligation légale telle que la commission de concertation urbanisme).

* a-t-on pu prendre en considération le surcoût financier potentiel pour les travailleurs qui télétravaillent car cette activité professionnelle augmente inmanquablement leurs consommations et le budget énergétique ? Ces coûts ont-ils pu être chiffrés ? Y-a-t-il eu des discussions à ce sujet avec les représentants des travailleurs ? Quelle est l'intervention de la Commune dans cet aspect ?

Pas dans le cadre du télétravail lié à la pandémie.

Aucune demande n'a été faite par les représentants des travailleurs.

* Comment mesure-t-on (ou parvient-on) la qualité et l'évolution du travail accompli via le télétravail?

On a pu constater un ralentissement général des activités dans les services et ce, eu égard au nombre élevé d'agents en même temps en télétravail, au nombre de jours élevé prestés en télétravail.

Des difficultés de communication ont été souvent mises en avant, un sentiment d'isolement du télétravailleur, la non digitalisation des dossiers et des documents constitue également des freins importants.

* Comment les personnes en charge de la gestion d'équipes (grandes ou petites) ont-elles « digéré » ce grand changement quant aux modalités de management ? Ont-elles fait d'une manière ou d'une autre des retours à ce sujet ? Ont-elles pu être épaulées par rapport aux nouvelles pratiques que le Télétravail généralisé imposait ?

En ce qui concerne la gestion des équipes, les responsables et les agents se sont adaptés à la situation.

Afin d'aider tous ces agents et leurs responsables une formation d'accompagnement au télétravail a été réalisée traitant tant de la charge mentale, des aspects ergonomiques, de la gestion d'équipe à distance,

Mini-formations « Télétravailleurs »

« Dans la mesure où il concerne la mise en place d'un outil transversal pour lequel il convient d'adopter des lignes directrices communes à notre administration, la participation à ce trajet de mini-formations est **vivement encouragée**. »

Durée d'une mini-formation : 90 minutes

Trajet comportant 4 mini-formations dont 3 qui ont été organisées entre mars et juin 2021 :

- En moyenne 6 dates ont été programmées par mini-formation
- La 4^e mini-formation est prévue après le déménagement

- **Mini-formation 1** (Titre : *Mon confort physique et spatial au bureau*) : **89** participants sur **317** agents télétravailleurs
 - Taux de participation : **28,07 %**
- **Mini-formation 2** (Titre : *Mes boosters mentaux au travail*) : **75** participants sur **317** agents télétravailleurs
 - Taux de participation : **23.65 %**
 - Taux de participation : **25.24 %**
- **Mini-formation 3** (Titre : *Organiser des réunions efficaces et plaisantes à distance*) : **80** participants sur **317** agents télétravailleurs

Trajet de formation « Télétravail et Managers »

« Dans la mesure où il concerne la mise en place d'un outil transversal pour lequel il convient d'adopter des lignes directrices communes à notre administration, ce trajet est **obligatoire** pour les managers. »

Durée d'une partie : 2 x ½ journée - de 9h00 à 12h30

Trajet comportant 2 parties : La partie 1 a été organisée en 4 sous-groupes programmés entre fin avril et fin mai :

- **Partie 1A** (Titre : *L'impact de l'humain dans la réussite de transition du télétravail forcé au télétravail durable*) : **47** participants sur **75** managers
 - Taux de participation : **62,67%**
- **Partie 1B** (Titre : *S'organiser, s'encourager et se prémunir en équipe*) : **43** participants sur **75** managers
 - Taux de participation : **57,33%**

* lorsque cette crise sanitaire sera « derrière nous », est-il d'ores et déjà envisagé de poursuivre le télétravail qui offre certes d'importants avantages mais impose aussi des inconvénients ? En ce sens, est-il envisagé de connaître la perception individuelle (positive et négative) du personnel communal, par exemple, via un questionnaire anonyme ? Le Conseiller en Prévention et la/les Personne/s de confiance ont-ils été sollicités par des membres du personnel (membres ou gestionnaires d'équipes) en difficulté vu ce contexte jamais vécu ? Retours anonymisés évidemment ou n'ont-ils pas été plus sollicités qu'en temps « normaux » ?

Depuis le mois de mars 2019, un règlement relatif au télétravail occasionnel (Conseil communal du 28 février 2019) et une phase de test du télétravail occasionnel (avec maximum une journée par semaine) sont entrés en vigueur.

Suite à la pandémie de la COVID-19 et au confinement du mois de mars 2020, les agents pouvant télétravailler ont été équipés afin de maintenir la continuité des services essentiels de l'administration.

Une enquête à destination des managers et des collaborateurs a été réalisée. Il en ressort un souhait de poursuivre l'expérience du télétravail vers un télétravail structurel plus pérenne. Une analyse complète est actuellement en cours pour instaurer un télétravail structurel.

Le Conseiller en Prévention et la/les Personne/s de confiance ont-ils été sollicités par des membres du personnel (membres ou gestionnaires d'équipes) en difficulté vu ce contexte jamais vécu ? Retours anonymisés évidemment ou n'ont-ils pas été plus sollicités qu'en temps « normaux » ?

Les personnes de confiance, lors d'une réunion qui s'est tenue le 17/03/21 avec le conseiller en prévention, n'ont rapporté aucune sollicitation du personnel communal en lien avec le contexte de la crise sanitaire malgré que leurs coordonnées soient disponibles, comme celles du service externe de prévention, dans le règlement de travail et que des coordonnées ont également été mentionnées dans plusieurs communications au personnel dans le cadre du télétravail.

Par ailleurs, un soutien psychologique était également mis à disposition du personnel depuis le début de la crise (Michel Absil- psychologue)

Il est également à noter que tout au long de la crise sanitaire, une attention particulière a été accordée au bien-être des collaborateurs au travers de réunions régulières (1 par mois) du CPPT. A l'occasion de ces rencontres, les organisations syndicales ont pu faire remonter les problématiques liées à la crise sanitaire et ses conséquences.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Desmet over de evaluatie van telewerken in onze administratie.

Vertaling volgt.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
21 19 Desmet Télétravail 5-7.docx*

09.09.2021/A/0049 **Question écrite de Mme Czekalski concernant un parcours de santé accessible à tous dans les parcs ucclois.**

Les parcours santé sont de plus en plus nombreux dans les parcs bruxellois et c'est très bien. A Uccle, notre commune compte plusieurs parcours santé notamment dans le parc du Wolvendael et le parc Brugmann. Cependant, ces parcours ne sont souvent accessibles qu'aux personnes valides. Heureusement à Uccle, nous avons un bel exemple avec le parcours santé situé autour du rond-point de l'observatoire et qui est facilement accessible à tous les usagers. Mais cela ne concerne que trop peu d'infrastructures similaires en Région bruxelloise. Nos voisins français ont été encore plus loin et ont installé dans certaines de leurs forêts des parcours de santé accessibles aux personnes en fauteuil roulant. Est-ce que la Commune d'Uccle va équiper ses parcs d'agrès accessibles aux personnes à mobilité réduite ? Si oui, où ? Si non, pourquoi ?

La France a installé dans certaines de ses forêts des parcours de santé accessibles aux personnes en fauteuil roulant. Il suffit de mesurer 1,40 m pour accéder aux agrès. Voilà à peu près la seule restriction pour arpenter par exemple les 2,5 km du parcours sportif qui se trouve au cœur de la forêt du chêne à Leu. Ce parcours présente la particularité de proposer cinq des vingt-trois agrès accessibles aux sportifs à mobilité réduite, circulant en fauteuil. Dans un souci d'inclusion, ils souhaitent que ces équipements soient utilisables par tous. Et pas seulement des équipements adaptés aux seuls handicapés. Là, il est possible de faire du sport, ensemble.

Pour que ça soit possible, le sol a été adapté à la circulation des fauteuils ainsi que les tables de pique-nique et les bancs. En plus de ces adaptations, chaque agrès est aussi doté d'un QR code qui renvoie à un coaching qui permet de renseigner sur la spécificité de l'exercice, les bienfaits qu'il apporte et le public auquel il est le plus adapté. Est-ce que tous les parcs ucclois sont accessibles aux personnes à mobilité réduite ? Si non, qu'est-il mis en place pour que ça soit le cas ?

Je vous remercie d'ores et déjà pour vos réponses et pour le suivi que vous accorderez à cette demande.

Réponse :

Un seul parcours santé est disponible dans le parc Brugmann, il n'y en a pas dans le parc de Wolvendael. Voici les autres agrès, installés par le service des sports :

Circulaire	carrefour avenue Circulaire/Dieweg/avenue des Statuaires
Chat Botté	place du Chat Botté
Neerstalle	chaussée de Neerstalle entre les n° 425 et 447
De Fré	carrefour Sukkelweg/Lijkweg (square De fré)
Melkriek	Angle formé par les rues du Chamois et du Lama

Est-ce que la Commune d'Uccle va équiper ses parcs d'agrès accessibles aux personnes à mobilité réduite ? Si oui, où ? Si non, pourquoi ?

Nous ne sommes pas fermés à l'idée mais, à ce stade, ce n'est pas budgétisé ni planifié. Cependant, une attention particulière sera portée lors de la rénovation de l'aire de jeux du parc de Wolvendael afin de la rendre plus inclusive et à essayer de la rendre un maximum accessible aux personnes à mobilité réduite.

Suite à la consultation citoyenne effectuée en amont du plan de gestion du parc Brugmann a notamment fait ressortir les demandes suivantes qui sont à l'étude :

- Aménager une piste de fitness senior ;
- Améliorer l'aménagement des chemins et sentiers du parc avec des matériaux "mous" pour la course ;
- Créer un parcours d'agrès (améliorer les agrès existants) ;
- Conserver les équipements de callisthénie ;

Est-ce que tous les parcs ucclois sont accessibles aux personnes à mobilité réduite ? Si non, qu'est-il mis en place pour que ça soit le cas ?

Pour l'ensemble des parcs, s'il y a un escalier il y a toujours une alternative pour les PMR (autre entrée par exemple). Le Service Vert prend toujours en compte ce point lors des nouveaux aménagements (boucle PMR prévue dans le Parc Raspail prévue malgré la forte déclivité du parc). En ce qui concerne les places réservées aux PMR, il y en a à proximité des entrées au parc de Wolvendael. Pour les autres parcs c'est parfois dans les rues aux alentours. Voici un lien avec la carte de toutes les places de parking PMR sur Uccle

<http://siguccle.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=85bff66d8ad64e5e9669eab7f8d85a15>

En ce qui concerne les toilettes dans les parcs, il n'y en a qu'au parc de Wolvendael (guinguette) et elle est accessible aux PMR.

Une rénovation des chemins du parc de Wolvendael est prévue en 2021/2022 afin de les rendre plus accessibles pour les PMR, poussettes... et ce travail est actuellement en cours pour le parc Montjoie.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski over een voor iedereen toegankelijk fitnessparcours in de parken van Ukkel.

Vertaling volgt.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

21 23 Czekalski parcours santé.docx

09.09.2021/A/0050

Question écrite de Mme Czekalski concernant l'harmonisation fiscale des taxes communales sur les pylônes.

Dans le cadre du déploiement de la 5G en Région bruxelloise, un groupe de travail fiscalité

a été mis en place pour :

- avec les communes bruxelloises et les opérateurs de télécom, travailler sur tout dispositif permettant de garantir, pour le futur, un cadre fiscal adapté et consacré par la constitution, pérenne et stable relatif aux pylônes et antennes GSM encourageant l'investissement des opérateurs;
- examiner les conditions permettant une harmonisation des taxes communales sur les pylônes;
- étendre la réflexion sur la possibilité d'intégrer cette taxe dans une logique environnementale (pour par exemple inciter les opérateurs à réduire la puissance de leurs antennes).

Concernant la concertation avec les communes, deux discussions ont eu lieu dans le cadre de la Conférence des Bourgmestres en présence du Ministre des Pouvoirs locaux selon mes informations.

Dans ce cadre, les communes seraient plutôt favorables au principe d'harmonisation fiscale, mais attendent d'avoir davantage d'éléments tangibles sur le respect de leurs intérêts (financiers) respectifs avant de se prononcer concrètement, tenant compte notamment du principe d'autonomie fiscale des communes encadrées par la Constitution.

Enfin, en ce qui concerne les discussions avec les opérateurs, une réunion a eu lieu fin mai. Monsieur le Bourgmestre, Chers membres du Collège, permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

- Quelle est la position du Collège des Bourgmestres et Échevins uclois au sujet de cette harmonisation fiscale ?

« Au regard des montants et de la complexité de la matière, le Collège des Bourgmestres et Échevins est favorable à l'établissement d'un cadre régional sécurisant cette taxe et permettant de travailler de façon stable avec les opérateurs. »

- La Commune d'Uccle a-t-elle été approchée par les opérateurs pour conclure un accord concernant la taxe sur les antennes et par la même occasion mettre fin au litige qui est pendant depuis de très nombreuses années ?

Si oui, quel était cet accord ?

Si non, pourquoi ?

« La Commune a été approchée par Orange fin 2019. Orange proposait de verser à la Commune un montant forfaitaire qui mettrait un terme au litige. L'accord n'a pas abouti, d'une part parce que le montant était insuffisant et d'autre part parce que la jurisprudence relative aux litiges avec les opérateurs est majoritairement favorable à la Commune »

- Pourriez-vous me transmettre un état des lieux chiffrés des litiges en cours et des taxes dues ?

Exercice	Article	Nom	Solde	Code Attente
2007	35-55	MOBISTAR SA	248.500,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2010	39-60	MOBISTAR SA	276.500,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2012	1	BELGACOM SA	241.085,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2012	2	CLEARWIRE SPRL	9.900,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2012	3	KPN GROUP BELGIUM N	166.750,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2012	4	MOBISTAR SA	210.235,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
			627.970,00	
2013	1	BASE COMPANY NV/SA	274.031,50	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2013	2	BELGACOM SA	283.414,53	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2013	3	BLIITE TELECOM SPRL	27.289,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL

2013	3	B-LITE TELECOM SPRL	37.582,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2013	4	MOBISTAR SA	252.186,00	TRIB RECOURS TRIBUNAL
			847.021,03	
2014	1	BASE COMPANY NV/SA	340.033,56	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2014	2	BELGACOM SA	413.769,48	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2014	3	B-LITE TELECOM SPRL	37.400,25	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2014	4	MOBISTAR SA	514.468,36	TRIB RECOURS TRIBUNAL
			1.305.671,65	
2015	1	BASE COMPANY NV/SA	393.273,68	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2015	2	BELGACOM SA	493.106,20	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2015	3	B-LITE TELECOM SPRL	38.521,20	F FAILLITE
2015	4	MOBISTAR SA	640.373,71	TRIB RECOURS TRIBUNAL
			1.565.274,79	
2016	1	B-LITE TELECOM BVBA	35.962,92	F FAILLITE
2016	3	PROXIMUS SA	679.478,18	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2016	4	TELENET GROUP SPRL	400.196,80	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2016	5	ORANGE BELGIUM SA	548.880,81	TRIB RECOURS TRIBUNAL
			1.664.518,71	
2017	1	ORANGE BELGIUM SA	713.320,67	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2017	2	PROXIMUS SA	774.828,40	TRIB RECOURS TRIBUNAL
2017	3	TELENET GROUP SPRL	441.584,48	TRIB RECOURS TRIBUNAL
			1.929.733,55	
2018	1	ORANGE BELGIUM SA	705.461,76	RECLAM RECLAMATION CC
2018	3	TELENET GROUP SPRL	771.769,95	RECLAM RECLAMATION CC
			1.477.231,71	
2019	1	B-LITE TELECOM BVBA	39.292,11	A ANNULATION
2019	2	ORANGE BELGIUM SA	765.206,15	RECLAM RECLAMATION CC
2019	3	PROXIMUS SA	949.891,37	RECLAM RECLAMATION CC
2019	4	TELENET GROUP SPRL	575.998,35	RECLAM RECLAMATION CC
			2.330.387,98	
		TOTAL	12.272.809,42	

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski over de fiscale harmonisatie van gemeentelijke belastingen op masten.

Vertaling volgt.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

21 24 Czekalski taxe pylônes.docx

Question écrite de M. De Bock concernant l'évolution du personnel de la cellule horodateurs.

Je souhaite connaître pour ces 6 dernières années 2013 à 2020

- l'évolution du personnel de la cellule
- les recettes générées par le stationnement payant

Pour chacune de ces années, qu'en est-il de la réalité de la perception réelle (pourcentage) ?

Réponse :

Evolution du personnel

Le service Parking a été créé en juin 2004 pour la gestion des secteurs Uccle-Centre et Vivier d'Oie. Le personnel affecté à l'époque pour cette gestion était composé de 4 stewards, 1 ouvrier pour la récolte de la monnaie, 1 employé à mi-temps et le Chef de service. L'évolution de la politique de stationnement par la création des nouveaux secteurs en 2007 et 2009, Vanderkindere et Etoile-Coghen, a été déterminante par la suite pour l'augmentation du personnel du contrôle et suivi administratif.

La mise en place du Plan d'Action Communal du Stationnement, par ses phases I et II en 2016 et 2017, imposée par la Région, a entraîné une augmentation considérable du personnel de gestion du service Parking, dont l'évolution est reprise ci-après :

	2014	2015	2016	2017	2018
Personnel admin.	5	5	9	15	15
Superviseurs	0	0	0	0	0
Stewards	13	14	22	30	29
Ouvriers récolte	3	3	3	3	3
Total	21	22	34	48	47

□ Les missions de gestion du stationnement payant sont partagées entre plusieurs cellules ; 13 administratifs (chefs de service, gestion des cartes de dérogation, gestion financière, réclamations, recouvrement), 26 stewards (contrôle en voirie), 2 superviseurs pour la gestion et le contrôle des équipes, 1 steward-responsable et 2 ouvriers (gestion technique d'horodateurs et récolte de la monnaie).

Depuis quelques années, dans le cadre de nouveaux projets relatifs au respect du stationnement (exemples : dépenalisation des zones de livraison, mise en service de la Scan Car) le service Parking privilégie la mobilité interne du personnel. Ainsi, deux nouvelles fonctions de « Superviseurs » ont été créés en 2019 pour la gestion et l'organisation des équipes de contrôle en horaire décalé et deux stewards – constatateurs ont intégré l'équipe administrative en 2020. Dans le même principe et sur base volontaire, un steward-constatateur a été transféré au service Propreté pour renforcer l'équipe de contrôleurs.

Outre la mobilité interne, le Collège a fait le choix de ne plus remplacer les départs volontaires de deux stewards et un départ à la retraite d'un ouvrier de la récolte de la monnaie. Pour ce dernier, un système de remplacement en rotation a été créé parmi les stewards avec une ancienneté de service, en permettant une reconversion partielle du travail.

Les recettes générées par le stationnement payant

Le relevé ci-après, représente les trois types de recettes annuelles, qui composent le produit enregistré dans la comptabilité budgétaire à l'article 424/366-07/81, « redevances sur les

parkings et emplacement de parking ».

	2014	2015	2016	2017	2018
Horodateurs	1.246.548,50	1.200.000,00	1.087.991,00	1.616.321,95	1.849.143,89
Cartes	25.160,00	99.250,00	669.155,02	1.036.672,30	1.291.951,91
Redevances	1.042.077,54	1.037.278,09	1.165.305,67	1.892.853,45	2.000.525,10
Total	2.313.786,04	2.336.528,09	2.922.451,69	4.545.847,70	5.141.620,90

□ La recette type « horodateurs » est composée de trois catégories, alimentation de l'horodateur par monnaie, paiement par carte bancaire et par l'application Yellowbrick.

La recette type « cartes » est composée de plusieurs catégories de cartes de stationnement délivrées : riverains, professionnels et personnel communal. Il est à rappeler qu'avant 1 septembre 2014, date à laquelle le statut juridique de la « taxe » de stationnement a changé en « redevance » de stationnement, la carte de riverain n'était pas payante. Elle était délivrée sur base de la constitution d'une garantie de 50€ récupérable par le riverain et la carte « professionnel » n'existait pas, sauf exception pour le personnel de l'établissement hospitalier Edith Cavell.

La recette type « redevances » représente la redevance forfaitaire appliquée en cas de constatation d'un stationnement non couvert par un droit. Cette redevance est majorée de 15€ à titre d'amende administrative, en cas de non-paiement dans les délais prescrits par le Règlement-redevance.

On peut constater une nette tendance à la hausse de la totalité de la recette du stationnement payant de 2016 à 2019, qui s'explique par la mise en place du Plan d'Action Communal du Stationnement et ses phases I et II en 2016 et 2017. L'année 2020 a été marquée, par la période de crise sanitaire due à la propagation du coronavirus COVID-19 et en conséquence, l'arrêt du contrôle du stationnement pendant les mois d'avril et mai, et une reprise progressive par manque du personnel (certains agents en quarantaine ou en maladie) et/ou un nouveau comportement des usagers (télétravail).

Les recettes générées et cumulées pour les dernières années sont représentées dans le relevé et le graphique « pourcentage » ci-après :

Horodateurs	Cartes	Redevances
9.895.202,46	5.773.160,01	10.778.866,99

□
Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock over de evolutie van het personeel van de parkeermeterenheid.

Vertaling volgt.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

21 25 De Bock personnel horodateurs .docx

Il y a quelques années, l'échevin Biermann m'avait transmis les recettes générées par chacun des horodateurs.

Je souhaite actualiser ces recettes.

Serait-il possible d'obtenir :

- la liste complète des horodateurs
- la recette générée par chacun d'eux ?

Réponse :

La liste complète des horodateurs

N° Hor.	Rues	Secteur
1	Gabrielle, 114	Vanderkindere
2	Vivier D' Oie, face 12 avenue de Prince de Ligne	St-Job Vert Chasseur
3	Marianne, 61	Vanderkindere
4	X.De Bue, 16	Uccle Centre
5	X.De Bue, 15	Uccle Centre
6	Place Vander Elst	Uccle Centre
7	Parking Van Offelen	Alseberg-dieweg
8	Parking Brugmann	Alseberg-dieweg
9	Parvis St-Pierre, 8	Uccle Centre
10	Parvis St-Pierre, 7	Uccle Centre
11	Doyenné, 73	Uccle Centre
12	Doyenné n°71/ Eglise	Uccle Centre
13	H.Goossens	Uccle Centre
14	Postillon, 10	Uccle Centre
15	Place St-Job(abribus) 29/30	St-Job Vert Chasseur
16	Place St-Job	St-Job Vert Chasseur
17	Place St-Job(Ham)	St-Job Vert Chasseur
18	Place St-Job face 3	St-Job Vert Chasseur
19	Ch.Alseberg, 752	Uccle Centre
20	Ch.Alseberg, 720	Uccle Centre
21	Ch.Alseberg, 694	Uccle Centre
22	Ch.Alseberg/De Broyer	Uccle Centre
23	Ch.Alsemb 771V.Allard	Uccle Centre
24	Place Vander Elst	Uccle Centre
25	E.Cavell, 17	Vanderkindere
26	Vanderkindere, 367	Vanderkindere
27	Postillon, 23	Uccle Centre
28	Nieuwenhove, 14	Uccle Centre
29	Nieuwenhove, 74	Uccle Centre
30	Ch.Alseberg, 725	Uccle Centre
31	Ch.Alseberg, 660	Uccle Centre
32	Ch.Alseberg, 616	Uccle Centre

33	Vanderkindere, 205	Vanderkindere
34	V.Allard, 43	Uccle Centre
35	Parking St. Pierre 220 volts	Uccle Centre
36	Doyenné, 88	Uccle Centre
37	Verhulst, 68	Uccle Centre
38	Verhulst, 38	Uccle Centre
39	Verhulst, 10 - 12	Uccle Centre
40	A.Asselberg, 36	Uccle Centre
41	A.Asselberg, 13	Uccle Centre
42	Fidèles, 32	Uccle Centre
43	Nieuwenhove, 27	Uccle Centre
44	Nieuwenhove, 63	Uccle Centre
45	Fourragère, 7	Uccle Centre
46	J.B.Labarre, 9	Uccle Centre
47	J.B.Labarre, 28 - 30	Uccle Centre
48	De Broyer, 12 - 14 ,	Uccle Centre
49	De Broyer, 27 ,	Uccle Centre
50	V.Allard, 15	Uccle Centre
51	V.Allard, 28 - 30	Uccle Centre
52	Place Vander Elst, 10	Uccle Centre
53	Place Vander Elst, 15	Uccle Centre
55	Fidèles/Ch.Alseberg	Uccle Centre
56	J.&P.Carsoel,13	St-Job Vert Chasseur
57	Beekmann, 50	Uccle Centre
58	Beekmann, 89	Uccle Centre
59	Beekmann, 90	Uccle Centre
60	Beekmann, 114 - 116	Uccle Centre
61	V.Gambier, 21	Uccle Centre
62	Av.Molière / Général Lotz au coin hauteur n°307A	Vanderkindere
63	Av.Molière devant n°321	Vanderkindere
64	Av.Molière devant n°254	Vanderkindere
65	Av.Molière devant n°333	Vanderkindere
66	Av.Molière devant n°276	Vanderkindere
67	Place Guy d'Arezzo à droite du n°8	Vanderkindere
68	Place Guy d'Arezzo n°17/Anémone	Vanderkindere
69	Av.Molière 292	Vanderkindere
70	Av.Molière devant coin au n°351	Vanderkindere
71	Av.Molière devant n°302	Vanderkindere
72	Chaussée de Waterloo mitoyen n°679/681	Vanderkindere
73	Chaussée de Waterloo mitoyen n°674/676	Vanderkindere
74	Chaussée de Waterloo mitoyen n°722/720	Vanderkindere
75	Chaussée de Waterloo devant n°762 aligné à l'éclairage	Vanderkindere

76	Chaussée de Waterloo en face du n°771 à moitié en terre plein	Vanderkindere
77	Chaussée de Waterloo en face du n°777 à moitié en terre plein	Vanderkindere
78	Av. Bel Air mitoyen n°9/13 en voirie	Vanderkindere
79	Av. Bel Air devant n°26-28	Vanderkindere
80	Av. Bel Air devant n°61/63	Vanderkindere
81	Av. Bel Air devant n°62/64	Vanderkindere
82	Av. Bel Air devant n°79a	Vanderkindere
83	Rue Dodonné devant n°128 mur aveugle	Vanderkindere
84	Av. Bel Air devant n°110	Vanderkindere
85	Av. Bel Air devant n°125	Vanderkindere
86	Av. W. Churchill devant n°197	Vanderkindere
87	Av. W. Churchill devant n°211	Vanderkindere
88	Av. W. Churchill devant n°247A/249/251	Vanderkindere
89	Av. W. Churchill devant n°236	Vanderkindere
90	Av. W. Churchill devant n°222	Vanderkindere
91	Av. W. Churchill devant n°212	Vanderkindere
92	Av. de la Floride face n°90	De Fré-Langeveld
93	Av. de la Floride face n°54	De Fré-Langeveld
94	Av. de la Floride face n°26	De Fré-Langeveld
95	Av. Monjoie n°97	De Fré-Langeveld
96	Av. Monjoie face n°119	De Fré-Langeveld
97	Av. Moscicki n°5	De Fré-Langeveld
98	Av. Moscicki n°11	De Fré-Langeveld
99	Bosveldweg n°81-83	De Fré-Langeveld
100	Av. Moscicki n°21	De Fré-Langeveld
101	Rue Langeveld /Sumatra (coin)	De Fré-Langeveld
102	Clos Dandoy /coin Langeveld	De Fré-Langeveld
103	Rue Langeveld n°77A	De Fré-Langeveld
104	Rue Langeveld face des n°99	De Fré-Langeveld
105	Av. René Gobert n°74-76	De Fré-Langeveld
106	Av. René Gobert n°34-34A	De Fré-Langeveld
107	Rue René Gobert /Rue du Framboisier au coin	De Fré-Langeveld
108	Rue René Gobert / chaussée de Waterloo au coin	De Fré-Langeveld
109	Rue du Framboisier n°47	De Fré-Langeveld
110	Rue Langeveld face n°157	De Fré-Langeveld
111	Rue Langeveld n°119/121	De Fré-Langeveld
112	Rue Langeveld n°94	De Fré-Langeveld
113	Av. Beau Séjour n°58/60	De Fré-Langeveld
114	Av. Beau Séjour n°4	De Fré-Langeveld
115	Av. Monjoie entre n°9 & 13	De Fré-Langeveld
116	Av. Monjoie face n°36A	De Fré-Langeveld
117	Av. Monjoie /coin Floride	De Fré-Langeveld

118	Av. Monjoie n°55	De Fré-Langeveld
119	Rue du Framboisier / coin Beau Séjour	De Fré-Langeveld
120	Av. de Fré à l'entrée de la clinique de L'Europe	De Fré-Langeveld
121	Av. de Fré face n°269. Face à la sortie de l'immeuble	De Fré-Langeveld
122	Av. de Fré n°200	De Fré-Langeveld
123	Av. de Fré n°176/178	De Fré-Langeveld
124	Av. de Fré n°152/154. Aligné au poteau d'éclairage	De Fré-Langeveld
125	Av. de Fré face n°130	De Fré-Langeveld
126	Bascule, 25	Vanderkindere
127	Av. de Fré n°118 du côté du poteau	De Fré-Langeveld
128	Av. de Fré n°96A/98	De Fré-Langeveld
129	Av. de Fré n°76. A l'entrée de l'église	De Fré-Langeveld
130	Rue Edith Cavell n°195 îlot	De Fré-Langeveld
131	Rue Edith Cavell au n°240	De Fré-Langeveld
132	Rue Edith Cavell n°179	De Fré-Langeveld
133	Rue Edith Cavell n°220/222	De Fré-Langeveld
134	Rue Edith Cavell face n°204 arrêt de bus	De Fré-Langeveld
135	Rue Edith Cavell n°139 grillage école	De Fré-Langeveld
136	Rue Edith Cavell n°115	De Fré-Langeveld
137	Rue Edith Cavell n°130	De Fré-Langeveld
138	Rue Edith Cavell n°93 à déplacer vers boîtier Sibelga	De Fré-Langeveld
139	Rue Edith Cavell n°100	De Fré-Langeveld
140	Rue Edith Cavell n° 92	De Fré-Langeveld
141	Rue Edith Cavell n°49	De Fré-Langeveld
142	Chaussée de Waterloo n°1027	St-Job Vert Chasseur
143	Chaussée de Waterloo face n°1029 station Total	St-Job Vert Chasseur
144	Chaussée de Waterloo n°1063	St-Job Vert Chasseur
145	Chaussée de Waterloo n°1071	St-Job Vert Chasseur
146	Chaussée de Waterloo n°930	St-Job Vert Chasseur
147	Chaussée de Waterloo n°996	St-Job Vert Chasseur
148	Chaussée de Waterloo n°1103	St-Job Vert Chasseur
149	Chaussée de Waterloo n°1012	St-Job Vert Chasseur
150	Chaussée de Waterloo n°1135 vers le mur aveugle	St-Job Vert Chasseur
151	Chaussée de Waterloo face n°1050	St-Job Vert Chasseur
152	Chaussée de Waterloo n°1062	St-Job Vert Chasseur
153	Chaussée de Waterloo n°1159 face mur libre	St-Job Vert Chasseur
154	Chaussée de Waterloo n°1124	St-Job Vert Chasseur
155	Chaussée de Waterloo n°1163.	St-Job Vert Chasseur
156	Place St. Job n°18	St-Job Vert Chasseur
157	Montagne de Saint-Job entre 17&21	St-Job Vert Chasseur

158	Prince de Ligne devant le nouveau parking à droite du passage pour piéton "bel œil"	St-Job Vert Chasseur
159	Prince de ligne face 87	St-Job Vert Chasseur
160	Chaussée de Waterloo n° 1223	St-Job Vert Chasseur
161	Chaussée de Waterloo entre n° 1230/1232 aligné au poteau signalisation	St-Job Vert Chasseur
162	Chaussée de Waterloo n°1253	St-Job Vert Chasseur
163	Chaussée de Waterloo face 1263	St-Job Vert Chasseur
164	Chaussée de Waterloo n°1294 - 1296	Fort-Jaco
165	Chaussée de Waterloo n°1331	Fort-Jaco
166	Chaussée de Waterloo n°1341	Fort-Jaco
167	Vieille rue du Moulin n°311	Fort-Jaco
168	Vieille rue du Moulin n°297	Fort-Jaco
169	Drève de Carloo n°13	Fort-Jaco
170	Drève de Carloo n°1	Fort-Jaco
171	Av. Jacques Pastur n° 9-11	Fort-Jaco
172	Av. Jacques Pastur face n°23	Fort-Jaco
173	Av. Jacques Pastur n°F 4	Fort-Jaco
174	Av. du Fort Jaco°41	Fort-Jaco
175	Av. du feuillage n° 4-6	Fort-Jaco
176	Av. du feuillage entre n°9 et 11	Fort-Jaco
177	Av. du feuillage n°50	Fort-Jaco
178	Av. des ronces n°10 - 12 en terre o-pleine flèche est prévue au sol	Fort-Jaco
179	Av. de Foestraets face n°8	Fort-Jaco
180	Drève du Caporal n°6 - 8	Fort-Jaco
181	Chaussée de Waterloo face 1407	Fort-Jaco
182	Chaussée de Waterloo n°1397	Fort-Jaco
183	Av. des Cytises face n°6 A placer sur le terre-plein PAS sur le passage flèche prévue	Fort-Jaco
184	Chaussée de Waterloo Face n°1421	Fort-Jaco
185	Chaussée de Waterloo n°1433. Seulement 3 emplacements	Fort-Jaco
186	Av. des Chalets face mur aveugle stationnement en oblique	Fort-Jaco
187	Av. des Eglantiers n°2A terre plein	Fort-Jaco
188	Chaussée de Waterloo / coin avec Av. des Eglantiers	Fort-Jaco
189	Chaussée de Waterloo n°1478	Fort-Jaco
190	Square Van Bever n°9	Fort-Jaco
191	Square Van Bever n°39	Fort-Jaco
192	Square Van Bever n°73	Fort-Jaco
193	Square Van Bever n°55	Fort-Jaco
194	Av. Van Bever face n°18.	Fort-Jaco
195	Av. Van Bever n°18	Fort-Jaco

196	Av. Van Bever face n°8	Fort-Jaco
197	Av. Van Bever n°4	Fort-Jaco
198	Chaussée de Waterloo n°1489/1491 +/- 50 cm du trottoir	Fort-Jaco
199	Chaussée de Waterloo Face n°1505. IRSA école (en façade)	Fort-Jaco
200	Chaussée de Waterloo n°1511/1515 +/- 50 cm du trottoir	Fort-Jaco
201	Chaussée de Waterloo 1510 (contre la haie)	Fort-Jaco
202	Chaussée de Waterloo n°1525 +/- 50 cm du trottoir	Fort-Jaco
203	Av. du Prince d'Orange face n°2.	Fort-Jaco
204	Chaussée de Waterloo face n°799 - 801	De Fré-Langeveld
205	Chaussée de Waterloo n°797-799 +/-40 cm du trottoir	De Fré-Langeveld
206	Chaussée de Waterloo face n°817 sur oreille	De Fré-Langeveld
207	Chaussée de Waterloo n°835 A +/-40 cm du trottoir	De Fré-Langeveld
208	Chaussée de Waterloo face n°843 sur îlot	De Fré-Langeveld
209	Chaussée de Waterloo n°857/859	De Fré-Langeveld
210	Chaussée de Waterloo n°778 sur îlot	De Fré-Langeveld
211	Chaussée de Waterloo n°909	De Fré-Langeveld
212	Chaussée de Waterloo n°834	De Fré-Langeveld
213	Chaussée de Waterloo face n°935	De Fré-Langeveld
214	Chaussée de Waterloo n°858	De Fré-Langeveld
215	Chaussée de Waterloo n°872 sur la pelouse	De Fré-Langeveld
216	Ernest Gossart f 42 arrêt du bus	De Fré-Langeveld
217	Ernest Gossart 8	De Fré-Langeveld
218	av. Victor Emmanuel III face au n°78	Fort-Jaco
219	Av. Houzeau 1	De Fré-Langeveld
220	Av. Houzeau 18	De Fré-Langeveld
221	Vanderkindere, 487	Vanderkindere
222	Vanderkindere, 532	Vanderkindere
223	Ch. De Waterloo 1359 A	Fort-Jaco
224	Ch. De Waterloo 1363	Fort-Jaco
225	Ch. De Waterloo 1382	Fort-Jaco
226	Ch. De Waterloo 1360 A	Fort-Jaco
227	Ch. De Waterloo 1324	Fort-Jaco
228	Ch. De Waterloo 1302	Fort-Jaco
229	Vanderkindere, 411	Vanderkindere
230	Vanderkindere, 468	Vanderkindere
231	Vanderkindere, 383	Vanderkindere
232	Vanderkindere, 402	Vanderkindere
233	Vanderkindere, 325	Vanderkindere
234	E.Cavell, 2	Vanderkindere

235	Vanderkindere, 131	Etoile Coghen Brugmann
236	Vanderkindere, 158	Etoile Coghen Brugmann
237	Mutualité ,77	Etoile Coghen Brugmann
238	Boetendael ,140	Etoile Coghen Brugmann
239	Boetendael ,147 - 149	Etoile Coghen Brugmann
240	Vanderkindere, 459	Vanderkindere
241	Vanderkindere, 492	Vanderkindere
242	Hazard, 25	Vanderkindere
243	Hazard, 1	Vanderkindere
244	Stanley, 89	Vanderkindere
245	Stanley, 74	Vanderkindere
246	Stanley, 55	Vanderkindere
247	Stanley, 38	Vanderkindere
248	Lincoln, 28	Vanderkindere
249	Lincoln, 41	Vanderkindere
250	Lincoln, 65	Vanderkindere
251	Lincoln, 86	Vanderkindere
252	Dodonee, 67	Vanderkindere
253	Dodonee, 82	Vanderkindere
254	Dodonee, 89	Vanderkindere
255	Dodonee, 25	Vanderkindere
256	Dodonee, 14	Vanderkindere
257	Primevère, 11	Vanderkindere
258	Second Reine ,28 - 30	Etoile Coghen Brugmann
259	Anémone, 3	Vanderkindere
260	Gabrielle, 37	Vanderkindere
261	Gabrielle, 60	Vanderkindere
262	Gabrielle, 97	Vanderkindere
263	Gabrielle, 33	Vanderkindere
264	Gabrielle, 6	Vanderkindere
265	Depage, 65	Vanderkindere
266	Depage, 53	Vanderkindere
267	Depage, Face 37	Vanderkindere
268	Général Lotz, 37	Vanderkindere
269	Général Lotz, 25	Vanderkindere
270	Général Lotz, 12	Vanderkindere
271	Pacifique, 36-38 ,	Vanderkindere
272	Pacifique, 11-13 ,	Vanderkindere

273	Vanderkindere, 291	Vanderkindere
274	Vanderkindere, 318	Vanderkindere
275	Vanderkindere, 227	Vanderkindere
276	Vanderkindere, 228	Vanderkindere
277	Vanderkindere, 163	Vanderkindere
278	Vanderkindere, 103	Etoile Coghen Brugmann
279	Mac Arthur, 2,4	Vanderkindere
280	Mac Arthur, 27	Vanderkindere
281	Mac Arthur, 48	Vanderkindere
282	Depage, 30	Vanderkindere
283	Depage, 9	Vanderkindere
284	Cuylits, 40 ,	Vanderkindere
285	Cuylits, Face 21 ,	Vanderkindere
286	Marianne, 20 - 22	Vanderkindere
287	Marianne, 7	Vanderkindere
288	E.Cavell, 29	Vanderkindere
289	Général Lotz, 52	Vanderkindere
290	Général Lotz, 63	Vanderkindere
291	Général Lotz, 106	Vanderkindere
292	E.Cavell, 66	Vanderkindere
293	Vanderkindere, 6	Etoile Coghen Brugmann
294	O. Van Goitsnoven , 43	Etoile Coghen Brugmann
295	Vanderkindere, 84 - 86	Etoile Coghen Brugmann
296	Vanderkindere, 47 - 49	Etoile Coghen Brugmann
297	Vanderkindere, 32 - 34	Etoile Coghen Brugmann
298	Sept Bonniers , 13	Etoile Coghen Brugmann
299	Sept Bonniers , 32 - 34	Etoile Coghen Brugmann
300	Sept Bonniers , 39 - 41	Etoile Coghen Brugmann
301	Ch.Alseberg, 453 - 451	Etoile Coghen Brugmann
302	Ch.Alseberg, 414c	Etoile Coghen Brugmann
303	E. Regard , 2	Etoile Coghen Brugmann

304	E. Regard , 27	Etoile Coghen Brugmann
305	E. Regard , 44 - 46	Etoile Coghen Brugmann
306	Ch.Alseberg, 396	Etoile Coghen Brugmann
307	Ch.Alseberg, 383 - 381	Etoile Coghen Brugmann
308	O. Van Goitsnoven , 16 - 18	Etoile Coghen Brugmann
309	O. Van Goitsnoven , 19 -21	Etoile Coghen Brugmann
310	Van Goitsnoven / M. Joffre	Etoile Coghen Brugmann
311	Mutuali / Vanderkindere, 40	Etoile Coghen Brugmann
312	Meyerbeer ,170/172	Etoile Coghen Brugmann
313	Meyerbeer ,111	Etoile Coghen Brugmann
314	Meyerbeer ,128 - 130	Etoile Coghen Brugmann
315	Meyerbeer ,97 - 99	Etoile Coghen Brugmann
316	Meyerbeer ,114	Etoile Coghen Brugmann
317	Mutualité ,52 - 54	Etoile Coghen Brugmann
318	Rue Alphonse Asselbergs, 43	Uccle Centre
319	Rue Alphonse Asselbergs, 70	Uccle Centre
320	Rue Alphonse Asselbergs, 82	Uccle Centre
321	Rue Alphonse Asselbergs, 106	Uccle Centre
322	Rue Joseh Bens, 157	Uccle Centre
323	Rue Joseh Bens 134 / Gatti de Gamond	Uccle Centre
324	Rue Gatti de Gamond, F10A	Uccle Centre
325	Rue Gatti de Gamond, 24	Uccle Centre
326	Rue Gatti de Gamond, F32	Uccle Centre
327	Avenue du Globe, 229	Uccle Centre
328	Avenue du Jonc, 35	Uccle Centre
329	Avenue du Jonc/Touraine	Uccle Centre
330	Drêve de Touraine 14	Uccle Centre
331	Rue Gatti de Gamond, 95	Uccle Centre
332	Rue Gatti de Gamond, 138	Uccle Centre

333	Rue Gatti de Gamond F140	Uccle Centre
334	Rue Gatti de Gamond, 172	Uccle Centre
335	Rue Gatti de Gamond, 193	Uccle Centre
336	Rue Victor Allard, 75A	Uccle Centre
337	Rue Victor Allard, 106	Uccle Centre
338	Rue Victor Allard, 147	Uccle Centre
339	Rue Victor Allard, F163	Uccle Centre
340	Rue Victor Allard, 179	Uccle Centre
341	Rue Victor Allard, 198	Uccle Centre
342	Rue Bambou, 9	Uccle Centre
343	Rue Victor Allard, 277	Uccle Centre
344	Rue Victor Allard/Val Fleuri	Uccle Centre
345	Rue Victor Allard, 230	Uccle Centre
346	Avenue Kersbeek, F327	Stalle Calevoet
347	Avenue Kersbeek, F330	Stalle Calevoet
348	Avenue Kersbeek, 281A	Stalle Calevoet
349	Chaussée de Neerstalle, 390	Stalle Calevoet
350	Chaussée de Neerstalle, 417	Stalle Calevoet
351	Chaussée de Neerstalle, F447	Stalle Calevoet
352	Chaussée de Neerstalle, 451	Stalle Calevoet
353	Chaussée de Neerstalle, 432	Stalle Calevoet
354	Chaussée de Neerstalle, 497	Stalle Calevoet
355	Rue de l'Etoile, 26/28	Stalle Calevoet
356	Rue de l'Etoile, 52	Stalle Calevoet
357	Rue de l'Etoile, 76/80	Stalle Calevoet
358	Rue de l'Etoile, F185	Stalle Calevoet
359	Rue de l'Etoile/Melkriek	Stalle Calevoet
360	Rue de l'Etoile, 176	Stalle Calevoet
361	Chaussée d'Alseberg, 705	Uccle Centre
362	Chaussée d'Alseberg, 598	Uccle Centre
363	Chaussée d'Alseberg, 663	Uccle Centre
364	Chaussée d'Alseberg, 592	Uccle Centre
365	Chaussée d'Alseberg, 629	Uccle Centre
366	Chaussée d'Alseberg, 536	Etoile Coghen Brugmann
367	Chaussée d'Alseberg, 573	Etoile Coghen Brugmann
368	Chaussée d'Alseberg, 514	Etoile Coghen Brugmann
369	Chaussée d'Alseberg, 557	Etoile Coghen Brugmann
370	Rue Roosendael, 244	Etoile Coghen Brugmann

371	Chaussée d'Alseberg, 450	Etoile Coghen Brugmann
372	Chaussée d'Alseberg, 505	Etoile Coghen Brugmann
373	Chaussée d'Alseberg, 424	Etoile Coghen Brugmann
374	Avenue Brugmann, 276	Etoile Coghen Brugmann
375	Avenue Brugmann, 271A	Etoile Coghen Brugmann
376	Avenue Brugmann, 296	Etoile Coghen Brugmann
377	Avenue Brugmann, 297A	Etoile Coghen Brugmann
378	Avenue Brugmann/ Avenue de Floréal	Etoile Coghen Brugmann
379	Avenue Brugmann/ Avenue de Floréal2	Etoile Coghen Brugmann
380	Avenue Brugmann, F397	Etoile Coghen Brugmann
381	Avenue Brugmann, 397	Etoile Coghen Brugmann
382	Avenue Brugmann/ Avenue de la Ramée	Etoile Coghen Brugmann
383	Avenue Brugmann, 447	Etoile Coghen Brugmann
384	Avenue Brugmann/ coin Avenue Coghen	Etoile Coghen Brugmann
385	Avenue Brugmann, 537	Uccle Centre
386	Avenue Brugmann, 499	Etoile Coghen Brugmann
387	Square Georges Marlow, F5	Alseberg-dieweg
388	Square Georges Marlow, F22	Alseberg-dieweg
389	Avenue Brugmann/Sq G.Marlow	Alseberg-dieweg
390	Avenue Brugmann, 563	Alseberg-dieweg
391	Avenue Brugmann, 520	Alseberg-dieweg
392	Place Emile Danco, 9	Alseberg-dieweg
393	Rue de Stalle, F27	Alseberg-dieweg
394	Rue de Stalle, 27	Uccle Centre
395	Rue de Stalle, F Wansart	Alseberg-dieweg
396	Rue de Stalle, 86	Uccle Centre
397	Rue de Stalle, 67	Alseberg-dieweg
398	Rue de Stalle, 98	Alseberg-dieweg
399	Rue de Stalle, 140	Alseberg-dieweg

400	Rue de Stalle, 182	Stalle Calevoet
401	Rue de Stalle , F204	Stalle Calevoet
402	Ancien Dieweg, 2	Alseberg-dieweg
403	Dieweg, F18	Alseberg-dieweg
404	Chaussée Alseberg, 1037 Orpea à droite du panneau	Alseberg-dieweg
405	Chaussée d'Alseberg, 1029F à droite du garage devant les panneaux	Alseberg-dieweg
406	Chaussée d'Alseberg, 1013 Actiris Brussels	Alseberg-dieweg
407	Chaussée d'Alseberg, 993/985 en face du passage piéton	Alseberg-dieweg
408	Chaussée d'Alseberg, 933	Alseberg-dieweg
409	Chaussée d'Alseberg, 905 Maison de repos Résidence Paola (face 792)	Alseberg-dieweg
410	Chaussée d'Alseberg, 885	Alseberg-dieweg
411	Prince de ligne, F99	St-Job Vert Chasseur
412	Chaussée d'Alseberg, 840/842	Alseberg-dieweg
413	Chaussée d'Alseberg, 884	Alseberg-dieweg
414	Chaussée d'Alseberg, 904	Alseberg-dieweg
415	Chaussée d'Alseberg, F1423	Stalle Calevoet
416	Chaussée d'Alseberg, 1366	Stalle Calevoet
417	Chaussée d'Alseberg, 1336	Stalle Calevoet
418	Chaussée d'Alseberg, F1314	Stalle Calevoet
419	Chaussée d'Alseberg, 1290	Stalle Calevoet
420	Réserve	
421	Chaussée d'Alseberg, F1247	Stalle Calevoet
422	Chaussée d'Alseberg, F1269	Stalle Calevoet
423	Chaussée d'Alseberg, F1186	Stalle Calevoet
424	Chaussée d'Alseberg, F1173	Stalle Calevoet
425	Chaussée d'Alseberg, 1114	Stalle Calevoet
426	Chaussée d'Alseberg, 1084	Stalle Calevoet
427	Chaussée d'Alseberg, 1044	Stalle Calevoet
428	Chaussée d'Alseberg, 1022	Stalle Calevoet
429	Chaussée d'Alseberg, 948-946	Alseberg-dieweg
430	Prince de ligne , F149/151	St-Job Vert Chasseur
431	Prince de ligne , F82/88	St-Job Vert Chasseur
432	Rue Egide Van Ophem, 28	Stalle Calevoet
433	Rue Egide Van Ophem, 40C	Stalle Calevoet
434	Ancien Dieweg, F32B	Alseberg-dieweg
435	Rue Anémone, F26	Vanderkindere
436	Avenue Churchill, 257	Vanderkindere
437	Rue du Doyenné, 28	Uccle Centre
438	Rue du Doyenné,23	Uccle Centre
439	Drève d'Anjou, 19/21	Uccle Centre

440 Avenue Mozart n°3

Etoile Coghen
Brugmann

441 Réserve

442 Parking Victor Gambier

Uccle Centre

La recette générée par chacun d'eux :

Les 442 horodateurs sont reliés au système centralisé de contrôle et gestion mis à disposition du service par la firme Rauwers.

La liste de la recette par horodateur présentée ci-après, a été générée pour l'année 2020 à l'aide du système CityLine.



Financial Report

From: 01-01-2020 00:00:00 To: 31-12-2020 23:59:59

Name	Area name	Location	Card Payments	Cash Paym
UCC 001	Vanderkindere	(1) Gabrielle 114	1.818,60 €	2.224.
UCC 002	Vert Chasseur - St Job	(2) Parking Pr de Ligne	1.746,70 €	3.631.
UCC 003	Vanderkindere	(3) Marianne 61	1.343,70 €	1.078.
UCC 004	Uccle Centre	(4) X.De Bue 16	2.089,40 €	3.275.
UCC 005	Uccle Centre	(5) X.De Bue 15	2.419,30 €	3.151.
UCC 006	Uccle Centre	(6) Vander Elst	4.202,90 €	5.361.
UCC 007	Alseberg- Dieweg	(7) Parking Van Offelen	2.082,10 €	3.232.
UCC 008	Alseberg- Dieweg	(8) Parking Brugmann	4.294,40 €	6.635.
UCC 009	Uccle Centre	(9) Parvis St.P.	6.406,40 €	7.021.
UCC 010	Uccle Centre	(10) Parvis St.P. 7	12.086,70 €	10.210.
UCC 011	Uccle Centre	(11) Doyenné/Dekenij, 73	6.326,60 €	6.863.
UCC 012	Uccle Centre	(12) Doy.-Dek/Eg.kerk	12.344,00 €	12.524.
UCC 013	Uccle Centre	(13) H.Goossens	7.779,30 €	10.198.
UCC 014	Uccle Centre	(14) Postillon 14	1.378,90 €	1.471.
UCC 015	Vert Chasseur - St Job	(15) St.Job 28a	1.538,00 €	2.513.
UCC 016	Vert Chasseur - St Job	(16) Pl. St.Job Pl	2.137,40 €	2.714.
UCC 017	Vert Chasseur - St Job	(17) Pl St.Job Pl(Ham)	5.880,40 €	7.651.
UCC 018	Vert Chasseur - St Job	(18) Pl.St.Job P (friture)	2.389,60 €	3.535.
UCC 019	Uccle Centre	(19) Alseberg 752	1.936,40 €	2.288.
UCC 020	Uccle Centre	(20) Alseberg 720	4.472,90 €	7.597.
UCC 021	Uccle Centre	(21) Alseberg 694	5.572,60 €	8.110.

UCC 022	Uccle Centre	(22)Alseberg/De Broyer	2.715,30 €	4.720.
UCC 023	Uccle Centre	(23)Alsemb/V.Allard 771	5.603,70 €	7.096.
UCC 024	Uccle Centre	(24)P. Vander Elst P.	3.582,30 €	4.345.
UCC 025	Vanderkindere	(25)E.Cavell 17	1.227,20 €	1.134.
UCC 026	Vanderkindere	(26)Vanderkindere 367	1.784,00 €	2.936.
UCC 027	Uccle Centre	(27)Postil/Postilj. 23	1.273,90 €	979
UCC 028	Uccle Centre	(28)Nieuwenhove 14	1.036,40 €	1.097.
UCC 029	Uccle Centre	(29)Nieuwenhove 74	572,30 €	710
UCC 030	Uccle Centre	(30)Alseberg 725	4.138,90 €	5.398.
UCC 031	Uccle Centre	(31)Alseberg 660	2.692,60 €	3.293.
UCC 032	Uccle Centre	(32)Alseberg 616	2.050,30 €	2.239.
UCC 033	Vanderkindere	(33)Vanderkindere 205	1.303,90 €	1.525.
UCC 034	Uccle Centre	(34)V.Allard 43	1.844,60 €	1.678.
UCC 035	Uccle Centre	(35) Parking St. P.	4.233,20 €	3.578.
UCC 036	Uccle Centre	(36)Doyen-Deken 88	270,40 €	588
UCC 037	Uccle Centre	(37)Verhulst 68	1.277,90 €	676
UCC 038	Uccle Centre	(38)Verhulst 38	1.807,00 €	895
UCC 039	Uccle Centre	(39)Verhulst 10/12	2.589,60 €	1.218.
UCC 040	Uccle Centre	(40)A.Asselberg 36	1.151,40 €	878
UCC 041	Uccle Centre	(41)A.Asselberg 13	1.101,50 €	1.330.
UCC 042	Uccle Centre	(42)Fidèles/Getrouw 32	79,40 €	662
UCC 043	Uccle Centre	(43)Nieuwenhove 27	1.753,80 €	1.543.
UCC 044	Uccle Centre	(44)Nieuwenhove 59	2.117,00 €	2.887.
UCC 045	Uccle Centre	(45) Fourragère 7	1.147,20 €	1.053.
UCC 046	Uccle Centre	(46)J.B.Labarre 9	1.071,00 €	1.738.
UCC 047	Uccle Centre	(47)J.B.Labarre 28/30	1.333,50 €	2.019.
UCC 048	Uccle Centre	(48)De Broyer 12	1.180,00 €	1.235.
UCC 049	Uccle Centre	(49)De Broyer 27	711,40 €	1.137.
UCC 050	Uccle Centre	(50)V.Allard15	720,50 €	1.365.
UCC 051	Uccle Centre	(51)V.Allard 28/30	2.628,60 €	1.418.
UCC 052	Uccle Centre	(52)Pl Vander Elst Pl 10	1.138,60 €	1.549.
UCC 053	Uccle Centre	(53)Vander Elst 15	1.511,00 €	1.837.
UCC 055	Uccle Centre	(55)Fidèles/Alseberg	979,00 €	863
UCC 056	Vert Chasseur - St Job	(56)J&P.Carsoel 13	2.137,30 €	2.660.
UCC 057	Uccle Centre	(57)Beekmann 50	847,30 €	817
UCC 058	Uccle Centre	(58)Beekmann 89	723,90 €	760
UCC 059	Uccle Centre	(59)Beekmann 90	1.647,00 €	1.896.
UCC 060	Uccle Centre	(60)Beekmann 114/116	1.962,90 €	1.798.
UCC 061	Uccle Centre	(61)V.Gambier 21	1.121,20 €	1.198.
UCC 062	Vanderkindere	(62)Molière/G. Lotz au coin hauteur n°307A	722,70 €	704
UCC 063	Vanderkindere	(63)Molière F/T 321	1.050,00 €	579
UCC 064	Vanderkindere	(64)Molière 254	679,00 €	162
UCC 065	Vanderkindere	(65)Molière 333	322,10 €	190
UCC 066	Vanderkindere	(66)Molière 276	642,00 €	328
UCC 067	Vanderkindere	(67)Pl Guy d'Arezzo à droite du n°8	323,10 €	227

UCC 068	Vanderkindere	(68)Guy d'Arezzo /Anémone	1.082,90 €	548
UCC 069	Vanderkindere	(69)Molière 292	1.947,70 €	1.143.
UCC 070	Vanderkindere	(70)Molière 351	679,80 €	550
UCC 071	Vanderkindere	(71)Molière n°302	986,30 €	510
UCC 072	Vanderkindere	(72)Waterloo n°679/681	1.744,90 €	2.216.
UCC 073	Vanderkindere	(73)Waterloo n°674/676	1.836,60 €	2.129.
UCC 074	Vanderkindere	(74)Waterloo n°722/720	1.597,50 €	1.384.
UCC 075	Vanderkindere	(75)Waterloo 762	1.596,30 €	2.261.
UCC 076	Vanderkindere	(76)Waterloo F/T n°777	2.562,10 €	2.668.
UCC 077	Vanderkindere	(77)Waterloo 777	1.126,50 €	1.956.
UCC 078	Vanderkindere	(78)Bel Air n°9/13	490,00 €	826
UCC 079	Vanderkindere	(79)Bel Air 26	1.361,80 €	1.123.
UCC 080	Vanderkindere	(80)Bel Air 61	1.019,10 €	1.367.
UCC 081	Vanderkindere	(81)Bel Air 62	1.403,40 €	1.522.
UCC 082	Vanderkindere	(82)Bel Air 79a	1.091,50 €	1.129.
UCC 083	Vanderkindere	(83)Dodonné 128	1.129,40 €	1.430.
UCC 084	Vanderkindere	(84)Bel Air 110	1.944,20 €	2.041.
UCC 085	Vanderkindere	(85)Bel Air 125	1.086,80 €	914
UCC 086	Vanderkindere	(86)W. Churchill 197	1.605,20 €	1.024.
UCC 087	Vanderkindere	(87)W. Churchill 213	1.188,60 €	977
UCC 088	Vanderkindere	(88)W. Churchill 247A	2.967,10 €	1.183.
UCC 089	Vanderkindere	(89)W. Churchill 236	1.170,60 €	1.916.
UCC 090	Vanderkindere	(90)W. Churchill 222	1.397,40 €	1.478.
UCC 091	Vanderkindere	(91)W. Churchill 212	573,40 €	434
UCC 092	De Fré- Langeveld	(92)Floride/Florida 90	151,50 €	103
UCC 093	De Fré- Langeveld	(93)Floride/Florida 54	173,20 €	215
UCC 094	De Fré- Langeveld	(94)Floride/Florida 26	458,70 €	434
UCC 095	De Fré- Langeveld	(95)Monjoie n°97	127,20 €	515
UCC 096	De Fré- Langeveld	(96)Monjoie 119	1.046,00 €	484
UCC 097	De Fré- Langeveld	(97) Moscicki n°5	721,70 €	544
UCC 098	De Fré- Langeveld	(98)Moscicki n°11	286,80 €	341
UCC 099	De Fré- Langeveld	(99)Bosveldweg n°81	72,70 €	95
UCC 100	De Fré- Langeveld	(100) Moscicki n°21	141,80 €	388
UCC 101	De Fré- Langeveld	((101) Langeveld /Sumatra	276,20 €	234
UCC 102	De Fré- Langeveld	(102) Dandoy /Langeveld	518,30 €	316

UCC 103	De Fré- Langeveld	(103) Langeveld 77A	400,50 €	316
UCC 104	De Fré- Langeveld	(104) Langeveld 99	447,50 €	317
UCC 105	De Fré- Langeveld	(105)René Gobert 74	517,80 €	399
UCC 106	De Fré- Langeveld	(106)René Gobert 34	264,00 €	257
UCC 107	De Fré- Langeveld	(107)René Gobert / Framb	1.034,60 €	606
UCC 108	De Fré- Langeveld	(108)René Gobert/Waterloo	233,80 €	589
UCC 109	De Fré- Langeveld	(109) Framb. n°47	410,50 €	415
UCC 110	De Fré- Langeveld	(110)Langeveld 160	339,90 €	1.453.
UCC 111	De Fré- Langeveld	(111) Langeveld 119	631,60 €	614
UCC 112	De Fré- Langeveld	(112) Langeveld 94	448,30 €	287
UCC 113	De Fré- Langeveld	(113) Beau Séjour 58	916,90 €	852
UCC 114	De Fré- Langeveld	(114)Beau Séjour 4	1.062,00 €	1.015.
UCC 115	De Fré- Langeveld	(115) Monjoie 9	713,90 €	1.891.
UCC 116	De Fré- Langeveld	(116)Monjoie 36A	2.180,10 €	286
UCC 117	De Fré- Langeveld	(117) Monjoie/Flori.	1.437,00 €	1.623.
UCC 118	De Fré- Langeveld	(118) Monjoie 55	2.275,50 €	2.204.
UCC 119	De Fré- Langeveld	(119)Framb./ Beau Séjour	1.512,10 €	1.369.
UCC 120	De Fré- Langeveld	(120)De Fré clin-ziekenh.	646,70 €	2.855.
UCC 121	De Fré- Langeveld	(121)De Fré 263	2.628,70 €	2.535.
UCC 122	De Fré- Langeveld	(122)De Fré 200	749,30 €	1.317.
UCC 123	De Fré- Langeveld	(123)De Fré 176	646,50 €	710
UCC 124	De Fré- Langeveld	(124)De Fré 152	648,20 €	837
UCC 125	De Fré- Langeveld	(125)De Fré 237	119,40 €	203
UCC 126	Vanderkindere	(126)Bascule 25	1.543,50 €	1.809.
UCC 127	De Fré- Langeveld	(127) De Fré 118	333,30 €	308

UCC 128	De Fré- Langeveld	(128)De Fré 96A	325,60 €	399
UCC 129	De Fré- Langeveld	(129)De Fré 76	289,20 €	414
UCC 130	De Fré- Langeveld	(130) Edith Cavell 195	547,40 €	75€
UCC 131	De Fré- Langeveld	(131)Edith Cavell 240	290,00 €	289
UCC 132	De Fré- Langeveld	(132)Edith Cavell 169	644,00 €	65€
UCC 133	De Fré- Langeveld	(133)Edith Cavell 220	91,60 €	1.163.
UCC 134	De Fré- Langeveld	(134)Edith Cavell 2040	618,20 €	871
UCC 135	De Fré- Langeveld	(135)Edith Cavell 139	822,10 €	86€
UCC 136	De Fré- Langeveld	(136)Edith Cavell 119	390,30 €	41€
UCC 137	De Fré- Langeveld	(137)Edith Cavell 130	447,80 €	37€
UCC 138	De Fré- Langeveld	(138)Edith Cavell 93	572,90 €	419
UCC 139	De Fré- Langeveld	(139)Edith Cavell 100	117,50 €	357
UCC 140	De Fré- Langeveld	(140)Edith Cavell 67	1.067,70 €	1.174.
UCC 141	De Fré- Langeveld	(141)Edith Cavell 49	980,50 €	775
UCC 142	Vert Chasseur - St Job	(142)Waterloo n°1027	1.369,50 €	2.321.
UCC 143	Vert Chasseur - St Job	(143)Waterloo 1029	1.314,00 €	1.740.
UCC 144	Vert Chasseur - St Job	(144)Waterloo 1063	1.515,90 €	1.621.
UCC 145	Vert Chasseur - St Job	(145)Waterloo 1071	1.259,00 €	1.526.
UCC 146	Vert Chasseur - St Job	(146)Waterloo 930	1.385,80 €	1.289.
UCC 147	Vert Chasseur - St Job	(147)Waterloo 996	1.633,20 €	62€
UCC 148	Vert Chasseur - St Job	(148)Waterloo 1103	1.879,60 €	1.731.
UCC 149	Vert Chasseur - St Job	(149)Waterloo 1012	797,50 €	832
UCC 150	Vert Chasseur - St Job	(150)Waterloo 1135	925,60 €	771
UCC 151	Vert Chasseur - St Job	(151) Waterloo 1050	742,90 €	74€

UCC 152	Vert Chasseur - St Job	(152)Waterloo 1054	392,90 €	420
UCC 153	Vert Chasseur - St Job	(153)Waterloo 1159	729,70 €	813
UCC 154	Vert Chasseur - St Job	(154)Waterloo 1124	737,10 €	717
UCC 155	Vert Chasseur - St Job	(155) Waterloo 1163	933,10 €	807
UCC 156	Vert Chasseur - St Job	(156)PI St. Job Pl n°18	602,50 €	881
UCC 157	Vert Chasseur - St Job	(157)Col. St. Job steeg	378,20 €	390
UCC 158	Vert Chasseur - St Job	(158) Pr.de Ligne parking	461,20 €	885
UCC 159	Vert Chasseur - St Job	(159)Pr.de ligne f/t 87	490,40 €	433
UCC 160	Vert Chasseur - St Job	(160)Waterloo n° 1223	- €	1.060.
UCC 161	Vert Chasseur - St Job	(161)Waterloo 1230	137,90 €	1.149.
UCC 162	Vert Chasseur - St Job	(162)Waterloo 1253	889,20 €	1.140.
UCC 163	Vert Chasseur - St Job	(163) Waterloo 1263	676,90 €	1.091.
UCC 164	Fort Jaco	(164)Waterloo 1294	712,00 €	1.120.
UCC 165	Fort Jaco	(165)Waterloo 1331	2.505,20 €	1.049.
UCC 166	Fort Jaco	(166)Waterloo 1341 ((167)V.	1.577,30 €	5.112.
UCC 167	Fort Jaco	Moulin/O.Molenstraat n°311 (168)V.	1.324,60 €	1.116.
UCC 168	Fort Jaco	Moulin/O.Molenstraat n°297	1.205,10 €	1.042.
UCC 169	Fort Jaco	(169)Dr.de Carloo Dr n°13	505,40 €	547
UCC 170	Fort Jaco	(170)Dr. de Carloo Dr n°1	425,40 €	1.454.
UCC 171	Fort Jaco	(171)Jacques Pastur 9	1.374,80 €	1.124.
UCC 172	Fort Jaco	(172)Jacques Pastur 23	801,50 €	799
UCC 173	Fort Jaco	(173)Jacques Pastur F/T 4	1.041,30 €	1.173.
UCC 174	Fort Jaco	(174) Fort Jaco°41	663,80 €	635
UCC 175	Fort Jaco	(175)Feuil/Gebblad n4-6	385,30 €	442
UCC 176	Fort Jaco	(176)Feuil/Gebblad. 9	240,60 €	539
UCC 177	Fort Jaco	(177)Feuil/Gebblad. 50	255,90 €	233
UCC 178	Fort Jaco	(178)Ronces n°10	1.082,90 €	729
UCC 179	Fort Jaco	(179)Foestraets 8	363,40 €	356
UCC 180	Fort Jaco	(180)Caporal/Korporaal n°6	357,50 €	512
UCC 181	Fort Jaco	(181)Waterloo 1407	1.874,60 €	2.126.
UCC 182	Fort Jaco	(182) Waterloo 1397	1.437,00 €	1.191.

UCC 183	Fort Jaco	(183)Cytises/Goudenregen 6	544,90 €	465
UCC 184	Fort Jaco	(184)Waterloo 1421	155,80 €	89
UCC 185	Fort Jaco	(185)Waterloo 1433	976,10 €	947
UCC 186	Fort Jaco	(186) Chalets/S.Verblijf (187)Eglantiers/Wilderoos n°2	1.417,70 €	1.194.
UCC 187	Fort Jaco		147,20 €	464
UCC 188	Fort Jaco	(188)Waterloo/Egl.W.Roos	797,30 €	862
UCC 189	Fort Jaco	(189)Waterloo 1478	953,10 €	972
UCC 190	Fort Jaco	(190)Sq.Van Bever Sq n°9	724,30 €	624
UCC 191	Fort Jaco	(191)Sq Van Bever Sq n°39	300,00 €	124
UCC 192	Fort Jaco	(192)Sq.Van Bever Sq n°73	347,70 €	173
UCC 193	Fort Jaco	(193)Sq.Van Bever Sq n°55	258,30 €	66
UCC 194	Fort Jaco	(194)Van Bever n°18	1.138,40 €	675
UCC 195	Fort Jaco	(195)Van Bever n°18	1.076,40 €	784
UCC 196	Fort Jaco	(196)Van Bever n°8	5.602,70 €	4.726.
UCC 197	Fort Jaco	(197)Van Bever n°4	1.688,10 €	3.054.
UCC 198	Fort Jaco	(198)Waterloo 1489	937,20 €	900
UCC 199	Fort Jaco	(199)Waterloo 1505	632,70 €	431
UCC 200	Fort Jaco	(200)Waterloo 1511	838,70 €	648
UCC 201	Fort Jaco	(201) Waterloo 1510	2.080,80 €	1.290.
UCC 202	Fort Jaco	(202)Waterloo 1525	1.719,80 €	1.020.
UCC 203	Fort Jaco	(203) Pr. Oran 2	240,70 €	451
UCC 204	De Fré- Langeveld	(204)Waterloo 799	1.670,90 €	1.396.
UCC 205	De Fré- Langeveld	(205)Waterloo 797	1.237,30 €	991
UCC 206	De Fré- Langeveld	(206)Waterloo 817	1.695,90 €	2.792.
UCC 207	De Fré- Langeveld	(207)Waterloo 835	1.516,30 €	1.710.
UCC 208	De Fré- Langeveld	(208)Waterloo 843	1.743,20 €	2.619.
UCC 209	De Fré- Langeveld	(209)Waterloo 857	2.050,00 €	2.299.
UCC 210	De Fré- Langeveld	(210)Waterloo 788	1.996,00 €	1.465.
UCC 211	De Fré- Langeveld	(211)Waterloo 909	1.936,70 €	940
UCC 212	De Fré- Langeveld	(212)Waterloo 834	1.057,60 €	813
UCC 213	De Fré- Langeveld	(213)Waterloo 935	424,00 €	396
UCC 214	De Fré- Langeveld	(214)Waterloo 858	1.034,50 €	940

UCC 215	De Fré-Langeveld	(215)Waterloo 872	955,30 €	947
UCC 216	De Fré-Langeveld	(216)Ernest Gossart 42	536,70 €	638
UCC 217	De Fré-Langeveld	(217)Ernest Gossart 8	374,00 €	726
UCC 218	Fort Jaco	(218)Victor Emmanuel III 78	89,40 €	710
UCC 219	De Fré-Langeveld	(219)Houzeau 1	- €	100
UCC 220	De Fré-Langeveld	(220)Houzeau 18	598,50 €	770
UCC 221	Vanderkindere	(221) Vanderkindere 487	673,90 €	2.741.
UCC 222	Vanderkindere	(222) Vanderkindere 532	1.744,60 €	2.281.
UCC 223	Fort Jaco	(223)Waterloo 1359	149,40 €	191
UCC 224	Fort Jaco	(224)Waterloo 1363	359,10 €	459
UCC 225	Fort Jaco	(225)Waterloo 1362	873,70 €	1.224.
UCC 226	Fort Jaco	(226)Waterloo 1360	3.476,50 €	4.224.
UCC 227	Fort Jaco	(227) Waterloo 1324	2.518,70 €	3.603.
UCC 228	Fort Jaco	(228)Waterloo 1302	44,80 €	4.242.
UCC 229	Vanderkindere	(229)Vanderkindere 411	1.227,10 €	3.221.
UCC 230	Vanderkindere	(230)Vanderkindere 468	1.174,90 €	2.301.
UCC 231	Vanderkindere	(231)Vanderkindere 383	1.082,40 €	2.460.
UCC 232	Vanderkindere	(232)Vanderkindere 402	3.227,10 €	4.471.
UCC 233	Vanderkindere	(233)Vanderkindere 325	3.201,80 €	5.037.
UCC 234	Vanderkindere	(234)E.Cavell 2	- €	2.228.
UCC 235	Etoile-coghen	(235)Vanderkindere 131	3.042,40 €	7.562.
UCC 236	Etoile-coghen	(236)Vanderkindere 158	3.270,40 €	7.667.
UCC 237	Etoile-coghen	(237)Mutualit 77	272,10 €	535
UCC 238	Etoile-coghen	(238)Boetendael 140	396,60 €	372
UCC 239	Etoile-coghen	(239)Boetendael 147	372,50 €	356
UCC 240	Vanderkindere	(240)Vanderkindere, 459	2.086,50 €	2.551.
UCC 241	Vanderkindere	(241)Vanderkindere, 492	1.148,50 €	1.998.
UCC 242	Vanderkindere	(242)Hazard, 25	635,50 €	776
UCC 243	Vanderkindere	(243)Hazard, 1	760,30 €	1.302.
UCC 244	Vanderkindere	(244)Stanley, 89	1.570,30 €	495
UCC 245	Vanderkindere	(245)Stanley, 74	895,60 €	2.306.
UCC 246	Vanderkindere	(246)Stanley, 55	638,10 €	2.172.
UCC 247	Vanderkindere	(247)Stanley, 38	763,10 €	1.968.
UCC 248	Vanderkindere	(248)Lincoln, 28	525,30 €	874
UCC 249	Vanderkindere	(249)Lincoln, 41	704,00 €	1.418.
UCC 250	Vanderkindere	(250)Lincoln, 65	249,00 €	1.729.
UCC 251	Vanderkindere	(251)Lincoln, 86	869,60 €	1.230.
UCC 252	Vanderkindere	(252)Dodonee, 67	553,90 €	1.157.
UCC 253	Vanderkindere	(253)Dodonee, 82	1.167,30 €	1.421.
UCC 254	Vanderkindere	(254)Dodonee, 89	1.161,30 €	1.333.
UCC 255	Vanderkindere	(255)Dodonee, 25	455,70 €	1.267.
UCC 256	Vanderkindere	(256)Dodonee, 14	418,80 €	499
UCC 257	Vanderkindere	(257)Primev/Sleutelb, 11	245,00 €	958

UCC 258	Etoile-coghen	(258) 2 Reine/2 Koningin ,28 - 30	41,60 €	341
UCC 259	Vanderkindere	(259)Aném/Anemoon, 3	362,20 €	673
UCC 260	Vanderkindere	(260)Gabrielle, 37	570,10 €	1.266.
UCC 261	Vanderkindere	(261)Gabrielle, 60	480,20 €	931
UCC 262	Vanderkindere	(262)Gabrielle, 97	546,80 €	1.252.
UCC 263	Vanderkindere	(263) Gabrielle 33	276,30 €	422
UCC 264	Vanderkindere	(264)Gabrielle, 6	501,30 €	518
UCC 265	Vanderkindere	(265)Depage, 65	956,40 €	3.254.
UCC 266	Vanderkindere	(266)Depage, 53	140,80 €	4
UCC 267	Vanderkindere	En réparation	- €	
UCC 268	Vanderkindere	(268)G. Lotz, 37	1.475,90 €	1.875.
UCC 269	Vanderkindere	(269)Gén/Gen Lotz, 37	923,20 €	1.978.
UCC 270	Vanderkindere	(270)Gén/Gen.Lotz, 12	379,60 €	693
UCC 271	Vanderkindere	(271)Pacifi.36-38 ,	446,90 €	970
UCC 272	Vanderkindere	(272)Pacif, 11-13 ,	788,90 €	984
UCC 273	Vanderkindere	(273)Vanderkindere, 291	1.245,10 €	2.347.
UCC 274	Vanderkindere	(274)Vanderkindere, 318	801,00 €	1.614.
UCC 275	Vanderkindere	(275)Vanderkindere, 227	849,60 €	2.100.
UCC 276	Vanderkindere	(276)Vanderkindere, 228	820,60 €	2.020.
UCC 277	Vanderkindere	(277)Vanderkindere, 163	862,50 €	2.559.
UCC 278	Etoile-coghen	(278)Vanderkindere, 103	1.051,50 €	1.308.
UCC 279	Vanderkindere	(279)Mac Arthur, 2,4	592,50 €	95€
UCC 280	Vanderkindere	(280)Mac Arthur, 27	718,30 €	841
UCC 281	Vanderkindere	(281)Mac Arthur, 48	468,40 €	722
UCC 282	Vanderkindere	(282)Depage, 30	935,30 €	1.428.
UCC 283	Vanderkindere	(283)Depage, 9	499,30 €	1.252.
UCC 284	Vanderkindere	(284)Cuylits, 40 ,	416,60 €	860
UCC 285	Vanderkindere	(285)Cuylits F/T 21 ,	660,40 €	1.014.
UCC 286	Vanderkindere	(286)Marianne 20 - 22	517,00 €	812
UCC 287	Vanderkindere	(287)Marianne, 7	979,60 €	1.667.
UCC 288	Vanderkindere	(288)E.Cavell, 29	902,00 €	2.419.
UCC 289	Vanderkindere	(289)Gén/Gen.Lotz, 52	1.086,40 €	1.458.
UCC 290	Vanderkindere	(290)Gén/Gen Lotz, 63	1.589,20 €	2.171.
UCC 291	Vanderkindere	(291)Général Lotz, 106	730,00 €	1.210.
UCC 292	Vanderkindere	(292)E.Cavell, 66	480,50 €	85€
UCC 293	Etoile-coghen	(293)Vanderkindere, ,6	373,50 €	743
UCC 294	Etoile-coghen	(294)O. Van Goitsnoven , 43	283,40 €	1.201.
UCC 295	Etoile-coghen	(295)Vanderkindere, 84 - 86	656,20 €	1.841.
UCC 296	Etoile-coghen	(296)Vanderkindere, 47 - 49	2.008,20 €	1.927.
UCC 297	Etoile-coghen	(297)Vanderkindere, 32 - 34	972,60 €	1.219.
UCC 298	Etoile-coghen	(298)7 Bonn-Bund. 13	225,10 €	1.165.
UCC 299	Etoile-coghen	(299)7 Bonn-Bund.32 - 34	459,70 €	2.007.
UCC 300	Etoile-coghen	(300)7 Bonn-Bund.39 - 41	681,90 €	1.309.

UCC 301	Etoile-coghen	(301)Alseberg, 453 - 451	157,30 €	967
UCC 302	Etoile-coghen	(302)Alseberg 414c	90,80 €	60€
UCC 303	Etoile-coghen	(303)E. Regard 2	52,90 €	40€
UCC 304	Etoile-coghen	(304)E. Regard 27	1.755,80 €	1.388.
UCC 305	Etoile-coghen	(305)E. Regard , 44 - 46	612,20 €	90€
UCC 306	Etoile-coghen	(306)Alseberg 396	388,80 €	1.017.
UCC 307	Etoile-coghen	(307)Alseberg 383 - 381	355,00 €	1.696.
UCC 308	Etoile-coghen	(308)O. Van Goitsnoven , 16 - 18	638,90 €	1.583.
UCC 309	Etoile-coghen	(309)O. Van Goitsnoven , 19 -21	324,10 €	1.680.
UCC 310	Etoile-coghen	(310)Van Goitsnoven / M. Joffre	674,20 €	1.566.
UCC 311	Etoile-coghen	(311)Mut./Vanderkindere, ,140	462,70 €	1.344.
UCC 312	Etoile-coghen	(312)Meyerbeer ,170/172	229,10 €	1.548.
UCC 313	Etoile-coghen	(313)Meyerbeer 111	596,90 €	1.775.
UCC 314	Etoile-coghen	(314)Meyerbeer 128 - 130	785,70 €	1.065.
UCC 315	Etoile-coghen	(315)Meyerbeer 97 - 99	576,80 €	1.382.
UCC 316	Etoile-coghen	(316)Meyerbeer 114	569,20 €	1.115.
UCC 317	Etoile-coghen	(317)Mutual. 52 - 54	436,60 €	1.100.
UCC 318	Uccle Centre	(318) Al. Asselbergs 43	275,50 €	1.224.
UCC 319	Uccle Centre	(319)Al. Asselbergs 70	1.156,50 €	85€
UCC 320	Uccle Centre	(320)Al. Asselbergs 82	825,00 €	84€
UCC 321	Uccle Centre	(321)Al.Asselbergs 106	568,30 €	63€
UCC 322	Uccle Centre	(322)Joseh Bens 157	- €	1.111.
UCC 323	Uccle Centre	(323)Joseph Bens 134	451,90 €	60€
UCC 324	Uccle Centre	(324)Gatti de Gamond F10A	485,20 €	57€
UCC 325	Uccle Centre	(325)Gatti de Gamond 24	1.040,70 €	84€
UCC 326	Uccle Centre	(326)Gatti de Gamond F32	509,40 €	87€
UCC 327	Uccle Centre	(327)Globe 229	651,70 €	68€
UCC 328	Uccle Centre	(328)Jonc 35	312,70 €	12€
UCC 329	Uccle Centre	(329) Jonc/Touraine	341,90 €	36€
UCC 330	Uccle Centre	(330)Dr.Touraine Dr 14	311,80 €	24€
UCC 331	Uccle Centre	(331)Gatti de Gamond 95	1.704,50 €	1.079.
UCC 332	Uccle Centre	(332)Gatti de Gamond 138	494,40 €	50€
UCC 333	Uccle Centre	(333)Gatti de Gamond F140	367,00 €	26€
UCC 334	Uccle Centre	(334)Gatti de Gamond 172	196,80 €	29€
UCC 335	Uccle Centre	(335)Gatti de Gamond 193	599,00 €	55€
UCC 336	Uccle Centre	(336)Victor Allard 75A	1.677,90 €	1.355.
UCC 337	Uccle Centre	(337)Victor Allard 106	867,10 €	1.231.
UCC 338	Uccle Centre	(338)Victor Allard 147	181,70 €	29€
UCC 339	Uccle Centre	(339)Victor Allard F/T 163	321,90 €	35€
UCC 340	Uccle Centre	(340)V.Allard 179	508,50 €	53€
UCC 341	Uccle Centre	(341) Victor Allard 198	151,70 €	66€
UCC 342	Uccle Centre	(342)V. Allard/Bamb.	167,70 €	11€

UCC 343	Uccle Centre	(343)V. Allard 277	374,00 €	261
UCC 344	Uccle Centre	(344)V.Allard/Val Fleuri	60,20 €	236
UCC 345	Uccle Centre	(345)Victor Allard 230	336,30 €	472
UCC 346	Stalle-Calevoet	(346)Kersbeek F/T 327	312,00 €	208
UCC 347	Stalle-Calevoet	(347)Kersbeek F/T 330	96,40 €	210
UCC 348	Stalle-Calevoet	(348) Kersbeek 281A	65,50 €	124
UCC 349	Stalle-Calevoet	(349)Neerstalle 390	279,90 €	34
UCC 350	Stalle-Calevoet	(350)Neerstalle 417	181,30 €	508
UCC 351	Stalle-Calevoet	(351)Neerstalle F/T 447	136,40 €	230
UCC 352	Stalle-Calevoet	(352)Neerstalle 451	115,30 €	145
UCC 353	Stalle-Calevoet	(353)Neerstalle 432	160,70 €	423
UCC 354	Stalle-Calevoet	(354)Neerstalle 497	70,00 €	106
UCC 355	Stalle-Calevoet	(355)Etoile-Ster 26/28	359,30 €	31
UCC 356	Stalle-Calevoet	(356)Etoile-Ster 52	108,90 €	212
UCC 357	Stalle-Calevoet	(357)Etoile-Ster 76/80	107,70 €	238
UCC 358	Stalle-Calevoet	(358)Etoile-Ster F/T185	21,90 €	201
UCC 359	Stalle-Calevoet	(359)Etoile-Ster/Melkriek	77,40 €	164
UCC 360	Stalle-Calevoet	(360)'Etoile/Ster 176	109,40 €	239
UCC 361	Uccle Centre	(361)Alseberg 705	725,30 €	642
UCC 362	Uccle Centre	(362) Alseberg 598	1.081,10 €	974
UCC 363	Uccle Centre	(363)Alseberg 663	611,60 €	726
UCC 364	Uccle Centre	(364)Alseberg 592	1.677,90 €	2.085.
UCC 365	Uccle Centre	(365)Alseberg 629	550,90 €	677
UCC 366	Etoile-coghen	(366)Alseberg 536	998,20 €	1.064.
UCC 367	Etoile-coghen	(367)Alseberg 573	534,50 €	615
UCC 368	Etoile-coghen	(368)Alseberg 514	527,30 €	639
UCC 369	Etoile-coghen	(369)Alseberg 557	650,10 €	674
UCC 370	Etoile-coghen	(370)Roosendael 244	437,90 €	591
UCC 371	Etoile-coghen	(371)'Alseberg 450	797,40 €	1.239.
UCC 372	Etoile-coghen	(372)Alseberg 505	417,70 €	692
UCC 373	Etoile-coghen	(373)Alseberg 424	275,70 €	335
UCC 374	Etoile-coghen	(374)Brugmann 276	749,40 €	738
UCC 375	Etoile-coghen	(375)Brugmann 271A	466,60 €	443
UCC 376	Etoile-coghen	(376)Brugmann 296	547,40 €	676
UCC 377	Etoile-coghen	(377)Brugmann 297A	558,80 €	407
UCC 378	Etoile-coghen	(378)Brugmann/Flor.	780,90 €	909
UCC 379	Etoile-coghen	(379)Brugmann	462,90 €	427
UCC 380	Etoile-coghen	(380)Brugmann F/T397	346,50 €	1.391.
UCC 381	Etoile-coghen	(381)Brugmann 397	765,50 €	575
UCC 382	Etoile-coghen	(382) Brugmann/Ram	541,40 €	639
UCC 383	Etoile-coghen	(383)Brugmann 447	519,40 €	513
UCC 384	Etoile-coghen	(384) Brugmann/ Coghen	720,80 €	467
UCC 385	Uccle Centre	(385)Brugmann 537	713,10 €	545
UCC 386	Etoile-coghen	(386)Brugmann 499	239,00 €	279
UCC 387	Alseberg-Dieweg	(387)Sq.G.Marlow Sq F5	511,90 €	484
UCC 388	Alseberg-Dieweg	(388)Sq.G.Marlow SqF22	1.001,30 €	992

UCC 389	Alseberg-Dieweg	(389)Brugmann/Sq Marlow	1.377,70 €	1.128.
UCC 390	Alseberg-Dieweg	(390)Brugmann 563	1.618,60 €	1.422.
UCC 391	Alseberg-Dieweg	(391)Brugmann 520	941,00 €	1.127.
UCC 392	Alseberg-Dieweg	(392)Emile Danco 9	540,00 €	740
UCC 393	Uccle Centre	(393) Stalle F/TOV 27	198,90 €	459
UCC 394	Uccle Centre	(394)Stalle 27	66,30 €	775
UCC 395	Uccle Centre	(395)Stalle F/T Wansart	510,40 €	588
UCC 396	Uccle Centre	(396)Stalle 86	300,90 €	198
UCC 397	Alseberg-Dieweg	(397)Stalle 67	610,10 €	277
UCC 398	Alseberg-Dieweg	(398)Stalle 98	439,60 €	293
UCC 399	Alseberg-Dieweg	(399)Stalle 140	206,40 €	48
UCC 400	Stalle-Calevoet	(400)Stalle 182	473,90 €	627
UCC 401	Stalle-Calevoet	(401) Stalle F/T 204	522,90 €	717
UCC 402	Alseberg-Dieweg	(402)Dieweg 2	173,40 €	287
UCC 403	Alseberg-Dieweg	(403)Dieweg F/T 18	62,70 €	111
UCC 404	Alseberg-Dieweg	(404)Alseberg 1037	336,30 €	523
UCC 405	Alseberg-Dieweg	(405)Alseberg n°1029F	566,20 €	713
UCC 406	Alseberg-Dieweg	(406)Alseberg 1013	474,20 €	672
UCC 407	Alseberg-Dieweg	(407)Alseberg 993/985	262,00 €	377
UCC 408	Alseberg-Dieweg	(408)Alseberg n°933	395,50 €	534
UCC 409	Alseberg-Dieweg	(409)Alseberg n°905	564,70 €	722
UCC 410	Alseberg-Dieweg	(410)Alseberg zone de livraison de la crèche communale	601,20 €	736
UCC 411	Vert Chasseur - St Job	(411)Pr.de Ligne F/T99	193,60 €	1.289.
UCC 412	Alseberg-Dieweg	(412)Alseberg 840/842	455,20 €	554
UCC 413	Alseberg-Dieweg	(413)Alseberg 884	235,90 €	499
UCC 414	Alseberg-Dieweg	(414)Alseberg 904	346,90 €	443
UCC 415	Stalle-Calevoet	(415)Alseberg F/T 1423	167,90 €	222
UCC 416	Stalle-Calevoet	(416)Alseberg 1366	2,20 €	511

UCC 417	Stalle-Calevoet	(417)Alseberg 1336	317,40 €	232
UCC 418	Stalle-Calevoet	(418)Alseberg F/T 1314	1.116,20 €	63€
UCC 419	Stalle-Calevoet	(419)Alseberg 1290	1.198,30 €	487
UCC 420	Stalle-Calevoet	(420)Alseberg F/T 1270	4,20 €	
UCC 421	Stalle-Calevoet	(421)Alseberg 1247	175,20 €	58€
UCC 422	Stalle-Calevoet	(422)Alseberg F/T1269	- €	54
UCC 423	Stalle-Calevoet	(423)Alseberg F/T1186	576,60 €	1.001.
UCC 424	Stalle-Calevoet	(424)Alseberg F/T1173	394,40 €	44€
UCC 425	Stalle-Calevoet	(425)Alseberg 1114	448,60 €	414
UCC 426	Stalle-Calevoet	(426)Alseberg 1084	135,80 €	162
UCC 427	Stalle-Calevoet	(427)Alseberg 1044	487,40 €	595
UCC 428	Stalle-Calevoet	(428)Alseberg 1022	231,00 €	272
UCC 429	Alseberg-Dieweg	(429)Alseberg 948-946	- €	595
UCC 430	Vert Chasseur - St Job	(430)Pr.de Ligne f/t 149	220,10 €	505
UCC 431	Vert Chasseur - St Job	(431)Pr.de Ligne 82	514,20 €	47€
UCC 432	Stalle-Calevoet	(432)E. Van Ophem 28	661,10 €	91€
UCC 433	Stalle-Calevoet	(433)E. Van Ophem 40C	824,10 €	582
UCC 434	Alseberg-Dieweg	(434)Dieweg f/T 32b	79,50 €	154
UCC 435	Vanderkindere	(435)Anèmone/Anemoon face n°26	679,60 €	69€
UCC 436	Vanderkindere	(436)Churchill 257	626,30 €	827
UCC 437	Uccle Centre	(437)Doyenné/Dekenij 23	961,30 €	627
UCC 438	Uccle Centre	(438)Doyenné/Dekenij 29	912,60 €	501
UCC 439	Uccle Centre	(439)Dr'Anjou Dr 19/21	152,60 €	211
UCC 440	Vanderkindere	(440)Mozart 3	504,10 €	64€
UCC 441	Alseberg-Dieweg	(441) Reserve	- €	
UCC 442	Uccle Centre	(442)Parking V.Gambien	761,20 €	50€
Total	/	/	447.239,40 €	570.696.

Pour rappel, le Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules est d'application du lundi au samedi, sauf jours fériés, de 9h à 18h et fixe deux zones tarifaires distinctes :

- **la zone verte**, où le stationnement est gratuit pour les riverains et les travailleurs détenteurs d'une carte valable dans le secteur défini et payant pour tous les autres utilisateurs ;

tarif :

- • ¼ heure gratuit par demi-journée
- • 0.50€ pour la première demi-heure
- • 0.50€ pour la seconde demi-heure
- • 2€ pour la deuxième heure
- • 1.50€ pour chaque heure supplémentaire

- **la zone rouge**, où le stationnement est payant pour tous y compris les détenteurs d'une carte de dérogation, à l'exception des utilisateurs possédant la carte à mobilité réduite et la carte médicale pour soins médicaux urgents ;

tarif :

- ¼ heure gratuit par demi-journée
- 0.50€ pour la première demi-heure
- 1.50€ pour la seconde demi-heure
- 3€ pour la deuxième demi-heure

Afin d'avoir une vue globale sur la recette obtenue en 2020 par les variations de fréquentation (nombre de tickets payants et gratuits) des horodateurs, le tableau centralisateur par secteur de stationnement est présenté ci-après :

Secteur	Recette	Nbr.		Moyenn	
		Nbr. Horodat.	Horodat en zone rouge		Nbr. Tickets
Centre	323.103,40 €	91	13	424.123	1.272,0€
Vanderkindere	239.503,60 €	98	6	249.237	942,92
De Fré - Langeveld	106.028,75 €	65	0	90.804	417,43
Fort-Jaco	104.156,80 €	47	6	109.887	410,0€
Etoile-Coghen	98.191,30 €	52	2	106.054	386,57
Vert-Chasseur - St Job	83.980,90 €	31	0	113.079	330,63
Stalle - Calevoet	21.485,70 €	33	0	25.266	84,58
Alseberg - Dieweg	41.485,85 €	25	1	32.378	163,33
TOTAL	1.017.936,30 €	442	28	1150828	500,95

Il est important de rappeler que la recette « horodateurs » a été influencée par plusieurs facteurs en 2020, à savoir :

- La crise sanitaire due à la propagation du coronavirus Covid-19 et l'arrêt du contrôle pendant les mois d'avril et mai ;
- La reprise progressive du contrôle due au manque du personnel (certains agents en quarantaine ou en maladie) ;
- Le nouveau comportement des usagers (télétravail) et une faible rotation des véhicules ;
- Les importants chantiers Alseberg et Cavell qui ont nécessité le retrait de certains horodateurs ;
- En outre, le Collège décide, en soutien des commerçants impactés, de l'octroi d'1 heure de stationnement gratuit au lieu d'1/4 heure habituellement.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock over de evolutie van de inkomsten van de parkeermeters.

Vertaling volgt.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

09.09.2021/A/0053 **Question écrite de Mme Czekalski concernant les intempéries sur notre commune mi-juillet 2021.**

Des intempéries ont durement frappé notre pays à la mi-juillet 2021 et plus particulièrement certaines communes wallonnes et flamandes. Des intempéries dont le bilan humain est très lourd. On déplore aussi les ravages provoqués par les inondations.

Notre capitale a été, fort heureusement, touchée dans une moindre mesure. Selon le Siamu, il y a eu quelques 193 interventions pour des vidanges de caves et garages inondés, 29 interventions pour des chaussées et des tunnels inondés suite à des avaloirs bouchés et une dizaine d'arbres déracinés. Il y a également eu 12 interventions pour des secours divers, comme des corniches ou des plafonds effondrés suite à une infiltration d'eau.

À la commune d'Uccle, un torrent de boue s'est créé du côté de l'avenue De Fré.

Monsieur le Bourgmestre, chers membres du Collège, permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

- Quel est le bilan des interventions sur le territoire communal suite à ces intempéries ? Quels sont les dégâts à déplorer ?
- Qu'est-il mis en place sur la commune pour faire face à de telles intempéries ?
- Qu'a-t-il été mis en place par la commune pour venir en aide aux communes wallonnes les plus touchées par les intempéries ?

Je vous remercie d'ores et déjà pour vos réponses et pour le suivi que vous accorderez à cette demande.

Réponse :

Les récentes pluies ont provoqué essentiellement des inondations sur l'avenue de Fré et la chaussée de Saint-Job.

Des caves ont été inondées en divers endroits de la Commune, principalement le long de ces deux axes.

Selon VIVAQUA qui gère le réseau d'égout, les inondations à l'avenue de Fré sont dues à la saturation de ce dernier qui n'a pas su faire face à une pluviométrie exceptionnelle (épisodes orageux très intenses).

Chaussée de Saint Job, des inondations ont été constatées à deux endroits en particulier :

- la première zone touchée est située à proximité du carrefour Dolez-Saint-Job. Le réseau a saturé et les taques se sont soulevées. Les données relatives aux deux bassins d'orage situés en amont démontrent que celui de la place Saint-Job a bien fonctionné (il a accueilli plus de 2000 m3 d'eau en quelques minutes à peine, soit plus ou moins 50% de sa capacité) tandis que le bassin dit « Moulin », plus récent et situé sous le parking communal n'a été rempli qu'à 20-30%.

VIVAQUA est en train d'étudier comment envoyer davantage d'eau dans le bassin d'orage « Moulin » en agrandissant le trop-plein de l'égout existant pour que celui-ci ne sature plus. Le service voirie étudie le chemin d'eau pour voir s'il peut l'améliorer.

- la deuxième zone touchée sur la chaussée de Saint-Job est la zone localisée à proximité

du marais du Broek. Le marais du Broek a débordé sur la voirie. Un curage complet de ce marais est prévu cet hiver. Deux trop pleins ont été aménagés vers le Geleytsbeek. Ceux-ci sont opérationnels.

Les riverains confrontés à des inondations en parcelle privée sont dirigés vers VIVAQUA qui dispose d'un service omdusdman. Ce service permet au riverain de faire réaliser une enquête gratuitement afin de trouver la cause de l'inondation et d'examiner les solutions envisageables.

Enfin, la Commune d'Uccle ne cesse d'investir dans la lutte contre les inondations.

Ces dernières années des bassins d'orage et zones inondables ont vu le jour sur le territoire communal.

Lors de nouveaux aménagements de voiries, il est veillé à ce qu'un maximum d'eau soit infiltré et/ou que les eaux de surface soient envoyées vers le réseau hydrographique local.

Il s'agit également d'un point d'attention dans le traitement des demandes de permis d'urbanisme.

Enfin, le Collège propose de verser la somme de 15 000 euros à la Croix-Rouge afin de venir en aide aux sinistrés wallons.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski betreffende het noodweer over onze gemeente half juli 2021.

Vertaling volgt.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

21 27 Czekalski inondations.docx

09.09.2021/A/0054 **Question orale de M. Hayette : Procès-verbal et registre.- report du 24/06/2021**

M. Hayette se réjouit de constater que la commune a procédé à la mise à jour des procès-verbaux et des registres BOS.

Mais il a fallu insister pour que cette mise à jour ait lieu.

Il reste à compléter le site de la commune, vu que les citoyens ne disposent pas d'un accès direct au BOS.

Dans un article récent, le Parti Socialiste n'a pas hésité à affirmer que la démocratie locale est en panne.

Or, la publication des procès-verbaux et des registres vise justement à répondre à ce besoin de transparence et de démocratie.

La majorité affichait cette ambition dans sa Déclaration de politique générale (DPG) : « La population aura accès à une information complète et présentée de manière didactique. Les documents annexes aux délibérations du Conseil communal seront, sauf exception, aisément consultables par la population ».

Le caractère ultra-connecté et mondialisé de l'époque actuelle impose à l'action politique de trouver une nouvelle légitimité. Celle-ci passe par le développement de la démocratie participative sans que pour autant cette dernière n'en vienne à annihiler les institutions politiques représentatives.

La coopération entre élus et société civile est donc l'élément clé pour remobiliser les

citoyens et restaurer la confiance dans la démocratie.

Par conséquent, quelles mesures le Collège compte-t-il prendre pour respecter les engagements énoncés dans sa Déclaration de politique générale du 19 janvier 2019 ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège développe une communication en toute transparence auprès des citoyens via des toutes-boîtes, des fascicules spécifiques, des réunions publiques ou des initiatives telles que des états généraux, à l'instar de ceux qui vont être organisés prochainement afin d'associer les citoyens à la révision du Plan communal de mobilité (PCM).

De plus, de nombreux dossiers comportent un volet participatif. C'est notamment le cas du projet de réaménagement de la place de Saint-Job et de ses abords, qui veille à intégrer les réflexions émises par les citoyens.

Cette volonté de transparence se traduit aussi dans la modification du Règlement d'ordre intérieur (R.O.I.), grâce à laquelle les citoyens pourront suivre plus aisément les séances du Conseil communal en disposant en quelque sorte du « menu » au préalable.

Pour ce qui concerne les procès-verbaux et les registres, les services s'efforcent d'en assurer la rédaction le plus rapidement possible.

Toutefois, il convient de préciser que les textes produits ne consistent pas en une retranscription brute et littérale des débats mais en un travail de synthèse qui vise à en tirer la « substantifique moëlle ».

Or, vu que la période entre deux séances du Conseil doit être amputée des sept jours francs avant la séance suivante, il reste environ trois semaines pour la rédaction de ce texte.

Et vu les ressources disponibles, qui ne sont en rien comparables à celles d'un parlement fédéral ou régional, il peut arriver que la synthèse nuancée et détaillée des débats d'une séance ne soit pas prête pour la séance suivante mais deux mois plus tard, et ce d'autant plus que certaines séances du Conseil communal durent six heures.

Toutefois, le secrétariat communal a confirmé à M. l'Echevin Wyngaard qu'indépendamment de cette synthèse, l'ensemble des délibérations avec la mention de leur vote peut être mise en ligne très rapidement.

M. Hayette remercie M. l'Echevin Wyngaard pour sa réponse, en insistant sur la nécessité d'associer systématiquement l'opposition à toute décision qui concerne l'ensemble de la population uccloise.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : Proces-verbaal en register.- uitstel van 24/06/2021

De h. Hayette stelt met voldoening vast dat de gemeente de pv's en BOS-registers heeft bijgewerkt. Er moest echter op worden aangedrongen dat deze bijwerking zou worden uitgevoerd. De website van de gemeente moet nog worden vervolledigd omdat burgers geen rechtstreekse toegang hebben tot BOS.

In een recent artikel heeft de PS niet geaarzeld te verklaren dat de lokale democratie defect is. De publicatie van pv's en registers is echter bedoeld om aan deze behoefte aan transparantie en democratie te voldoen. In de algemene beleidsverklaring van de meerderheid werd eveneens verklaard dat de bevolking toegang zal hebben tot volledige informatie en de bijlagen van beraadslagingen van de gemeenteraad, op enkele uitzonderingen na. Het ultraconnectieve en geglobaliseerde karakter van het huidige tijdperk vereist politieke actie om een nieuwe legitimiteit te vinden. Dit vereist de

ontwikkeling van een participatieve democratie zonder dat dit leidt tot de vernietiging van representatieve politieke instellingen.

Samenwerking tussen de verkozenen en het maatschappelijk middenveld is daarom de sleutel tot de hermobilisatie van burgers en het herstel van het vertrouwen in de democratie. Welke maatregelen zal het college nemen om te voldoen aan de verbintenissen in de algemene beleidsverklaring van 19 januari 2019?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college een transparante communicatie met de burgers ontwikkelt via hui-aan-huisberichten, specifieke folders, openbare vergaderingen of initiatieven zoals de Staten-Generaal die binnenkort zal plaatsvinden om de burgers te betrekken bij de herziening van het gemeentelijk mobiliteitsplan.

Bovendien bevatten veel dossiers een inspraakcomponent. Dit geldt met name voor het project voor de herinrichting van het Sint-Jobsplein en omgeving. Dit streven naar transparantie komt ook tot uiting in de wijziging van het huishoudelijk reglement waardoor de burgers de zittingen van de gemeenteraad gemakkelijker zullen kunnen volgen doordat zij vooraf over het "menu" beschikken.

Wat de pv's en registers betreft, trachten de diensten deze zo snel mogelijk op te stellen. De geproduceerde teksten zijn niet gewoon een ruwe en letterlijke transcriptie van de debatten maar een synthesewerk dat erop gericht is de inhoud van de debatten eruit te halen. Aangezien de periode tussen twee zittingen van de raad moet worden verminderd met de zeven vrije dagen vóór de volgende zitting, resteren er nog ongeveer drie weken om deze tekst op te stellen. Gezien de beschikbare middelen, in geen enkel opzicht te vergelijken met die van een federaal of gewestelijk parlement, kan het gebeuren dat de gedetailleerde en genuanceerde samenvatting van de debatten van een zitting niet voor de volgende zitting klaar is, maar pas twee maanden later, temeer omdat sommige zittingen van de gemeenteraad zes uur duren. Het gemeentesecretariaat heeft bevestigd dat, los van deze synthese, alle beraadslagingen met de vermelding van hun stem zeer snel online kunnen worden gezet.

De h. Hayette bedankt de schepen voor zijn antwoord en wijst erop dat de oppositie systematisch moet worden betrokken bij elke beslissing die de gehele bevolking van Ukkel aangaat.

De Raad neemt kennis.

09.09.2021/A/0055 **Question orale de Mme Vandeputte : Place de Saint-Job - bandes piétonnes.- report du 24/06/2021**

Mme Vandeputte signale que, lors des contacts avec des habitants actifs au sein du quartier durable Saint-Job, des propositions s'inscrivant dans une perspective de moyen terme avaient été adressées au Collège afin d'améliorer la circulation piétonne sur la place de Saint-Job, pavée, difficilement praticable pour des personnes confrontées à des difficultés de déplacement et inutilisable pour les enfants désirant rouler en draisiennne ou tricycle.

Un travail d'analyse et de concertation a été initié en vue d'un éventuel remaniement de

l'espace public de l'ensemble de ce quartier d'ici quelques années.

Il n'est donc pas question d'injecter en masse des deniers publics dans des aménagements éphémères.

En ce sens, la proposition émise par les habitants du quartier durable Saint-Job faisait référence au placement d'une bande plane sur les pavés, sans aucun démontage, à l'instar des travaux entrepris dans les environs de la gare du Midi.

Cette bande plane permettrait au moins, tant qu'aucun changement un peu consistant et concerté n'ait été opéré, des traversées plus praticables et sécurisées sur la place, au minimum dans le sens nord-sud, et peut-être aussi dans le sens est-ouest.

Le Collège pourrait-il indiquer si ces aménagements sont complètement oubliés ou s'ils pourraient être réexaminés dans la perspective d'une mise en œuvre prochaine ?

Dans le cas contraire, quelles mesures le Collège compte-t-il prendre pour améliorer et sécuriser les conditions de la circulation piétonne sur la place de Saint-Job, dans l'attente d'interventions plus fondamentales ?

M. l'Echevin Wyngaard rappelle que l'été dernier, la place de Saint-Job a été pour la seconde année consécutive le théâtre de toute une série d'animations qui ont remporté un franc succès : les terrains de pétanque et les extensions de terrasses dans un cadre agrémenté par le mobilier urbain installé par le service des Espaces verts ont permis de créer une atmosphère conviviale qui, d'après les réactions parvenues à l'administration, a suscité l'adhésion de la population.

Il n'y a pas encore de projet définitif pour le cheminement piéton.

À cet égard, il ne faut pas oublier que deux accidents très graves se sont produits au carrefour Carsoel/Saint-Job à hauteur du restaurant « Relais Saint-Job ».

En effet, il y a un ou deux ans, un agent communal à la retraite est décédé après avoir été percuté par un bus et, l'été dernier, une personne ayant été victime d'un accident analogue a dû être amputée.

Ces deux accidents graves sont dus au fait qu'à un endroit déterminé de leur traversée, les piétons se situent dans l'angle mort du trajet emprunté par les bus.

Dans ce type de situation, l'accident produit deux victimes : la personne accidentée et le chauffeur de l'autobus, qui a subi un traumatisme psychologique exigeant un suivi.

Le Collège a convenu avec la STIB de procéder au réaménagement de ce carrefour au mois de novembre. Des oreilles de trottoirs seront installées à la Toussaint afin de protéger le passage pour piétons, qui sera déplacé un peu plus en amont.

Le bureau Arter a été chargé d'effectuer une étude consacrée à l'aménagement à plus long terme de la place en tant que telle, qui fera l'objet d'une refonte complète.

Il s'agit d'un long processus qui comprendra l'introduction d'une demande de permis, le lancement d'une enquête publique, la planification de travaux, sans oublier la mise en œuvre d'une participation citoyenne.

Indépendamment de ce processus étalé sur plusieurs années, le Collège va demander au bureau Arter d'accorder une attention particulière à la problématique des traversées piétonnes, afin de mettre en place de manière plus précoce des dispositifs de sécurisation si cela s'avère nécessaire.

Pour le moment, le bureau Arter est en train d'effectuer des travaux de géomètre et de collecter toute une série d'informations auprès du comité de quartier et de l'association des commerçants.

Des représentants d'Arter seront d'ailleurs présents à la foire de Saint-Job afin de recueillir les réactions sur le terrain.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Vandeputte : Sint-Jobsplein - voetgangerszones.- uitstel van 24/06/2021

Mevr. Vandeputte wijst erop dat tijdens contacten met bewoners die actief zijn in de duurzame wijk Sint-Job aan het college voorstellen zijn gedaan om het voetgangersverkeer op het Sint-Jobsplein te verbeteren. Dit plein met straatstenen is moeilijk begaanbaar voor mensen die slecht ter been zijn en is onbruikbaar voor kinderen die op een loopfiets of driewieler willen rijden. Er is analyse en overleg op gang gebracht voor een mogelijke herinrichting van de openbare ruimte in deze wijk over enkele jaren. Het gaat er dus niet om massaal overheidsgeld te steken in kortstondige inrichtingen.

Het voorstel van de bewoners van de duurzame wijk Sint-Job verwees naar het plaatsen van een vlakke strook op de straatstenen, zonder demontage. Deze vlakke strook zou, in afwachting van een consequente en gecoördineerde verandering, tenminste in noord-zuid richting, en misschien ook in oost-west richting, een beter begaanbare en veiliger oversteek van het plein mogelijk maken.

Kan het college meedelen of deze verbeteringen volledig in de vergeethoek zijn geraakt dan wel of zij kunnen worden heroverwogen met het oog op de tenuitvoerlegging ervan in de nabije toekomst ? Zo neen, welke maatregelen denkt het college te nemen om, in afwachting van meer fundamentele ingrepen, de verkeerssituatie voor voetgangers op het Sint-Jobsplein te verbeteren en veilig te stellen ?

Schepen Wyngaard herinnert eraan dat het Sint-Jobsplein afgelopen zomer voor het tweede opeenvolgende jaar het toneel was van een hele reeks succesvolle activiteiten. De petanquebanen en de uitbreiding van de terrassen met straatmeubilair van de Groendienst zorgden voor een gezellige sfeer.

Er is nog geen definitief plan voor de voetgangersbrug. In dit verband mag niet worden vergeten dat zich twee zeer ernstige ongevallen hebben voorgedaan op het kruispunt Carsoel/Sint-Job in de buurt van het restaurant "Relais Saint-Job". Een of twee jaar geleden overleed een gepensioneerde gemeenteambtenaar nadat hij was aangereden door een bus en afgelopen zomer moest een persoon die het slachtoffer was geworden van een soortgelijk ongeval, een amputatie ondergaan. Beide ernstige ongevallen werden veroorzaakt doordat voetgangers zich op een bepaald punt van hun oversteekplaats in de dode hoek van de busroute bevonden. In dit soort situaties levert het ongeval twee slachtoffers op: de gewonde en de buschauffeur, die een psychologisch trauma heeft opgelopen dat moet worden opgevolgd.

Het college is met de MIVB overeengekomen dit kruispunt in november opnieuw in te richten. Op Allerheiligen zullen trottoirbanden worden aangebracht ter bescherming van de voetgangersoversteekplaats, die iets verder stroomopwaarts zal worden verplaatst. Het bureau Arter heeft de opdracht gekregen een studie uit te voeren naar de ontwikkeling op langere termijn van het plein zelf, dat volledig opnieuw zal worden ingericht. Dit is een langdurig proces dat de indiening van een vergunningsaanvraag, de start van een openbaar onderzoek, de planning van de werken en burgerinspraak omvat. Los van dit proces, dat verscheidene jaren in beslag zal nemen, zal het college Arter vragen bijzondere aandacht te besteden aan het probleem van de voetgangersoversteekplaatsen, om zo nodig eerder veiligheidsmaatregelen te kunnen treffen. Op dit moment is Arter bezig met opmetingen en het verzamelen van informatie van het wijkcomité en de handelsvereniging. Vertegenwoordigers van Arter zullen ook aanwezig zijn op de jaarmarkt van Sint-Job om feedback te verzamelen.

09.09.2021/A/0056 **Interpellation de M. Cools : l'avenue Coghen.**

M. Cools rappelle que dans le cadre d'une interpellation citoyenne, des habitants de l'avenue Coghen ont exprimé leur inquiétude à l'égard du nouveau trajet du bus 37, dont l'itinéraire emprunte leur avenue, alors que ce bus mettrait moins de temps pour atteindre la place Albert si, à partir du square des Héros, il empruntait les avenues Brugmann et Albert. Ils dénonçaient la construction sans permis, et donc illégale, de quais pour les arrêts de bus et attiraient l'attention du Conseil communal sur la nature du sol de l'avenue Coghen et les risques qui découleraient d'une intensification du trafic dans cette avenue, où se trouvaient naguère des carrières de sable.

La STIB se comporte comme un Etat dans l'Etat, en construisant des quais sans permis. Ceci a été constaté par l'administration régionale de l'urbanisme, qui a dressé un procès-verbal d'infraction urbanistique à l'encontre de la STIB.

Ce comportement ne relève pas de l'ignorance, vu que, dans un document destiné au grand public, la STIB souligne elle-même qu'elle doit solliciter un permis d'urbanisme pour créer de nouveaux arrêts, en se conformant à une procédure complète qui inclut une enquête publique. L'article 98 1^{er} 2°/1 du CoBAT stipule explicitement qu'un permis est requis « pour modifier l'aménagement ou le profil d'une voirie ».

La création d'arrêts sans permis a été suivie par l'aménagement d'abribus, toujours sans permis. L'arrêté d'exécution du CoBAT ne dispense pas de permis les travaux dits « de minime importance » qui font l'objet d'une répétition sur la longueur d'une voirie.

Etant donné que le contrat sur les abribus a été conclu avec une société privée, pourquoi la commune a-t-elle donné à cette société des instructions pour l'aménagement de ces abribus, alors que la situation urbanistique est infractionnelle ?

De plus, en cas de maintien d'une infraction, un second procès-verbal peut être dressé, la commune et la Région disposant d'un pouvoir verbalisateur à cet égard.

Le Collège compte-t-il agir pour assurer le respect du droit ?

Quelle que soit l'appréciation sur le fond du dossier, n'est-il pas choquant qu'un organisme régional comme la STIB bafoue la législation régionale en matière d'urbanisme ?

Vu le caractère patrimonial de l'avenue Coghen, n'eût-il pas été plus pertinent d'opter pour des abribus de style ancien sans caisson lumineux ?

Des dégradations ont été constatées sur l'avenue Coghen. Des habitants se plaignent également de fissures dans leur maison, qu'ils attribuent aux vibrations causées par le passage régulier des bus de la STIB.

Les courriers envoyés à ce sujet n'ont débouché sur aucune réaction de la part du Collège.

Un effondrement de voirie a eu lieu le 29 août dernier. Les causes de cet effondrement sont-elles connues ? Un examen des incidences vibratoires et sonores du passage des véhicules de la STIB ne devrait-il pas être effectué ?

M. l'Echevin Wyngaard précise que l'installation d'abribus répond à un besoin car il n'est pas souhaitable que des enfants ou des seniors soient contraints d'attendre leur bus sans disposer d'un abri lorsque les conditions météorologiques ne sont pas favorables.

Le placement d'un abribus devant le Collège Saint-Pierre résulte d'une demande de cet établissement scolaire, dans l'intérêt des enfants, et en l'occurrence, il n'y a pas de répétition, quelle que soit l'interprétation donnée aux textes réglementaires en matière d'urbanisme.

Pour ce qui concerne les types d'abribus à installer, deux modèles ont été proposés : le « standard » et le « prestige », plus esthétique.

Le Collège a opté pour le modèle « prestige » et a pris aussi l'engagement de se conformer à la demande des habitants selon laquelle aucun abribus destiné à l'avenue Coghén ne doit être doté d'un caisson publicitaire afin de respecter la valeur patrimoniale de cette artère.

Le Collège s'est également engagé à ne pas agir de manière précipitée et donc à ne pas installer des abribus directement après la réalisation des quais, en dépit de l'inconfort d'un tel choix pour les usagers des transports publics.

Les textes du CoBAT sont loin d'être clairs puisqu'ils donnent lieu à des interprétations contradictoires de la part d'Urban Brussels et de la STIB.

Selon la thèse de la STIB, fondée sur la consultation d'un cabinet juridique bien connu sur la place de Bruxelles, un permis s'impose en cas de répétition.

Selon la thèse d'Urban Brussels, que cet organisme n'a pas toujours défendue, la présence d'un abri est requise dès qu'il y a un quai et c'est en vertu de ce principe qu'Urban Brussels a dressé des procès-verbaux à l'encontre de la STIB pour absence d'abris sur les quais.

La situation est donc loin d'être univoque sur le plan juridique mais on y verra sans doute plus clair dans les semaines qui viennent, dans la mesure où l'arrêté régional sur les travaux de minime importance est en cours de révision.

Le Collège a donc décidé de patienter et se conformera à la réglementation en vigueur, quelles que soient les décisions prises : s'il faut un permis, il sollicitera un permis et dans le cas contraire, il n'en sollicitera pas.

Les services communaux examineront la largeur du cheminement piéton de l'avenue Dolez.

Pour ce qui concerne les fissures constatées dans certains immeubles de l'avenue Coghén, M. l'Echevin Wyngaard invite les riverains impactés à contacter leur assureur afin d'établir un éventuel lien de causalité entre les fissures et le passage des bus.

L'administration communale est évidemment à la disposition des citoyens et est prête, le cas échéant, à envoyer un agent sur place afin de déterminer les causes des dommages subis.

M. Cools remarque qu'auparavant, la commune se montrait plus proactive pour aider les habitants, et ce d'autant plus qu'elle compte dans ses effectifs suffisamment d'ingénieurs et de techniciens compétents pour procéder à un examen sérieux des immeubles.

La commune doit effectuer le suivi de ce problème de fissures car les courriers transmis à M. Cools ne sont pas des pétitions « standard » rédigées par un seul auteur, mais des lettres individuelles attestant la détresse spécifique de particuliers.

M. Cools déplore l'attitude désinvolte, voire méprisante, de la STIB, manifeste dans les déclarations de son directeur, selon lesquelles l'aménagement du métro à Uccle peut être reporté aux calendes grecques.

Par ailleurs, les plans relatifs aux itinéraires de bus font l'objet de débats périodiques. Pourquoi n'en serait-il pas de même de cet itinéraire-ci ? Et il y aurait lieu de se poser des questions analogues quant au parcours du bus 71.

M. l'Echevin Wyngaard réplique que l'engagement de l'administration communale auprès des citoyens est aussi constant que dans le passé : les agents du service de la Voirie sont tout à fait disposés à se rendre chez les riverains pour examiner l'état de leur habitation.

M. l'Echevin Wyngaard reproche à M. Cools d'avoir la mémoire courte, car lorsque ce dernier siégeait au Collège, il a validé l'itinéraire de bus qu'il conteste à présent.

Interpellatie van de h. Cools : de Coghenlaan.

De h. Cools geeft aan dat de bewoners van de Coghenlaan in het kader van een burgerinterpellatie hun bezorgdheid hebben geuit over de nieuwe route van bus 37, die hun laan aandoet, terwijl deze bus er minder lang over zou doen om het Albertplein te bereiken indien, vertrekkend van de Heldensquare, de Brugmannlaan en de Albertlaan genomen zou worden. Ze klaagden over de illegale aanleg (geen vergunning) van busperrons en vestigden de aandacht van het gemeentebestuur op de aard van de bodem van de Coghenlaan en de risico's die zouden voortvloeien uit een toename van het verkeer in deze laan, waar zich vroeger zandgroeven bevonden.

De MIVB gedraagt zich als een staat binnen een staat door perrons te bouwen zonder vergunning, vastgesteld door de gewestelijke planningsinstantie in een PV van stedenbouwkundige inbreuk. Dit gedrag is geen kwestie van onwetendheid, aangezien de MIVB in een voor het grote publiek bestemd document zelf benadrukt dat zij voor de aanleg van nieuwe haltes een bouwvergunning moet aanvragen volgens een volledige procedure die een openbaar onderzoek omvat. Artikel 98 1 2°/1 van het BWRO bepaalt uitdrukkelijk dat een vergunning vereist is ("aanleg of het profiel van een weg wijzigen").

De aanleg van haltes zonder vergunning werd gevolgd door de plaatsing van bushokjes, eveneens zonder vergunning. Het uitvoeringsbesluit van het BWRO voorziet niet in de vrijstelling van vergunningen voor zogenaamde kleine werkzaamheden die over de gehele lengte van een weg worden herhaald. Waarom heeft de gemeente, aangezien het contract voor de bushokjes met een particuliere onderneming is gesloten, deze onderneming instructies gegeven voor de bouw van deze hokjes, terwijl de stedenbouwkundige situatie onwettig is ? Voorts kan, indien een inbreuk wordt gehandhaafd, een tweede proces-verbaal worden opgemaakt, aangezien de gemeente en het Gewest bevoegd zijn om in dit verband te verbaliseren.

Zal het college maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de wet wordt nageleefd ? Is het niet schokkend dat een gewestelijke regionale instantie zoals de MIVB de stedenbouwkundige wetgeving aan zijn laars lapt ? Zou het, gezien het erfgoedkarakter van de Coghenlaan, niet passender zijn geweest te opteren voor bushokjes in oude stijl zonder lichtbakken ?

Er is schade gemeld in de Coghenlaan. De bewoners hebben ook geklaagd over scheuren in hun woningen die zij toeschrijven aan trillingen, veroorzaakt door de regelmatige passage van MIVB-bussen. Brieven over dit onderwerp hebben niet tot een reactie van het college geleid. Op 29 augustus was er een weginzakking. Zijn de oorzaken hiervan bekend ? Moet er geen onderzoek worden gedaan naar de trillings- en geluidseffecten van het passeren van deze bussen ?

Schepen Wyngaard legt uit dat de plaatsing van bushokjes in een behoefte voorziet omdat het niet wenselijk is dat kinderen of senioren zonder beschutting op hun bus moeten wachten bij slecht weer. De plaatsing van een bushokje voor het college is het gevolg van een verzoek van deze school en in dit geval is er geen sprake van herhaling, ongeacht de stedenbouwkundige interpretatie die aan de reglementen wordt gegeven.

Er werden twee types bushokjes voorgesteld: de "standaard" en de meer esthetische

"prestige". Het college koos voor het "prestige"-model en verbond zich er tevens toe te voldoen aan het verzoek van de bewoners om in geen enkel bushokje in de Coghenlaan reclame aan te brengen omwille van de erfgoedwaarde van deze laan.

Het college heeft zich er ook toe verbonden niet overhaast te werk te gaan en dus geen bushokjes te plaatsen direct na de voltooiing van de perrons, ondanks het ongemak van een dergelijke keuze voor de gebruikers van het openbaar vervoer.

De teksten van het BWRO zijn verre van duidelijk aangezien zij aanleiding geven tot tegenstrijdige interpretaties door Urban Brussels en de MIVB. Volgens de MIVB is een vergunning vereist in geval van herhaling. Volgens Urban Brussels is een bushokje vereist zodra er een perron is en het is op basis van dit principe dat Urban Brussels tegen de MIVB PV's heeft opgesteld wegens het ontbreken van bushokjes op perrons. De situatie is juridisch verre van duidelijk maar zij zal ongetwijfeld in de komende weken duidelijker worden, aangezien het gewestelijke decreet inzake kleine werken momenteel wordt herzien. Het college heeft daarom besloten geduld te oefenen en zal de geldende voorschriften naleven, ongeacht de genomen besluiten: als een vergunning vereist is, zal zij die aanvragen en zo niet, dan zal zij die niet aanvragen.

De gemeentediensten zullen de breedte van het voetpad van de Dolezlaan onderzoeken.

Inzake de scheuren in sommige woningen vraagt schepen Wyngaard de getroffen bewoners contact op te nemen met hun verzekeraars om een mogelijk oorzakelijk verband tussen de scheuren en de bussen vast te stellen. Het gemeentebestuur staat uiteraard ter beschikking van de burgers en is bereid om, indien nodig, een ambtenaar ter plaatse te sturen om de oorzaken van de geleden schade vast te stellen.

De h. Cools merkt op dat de gemeente vroeger pro-actiever was in het helpen van de bewoners, vooral omdat zij voldoende bekwame ingenieurs en technici in dienst heeft om een grondig onderzoek van de gebouwen uit te voeren. De gemeente moet deze scheuren opvolgen omdat de aan hem gerichte brieven geen standaardbrieven zijn maar individuele brieven.

Hij betreurt de luchthartige, zelfs minachtende houding van de MIVB, die blijkt uit de verklaringen van zijn directeur, volgens welke de ontwikkeling van de metro in Ukkel naar de Griekse kalender wordt verwezen. Bovendien worden de plannen voor buslijnen periodiek besproken. Waarom zou deze route dat niet zijn? Soortgelijke vragen moeten worden gesteld over de route van buslijn 71.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het engagement van het gemeentebestuur ten aanzien van de burgers even constant is als in het verleden: de ambtenaren van de dienst Wegen zijn zonder meer bereid de bewoners te bezoeken om de staat van hun woningen te onderzoeken. Hij verwijt de h. Cools dat hij een kort geheugen heeft, want toen hij lid van het college was, heeft hij de buslijn die hij nu betwist, bekrachtigd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cools - l'avenue Coghen.docx

Voir interpellation de M. Cools sur le même sujet.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Sax : de bushaltes en bushokjes Coghenlaan.

Zie interpellatie van de h. Cools over hetzelfde onderwerp.

De Raad neemt kennis.

Pierre Desmet entre en séance / treedt in zitting.

M. Cools rappelle que la commune a acquis une scan-car. Ce véhicule permet d'intensifier le contrôle du stationnement.

Lorsque ce point a été présenté au Conseil communal, les membres de l'assemblée ont appris que des agents se rendraient sur le terrain pour contrôler l'effectivité des infractions relevées par cet engin.

Ce contrôle vise à éviter l'enrôlement d'une taxe à charge d'une personne disposant d'une carte de handicapé, étant donné que ce type de carte ne peut être lu par la scan-car.

Ce contrôle sur place est-il bien effectué ? Si c'est le cas, pourquoi ne met-on pas un papillon sur le pare-brise lorsqu'une redevance est due ?

La procédure de digitalisation n'est pas sans inconvénient. Par exemple, une Uccloise a découvert via un courrier qu'elle doit payer 175 € pour plusieurs redevances. Certes, elle n'a pas fait attention à la date d'expiration de sa carte de riverain, mais si elle avait vu un papillon de 25 €, elle aurait compris qu'il y avait un problème et aurait réagi avant d'être confrontée à un paiement de 175 €. Le Collège a refusé de réduire ce montant, quoique l'objectif du règlement sur le stationnement consiste à éviter le phénomène des « voitures ventouses » et non à punir lourdement les citoyens ayant fait preuve d'inattention pour le renouvellement de leur carte de riverain.

Les citoyens sont avertis de l'expiration de leur carte de riverain uniquement par mail. Ne faudrait-il pas également les informer par courrier postal ?

L'absence de papillons sur les pare-brise peut avoir d'autres conséquences.

Un automobiliste peut, en toute bonne foi, parquer son véhicule dans une rue réglementée sans s'en rendre compte.

Le placement d'un papillon de 25 € permet aux personnes concernées de se rendre compte de la situation et de prendre leurs dispositions (rechercher un horodateur, mettre son disque en zone bleue,...) avant d'être contraintes à payer des sommes plus importantes.

Depuis quand la scan-car est-elle opérationnelle ? Quel est le nombre de véhicules contrôlés et de redevances de 25 € délivrées suite à son passage ?

M. De Bock insiste sur la matérialité de la preuve.

La preuve de l'infraction doit être jointe à l'invitation à payer adressée contrevenant.

Le Collège devrait être attentif au fait que les négligences dans le renouvellement des cartes de riverain s'expliquent aussi par des difficultés suscitées par le contexte particulier de la crise sanitaire.

M. Hayette estime qu'un système doit être modifié s'il ne fonctionne pas de manière optimale.

On a parfois le sentiment, peut-être erroné, que la scan-car échappe à tout contrôle, qu'il s'agit d'un engin lâché dans la nature.

M. l'Echevin Wyngaard répond que la scan-car circulant dans les rues est dotée d'un système automatisé lui permettant de déceler si une voiture est en ordre en fonction de toute une série de fichiers de bases de données.

Si la personne concernée dispose d'une carte de riverain valide ou a acquitté le coût de son stationnement via un horodateur, elle sera estimée en ordre par la scan-car.

Le dispositif de la scan-car s'avère même plus indulgent envers les automobilistes ayant oublié de mettre leur disque en zone bleue.

En effet, vu que, pour ce qui concerne le contrôle des zones bleues, un laps de temps supérieur à deux heures s'écoule avant que la scan-car ne repasse à un endroit déterminé, il n'y a aucun souci si le véhicule a été déplacé même si l'intéressé a oublié de placer son disque bleu.

Selon les données recueillies par la scan-car, environ 25 % des véhicules ne sont pas en règle.

Un second contrôle est effectué par le personnel, soit directement sur le terrain soit via un ordinateur.

Si les photos transmises par la scan-car montrent un automobiliste au volant, attestant un véhicule à l'arrêt et non en stationnement, ou une carte PMR (personnes à mobilité réduite), la redevance est annulée par le service.

Mais malgré ce double contrôle, des titulaires de cartes PMR ont parfois été verbalisés indûment.

Pour éviter ce désagrément, les intéressés peuvent communiquer leur plaque minéralogique qui, une fois enregistrée dans le système, sera identifiée par la scan-car.

Le règlement général sur la protection de la vie privée empêche en effet l'encodage automatique de ces personnes en l'absence d'une démarche personnelle de leur part.

Toutefois, les services régionaux travaillent actuellement à la mise en place d'un système de contrôle automatisé plus efficient pour le public PMR.

Vu le nombre de véhicules contrôlés, l'envoi de documents sur support papier n'est techniquement pas possible, de même que le placement systématique de papillons sur les voitures. Les papillons sont loin de constituer une panacée car il arrive fréquemment que ces papiers s'envolent, que quelqu'un les retire, etc.

Les services communaux font preuve d'une certaine souplesse pour le renouvellement des cartes de riverain, valides normalement pour un ou deux ans, car l'administration communale n'a pas pour objectif de renflouer ses caisses sur le dos des riverains.

En effet, les citoyens inattentifs qui réagissent dans les jours qui suivent la réception du courrier les invitant à acquitter une redevance bénéficient de l'annulation de celle-ci ainsi que des autres redevances qui seraient entre-temps survenues suite à de nouveaux passages de la scan-car.

Mais cette mansuétude a évidemment ses limites. L'administration communale ne peut faire preuve de la même indulgence à l'égard de citoyens qui se manifesteraient 6 mois après pour signaler qu'ils ont oublié de renouveler leur carte de riverain.

Depuis le 1^{er} juillet dernier, 344.500 véhicules ont été contrôlés, parmi lesquels 35.000 ont fait l'objet d'une redevance.

Une réduction du nombre de redevances a été observée dans les communes qui ont installé une scan-car. Cela signifie que ce dispositif incite certains citoyens à régulariser leur situation.

On peut espérer le développement du même phénomène à Uccle, et ce d'autant plus que depuis le 1^{er} juillet dernier, 2.000 personnes ont sollicité l'octroi d'une carte professionnelle ou de riverain, puisque leur nombre de ces cartes est passé de 16.600 à 18.600.

Cette tendance confirmerait un plus grand respect de la réglementation, qui contribuerait à l'objectif d'une meilleure rotation des véhicules afin d'éviter le phénomène des voitures ventouses.

La réduction de la masse salariale induite par l'automatisation opérée avec le dispositif des scan-cars a permis d'économiser plusieurs centaines de milliers d'euros en dépenses de personnel.

M. Cools n'est pas tout à fait convaincu par les arguments de M. l'Echevin Wyngaard quant à l'inefficience des papillons.

Il regrette aussi qu'il n'y ait pas une intervention systématique d'un agent sur place après un constat d'infraction par la scan-car. Il y a lieu de craindre la dérive orwellienne d'un monde où l'homme serait entièrement remplacé par la machine.

M. De Bock regrette qu'il ne soit pas possible de procéder au renouvellement des cartes de stationnement sur internet alors que l'intelligence artificielle est mobilisée avec davantage d'empressement pour taxer les citoyens.

M. l'Echevin Wyngaard précise qu'un mail est envoyé aux titulaires d'une carte de riverain un mois avant la date d'expiration pour les inviter à procéder à son renouvellement.

Mais il est arrivé que ce courrier aboutisse dans le courrier indésirable des intéressés ou que ceux-ci aient entre-temps changé leur adresse mail et n'aient pas avisé l'administration communale de ce changement.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : de scan-car.

De h. Cools verwijst naar de aankoop van een scancar om de parkeercontrole te intensiveren. Ambtenaren op het terrein zouden de doeltreffendheid van de door deze scancar geregistreerde overtredingen controleren. Het doel hiervan is te voorkomen dat een persoon met een gehandicaptenkaart moet betalen aangezien deze kaarten niet door de scancar gelezen kunnen worden. Wordt deze controle ter plaatse uitgevoerd? Als dit het geval is, waarom wordt er niets op de voorruit aangebracht wanneer een retributie verschuldigd is?

De digitaliseringsprocedure is niet zonder nadelen. Zo kreeg een Ukkelse vrouw in een brief te lezen dat zij € 175 moest betalen voor verschillende retributies. Zij had niet op de vervaldatum van haar bewonerskaart gelet maar door een ticket op de voorruit aan te brengen zou zijn wel sneller hebben kunnen handelen. Het college heeft geweigerd dit bedrag te verlagen, hoewel het parkeerreglement het verschijnsel "langparkeerders" wil voorkomen en niet burgers die onoplettend zijn geweest bij het vernieuwen van hun bewonerskaart zwaar straffen.

Burgers worden alleen per e-mail op de hoogte gebracht van het feit dat hun bewonerskaart is verlopen. Moeten zij niet ook per post worden ingelicht? Het ontbreken van tickets op de voorruit kan andere gevolgen hebben. Een automobilist kan zijn auto te goeder trouw in

een gereguleerde straat parkeren zonder het te beseffen. Door een ticket van € 25 op de voorruit aan te brengen wordt hij bewust van de situatie en kunnen bijkomende retributies vermeden worden.

Hoe lang is de scancar al operationeel? Hoeveel voertuigen zijn er gecontroleerd en hoeveel retributies van € 25 zijn er naar aanleiding daarvan opgelegd?

De h. De Bock dringt aan op de materialiteit van het bewijsmateriaal. Het bewijs van de overtreding moet worden gevoegd bij de uitnodiging tot betaling die naar de overtreder wordt opgestuurd. Het college dient zich ervan bewust te zijn dat de nalatigheid bij de vernieuwing van bewonerskaarten ook kan worden verklaard door de moeilijkheden als gevolg van de gezondheids crisis.

De h. Hayette vindt dat een systeem moet worden aangepast als het niet optimaal functioneert. Er bestaat soms een gevoel, wellicht onjuist, dat de scancar niet meer onder controle is en zomaar in de straten losgelaten wordt.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de scanauto automatisch aan de hand van een reeks databanken detecteert of een voertuig in orde is. Een geldige bewonerskaart of een gekocht parkeerticket wordt door de scancar gedetecteerd. Aangezien voor de controle van blauwe zones een periode van meer dan twee uur verstrijkt voordat de scancar een bepaalde plaats opnieuw controleert, is er geen reden tot bezorgdheid indien het voertuig is verplaatst, zelfs indien de betrokkene vergeten is zijn blauwe schijf te plaatsen.

Volgens de door de scancar verzamelde gegevens is $\pm 25\%$ van de voertuigen niet in orde. Een tweede controle wordt verricht door personeel (op het terrein of via een computer). Indien op de door de scanauto doorgestuurde foto's een automobilist achter het stuur te zien is, die getuigt van een stilstaand en niet geparkeerd voertuig, of een PBM-kaart (personen met beperkte mobiliteit), wordt de retributie geannuleerd. Ondanks deze dubbele controle worden houders van een PMR-kaart soms nog ten onrechte beboet. Om dit ongemak te voorkomen kunnen zij hun nummerplaat opgeven zodat de scanauto hen kan identificeren. Omwille van de privacywetgeving moeten zij deze stap zelf zetten. Het gewest werkt momenteel aan een efficiënter geautomatiseerd controlesysteem voor deze kaarten.

Gezien het aantal gecontroleerde voertuigen is de toezending van papieren documenten technisch niet mogelijk, evenmin het systematisch aanbrengen van tickets, die vaak verdwijnen (wegwaaien, weggoeien, ...).

De gemeente is soepel bij de vernieuwing van bewonerskaarten omdat het niet de bedoeling is geld te verdienen. Onoplettende burgers die reageren binnen enkele dagen nadat zij een brief hebben ontvangen waarin hen wordt verzocht een retributie te betalen, komen namelijk in aanmerking voor kwijtschelding ervan, ook van alle andere retributies die werden uitgeschreven ingevolge nieuwe rondes van de scancar. Deze inschikkelijkheid heeft natuurlijk zijn grenzen. Het bestuur zal dit niet doen indien burgers pas na 6 maanden melden dat zij vergeten zijn hun bewonerskaart te vernieuwen.

Sinds 1 juli zijn 344.500 voertuigen gecontroleerd, waarvan 35.000 in overtreding. In gemeenten met een scancar daalt het aantal retributies. De scancar moedigt sommige burgers dus aan om hun situatie te regulariseren. Hetzelfde fenomeen wordt ook in Ukkel verwacht. Sinds 1 juli hebben 2.000 personen een professionele of bewonerskaart

aangevraagd en het aantal kaarten is van 16.600 naar 18.600 gestegen. Deze tendens bevestigt dat het reglement beter wordt nageleefd, wat bijdraagt tot een betere parkeerrotatie en minder langparkeerders. De automatisering van het scansysteem heeft bovendien geleid tot enkele honderdduizenden euro's besparing op personeelskosten.

De h. Cools is niet overtuigd door de argumenten van de schepen over de inefficiëntie van tickets. Hij betreurt ook dat er niet systematisch een tussenkomst van een ambtenaar volgt na een inbreukmelding door de scancar. De mens lijkt hier volledig te worden vervangen door de machine.

De h. De Bock betreurt dat parkeerkaarten niet via internet vernieuwd kunnen worden, terwijl wel AI wordt ingezet om burgers te belasten.

Schepen Wyngaard geeft aan dat houders van een bewonerskaart een maand voor de vervaldatum ervan een e-mail hierover krijgen. Het gebeurt dat deze mails in de spam terecht komen of dat ze hun e-mailadres hebben gewijzigd en dit niet hebben doorgegeven aan de gemeente.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur la scan car.docx

09.09.2021/A/0059

Question orale de M. Cools : le nouveau marquage au carrefour de la chaussée de Waterloo et de la Drève Pittoresque.

M. Cools signale qu'au début du mois d'août, à l'initiative de Bruxelles-Mobilité, une équipe d'ouvriers a modifié de manière significative le marquage du carrefour entre la chaussée de Waterloo et la drève Pittoresque.

Ceci a abouti à une réduction à une seule bande de la voirie en direction de Bruxelles, ce qui nuit à la fluidité du trafic dans ce secteur de la chaussée de Waterloo. Il suffit qu'un véhicule venant de Rhode-Saint-Genèse tourne pour prendre la drève Pittoresque pour que la circulation soit bloquée.

Cette décision a été prise afin de favoriser au maximum la déviation vers la drève de Lorraine et le Bois de la Cambre.

Il y a là de quoi susciter des interrogations, vu que le Bois de la Cambre fait régulièrement l'objet de fermetures partielles ou totales de la circulation. L'accès au quartier et aux commerces du Fort-Jaco en est d'autant plus compliqué.

Il y a quelques années, la Région voulait embellir les entrées principales de Bruxelles par des œuvres d'art, telles que les menhirs installés rue de Stalle.

A présent, la Région accroît les embouteillages dans une des entrées principales d'Uccle et de Bruxelles.

Bruxelles-Mobilité s'est-elle donné la peine de consulter le Collège et le service Mobilité avant de procéder à ce marquage, auquel la commune de Rhode-Saint-Genèse est opposée ?

Le Collège a-t-il réagi depuis la réalisation de ce marquage en en demandant la suppression ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il s'agit d'un test initié par la Région, dont l'objectif

consiste à encourager la déviation des véhicules provenant du Brabant vers la drève de Lorraine, puis le petit tronçon de la boucle sud et enfin l'avenue Franklin Roosevelt, qui, selon les comptages effectués, est encore en mesure d'absorber un surcroît de véhicules.

L'avenir montrera si ce marquage permet d'atteindre cet objectif.

Si l'expérience s'avère concluante, ce dispositif devrait aboutir à une réduction du trafic sur les voiries de certaines zones résidentielles uccloises, en particulier les quartiers Fond'Roy, Prince d'Orange et Saint-Job.

Jusqu'à présent, M. l'Echevin Wyngaard n'a reçu aucune réclamation à ce sujet de la part de citoyens ucclois.

Mais on peut imaginer que l'impact d'un tel projet soit plus inconfortable pour les habitants de Waterloo ou Rhode-Saint-Genèse.

Les comptages qui seront effectués permettront de déterminer si cette mesure est inefficace ou si elle est au contraire de nature à protéger les quartiers résidentiels de la commune en incitant les automobilistes à se diriger vers la drève de Lorraine et l'avenue Franklin Roosevelt.

Si le test s'avère catastrophique pour les Ucclois, le Collège réclamera son adaptation. Et si cette dernière ne s'avère pas satisfaisante, il demandera qu'on y mette un terme.

Lors de contacts antérieurs, la Région a souhaité que la drève Pittoresque soit mise en sens unique, mais le Collège a opposé un refus catégorique à cette proposition.

Quoi qu'il en soit, le Collège suivra ce dossier avec beaucoup de vigilance, et ce d'autant plus que de nombreux citoyens se manifestent sur le thème de la mobilité, notamment les membres du groupe « L'automobiliste en a marre ».

M. Cools signale que les propos de M. l'Echevin Wyngaard ne correspondent pas totalement au courrier du bourgmestre ni aux informations diffusées sur les réseaux sociaux.

M. l'Echevin Wyngaard précise que le Collège ne s'est prononcé ni pour ni contre le test, et ce d'autant plus que le pouvoir décisionnel en cette matière incombe uniquement à la Région.

Outre son refus du sens unique sur la drève Pittoresque, le Collège a émis des réserves sur certains éléments, notamment sur l'indication « Tourne à gauche », en raison des effets de la réduction du trafic à une bande, induite par cette disposition.

M. Cools estime que la position du Collège manque de clarté.

Il eût été opportun de faire preuve d'une plus grande fermeté et de se concerter avec la commune de Rhode-Saint-Genèse pour adopter une position commune, eu égard aux remises en cause de l'ouverture de la boucle sud du Bois de la Cambre.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle qu'il s'agit uniquement d'un test, dont les résultats seront peut-être bénéfiques pour un certain nombre d'Ucclois.

Le Collège sera aussi attentif à l'accessibilité des commerces ucclois mais, selon les informations disponibles, la situation est problématique entre 07h30 et 08h45, soit à une heure plus matinale que celle correspondant à l'ouverture des commerces.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de nieuwe markering op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg en de Pittoreske Dreef.

De heer Cools deelt mee dat de markeringen op het kruispunt Waterlooosesteenweg /

Schilderachtige dreef begin augustus op initiatief van Brussel Mobiliteit ingrijpend werd gewijzigd. Hierdoor is de rijbaan in de richting van Brussel gereduceerd tot één rijstrook, wat nadelig is voor de doorstroming van het verkeer op dit deel van de Waterlooosesteenweg. Als een voertuig komende uit Sint-Genesius-Rode draait om de Schilderachtige dreef te nemen, wordt het verkeer geblokkeerd.

Dit besluit is genomen om zoveel mogelijk omleidingen naar de Lorrainedreef en het Ter Kamerenbos te bevorderen. Dit roept vragen op, aangezien het Ter Kamerenbos regelmatig geheel of gedeeltelijk wordt afgesloten. Dit maakt de toegang tot de wijk Fort-Jaco en zijn winkels nog moeilijker.

Enkele jaren geleden wilde het Gewest de hoofdingangen van Brussel verfraaien met kunstwerken, zoals de menhirs die in de Stallestraat staan. Nu zorgt het Gewest voor steeds meer verkeersopstoppingen aan een van de belangrijkste toegangen tot Ukkel en Brussel. Heeft Brussel Mobiliteit de moeite genomen om het college en de dienst Mobiliteit te raadplegen alvorens over te gaan tot deze markering, waartegen de gemeente Sint-Genesius-Rode gekant is? Heeft het college na de markering gereageerd met een verzoek tot verwijdering van de markering?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het gaat om een test op initiatief van het Gewest om de omleiding van voertuigen uit Brabant naar de Lorrainedreef te bevorderen, vervolgens het kleine gedeelte van de zuidelijke lus en tenslotte de Franklin Rooseveltlaan, die volgens de uitgevoerde tellingen nog steeds in staat is een toename van het aantal voertuigen op te vangen. De toekomst zal uitwijzen of deze markering dit doel zal bereiken. Als het experiment slaagt, zou het moeten leiden tot een vermindering van het verkeer op de wegen in sommige Ukkelse woonwijken (Vronerode, Prins van Oranje en Sint-Job). Tot nu toe heeft de schepen hierover geen klachten ontvangen van Ukkelse burgers. Maar men kan zich voorstellen dat de gevolgen van een dergelijk project onaangenamer zouden zijn voor de inwoners van Waterloo of Sint-Genesius-Rode. Aan de hand van de tellingen die zullen worden verricht, zal kunnen worden nagegaan of deze maatregel ondoeltreffend is dan wel of hij integendeel de woonwijken van de gemeente kan beschermen door de automobilisten ertoe aan te zetten zich in de richting van de Lorrainedreef en de Franklin Rooseveltlaan te begeven. Als de proef rampzalig blijkt te zijn voor de Ukkelse bevolking, zal het college om aanpassing ervan vragen. En als het niet bevredigend blijkt te zijn, zal zij vragen om het te stoppen.

Tijdens eerdere contacten wilde het Gewest van de Schilderachtige dreef een eenrichtingsweg maken maar het college heeft dit voorstel categorisch afgewezen. In ieder geval zal het college deze kwestie met grote waakzaamheid volgen, temeer daar veel burgers hun mening over het onderwerp mobiliteit hebben gegeven, met name de leden van de groep "L'automobiliste en a marre".

De heer Cools wijst erop dat de opmerkingen van schepen Wyngaard niet volledig overeenstemmen met de brief van de burgemeester of met de informatie die op sociale netwerken is verspreid.

Schepen Wyngaard wijst erop dat het college zich niet voor of tegen de test had uitgesproken, temeer daar de beslissingsbevoegdheid hier uitsluitend bij het gewest berust. Naast de afwijzing van het eenrichtingssysteem in de Schilderachtige dreef heeft het college ook bedenkingen geuit over bepaalde elementen, met name het bord "Links afslaan", vanwege de gevolgen van de beperking van het verkeer tot één rijstrook die door deze bepaling wordt teweeggebracht.

De heer Cools is van mening dat het standpunt van het college onduidelijk was. Het zou wenselijk zijn geweest zich standvastiger op te stellen en met de gemeente Sint-Genesius-Rode te overleggen om een gemeenschappelijk standpunt in te nemen, gezien de betwisting van de openstelling van de zuidelijke lus van het Ter Kamerenbos.

Schepen Wyngaard herinnert de vergadering eraan dat het hier slechts om een test gaat, waarvan de resultaten voor een aantal Ukkelse bewoners gunstig zouden kunnen zijn. Het college zal ook aandacht besteden aan de bereikbaarheid van de Ukkelse winkels maar volgens de beschikbare informatie is de situatie problematisch tussen 7.30 en 8.45 uur, ofwel een uur eerder dan het tijdstip waarop de winkels opengaan.

De Raad neemt kennis.

Cédric Didier Norré quitte la séance / verlaat de zitting.

09.09.2021/A/0060 **Question orale de M. Cools : le fonctionnement du bassin d'orage sous l'avenue De Fré.**

M. Cools rappelle que plusieurs quartiers d'Uccle ont été touchés par les inondations du mois de juillet dernier, quoique celles-ci n'aient rien de comparable avec les inondations dramatiques qui se sont produites en Wallonie.

Comme ce fut déjà le cas en juin dernier, le Conseil communal en a débattu lors de la séance précédente.

Toutefois, le bassin d'orage sous l'avenue De Fré, l'avenue Brugmann et la rue de Stalle n'a pas joué le rôle qu'on espérait de lui lors d'inondations.

Le Collège pourrait-il faire le point sur la situation ?

Quelles sont les explications fournies par Vivaqua, concepteur et gestionnaire de ce bassin ?

Le nécessaire a-t-il été fait pour que ce bassin soit pleinement opérationnel à l'avenir ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que le fonctionnement du bassin d'orage s'est avéré efficace pour la vallée de l'Ukkelbeek et l'avenue De Fré.

Selon les témoignages des commerçants impactés, les incidents les plus importants se sont produits dans le tronçon situé au carrefour avec la rue Edith Cavell, c'est-à-dire dans une zone qui échappe à la protection du bassin d'orage puisqu'elle se situe en amont.

Il n'est pas possible pour l'instant de déterminer si ce phénomène est tout à fait exceptionnel ou s'il est amené à se reproduire.

Néanmoins, il faut souligner que les inondations apocalyptiques de 2010/2011 à hauteur de la rue Rouge jusqu'au square des Héros ne se sont pas reproduites.

Le léger ruissellement observé sur l'avenue De Fré, inévitable en cas d'orage violent, n'est évidemment pas comparable aux événements survenus il y a une décennie. Le bassin d'orage a donc bien joué son rôle.

Les services de Mme l'Echevin Gol-Lescot interviennent régulièrement pour curer les avaloirs de manière préventive, dès que des orages sont annoncés.

L'administration communale va mettre à disposition un formulaire en ligne, afin que les victimes d'inondations puissent se manifester et indiquer la date, le lieu et la nature des dommages subis. Les données recueillies permettront à la commune d'adapter sa politique de manière à répondre aux besoins du terrain.

Une communication officielle en cette matière sera effectuée dans les prochains jours sur la page facebook de la commune.

Les citoyens seront également informés de l'aide qu'ils peuvent obtenir auprès de l'ombudsman de Vivaqua.

Toute personne ayant subi un sinistre peut solliciter un conseil auprès de Vivaqua, qui peut également envoyer un agent au domicile de l'intéressé pour déterminer les aménagements qui permettraient d'éviter ce type d'incidents.

Dans certains cas, des personnes ont subi des inondations parce que la taque de leur cave a sauté. Dans ce cas de figure, des interventions relativement bénignes devraient permettre de résoudre le problème.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle que la vallée de Saint-Job comporte deux bassins d'orage, l'un sous la place de Saint-Job et l'autre sous le nouveau parking communal en face du supermarché bio.

Lors des orages violents du 21 août dernier, ces bassins d'orage ont très bien fonctionné : le bassin situé sous la place de Saint-Job a été en mesure de retenir 4.000 m³ d'eau, et celui du parking communal 2.000 m³.

Vu que la capacité de rétention du bassin situé sous le parking communal peut encore être augmentée, Vivaqua a entrepris des travaux dès ce matin au carrefour Wansijn/Vander Noot/Vieille rue du Moulin.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : werking van het spaarbekken onder de De Frélaan.

De h. Cools geeft aan dat verschillende wijken van Ukkel afgelopen juli door overstromingen werden getroffen, ook al waren die geenszins vergelijkbaar met de dramatische overstromingen in Wallonië. De gemeenteraad heeft dit in zijn vorige zitting besproken. Het stormbekken onder de De Frélaan, de Brugmannlaan en de Stallestraat heeft tijdens de overstromingen niet de rol gespeeld die ervan werd verwacht. Kan het college een stand van zaken geven over de situatie ? Welke uitleg heeft Vivaqua (ontwerper en beheerder van dit bekken) gegeven ? Is er iets gedaan om ervoor te zorgen dat dit bekken in de toekomst volledig operationeel zal zijn ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het stormbekken doeltreffend is gebleken voor de vallei van de Ukkelbeek en de De Frélaan. Volgens getuigenissen van getroffen handelaars hebben de belangrijkste incidenten zich voorgedaan in het gedeelte aan het kruispunt met de Edith Cavellstraat, ofwel in een gebied dat ontsnapt aan de bescherming van het regenwaterbekken omdat het stroomopwaarts ligt. Het is op dit ogenblik niet mogelijk vast te stellen of dit verschijnsel volkomen uitzonderlijk is dan wel of het zich waarschijnlijk opnieuw zal voordoen.

Toch moet worden opgemerkt dat de apocalyptische overstromingen van 2010/2011 van de Rodestraat tot de Heldensquare zich niet opnieuw hebben voorgedaan. De geringe waterafvoer die op de De Frélaan is waargenomen, onvermijdelijk bij een hevige storm, is uiteraard niet te vergelijken met de gebeurtenissen van tien jaar geleden. Het stormbekken heeft zijn rol dus goed vervuld. De diensten van schepen Gol-Lescot grijpen regelmatig preventief in om de kolken te reinigen, zodra zich storm aankondigt.

Het gemeentebestuur zal een onlineformulier ter beschikking stellen zodat slachtoffers van overstromingen zich kunnen melden en de datum, plaats en aard van de geleden schade

kunnen aangeven. Aan de hand van de verzamelde gegevens kan de gemeente haar beleid hierop afstemmen. In de komende dagen zal hierover een officiële mededeling worden gedaan op de Facebookpagina van de gemeente. Burgers zullen ook geïnformeerd worden over de hulp die ze kunnen krijgen van de ombudsman van Vivaqua. Iedereen die schade heeft geleden, kan advies inwinnen bij Vivaqua, dat ook een beampte naar de woning van de betrokkene kan sturen om na te gaan welke maatregelen kunnen worden getroffen om dergelijke incidenten te voorkomen. In sommige gevallen zijn mensen getroffen door overstromingen omdat hun kelderdeksel gesprongen is. In dit geval kan dit met geringe ingrepen opgelost worden.

Schepen Wyngaard herinnert eraan dat de vallei van Sint-Job twee stormbekkens heeft, één onder het Sint-Jobsplein en het andere onder de nieuwe gemeenteparking tegenover de biosupermarkt. Tijdens de hevige stormen van 21 augustus hebben deze stormbekkens zeer goed gefunctioneerd: het bekken onder het Sint-Jobsplein heeft 4.000 m³ water kunnen tegenhouden en het andere 2.000 m³. Omdat de capaciteit van het bekken onder de parking verder kan worden vergroot, is Vivaqua deze morgen begonnen met werkzaamheden aan het kruispunt Wansijn/Vander Noot/Oude Molenstraat.

De Raad neemt kennis.

09.09.2021/A/0061 **Question orale de Mme Lederman : trafic rue Général Mc Arthur**

Mme Lederman-Bucquet rappelle que les riverains du rond-point Churchill ont constaté les changements de circulation induits par les travaux de la STIB sur l'avenue Brugmann. Il suffisait de voir les difficultés rencontrées par les T-Bus lorsqu'ils croisaient d'autres véhicules, surtout les camions-poubelles et autres gros véhicules pour s'en rendre compte. La rue Général Mac Arthur est en sens unique vers la rue Vanderkindere, et il en est de même de la rue Marianne vers le rond-point.

Mme Lederman-Bucquet trouve ce dispositif très confortable, car il permet d'éviter les conducteurs qui arrachent les rétroviseurs lors des croisements et s'enfuient comme des voleurs.

Le Collège envisage-t-il de pérenniser ce changement pour assurer la fluidité du trafic ? Si c'est le cas, comment le Collège compte-t-il contrôler le respect de ce changement de sens, car le nombre d'automobilistes empruntant la rue Général Mc Arthur dans le mauvais sens est encore très élevé et constitue un danger évident ?

Mme Lederman-Bucquet répond qu'il s'agit d'une mesure temporaire prise dans le cadre du chantier de l'avenue Brugmann, dont l'achèvement est prévu pour le mois d'octobre.

Cependant, dans le cadre de la révision du Plan communal de mobilité, actuellement en cours, les élus, les membres des comités de quartier et, de manière générale, tous les citoyens sont habilités à émettre leurs propositions.

Mme Lederman-Bucquet ne doit donc pas hésiter à transmettre sa suggestion d'une pérennisation de ce sens unique.

Le Collège va solliciter une présence policière dans ce secteur.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Lederman : verkeer in de Generaal Mc Arthurstraat.

Mevr. Lederman-Bucquet herinnert eraan dat de bewoners van de Churchillrotonde de veranderingen in het verkeer hadden opgemerkt als gevolg van de MIVB-werken aan de Brugmannlaan. De moeilijkheden die T-bussen ondervonden bij het passeren van andere (grote) voertuigen waren voldoende om hen hiervan bewust te maken. De Generaal Mac Arthurstraat is een eenrichtingsstraat in de richting van de Vanderkinderestraat en hetzelfde geldt voor de Mariannestraat in de richting van de rotonde. Dit is een zeer comfortabele regeling omdat zo wordt voorkomen dat automobilisten bij het kruisen de spiegels eraf rukken en er als dieven vandoor gaan.

Is het college van plan deze wijziging permanent te maken om een vlotte doorstroming van het verkeer te garanderen ? Zo ja, hoe denkt het college de naleving van deze verandering van richting te controleren, aangezien het aantal automobilisten dat de Generaal Mac Arthurstraat in de verkeerde richting gebruikt nog steeds zeer hoog is en een duidelijk gevaar vormt ?

Mevr. Lederman-Bucquet antwoordt dat het gaat om een tijdelijke maatregel in het kader van het bouwproject van de Brugmannlaan, dat in oktober voltooid moet zijn. In het kader van de lopende herziening van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan hebben de verkozenen, de leden van de wijkcomités en, in het algemeen, alle burgers het recht om hun voorstellen te doen. Ze formuleert hierbij dan ook haar suggestie om deze eenrichtingsweg permanent te maken. Het college zal de aanwezigheid van politie in deze sector aanvragen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Question orale de Mme Lederman - Trafic rue Général Mc Arthur.docx

09.09.2021/A/0062

Question orale de M. Cohen : coordination des chantiers uclois et contrôle de ceux-ci.

M. Cohen signale que depuis le début du mois de juin, Sibelga et Proximus ont effectué des travaux dans la première partie de la rue Gatti de Gamond. A cette fin, ils ont ouvert le trottoir de chaque côté de la rue depuis le site de la future Maison communale.

Toutefois, trois semaines auparavant, la commune avait réaménagé une partie de cette voirie. Les riverains n'ont pas compris cette situation, et ce d'autant plus que les nouveaux trottoirs et la petite place sont loin d'avoir été refermés dans les règles de l'art par l'entrepreneur : ils ont été abîmés.

Comment fonctionne la coordination des chantiers uclois ? Que s'est-il passé dans ce cas-ci ?

Un contrôleur est-il envoyé systématiquement à la fin de chaque chantier ? Cela a-t-il été fait pour les travaux de la rue Gatti de Gamond ? Des dégâts ont-ils été constatés ?

M. l'Echevin Wyngaard rappelle que la coordination des chantiers est assurée par le système Osiris, qu'il a eu l'occasion d'exposer dans le cadre d'une réponse à une intervention de M. Bruylant et Mme Czekalski lors d'une séance antérieure du Conseil communal.

Une réfection des trottoirs a été effectuée aux abords de la Maison communale, afin d'accueillir dignement les Uclois grâce à une bande de stationnement, une piste cyclable marquée dans la partie inférieure de la rue Gatti de Gamond et de nouveaux passages pour

piétons.

Sachant que Sibelga, Proximus et d'autres impétrants allaient intervenir, l'entrepreneur a procédé, par anticipation, à l'ouverture très ponctuelle de la voirie sur une distance de quelques mètres afin d'y placer une gaine à hauteur du carrefour Wansart/Gatti de Gamond.

Mais lorsqu'il a fallu introduire des tuyaux dans la gaine, celle-ci s'est avérée insuffisante pour les différents impétrants censés se succéder. L'entrepreneur a donc été contraint de procéder à la réouverture du trottoir afin d'y placer une gaine plus large.

La remise en état de la voirie n'a pas été effectuée correctement et l'un des impétrants en porte la responsabilité. Les travaux prévus sur cette artère ne sont pas encore achevés, mais la commune ne manquera pas d'en tirer les conclusions le moment venu.

Les riverains ne doivent pas hésiter à signaler toute situation problématique à l'administration communale, qui enverra un agent du service de la Voirie effectuer les constats nécessaires.

Lorsqu'un impétrant a mal refermé les trottoirs dans une voirie, il n'est pas autorisé à ouvrir des trottoirs dans une autre voirie, tant qu'il n'a obtenu la requête de la commune l'enjoignant de réparer les dégâts causés.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cohen : coördinatie en controle van de werven te Ukkel.

De h. Cohen deelt mee dat Sibelga en Proximus sinds begin juni werken hebben uitgevoerd in het eerste deel van de Gatti de Gamondstraat. Het trottoir werd aan weerszijden van de straat vanaf de site van het toekomstige gemeentehuis geopend. Drie weken eerder had de gemeente echter een deel van deze weg heringericht. De bewoners begrepen deze situatie niet, temeer daar de nieuwe trottoirs en het pleintje door de aannemer bij lange na niet goed waren afgesloten: ze waren beschadigd.

Hoe werkt de coördinatie van werven in Ukkel ? Wat is er in dit geval gebeurd ? Wordt aan het einde van elke werf systematisch een controleur gestuurd ? Is dit gedaan voor de werken in de Gatti de Gamondstraat ? Is er schade vastgesteld ?

Schepen Wyngaard herinnert de vergadering eraan dat de coördinatie van werven wordt verzekerd door het Osirissysteem, dat hij had kunnen toelichten in het kader van een reactie op een interventie van de h. Bruylant en mevr. Czekalski tijdens een vorige zitting van de gemeenteraad.

De trottoirs in de omgeving van het gemeentehuis zijn heraangelegd om de Ukkelaars een waardig onthaal te bieden dankzij een parkeerstrook, een gemarkeerd fietspad in het onderste deel van de Gatti de Gamondstraat en nieuwe oversteekplaatsen voor voetgangers. De aannemer, die wist dat Sibelga, Proximus en andere aannemers erbij betrokken zouden zijn, ging over tot het openbreken van de rijweg over een afstand van enkele meters om een buis te plaatsen aan het kruispunt Wansart/Gatti de Gamond. Toen echter de buizen in de schacht moesten worden aangebracht, bleek dit niet voldoende voor de verschillende aannemers die elkaar moesten opvolgen. De aannemer was daarom genoodzaakt het trottoir opnieuw te openen om een grotere schacht te kunnen plaatsen. De rijbaan is niet goed hersteld en een van de aannemers is daarvoor verantwoordelijk. De geplande werken aan deze weg zijn nog niet voltooid, maar de gemeente zal niet nalaten conclusies te trekken wanneer het zover is.

De inwoners moeten niet aarzelen om elk probleem te melden aan het gemeentebestuur dat een ambtenaar van de Wegendienst zal sturen om de nodige vaststellingen te doen. Indien iemand het trottoir in een weg ten onrechte heeft afgesloten, mag hij het trottoir in een andere weg niet openen voordat hij heeft voldaan aan het verzoek van de gemeente om de aangerichte schade te herstellen.

De Raad neemt kennis.

09.09.2021/A/0063 **Question orale de M. Cohen : procédure d'indemnisation ou de réparation suite à des dégâts provoqués par un chantier.**

M. Cohen signale, à propos du chantier Proximus/Sibelga de la rue Gatti de Gamond, que sa voisine a eu la désagréable expérience de voir fracturées plusieurs dalles de son trottoir, refait à ses frais 6 mois auparavant, suite au stationnement de camions et d'engins de chantier.

Elle n'a pas eu le réflexe de prendre des photos mais dispose de la preuve de la rénovation de son trottoir.

Quelle est la procédure à appliquer pour qu'un particulier puisse être indemnisé ou pour que des réparations soient faites suite aux dégâts provoqués par un entrepreneur sur un chantier ?

M. l'Echevin Wyngaard invite la voisine de M. Cohen à contacter par mail le service de la Voirie de l'administration communale.

Les interventions prévues sur cette artère n'ont pas encore toutes été effectuées.

Il est possible que le dossier relatif à l'état des lieux, dressé selon toute vraisemblance par les services de l'échevinat avant le début des travaux, comporte des photos du trottoir concerné.

Si de telles pièces existent, elles faciliteront le dédommagement de la voisine de M. Cohen.

M. Cohen signale qu'il a lui-même relayé un mail envoyé par l'intéressée il y a plusieurs mois et demeuré sans réponse.

M. l'Echevin Wyngaard va procéder aux vérifications nécessaires mais vu que les interventions ne sont pas terminées, l'administration est parfaitement dans les temps pour faire le point.

Un agent du service de la Voirie aura de toute façon l'occasion de se rendre sur le terrain pour examiner la situation et établir les réparations à effectuer.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cohen : procedure om schade veroorzaakt door een werf te vergoeden of te herstellen.

De h. Cohen deelt met betrekking tot de werf van Proximus/Sibelga in de Gatti de Gamondstraat mee dat zijn buurvrouw de onaangename ervaring had gehad dat verschillende tegels van haar trottoir, zes maanden eerder op haar kosten heraangelegd, waren gebroken ten gevolge van het parkeren van vrachtwagens en materiaal van de werf. Zij had niet de reflex om foto's te nemen maar heeft bewijs dat haar trottoir werd

gerenoveerd. Welke procedure moet worden gevolgd om een particulier schadeloos te stellen of om herstellingen uit te voeren na schade die door een aannemer op een werf is veroorzaakt?

Schepen Wyngaard verzoekt deze buurvrouw om de gemeentelijke Wegendienst via e-mail te contacteren. Nog niet alle geplande werkzaamheden aan deze weg zijn uitgevoerd. Het is mogelijk dat de plaatsbeschrijving, naar alle waarschijnlijkheid door het schepenkantoor opgesteld vóór het begin van de werken, foto's van het betrokken trottoir bevat. Indien dergelijke documenten bestaan, zullen zij de schadeloosstelling van de buurvrouw vergemakkelijken.

De h. Cohen wijst erop dat hijzelf enkele maanden geleden een e-mail van de belanghebbende had doorgestuurd, die niet was beantwoord.

Schepen Wyngaard zal dit nakijken maar aangezien de interventies nog niet zijn afgerond, is het bestuur perfect op tijd om de balans op te maken. Een ambtenaar van de Wegendienst zal in ieder geval de plaats bezoeken om de situatie te onderzoeken en uit te voeren herstellingen vast te stellen.

De Raad neemt kennis.

09.09.2021/A/0064 **Question orale de M. Desmet : vaccination au sein des écoles.**

M. Desmet signale qu'à la fin du mois d'août, Mme Désir, Ministre de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a annoncé officiellement le déploiement de séances d'information et de vaccination au sein des établissements de l'enseignement secondaire, en partenariat avec la COCOM et l'ONE. Ce programme ambitieux souhaite inverser progressivement le faible taux de vaccination dans la population des 12-17 ans.

Des séances préalables de sensibilisation, pilotées par des intervenants scientifiques, seraient ultérieurement et rapidement complétées par la vaccination des publics ciblés ayant accepté ou obtenu l'autorisation parentale.

Qu'en sera-t-il au sein des établissements scolaires accueillant les plus de 12 ans (ICPP, enseignement de promotion sociale) ?

Le Collège envisage-t-il des partenariats avec les écoles secondaires des autres réseaux, quoique les pouvoirs organisateurs soient autonomes ?

Mme l'Échevin Gol-Lescot rappelle que le réseau communal d'enseignement compte peu d'établissements secondaires.

Une opération de sensibilisation va être menée auprès des élèves et des parents de l'Institut communal professionnel des Polders (ICPP).

Si le nombre de parents accordant leur autorisation est suffisant, le « vaccibus » stationnera à l'ICPP.

L'échevinat envisage de mener une opération analogue au centre d'enseignement de promotion sociale d'Uccle (CPSU), mais vu que les cours y sont souvent dispensés en horaire décalé, la mise à disposition du vaccibus n'est pas nécessairement assurée.

L'information en cette matière a été relayée dans toutes les écoles, quel que soit le réseau dont elles relèvent.

On peut espérer que le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française a diffusé

des informations en ce domaine dans les écoles de son propre réseau.

L'administration communale est toujours disponible pour les écoles qui souhaitent bénéficier d'une aide.

M. l'Echevin Hublet va bientôt organiser une conférence sur le covid destinée aux jeunes.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : vaccinatie in de scholen.

De h. Desmet deelt mee dat mevr. Désir, minister van Onderwijs van de Federatie Wallonië-Brussel, eind augustus officieel de organisatie heeft aangekondigd van info- en vaccinatiesessies in middelbare scholen, in samenwerking met de GGC en de ONE. Dit ambitieuze programma is erop gericht de lage vaccinatiegraad bij de bevolking van 12-17 jaar geleidelijk om te buigen. Voorafgaande sensibiliseringsacties, geleid door wetenschappelijke sprekers, zouden vervolgens en snel worden aangevuld met de vaccinatie van doelgroepen die daarmee hebben ingestemd of toestemming van de ouders hebben gekregen. Wat zal er gebeuren op scholen voor 12-plussers ? Overweegt het college partnerschappen met middelbare scholen in andere netten, hoewel de organiserende instanties autonoom zijn ?

Schepen Gol-Lescot herinnert de vergadering eraan dat het gemeentelijk onderwijsnet weinig middelbare scholen telt. Er zal een sensibiliseringsactie worden voorzien onder de leerlingen en ouders van het Institut communal professionnel des Polders (ICPP). Als genoeg ouders hun toestemming geven, zal de "vaccibus" ingezet worden. Het schepencollege overweegt een soortgelijke operatie in het Centre d'Enseignement de Promotion Sociale d'Uccle (CPSU), maar aangezien de cursussen daar vaak op verschillende tijdstippen worden gegeven, is de beschikbaarheid van de vaccibus niet noodzakelijk gewaarborgd. Informatie hierover is doorgegeven aan alle scholen, ongeacht het netwerk waartoe zij behoren. Het is te hopen dat de minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap informatie terzake heeft verspreid onder de scholen van zijn eigen net. Het gemeentebestuur is altijd beschikbaar voor scholen die hulp wensen. Schepen Hublet zal binnenkort een conferentie over covid voor jongeren organiseren.

De Raad neemt kennis.

09.09.2021/A/0065 **Question orale de M. Van de Cauter : mesures Covid au niveau du Brabant.**

M. Van de Cauter rappelle son opposition farouche au fédéralisme, qui, selon lui, crée une rupture entre les Belges.

En matière de mesures covid, un accord de coopération a été conclu entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés, afin de déléguer des compétences fédérales à des organes fédérés, ce qui, selon M. Van de Cauter, est contraire à la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Bruxelles-Capitale est une Région alors que la politique prophylactique incombe aux Communautés et que la lutte contre la pandémie relève du fédéral, comme le Conseil d'Etat l'a confirmé dans un arrêt rendu au mois d'avril.

Mais en raison de ce transfert de compétences, la Région de Bruxelles-Capitale va pouvoir établir les mesures covid qui seront applicables dans les 19 communes, alors que celles-ci

ne sont pas toutes logées à la même enseigne.

Vu que la commune d'Uccle a le meilleur taux de vaccination (72 %) en région bruxelloise, dont le taux moyen s'élève à 62 %, il serait anormal qu'elle fût soumise au même traitement que les autres communes.

M. Van de Cauter précise par ailleurs que le taux de vaccination de la ville d'Anvers, dont la superficie est supérieure à celle de la Région bruxelloise, ne dépasse pas le seuil de 60 %.

Imposer un pass sanitaire sur le territoire régional et non sur son pourtour est contraire à la sociologie bruxelloise, et ce d'autant plus qu'il y a un va-et-vient continu de navetteurs entre Bruxelles et son hinterland brabançon.

Uccle pourrait utiliser la discussion relative au taux de vaccination à Bruxelles pour activer la « communauté métropolitaine » du Brabant et réclamer une action menée à l'échelle de l'ancienne province du Brabant, qui aboutira à de meilleurs résultats en termes de vaccination qu'une politique limitée à la seule Région de Bruxelles-Capitale.

Uccle devrait donc se mobiliser contre cet accord de coopération, qui établit une discrimination illégitime entre les Belges.

M. l'Echevin Hublet répond que la communauté métropolitaine prévue par la loi du 19 juillet 2012 est un organisme voué exclusivement à la concertation sur des matières d'importance transrégionale telles que la mobilité, la sécurité routière ou les travaux routiers, et non sur la santé.

Le traitement et l'évaluation des données relatives à la campagne de vaccination sont du ressort des instances ayant conclu des accords de coopération (Etat fédéral, Cocom, Cocof, Communautés française, flamande et germanophone), et non de l'échelon provincial.

Selon M. l'Echevin Hublet, une approche menée à l'échelle de l'ancienne province de Brabant n'aboutirait pas à de meilleurs résultats en termes de taux de vaccination.

Il n'en demeure pas moins que le faible taux de vaccination observé en région bruxelloise est préoccupant.

Le nombre de contaminations repart à la hausse, les hôpitaux rouvrent des unités covid et doivent attribuer des lits de réanimation à des patients de plus en plus jeunes atteints du covid.

Vu que la Région bruxelloise est une métropole composée de 19 communes, il serait effectivement plus pertinent de comparer sa situation à celle d'autres grandes villes plutôt qu'à celle des deux autres régions prises dans leur globalité.

Toutefois, Uccle a largement pris part à la campagne de vaccination.

Grâce à l'initiative du Collège, la Cocom a accepté l'installation à Uccle d'un centre de vaccination où 82.399 injections ont été opérées entre le 22 mars et le 27 août derniers.

Un « vaccibus » a été installé sur le parvis de l'église du Sacré-Cœur les 20 et 21 août, et un autre stationnera en haut de l'avenue Coghen le 23 septembre prochain.

Il faut néanmoins intensifier les efforts pour éviter le déferlement d'une 4^{ème} vague, en maintenant l'exigence des gestes barrières et du port du masque même pour les personnes vaccinées.

Les entités fédérées discuteront prochainement de l'instauration éventuelle d'un Covid safe ticket (CST), qui n'est cependant pas à l'ordre du jour pour l'instant.

Le principe de l'égalité entre les citoyens a été respecté, puisque la vaccination a été proposée à tous les Belges, qu'ils soient du nord, du sud ou du centre.

M. Van de Cauter estime que ce principe est bafoué si un pass sanitaire est introduit à Bruxelles et non dans le reste du pays.

Il invite le Collège à introduire un recours devant la Cour constitutionnelle afin d'annuler l'ordonnance en faveur du pass sanitaire qui va être votée, car celle-ci reviendrait à

sanctionner Uccle en dépit de son taux de vaccination élevé.

M. l'Echevin Hublet répond que le pass sanitaire n'est pas encore d'actualité.

La tâche essentielle pour l'instant consiste à intensifier la vaccination vu qu'à l'échelle de la Région, le taux de personnes totalement vaccinées se limite à 50 % (contre 73 % pour les Ucclois).

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Van de Cauter : Covid-maatregelen in Brabant.

De h. Van de Cauter geeft aan dat hij erg gekant is tegen het federalisme dat volgens hem een kloof tussen de Belgen creëert. Voor de covidmaatregelen werd er tussen de federale staat, de gewesten en de gemeenschappen een samenwerkingsovereenkomst afgesloten om federale bevoegdheden te delegeren aan federale organen, wat volgens hem in strijd is met de bijzondere wet op de institutionele hervormingen. Brussel-Hoofdstad is een gewest, terwijl het profylactisch beleid onder de bevoegdheid van de gemeenschappen valt en de strijd tegen de pandemie een federale aangelegenheid is, zoals de Raad van State in een arrest van april heeft bevestigd. Door deze bevoegdheidsoverdracht zal het Brusselse gewest covidmaatregelen kunnen vastleggen die van toepassing zullen zijn in de 19 gemeenten, hoewel die niet allemaal in hetzelfde schuitje zitten.

Aangezien de gemeente Ukkel de beste vaccinatiegraad (72 %) heeft in het Brusselse gewest, waar de gemiddelde vaccinatiegraad 62 % bedraagt, zou het abnormaal zijn dat Ukkel op dezelfde manier wordt behandeld als de andere gemeenten. Hij wees er ook op dat de vaccinatiegraad in de stad Antwerpen, die groter is dan het Brussels Gewest, de drempel van 60% niet overschrijdt.

Een verplichte gezondheidspas in het gewest en niet in de rand druist in tegen de Brusselse sociologie, temeer daar er een voortdurende stroom van pendelaars is tussen Brussel en zijn Brabants hinterland. Ukkel zou de discussie over de vaccinatiegraad in Brussel kunnen aangrijpen om de "grootstedelijke gemeenschap" van Brabant te activeren en op te roepen tot actie op de schaal van de voormalige provincie Brabant, wat tot betere resultaten op het gebied van vaccinatie zal leiden dan een beleid dat beperkt blijft tot het Brusselse gewest. Ukkel moet zich dus mobiliseren tegen deze samenwerkingsovereenkomst, die op onwettige wijze discrimineert tussen Belgen.

Schepen Hublet antwoordt dat de grootstedelijke gemeenschap waarin de wet van 19 juli 2012 voorziet, een orgaan is dat zich uitsluitend bezighoudt met overleg over zaken van transregionaal belang, zoals mobiliteit, verkeersveiligheid of wegenwerken, en niet met gezondheid. De verwerking en de evaluatie van de gegevens met betrekking tot de vaccinatiecampagne vallen onder de bevoegdheid van de instanties die samenwerkingsakkoorden hebben gesloten (federale overheid, GGC, FGC, Franse, Vlaamse en Duitstalige gemeenschappen) en niet onder het provinciale niveau. Volgens schepen Hublet zou een aanpak op het niveau van de voormalige provincie Brabant niet leiden tot betere resultaten op het gebied van de vaccinatiegraad.

Toch is de lage vaccinatiegraad in het Brusselse gewest zorgwekkend. Het aantal infecties neemt weer toe, ziekenhuizen heropenen covidafdelingen en moeten reanimatiebedden toewijzen aan steeds jongere covidpatiënten. Aangezien het Brusselse gewest een metropool is die uit 19 gemeenten bestaat, zou het inderdaad relevanter zijn zijn situatie te

vergelijken met die van andere grote steden dan met die van de twee andere gewesten in hun geheel.

Ukkel nam wel inensief deel aan de vaccinatiecampagne. Dankzij het initiatief van het college heeft de FGC ermee ingestemd een vaccinatiecentrum op te zetten in Ukkel, waar tussen 22 maart en 27 augustus 82.399 vaccinaties werden gegeven. Op 20 en 21 augustus is voor de kerk Heilig Hart een "vaccibus" opgesteld en op 23 september zal er nog een worden gestationeerd bovenaan de Coghenlaan. Niettemin moeten de inspanningen worden opgevoerd om het uitbreken van een vierde golf te voorkomen, door de afstandsmaatregelen en het dragen van maskers te handhaven, zelfs voor degenen die gevaccineerd zijn.

De federale entiteiten zullen binnenkort de mogelijke invoering van een Covid safe ticket (CST) bespreken maar dit staat momenteel niet op de agenda. Het beginsel van gelijkheid tussen de burgers is gerespecteerd, aangezien de vaccinatie wordt aangeboden aan alle Belgen.

De h. Van de Cauter is van mening dat dit beginsel wordt geschonden als in Brussel wel een gezondheidspas wordt ingevoerd en in de rest van het land niet. Hij verzoekt het college om hiertegen beroep aan te tekenen bij het Grondwettelijk Hof omdat dit zou neerkomen op het bestraffen van Ukkel, ondanks zijn hoge vaccinatiegraad.

Schepen Hublet antwoordt dat de gezondheidspas nog geen realiteit is. De belangrijkste taak op dit moment is het intensiveren van de vaccinatie, aangezien het percentage volledig gevaccineerden in het gewest beperkt is tot 50% (tegen 73% voor de bevolking van Ukkel).

De Raad neemt kennis.

09.09.2021/A/0066 **Question orale de M. Cools : l'organisation d'une concertation sur la reconversion du site Illochroma**

M. Cools rappelle que lors de la dernière séance, le Conseil communal a débattu à propos d'une demande de permis d'urbanisme pour la reconversion de l'arrière du site Illochroma. M. Cools a regretté que la concertation officielle relative à cette demande ait eu lieu un 20 juillet.

La commission de concertation a rendu un avis défavorable sur ce projet. Ce dernier va donc devoir être remanié en profondeur.

Pourquoi ne pas saisir cette occasion pour organiser une concertation officieuse avant l'introduction de la nouvelle demande de permis ou la demande modificative ?

Une discussion entre promoteur, commune, Région et comité des habitants permettrait de lancer un réel dialogue sur l'avenir de ce site.

Cette initiative permettrait aussi au demandeur de gagner du temps.

Le Collège est-il prêt à lancer une telle concertation officieuse ?

La reconversion du site Illochroma et de sa face arrière accessible par le n° 100 de la rue du Bourdon est souhaitable. En cas de réussite, elle conférerait une plus grande valeur à ce quartier.

M. Cools signale aussi que le mail du service de l'Urbanisme n'est plus accessible depuis quelques jours. Il invite l'échevinat à résoudre ce problème aussi vite que possible.

M. l'Echevin Biermann précise que le Collège répond favorablement à la suggestion de M. Cools.

La réunion souhaitée par M. Cools aura lieu à urban.brussels à la fin de ce mois, suite à la requête du demandeur.

M. l'Echevin Biermann profitera de cette occasion pour y réitérer sa demande d'associer le comité de quartier aux discussions.

Le bug relatif à l'adresse mail a été résolu. Toutes les réclamations arrivées durant cette phase d'interruption seront évidemment prises en considération.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : organisatie van een overleg over de reconversie van de Illochroma-site.

De h. Cools herinnert eraan dat de gemeenteraad tijdens de vorige zitting een bouwaanvraag voor de reconversie van de achterzijde van de Illochromasite heeft besproken. Hij betreurt dat het officiële overleg hierover op 20 juli heeft plaatsgevonden. De overlegcommissie heeft een ongunstig advies uitgebracht en het project zal dus grondig moeten worden herzien. Waarom niet van de gelegenheid gebruik maken om een officieus overleg te organiseren vooraleer de nieuwe of gewijzigde aanvraag in te dienen? Een discussie tussen de projectontwikkelaar, de gemeente, het gewest en het wijkcomité zou het mogelijk maken een echte dialoog op gang te brengen over de toekomst van deze site. Dit initiatief zou de aanvrager ook tijd besparen. Is het college bereid een dergelijk officieus overleg te organiseren?

Het is wenselijk over te gaan tot de reconversie van de Illochromasite en de achterzijde ervan, die toegankelijk is vanaf de Horzelstraat nr. 100. Bij succes zou het een meerwaarde betekenen voor deze wijk.

De h. Cools wijst er tevens op dat mailbox van de dienst Stedenbouw al enkele dagen niet toegankelijk is en vraagt een snelle oplossing.

Schepen Biermann zei dat het college positief had gereageerd op de suggestie van de h. Cools. Het gevraagde overleg zal eind deze maand bij Urban.brussels plaatsvinden. De schepen zal van deze gelegenheid gebruik maken om zijn verzoek te herhalen om het wijkcomité bij de besprekingen te betrekken.

De bug met betrekking tot de mailbox is opgelost. Alle klachten die tijdens deze storing werden ontvangen, zullen uiteraard in overweging worden genomen.

De Raad neemt kennis.

Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Nicolas Clumeck quitte la séance / verlaat de zitting.

09.09.2021/A/0067 **Question orale de M. Hayette : stationnement chaussée de Drogenbos.**

M. Hayette rappelle qu'à l'occasion de son interpellation sur la rénovation du parking Infobo, présentée lors de la séance de février du Conseil communal, il avait interrogé le Collège sur les conséquences de la décision prise la commune de Drogenbos de placer l'ensemble de ses rues en zone bleue.

M. l'Echevin Wyngaard avait lors répondu qu'il contacterait son homologue de Drogenbos.

Mais les habitants de la chaussée de Drogenbos n'ont pas constaté le moindre changement depuis lors. Ils sont contraints d'effectuer des tours pour trouver une place de stationnement, vu qu'aucune place n'est disponible dans la chaussée de Drogenbos, l'avenue de Beersel et les petites rues adjacentes.

L'avenue de Beersel ne dispose que de 23 places de parking sur toute la partie ucquoise, et la superficie disponible sur le petit square limite le stationnement à 22 véhicules (et à condition que les interdictions de stationnement sur les coins ne soient pas respectées).

Les travaux du parking à Stalle n'arrangeront pas la situation.

La rentrée des classes amplifiera le phénomène des « véhicules ventouses ».

De plus, certains propriétaires n'hésitent pas à laisser traîner leur véhicule pendant des mois.

Quelles mesures le Collège compte-t-il prendre pour résoudre le problème du stationnement dans le quartier ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que la mise œuvre de la zone bleue à Drogenbos a été retardée : son activation, prévue pour le mois de février, a été opérée le 3 mai.

Jusqu'à présent, aucun riverain ou comité de quartier ne s'est manifesté auprès de l'administration communale pour signaler un problème de « voitures ventouses ». Mais si c'était le cas, ils ne doivent pas hésiter à le faire.

Le report de véhicules ventouses de Drogenbos à Uccle étant évidemment un scénario plausible, le Collège pourrait tout à fait proposer l'instauration d'une zone bleue dans les secteurs proches de la limite de Drogenbos si une part significative de riverains se mobilise pour la défense du stationnement des habitants du quartier.

Par ailleurs, M. l'Echevin Wyngaard rappelle que les réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du Plan communal de stationnement incluront la problématique du stationnement.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : parkeren Drogenbossesteenweg.

De heer Hayette had in het kader van zijn interpellatie over de renovatie van de Infoboparking in februari het college gevraagd naar de gevolgen van het besluit van de gemeente Drogenbos om alle straten in een blauwe zone te plaatsen. Schepen Wyngaard zou contact opnemen met zijn ambtgenoot in Drogenbos. De bewoners van de Drogenbossesteenweg hebben sindsdien echter geen verandering meer gezien. Ze vinden geen plaatsen meer in de Drogenbossesteenweg, de Beersellaan en de kleine straatjes ernaast. De Beersellaan telt slechts 23 parkeerplaatsen op het Ukkelse gedeelte en de beschikbare ruimte op het pleintje heeft plaats voor 22 voertuigen. De werkzaamheden aan de parking aan Stalle zullen de situatie niet helpen. Het begin van het nieuwe schooljaar zal leiden tot meer langparkeerders. Sommige eigenaars laten er soms hun voertuigen maandenlang staan. Welke maatregelen zal het college nemen om het parkeerprobleem in de wijk op te lossen ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de invoering van de blauwe zone in Drogenbos

vertraging heeft opgelopen: de blauwe zone zou in februari worden geactiveerd maar werd pas op 3 mei ingevoerd. Tot dusver heeft nog geen enkele bewoner of wijkcomité een probleem met langparkeerders gemeld. De verschuiving van langparkeerders van Drogenbos naar Ukkel was een plausibel scenario. Het college zou kunnen voorstellen een blauwe zone in te voeren in de sectoren dicht bij de grens van Drogenbos indien een aanzienlijk deel van de buurtbewoners zich mobiliseert om het parkeren van de bewoners van de wijk te verdedigen. In het kader van de opmaak van het gemeentelijk parkeerplan zal ook de parkeerproblematiek aan bod komen.

De Raad neemt kennis.

Laurence Anne Vandeputte préside la séance / zit de zitting voor.

09.09.2021/A/0068 **Question orale de Mme Kokaj : sécurité des piétons avenue de la Gazelle.**

Mme Kokaj rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2021, la Région de Bruxelles-Capitale est devenue une zone 30, à l'exception des axes structurants.

Dans le cadre des réponses à de nombreuses questions et interrogations sur ce thème, M. l'Echevin Wyngaard a justifié cette mesure par la réduction du risque d'accident mortel. Le risque de décès lors de collisions passe de 45 % à 5 % lorsque la vitesse passe de 50 km/h à 30 km/h.

Quoique l'avenue de la Gazelle, située dans le quartier du Homborch, soit en zone 30, la réglementation n'y est pas du tout respectée.

Les habitants du quartier ont le sentiment d'assister quotidiennement à un véritable rallye de voitures et de camions. Ces excès de vitesse dangereux et irrespectueux des usagers faibles et de l'environnement (notamment sonore) inquiètent les parents.

Les arrêts de bus 37 et 43 reliant plusieurs écoles sont très fréquentés par les enfants et leurs parents tôt le matin et vers 16h00.

L'emplacement inadéquat du passage pour piétons et de l'éclairage public induisent des comportements à risque de la part des piétons.

Les habitants se réjouissent des futurs aménagements de la « mer d'asphalte », mais se demandent quelles autres mesures préventives et répressives (dos d'âne, radars, signalisations, contrôle de vitesse et amendes) à l'adresse des automobilistes aux comportements dangereux pourraient d'ores et déjà être mises en œuvre par le Collège.

M. l'Echevin Wyngaard répond que, selon les premières données statistiques disponibles, la limitation de vitesse à 30 km/h réduit le nombre de décès et d'accidents graves.

Il reconnaît que l'avenue de la Gazelle présente des difficultés en raison de son profil autoroutier quoiqu'elle ne constitue pas un axe structurant et soit située en zone résidentielle.

Toutefois, il est difficile d'intervenir sur l'avenue de la Gazelle en raison de sa déclivité ainsi que du passage d'une ligne d'autobus sur cette voirie.

En effet, il n'est pas possible de multiplier les dispositifs ralentisseurs sur des voiries où circulent des bus.

De plus, en vertu d'une circulaire, le placement de coussins berlinois et de dispositifs ralentisseurs n'est pas autorisé sur des voiries où la déclivité est supérieure à 6 %, ce qui est le cas de l'avenue de la Gazelle.

Les services de l'échevinat vont examiner s'il est possible d'installer des chicanes sur l'avenue de la Gazelle, mais il faudra évaluer l'impact d'un tel dispositif sur la giration des

autobus.

Vu que le 30 km/h est à présent le régime général, des rappels 30 ne sont plus placardés.

Par contre, les zones 20 et 50 sont annoncées par des signalisations.

Le réaménagement futur des carrefours Gazelle/Homborchveld et Gazelle/Engeland prévoit une végétalisation afin de perméabiliser les sols mais contribuera également à réduire la vitesse, dans la mesure où, au terme des travaux, l'axe de pénétration ne sera plus rectiligne et continu.

Les riverains peuvent aussi solliciter le placement d'un système de contrôle « Lidar » sur leur voirie pour quelques jours en introduisant les coordonnées de l'artère concernée sur le site internet « On flashe ma rue ».

Mme Kokaj signale que, pour rejoindre l'avenue de la Gazelle depuis la rue Engeland, du côté des anciennes maisons ou des nouvelles constructions, il faut traverser l'artère sans bénéficier de la protection d'un passage pour piétons.

Il faudrait remédier à cette situation potentiellement dangereuse tant pour les enfants que les adultes.

M. l'Echevin Wyngaard certifie que ce problème peut être résolu très rapidement.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : veiligheid van de voetgangers Gazellelaan.

Mevr. Kokaj herinnert eraan dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 1 januari 2021 een zone 30 is geworden, met uitzondering van de hoofdwegen. Schepen Wyngaard rechtvaardigt deze maatregel door het lager risico op dodelijke ongevallen. Het risico op overlijden bij aanrijdingen daalt van 45% tot 5% wanneer de snelheid wordt teruggebracht van 50 km/u tot 30 km/u.

De zone 30 in de Gazellelaan wordt niet gerespecteerd en ouders zijn hierover bezorgd. Aan bushaltes 37 en 43, die verschillende scholen met elkaar verbinden, zijn er 's ochtendvroeg en rond 16 uur erg veel kinderen en hun ouders. De ongepaste ligging van het zebepad en de straatverlichting leiden tot risicovol gedrag van voetgangers. De bewoners waren blij met de toekomstige ontwikkeling van de "zee van asfalt" maar vroegen zich af welke andere preventieve en repressieve maatregelen (verkeersdrempels, flitspalen, borden, snelheidscontroles en boetes) het college al kan nemen tegen gevaarlijk gedrag van automobilisten.

Schepen Wyngaard antwoordt dat volgens de eerste beschikbare statistieken de snelheidsbeperking tot 30 km/u het aantal doden en ernstige ongevallen vermindert. Hij erkent dat de Gazellelaan moeilijkheden oplevert vanwege het wegprofiel, hoewel het geen belangrijke weg is en in een woonwijk ligt. Het is echter moeilijk om in te grijpen op de Gazellelaan vanwege de helling en het feit dat er een busroute langs loopt. Het is niet mogelijk het aantal verkeersdrempels op wegen met bussen te verhogen. Bovendien is het volgens een omzendbrief niet toegestaan om Berlijnse kussens en verkeersdrempels aan te leggen in een straat met een helling van meer dan 6%, wat het geval is in de Gazellelaan. De diensten van het schepenkantoor zullen de mogelijkheid onderzoeken om chicanes in te richten in de Gazellelaan en de gevolgen hiervan voor het keren van bussen. Aangezien 30 km/u nu de algemene regel is, worden geen herinneringen meer geplaatst. Anderzijds worden zones 20 en 50 met borden aangekondigd.

De toekomstige herinrichting van de kruispunten Gazelle/Homborchveld en Gazelle/Engeland zal vegetatie omvatten om de grond beter doorlaatbaar te maken maar zal ook helpen de snelheid te verlagen aangezien de weg niet langer recht en ononderbroken zal zijn.

De bewoners kunnen ook vragen om gedurende enkele dagen een "Lidar"-controlesysteem op hun weg te plaatsen via de website "On flashe ma rue".

Mevr. Kokaj wijst erop dat men, om vanaf de Engelandstraat de Gazellelaan te bereiken, vanaf de kant van de oude huizen of van de nieuwe gebouwen, de straat moet oversteken zonder oversteekplaats. Deze potentieel gevaarlijke situatie voor zowel kinderen als volwassenen moet worden verholpen.

Schepen Wyngaard verzekerde dat dit probleem zeer snel kan worden opgelost.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:00
Opheffing van de zitting om 23:00

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj